



**BANQUE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE**

RAPPORT ANNUEL
2021

BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE



RAPPORT ANNUEL
2021

Sommaire

Liste des tableaux	5
Liste des graphiques	7
CARTE DES ETATS MEMBRES DE LA CEMAC	11
LE MOT DU GOUVERNEUR	13
L'ANNEE 2021 EN BREF	15
I. EVOLUTIONS ECONOMIQUES ET MONETAIRES	17
1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	19
1.1. Conjoncture économique des principaux partenaires des Etats membres de la CEMAC	19
1.2. Marchés financiers, des changes et de l'or	23
1.3. Marchés des produits de base	26
2. SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE LA CEMAC	27
2.1. Croissance économique	27
2.2. Prix et compétitivité	32
2.3. Finances publiques et dette extérieure	37
2.4. Secteur extérieur	41
2.5. Secteur monétaire	43
II. MISSIONS ET GOUVERNANCE	50
1. MISSIONS	53
1.1. Politique monétaire	53
1.2. Emission monétaire	59
1.3. Gestion des réserves de change	60
1.4. Gestion des systèmes et moyens de paiement	62
1.5. Stabilité financière	65
2. GOUVERNANCE	85
2.1. Organes de décision	85
2.2. Organes de contrôle	91
2.3. Autres organes	91
III. GESTION ET COOPERATION	93
1. ACTIVITÉS ET PROJETS DE LA BEAC	95

1.1. Etudes, recherche et statistiques	95
1.2. Gestion des ressources humaines	97
1.3. Audit et Contrôle	97
1.4. Informatique et Télécommunications	98
1.5. Affaires juridiques et réglementation	99
1.6. Investissement et patrimoine de la BEAC	99
1.7. Communication	99
2. COOPÉRATION RÉGIONALE ET INTERNATIONALE	101
2.1 Coopération régionale	101
2.2. Coopération internationale	102
3. COMPTES DE LA BEAC	105
3.1. Bilan	105
ANNEXES	111
SOMMAIRE DES ANNEXES	112
A. INFORMATIONS GÉNÉRALES	115
B. ANNEXES ÉCONOMIQUES, MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES	115
A. INFORMATIONS GÉNÉRALES	115
A1. ORGANES STATUTAIRES DE DÉCISION ET DE CONTRÔLE	
AU 31 DÉCEMBRE 2021	115
PRESIDENT	115
MEMBRES	115
OBSERVATEURS	116
A2. ORGANIGRAMME DE LA BEAC AU 31 DÉCEMBRE 2021	127
A3. CONTACTS DE LA BEAC	129
Annexes économiques, monétaires et financières	131

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Principaux indicateurs des marchés financiers.	25
Tableau 2	Evolution du Produit Intérieur Brut par pays de 2016 à 2021	28
Tableau 3	Contributions de la demande globale à la croissance réelle de 2016 à 2021 . .	30
Tableau 4	Contributions des secteurs à la croissance du PIB réel de 2015 à 2021 . .	31
Tableau 5	Opérations financières des Etats de la CEMAC de 2016 à 2021	38
Tableau 6	Balance des paiements de la CEMAC de 2019 à 2021	42
Tableau 7	Situation Monétaire résumée	44
Tableau 8	Évolution de la masse monétaire	44
Tableau 9	Évolution des avoirs extérieurs nets du système monétaire.	45
Tableau 10	Évolution des avoirs extérieurs nets de la BEAC	45
Tableau 11	Évolution des avoirs extérieurs bruts de la BEAC	46
Tableau 12	Évolution des engagements officiels extérieurs	46
Tableau 13	Évolution de la position extérieure nette des établissements de crédit . .	47
Tableau 14	Évolution du crédit intérieur (Décembre 2019 – Décembre 2021)	47
Tableau 15	Evolution des créances nettes sur les Trésors nationaux.	48
Tableau 16	Evolution des crédits à l'économie par maturité	49
Tableau 17	Evolution des Taux d'intérêt pratiqués par la BEAC sur le marché monétaire.	54
Tableau 18	Taux d'intérêt sur placements publics à la BEAC	54
Tableau 19	Evolution des créances consolidées sur les Etats au 31 décembre 2021 .	55
Tableau 20	Répartition par pays de l'encours des titres publics détenus par la BEAC au 31 décembre 2021	56
Tableau 21	Ventilation des transactions réalisées selon les participants au SYGMA et SYSTAC en 2021.	62
Tableau 22	Moyenne annuelle des taux de déclaration de reporting des participants de la CEMAC en 2021	63
Tableau 23	Déclaration annuelle des incidents et par système en 2021	64
Tableau 24	Evolution globale des activités du GIMAC	64
Tableau 25	Evolution des principaux agrégats bilanciaux des banques de la CEMAC .	65
Tableau 26	Evolution de la structure des dépôts des banques de la CEMAC	66
Tableau 27	Evolution des dépôts bruts par pays entre fins décembre 2016 et 2021 . .	66
Tableau 28	Evolution de la structure des crédits des banques de la CEMAC	67
Tableau 29	Evolution des opérations avec la BEAC à fin décembre 2021	68
Tableau 30	Evolution de la qualité du portefeuille de crédits des banques de la CEMAC. . . .	69
Tableau 31	Evolution des fonds propres nets par pays.	70

Tableau 32 : Etat des banques présentant des exigences en fonds propres	70
Tableau 33 : Evolution du nombre des banques en infraction par rapport aux normes prudentielles	71
Tableau 34 : Evolution de la situation bilancielle des établissements financiers de la CEMAC . .	72
Tableau 35 : Evolution du nombre d'établissements financiers de la CEMAC en infraction par rapport aux ratios prudentiels	73
Tableau 36 : Volume des émissions par adjudication de BTA et d'OTA	78
Tableau 37 : Réparation de l'encours des titres publics (BTA et OTA) par pays des détenteurs finaux au 31 décembre 2021	80
Tableau 38 : Evolution des remboursements des titres publics (BTA et OTA) par Trésor émetteur	81
Tableau 39 : Évolution du coût des émissions par type d'instrument et par émetteur . .	82
Tableau 40 : Synthèse des opérations du marché secondaire des titres publics dans la CEMAC	82
Tableau 41 : Actions cotées à la BVMAC au 31 décembre 2021	83
Tableau 42 : Obligations conservées à la BVMAC au 31 décembre 2021	83
Tableau 43 : Évolution des effectifs du personnel de la BEAC et de la COBAC pour l'année 2021	96
Tableau 44 : Evolution du bilan de la Banque Centrale	108
Tableau 45 : Evolution de l'état du résultat global de la Banque Centrale	110

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international	20
Graphique 2 : Indice composite des cours des produits de base exportés par la CEMAC.....	26
Graphique 3 : Répartition du PIB nominal de la CEMAC en 2016 et 2021	28
Graphique 4 : Répartition du PIB de la CEMAC - secteurs pétrolier et non pétrolier	29
Graphique 5 : Croissance en termes réels dans les Etats membres de la CEMAC.....	29
Graphique 6 : Taux d'inflation en moyenne annuelle de 2016 à 2021.....	32
Graphique 7 : Contributions des fonctions de consommation à l'inflation en moyenne annuelle de la CEMAC de 2016 à 2021	33
Graphique 8 : Evolution comparée de l'inflation et de l'inflation sous-jacente de la CEMAC	34
Graphique 9 : Evolution du TCER et TCEN	34
Graphique 10 : Contributions absolues au TCER global.....	35
Graphique 11 : Evolution du TCER	36
Graphique 12 : Evolution du solde budgétaire, base engagements, dons compris	39
Graphique 13 : Taux d'endettement public global	39
Graphique 14 : Évolution de l'encours moyen mensuel des transactions interbancaires.....	58
Graphique 15 : Évolution mensuelle des opérations interbancaires	59
Graphique 16 : Evolution des résultats de la Salle des marchés 2020-2021	61
Graphique 17 : Structure des instruments de paiement utilisés sur SYGMA et SYSTAC en valeur et volume	62
Graphique 18 : Evolution du total bilan des établissements de microfinance	74
Graphique 19 : Evolution des dépôts de la clientèle des établissements de microfinance de la CEMAC	74
Graphique 20 : Evolution des crédits bruts de la clientèle des établissements de microfinance de la CEMAC	75
Graphique 21 : Evolution des créances en souffrance des établissements de microfinance de la CEMAC	76
Graphique 22 : Evolution des provisions pour dépréciation des établissements de microfinance de la CEMAC	76
Graphique 23 : Excédent / déficit de trésorerie des établissements de microfinance de la CEMAC	77
Graphique 24 : Volumes des émissions par maturité de BTA en 2021	78
Graphique 25 : Volumes des émissions par maturité de OTA.....	79
Graphique 26 : Encours des titres publics au 31 décembre 2021	79
Graphique 27 : Structure des détenteurs des titres publics à fin 2021	97

ABCA	Association des Banques Centrales Africaines
ACCG	Agent des Clauses et Conditions Générales
AEM	Agent d'Encadrement Moyen
AES	Agent d'Encadrement Supérieur
AIR	<i>African Institute for Remittances</i>
ALU	Apport de liquidité d'urgence
APE	Accord de Partenariat Economique
APEC	Association des Professionnel des Etablissements de Crédit
BAD	Banque Africaine de Développement
BCE	Banque Centrale Européenne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BIT	Bureau International du Travail
BTB	Bon du Trésor Assimilable
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
BVMAC	Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CAF	Coût – Assurance – Fret
CAMCCUL	<i>Cameroon Cooperative Credit Union League</i>
CCA	Crédit Communautaire d'Afrique
CCP	Centre des Chèques Postaux
CEA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CIP	Centrale des Incidents de Paiements
COBAC	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
COSUMAF	Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale
CPM	Comité de Politique Monétaire
CRCT	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CRSP	Comité Régional des Systèmes de Paiement
CSCA	Communauté des Superviseurs Bancaires Africains
CSF – AC	Comité de Stabilité Financière en Afrique Centrale
CSPMP	Cellule en Charge du suivi, de la Préparation et de la Mise en œuvre des Projets
DAIC	Département de l'Audit et de l'Inspection des Centres
DAISCX	Département de l'Audit et l'Inspection des Services Centraux
DAJR	Département des Affaires Juridiques et de la Règlementation
DCBCG	Direction de la Comptabilité, du Budget et du Contrôle de Gestion
DEMARIS	Démarche pour la Maîtrise des Risques
DGCG	Direction Générale du Contrôle Général

DPMG	Direction du Patrimoine et des Moyens Généraux
DPRAI	Département de la Prévention des Risques et de l'Audit Informatique
DPSBCG	Département de la Planification Stratégique, du Budget et du Contrôle de Gestion
DSFABFE	Direction de la Stabilité Financière, des Activités Bancaires et du Financement des Economies
DSGE	<i>Dynamic and Stochastic General Equilibrium</i>
DSX	Douala Stock Exchange
DTS	Droits de Tirages Speciaux
EMF	Etablissement de Microfinance
EONIA	<i>Euro OverNight Index Average</i>
EURIBOR	Euro Interbank Offered Rate
FALB	Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FED	Réserve Fédérale Américaine
FMI	Fonds monétaire international
GRAINE	Gabonaise des Réalisations Agricoles et des Initiatives des Nationaux Engagés
ICAE	Indicateur Composite des Activités Economiques
IMA	<i>Investment Management</i>
IPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
MSRC-AC	Mécanisme Sous-Régional de Coordination de l'appui du Système des Nations Unies - Afrique Centrale
MUCODEC	Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OICV	Organisation Internationale des Commissions des Valeurs
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTA	Obligation du Trésor Assimilable
PCMA	Programme de Coopération Monétaire en Afrique
PDRH	Plan Directeur des Ressources Humaines
PI	Portefeuille d'Investissement
PNG	Position Nette Globale
PSB	Plan Stratégique de la Banque
PT	Portefeuille de Trading
RCA	République Centrafricaine
SADC	<i>Southern African Development Community</i>
SDM	Salle des Marchés
SIFI – JA	Société Internationale de Financement et d'Investissement - Jeune Afrique
SVT	Spécialiste en Valeur du Trésor
SYGESBEAC	Système de Gestion de la BEAC
SYGMA	Système de Gros Montants Automatisé
SYSCOBEAC	Système Comptable de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale

SYSTAC	Système de Télécompensation en Afrique Centrale
TCER	Taux de Change Effectif Réel
TCM	Taux Créditeur Minimum
TIAO	Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
TIMP	Taux Interbancaire Moyen Pondéré
TIPP	Taux d'Intérêt des Prises en Pension
TISPP	Taux d'Intérêt sur Placements Publics
TP	Taux de Pénalité
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UGRIF	Unité de Gestion des Réformes des Institutions Financières

CARTE DES ÉTATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)



LE MOT DU GOUVERNEUR



Monsieur le Gouverneur de la BEAC

L'année 2021 a été caractérisée par une reprise économique au niveau mondial. Selon les Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (FMI) parues en avril 2022, le taux de croissance de l'économie mondiale serait de 6,1 % en 2021, après une récession de 3,1 % en 2020. S'agissant plus particulièrement de la CEMAC, le taux de croissance du PIB réel a été de 1,5 % (- 8,3 % pour le secteur pétrolier et 3,9 % pour le secteur non pétrolier), contre -1,7 % en 2020.

En vue d'atténuer les effets de la pandémie de la Covid-19 sur l'activité, plusieurs banques centrales ont poursuivi une politique monétaire accommodante en 2021. En outre, plusieurs pays ont mis en place des mesures de soutien budgétaire au bénéfice des ménages et des entreprises.

En 2020, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a pris plusieurs mesures visant à soutenir l'activité et à prévenir une crise de liquidité dans le secteur bancaire. Les mesures prises en 2020 ont continué à courir jusqu'à juin 2021. Cependant, et afin de soutenir la stabilité extérieure de sa monnaie, la BEAC a procédé :

- à la suspension des réaménagements des conditions d'éligibilité des garanties aux opérations de refinancement de la BEAC adoptés lors de la session du Comité de Politique Monétaire du 24 juin 2020 ;

- à la réactivation des reprises de liquidité via des opérations de maturité longue (un mois) ciblant les établissements de crédit en excédent de liquidité et désirant faire des placements à la BEAC ;
- au relèvement de 25 points de base, respectivement du TIAO (de 3,25 % à 3,50 %) et du Taux de la facilité de prêt marginal (de 5,00 % à 5,25 %).

La BEAC a continué à consolider ses relations avec ses principaux partenaires sous-régionaux (CEMAC, BDEAC, etc.) et les partenaires internationaux (FMI, Banque mondiale). Le concours de ces partenaires et internationaux a permis d'amoinrir les effets de la crise sanitaire sur la croissance économique des pays de la CEMAC. La BEAC a fortement contribué à la conclusion des programmes économiques et financiers entre le FMI et les Etats de la CEMAC.

Par ailleurs, la Banque Centrale a renforcé son équilibre financier en 2021. Au 31 décembre 2021, le total du bilan de la Banque Centrale a fortement progressé, pour s'établir à 9 075 284 246 013, contre 7 914 318 257 488 au 31 décembre 2020



ABBAS MAHAMAT TOLLI

L'ANNEE 2021 EN BREF

Selon les Perspectives de l'économie mondiale mises à jour en avril 2022 par le Fonds monétaire international (FMI), la croissance de l'économie mondiale s'est établie à 6,1 % en 2021, après une récession de 3,1 % en 2020. Ces estimations pourraient être revues à la baisse en raison des tensions géopolitiques actuelles en Europe ainsi que leurs impact sur les prix de certaines matières premières, en particulier le pétrole et le gaz naturel. Par espace géographique, le taux de croissance réel de l'activité dans les économies avancées ressortirait à 5,2 % en 2021, contre une récession de 4,5 % en 2020. Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance du PIB réel se fixerait à 6,8 % en 2021, après une contraction de 2,0 % en 2020. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance du PIB réel passerait à 4,5 % en 2021, contre un repli de 1,7 % en 2020.

S'agissant des prix, dans les pays avancés, l'inflation remonterait à 3,1 % en 2021, après 0,7 % en 2020. Dans les pays émergents et en développement, l'inflation s'établirait à 5,9 % en 2021, après 5,2 % en 2020. Dans les pays d'Afrique Subsaharienne, il devrait progresser à 11,0 % en 2021, contre 10,2 % en 2020.

Au niveau de la CEMAC, les estimations des principaux indicateurs se présentent comme suit : i) un taux de croissance du PIB réel de 1,4 % (- 8,3 % pour le secteur pétrolier et 3,9 % pour le secteur non pétrolier) contre - 1,7 % en 2020 ; ii) un léger repli du taux d'inflation à 1,6 % à fin décembre 2021 contre 2,3 % un an plus tôt ; iii) une contraction du déficit du solde budgétaire, base engagements, dons compris, à - 1,7 % du PIB en 2021 contre - 2,0 % du PIB en 2020 ; et iv) un creusement du solde global de la balance des paiements déficitaire à - 1,4 % du PIB en 2021, après - 0,6 % du PIB en 2020.

En ce qui concerne les agrégats monétaires, la masse monétaire s'est accrue de 12,2 % pour se situer à 15 316,3 milliards à fin décembre 2021, contre 13 652,9 milliards un an auparavant ; le taux de couverture extérieure de la monnaie est passé de 63,6 % en décembre 2020 à 64,0 % un an plus tard ; les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont baissé de 630,2 milliards au terme des douze mois de l'année 2021, pour s'établir à 1 313,5 milliards à fin décembre 2021 ; l'encours du crédit intérieur a enregistré une hausse de 17,9 % par rapport à son niveau à fin décembre 2020, pour se situer à 17 393,7 milliards à fin décembre 2021 ; les créances nettes du système monétaire sur les Etats se sont établies à 8 208,1 milliards au 31 décembre 2021, en hausse de 1 664,5 milliards par rapport à leurs niveau à fin décembre 2020, enfin les réserves de change se sont situées à 4 711,2 milliards à fin décembre 2021, contre 4 391,2 milliards un an plus tôt, et ont représenté environ 3,3 mois d'importations de biens et services.

Pour ce qui est de l'activité du système bancaire de la CEMAC à fin décembre 2021, elle a été marquée par un excédent de trésorerie en augmentation de 590 milliards, soit + 14 % par rapport à la situation prévalant douze mois plus tôt, hausse imputable à la forte progression des dépôts non remployés. Concernant la qualité du portefeuille du système bancaire, elle s'est améliorée. En effet, l'encours des créances en souffrance s'est élevé à 1 938 milliards au 31 décembre 2021, en hausse de 24

milliards (+1,3 %) comparativement au volume enregistré un an auparavant. Elles ont représenté 19,5 % des crédits bruts contre 21,2 % l'année précédente. Il est à noter en outre : i) une hausse de l'encours du crédit intérieur de 16,2 % par rapport à son niveau à fin décembre 2020, pour se situer à 17 141,4 milliards, ii) un accroissement des créances nettes du système monétaire sur les Etats à 7 955,8 milliards (+ 1 412,2 milliards) ; iii) une réduction des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires de 630,4 milliards au terme des douze mois de l'année 2021, pour s'établir à 1 313,4 milliards à fin décembre 2021.

A fin septembre 2021, au niveau du secteur de la microfinance, le total agrégé du bilan est ressorti à 1 340 milliards. Les dépôts collectés dans la CEMAC sont passés de 977 milliards au 31 décembre 2020 à 1 007 milliards à fin septembre 2021. Les crédits bruts se sont établis à 695 milliards. A fin septembre 2021, l'encours sains des crédits distribués (582 milliards), qui a représenté 84 % de l'encours des crédits bruts, est constitué majoritairement de crédits à court terme (44%), de crédits à long terme (31%) et de crédits à moyen terme (25%).

Le marché interbancaire a été marqué par : i) une augmentation de l'encours moyen mensuel des transactions entre novembre 2021 et janvier 2022, pour se situer à 308,3 milliards en janvier 2022 (dont 187,1 milliards d'opérations de pension-livree et 121,1 milliards d'opérations en blanc), contre 276,8 milliards en novembre 2021 (dont 167,3 milliards d'opérations de pension-livree et 109,5 milliards d'opérations en blanc). Le TIMP à 7 jours des opérations à blanc est en hausse, à 6,10 % à fin janvier 2022 contre 6,00 % trois mois plus tôt, et celui des opérations de pension-livree a progressé de 3,25 % à 4,00 % sur la même période.

Entre décembre 2020 et décembre 2021, dans un contexte marqué par la persistance de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19, le marché des titres publics émis par adjudication s'est caractérisé par : (i) un dynamisme des opérations sur les marchés primaire et secondaire, (ii) une baisse des taux de couverture des émissions, et (iii) une augmentation des coûts des émissions.

Au plan de la gestion budgétaire, les mesures de rationalisation des charges ont permis de préserver l'équilibre financier de la BEAC, et ainsi de réaliser un bénéfice net de la Banque Centrale avant affectation, constaté à la fin de l'exercice 2021, est ressorti à 49 793 539 824, contre 30 986 721 192 pour l'exercice 2020 (+60,7 %).

I. Evolutions Economiques et Monétaires



1. Environnement international

1.1. Conjoncture économique des principaux partenaires des Etats membres de la CEMAC

L'année 2021 a été marquée par un regain d'activité au niveau mondial, en rapport avec : i) l'élargissement de la couverture vaccinale à l'échelle mondiale, ii) la consolidation des mesures de soutien budgétaire dans plusieurs pays et iii) la prolongation des politiques monétaires accommodantes. En conséquence, l'économie mondiale s'est sensiblement accrue de 6,1 % en 2021, après une récession de 3,1 % en 2020.

Reflétant l'évolution de l'activité économique mondiale, le volume des échanges commerciaux a augmenté de 10,1 % en 2021 après avoir chuté de 7,9 % en 2020. Cette dynamique s'explique par le relâchement des mesures prises en 2021 dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19.

S'agissant des prix, le taux d'inflation mondiale en moyenne annuelle est remonté à 4,7 % en 2021, après 3,2 % en 2020, en raison de la forte demande mondiale, la hausse du prix de l'énergie et celle des cours des produits alimentaires.

Dans les pays avancés, le taux d'inflation s'est situé à 3,1 % en 2021, contre 0,7 % en 2020. S'agissant des pays émergents et en développement, il s'est établi à 5,9 % en 2021, contre 5,1 % 2020. En Afrique subsaharienne, l'inflation s'est accrue de 11,0 % en 2020, après 10,2 % en 2019.

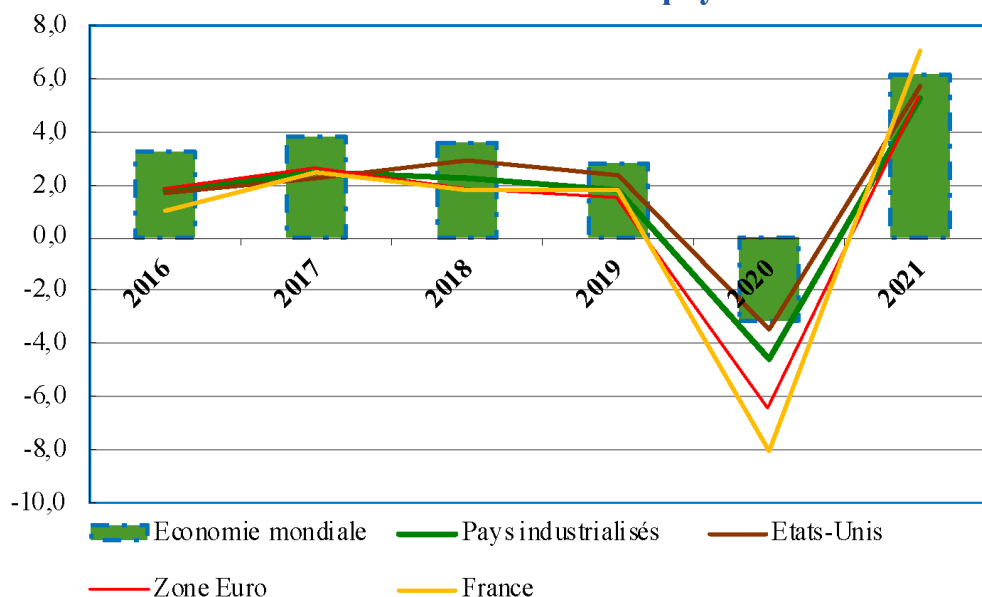
En ce qui concerne la situation de l'emploi, la persistance de la pandémie de Covid-19 a empêché le redressement des marchés du travail. Néanmoins, le Bureau International du Travail (BIT) estime que le taux de chômage mondial s'est établi à 6,2 % en 2021 après 6,6 % en 2020. Ainsi, le nombre de chômeurs est revenu à 207 millions en 2021, contre 214 millions un an plus tôt.

En matière de politique monétaire, les banques centrales des principaux pays avancés et émergents ainsi que celles de l'Afrique subsaharienne ont maintenu l'orientation accommodante de leur politique monétaire.

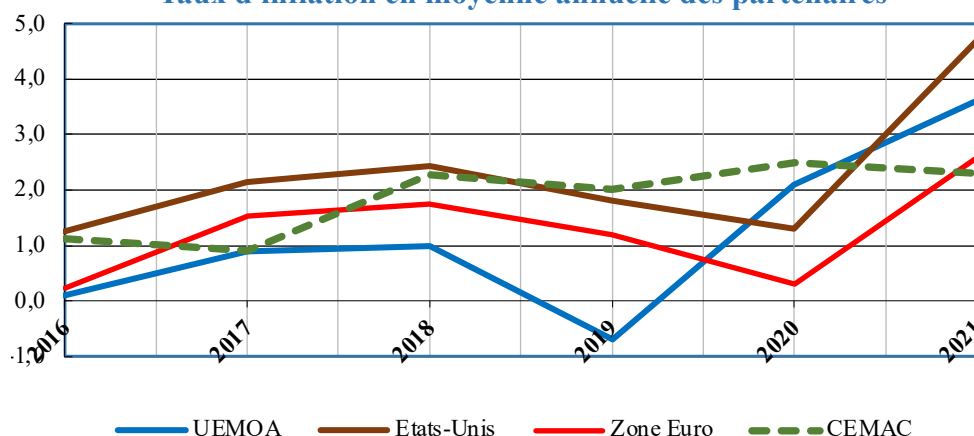
Le graphique 1 présente succinctement les principaux indicateurs de l'environnement international, le taux de croissance réelle des pays industrialisés et le taux d'inflation en moyenne annuelle des principaux partenaires.

Graphique 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international

Taux de croissance réelle des pays industrialisés



Taux d'inflation en moyenne annuelle des partenaires



Sources : BEAC, Perspectives de l'économie mondiale de février 2020 (FMI)

Prise par groupe économique ou isolément, la situation des pays partenaires de la CEMAC est ressortie comme suit en 2021 :

La croissance de l'ensemble des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a rebondi de 5,3 % en 2021, après une baisse de 4,7 % en 2020 du fait de la reprise des activités enregistrée dans les principales économies membres de l'organisation. Le taux de chômage a reculé de 7,1 % en 2020 à 6,2 % en 2021. Le déficit financier

des administrations publiques s'est réduit, à 8,4 % du PIB en 2021, après 10,4 % du PIB en 2020, reflétant la baisse des dépenses publiques dans la plupart des pays membres. Le solde de la balance des opérations extérieures courantes est passé de 0,0 % du PIB en 2020 à 0,1 % du PIB en 2021. Le taux d'inflation, mesuré par la variation annuelle du déflateur du PIB, s'est établi à 3,5 % en 2021, après 1,5 % en 2020, sous l'effet du renchérissement des prix de l'énergie et du redressement de la demande intérieure.

Aux Etats-Unis, le PIB réel s'est accru de 5,7 % en 2021, après une baisse de 3,4 % en 2020, sous l'effet d'une forte augmentation de l'investissement et de la consommation privée. Le taux de chômage a reculé de 8,1 % en 2020 à 5,4 % en 2021. Le déficit financier des administrations publiques s'est infléchi à 11,8 % du PIB en 2021, contre 15,4 % du PIB en 2020, en raison de la fin des mesures budgétaires liées à la pandémie de Covid-19. En revanche, le déficit de la balance courante s'est creusé à 3,5 % en 2021, contre 2,9 % du PIB en 2020. Quant à l'inflation, elle s'est accélérée à 4,7 % en 2021, après 1,2 % en 2020, du fait principalement de la hausse des prix de l'énergie et des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Au Japon, le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 1,6 % en 2021, après - 4,5 % en 2020, compte tenu du rebond de la consommation et des investissements, induit par la baisse des taux de contamination au Covid-19. Le taux de chômage est resté stable à 2,8 % en 2021, comme en 2020. Le déficit financier des administrations publiques s'est réduit à 5,7 % du PIB en 2021, contre 9,0 % en 2020. L'excédent de la balance courante est revenu de 3,0 % en 2020 à 2,9 % en 2021. Le taux d'inflation a reculé à - 0,3 % en 2021, contre 0,0 % en 2020.

Dans l'Union Européenne, le PIB réel a augmenté de 5,4 % en 2021, contre une récession de 5,9 % un an plus tôt, à la faveur de la levée progressive des mesures de restrictions dues à la pandémie de Covid-19. Le déficit budgétaire est revenu à 4,7 % du PIB en 2021, après 6,8 % du PIB en 2020. L'excédent de la balance courante s'est amélioré à 3,3 % du PIB en 2021, contre 2,9 % du PIB en 2020. Le taux d'inflation est remonté à 2,9 % en 2021, après 0,7 % en 2020, en raison du renchérissement des prix de l'énergie.

Dans la Zone-Euro, le PIB en termes réel s'est accru de 5,3 % en 2021, contre une baisse de 6,4 % un an plus tôt. Le déficit budgétaire s'est réduit de 7,1 % du PIB en 2020 à 5,1 % du PIB en 2021. L'excédent de la balance courante s'est établi à 2,4 % du PIB en 2021, contre 1,9 % en 2020. Le taux d'inflation s'est hissé à 2,6 % en 2021, après 0,3 % en 2020.

En Allemagne, le taux de croissance du PIB réel a été de 2,8 % en 2021, après avoir reculé de 4,6 % l'année précédente, en raison de l'épidémie de Covid-19. Le taux de chômage est revenu à 3,5 % en 2021, après 3,8 % en 2020, grâce à la reprise de l'activité économique. Le déficit budgétaire s'est réduit de 4,3 % du PIB en 2020 à 3,8 % en 2021. L'excédent de la balance courante est remonté à 7,4 % du PIB en 2021, après 7,1 % en 2020. Le niveau général des prix a progressé de 3,2 % en 2021, contre 0,4 % en 2020.

En France, le PIB réel a bondi de 7,0 % en 2021, après une contraction de 8,0 % en 2020, du fait de la reprise de la consommation privée et des investissements. Le taux de chômage s'est établi à 7,9 % en 2021, après 8,0 % en 2020. Le déficit public s'est réduit à 6,4 % du PIB en 2021, après 8,9 % en 2020, reflétant la réduction progressive des mesures de soutien public liées à la pandémie de Covid-19. Le déficit du compte extérieur courant s'est amélioré en 2021, s'établissant à 0,9 % du PIB en 2021, contre 1,9 % en 2020. Le taux d'inflation s'est situé à 2,1 % en 2021, contre 0,5 % en 2019, sous l'effet de la hausse de l'énergie et des produits manufacturiers.

Au Royaume-Uni, l'activité économique s'est redressée, le PIB réel progressant de 7,4 % en 2021 après une baisse de 9,3 % en 2020. La situation du marché du travail est restée atone, avec un taux de chômage de 4,5 % en 2021, comme en 2020. Le déficit budgétaire

s'est sensiblement réduit, revenant de 12,8 % du PIB en 2020 à 8,3 % du PIB en 2021, alors que celui du compte extérieur courant s'est aggravé à 2,6 % du PIB en 2021, après 2,5 % en 2020. L'inflation a augmenté à 2,6 % en 2021 contre 0,9 % en 2020, en raison du renchérissement des prix de l'énergie et des matières premières.

Dans les économies émergentes et en développement, l'activité économique s'est accrue de 6,8 % en 2021, après une baisse de 2,0 % en 2020, impulsée en particulier par les pays émergents d'Asie.

En Chine, le taux de croissance du PIB réel est remonté à 8,1 % en 2021, contre 2,2 % en 2020, à la faveur du dynamisme des exportations sur fond de redémarrage de l'activité économique mondiale et de la vigueur de l'investissement. Le déficit budgétaire s'est réduit à 6,6 % du PIB en 2021, contre 6,9 % du PIB en 2020. L'excédent de la balance courante s'est amélioré à 1,8 % du PIB en 2021, contre 1,7 % du PIB en 2020. Le taux d'inflation est descendu à 0,9 % en 2021, après 2,4 % en 2020.

En Inde, la croissance économique s'est accrue de 8,9 % en 2021, après une récession de 6,6 % en 2020, poussée par l'amélioration de la confiance des consommateurs et l'atténuation des tensions inflationnistes. Le déficit budgétaire s'est réduit de 13,3 % du PIB en 2020 à 9,4 % du PIB en 2021. Le solde des transactions courantes est revenu d'un excédent de 0,9 % du PIB en 2020 à un déficit de 1,6 % du PIB en 2021. Le taux d'inflation est revenu à 5,5 % en 2021, après 6,2 % en 2020.

En Afrique subsaharienne, le PIB réel a enregistré une hausse de 4,5 % en 2021, après une contraction de 1,7 % en 2020, sous l'impulsion d'une augmentation des exportations et des cours des produits de base ainsi que d'une reprise de la consommation des ménages et de l'investissement privé. Le déficit

budgétaire, dons compris, s'est réduit à 5,3 % du PIB en 2021, contre 6,4 % du PIB en 2020. De même, le déficit du compte extérieur courant s'est amélioré à 1,1 % du PIB en 2021, après 3,0 % du PIB en 2020. Le niveau général des prix des biens et services destinés à la consommation s'est accru de 11,0 % en 2021 après 10,2 % en 2020, consécutive à la hausse des prix des denrées alimentaires.

Au Nigeria, la croissance économique réelle a enregistré une hausse de 3,6 % en 2021, contre une baisse de 1,8 % en 2020, en raison de la bonne tenue des secteurs pétrolier et non pétrolier. Le déficit budgétaire s'est creusé à 6,0 % du PIB en 2021, contre 5,7 % du PIB en 2020. Le déficit du compte extérieur courant s'est atténué, revenant de 4,0 % du PIB en 2020 à 0,8 % du PIB en 2021. Les tensions inflationnistes se sont accentuées, le taux d'inflation s'élevant à 17,0 % après 13,2 % en 2020.

En Afrique du Sud, le PIB réel s'est accru de 4,9 % en 2021, contre une baisse de 6,4 % un an auparavant, du fait du rebond des exportations et de la consommation des ménages. Le déficit budgétaire s'est réduit à 6,7 % du PIB en 2021, contre 9,4 % en 2020. Le taux de chômage est ressorti à 34,2 % en 2021, contre 29,2 % un an plus tôt. En revanche, l'excédent du compte extérieur courant est remonté à 3,7 % du PIB en 2021, après 2,0 % du PIB en 2020. Le taux d'inflation s'est établi à 4,5 % en 2021 contre 3,3 % en 2020.

Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine, le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 5,6 % en 2021, après 1,8 % en 2020, en rapport avec les performances des secteurs tertiaire et secondaire. Le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, est resté stable à 5,7 % du PIB en 2021, comme en 2020. En revanche, le déficit du compte des transactions extérieures courantes

s'est creusé à 6,1 % du PIB en 2021, contre 4,6 % du PIB en 2019. Sur le front des prix, le taux d'inflation s'est situé à 3,5%, après 2,2% en 2020, imputable essentiellement au renchérissement des produits alimentaires et aux difficultés d'approvisionnement des marchés induites par la crise sécuritaire dans certains pays de la région.

1.2. Marchés financiers, des changes et de l'or

Après la récession de l'année 2020 provoquée par la pandémie de Covid-19, l'année 2021 a été caractérisée par la reprise économique partout dans le monde, une flambée des prix du pétrole, la hausse des taux de rendement obligataire (synonyme de baisse des prix des titres), une nette embellie des marchés d'actions et un renchérissement du dollar US. Cependant, les goulots d'étranglement du côté de l'offre et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont freiné cette dynamique économique en entraînant une remontée de l'inflation à des niveaux inédits depuis des décennies (au 4ème trimestre, l'inflation étant de 6,6 % aux Etats-Unis et de 4,4 % en Zone Euro), suscitant des réponses de la part de certaines banques centrales.

1.2.1. Marchés monétaires

Dans la Zone Euro, la BCE a observé le statu quo sur ses taux directeurs, compte tenu de son objectif d'inflation symétrique de 2 %. En maintenant ainsi une orientation de politique monétaire ultra-accommodante, la BCE s'est distinguée de la FED et de la Banque d'Angleterre qui a annoncé en décembre 2021, un relèvement de son taux directeur de 0,1 % à 0,25 %.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale américaine (Fed) a annoncé qu'elle mettrait fin, dès mars 2022, aux achats d'obligations sur les marchés à horizon fin 2021, au regard de ses objectifs cibles

(inflation et taux de chômage autour de 2 %). Le *Federal Open Market Committee* (FOMC) a jugé appropriée sa décision de maintenir ses taux directeurs dans la fourchette cible (0 à 0,25%) jusqu'à ce que les conditions du marché du travail soient proches du plein emploi. Concernant les prix, les déséquilibres de l'offre et de la demande liés à la pandémie et à la réouverture de l'économie ont accentué l'inflation. En particulier, les goulots d'étranglement et les contraintes d'approvisionnement ont réduit la rapidité avec laquelle la production pourrait répondre à une demande plus élevée à court terme. Les salaires ont également augmenté rapidement, avec le risque que la persistance d'une croissance des salaires réels supérieure à la productivité exerce une pression à la hausse sur l'inflation.

1.2.2. Marchés obligataires

Globalement, l'année 2021 s'est soldée par une hausse plus sensible des taux de rendement aux Etats-Unis qu'en Zone Euro, notamment pour les titres souverains à plus d'un an. Ainsi, le T-Notes US à 10 ans a clôturé l'année en hausse à 1,512 % contre 0,916% il y a un an. Quant à l'OAT française à 10 ans, il s'est établi à 0,195% au 31 décembre contre - 0,343% un an plus tôt et le Bund allemand de même maturité s'est hissé à - 0,182% contre - 0,572% un an auparavant.

1.2.3. Marchés boursiers

Les marchés des actions ont été très dynamiques en 2021, grâce à la réouverture de l'économie, à de solides bénéfices et à des prévisions encourageantes. Les valeurs cycliques et financières ont ainsi soutenu la cote malgré les goulots d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnements, le renchérissement des prix des matières premières (+ 50 % de hausse pour le baril de Brent et + 55 % pour le WTI) et les pressions inflationnistes. Ainsi, en

termes de valorisation, le compartiment actions est arrivé en 2ème position après celui de l'énergie.

En Zone Euro, l'indice CAC-40 a ainsi surperformé tous les autres indices boursiers, clôturant à 7 153,03 points, soutenu par une forte reprise économique dans les secteurs du luxe, de la technologie et de la banque.

Aux Etats-Unis, le climat a été plus favorable, les marchés ayant atteint de nouveaux sommets, grâce notamment aux résultats positifs des entreprises du S&P 500, qui ont réussi à surmonter les perturbations des chaînes d'approvisionnement et l'inflation élevée. L'indice S&P 500 a ainsi clôturé à 4 766,18 points à fin 2021, gagnant 27 % sur l'année.

1.2.4. Marchés des changes et de l'or

L'euro s'est déprécié face au dollar suite aux discours accommodants de la BCE contrairement à l'orientation de la FED. La séquence de ralentissement

de la croissance mondiale et le début de normalisation de la politique de la FED restent favorables au dollar US. Les anticipations d'inflation ont porté sur l'évolution des rendements en 2021, mais la hausse des taux de la FED attendue en 2022 devrait renforcer l'attrait pour le billet vert. L'inflation, en revanche, s'est avérée plus persistante qu'attendu et la récente remontée des prix des matières premières s'est traduite par une évolution structurelle des devises du G10 en termes d'échanges. Le ralentissement de la croissance pourrait empêcher une correction du cours du dollar US. Le taux de change EUR/USD a perdu près de 6,99 % sur un an en clôturant l'année à 1,1370 USD (1USD=576,92 FCFA).

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a été confronté à une volatilité extrême au cours de l'année 2021. Les prix de l'once d'or ont également évolué de façon inverse aux rendements des bons du Trésor américain, et de façon corrélée à la progression des cas d'infections aux variants du Coronavirus, notamment Delta et Omicron, suscitant ou non la demande de la valeur refuge. L'once d'or a clôturé l'année en baisse de 4,33 %.

² Euro OverNight Index Average.

Tableau 1 : Principaux indicateurs des marchés financiers

		31/12/2020	31/03/2021	30/06/2021	30/09/2021	31/12/2021	Variation déc.2021 / déc.2020
CHANGE	EUR/USD	1,22250	1,17500	1,18490	1,15710	1,13700	-6,99%
	EUR/GBP	0,89555	0,85143	0,85855	0,85958	0,84133	-6,05%
	EUR/CHF	1,08208	1,10690	1,09656	1,08082	1,03752	-4,12%
	EUR/JPY	126,28	129,96	131,62	128,94	130,90000	3,66%
	1 EUR en FCFA	655,957	655,957	655,957	655,957	655,957	0,00%
	1 USD en FCFA	536,570	558,261	553,596	566,897	576,919	7,52%
	1 GBP en FCFA	732,462	770,418	764,028	763,113	779,662	6,44%
	1 CHF en FCFA	606,200	592,607	598,195	606,906	632,235	4,29%
	1 JPY en FCFA	5,194	5,047	4,983	5,087	5,011	-3,53%
TAUX (en %)	Taux refinancement (BCE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 pb
	Taux prêt marginal (BCE)	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,00 pb
	Fed Funds	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	-150,00 pb
	EONIA	-0,498	-0,489	-0,496	-0,495	-0,505	-0,70 pb
	T-Notes 10 ans	0,916	1,742	1,469	1,488	1,512	59,60 pb
	Bund 10 ans	-0,572	-0,293	-0,209	-0,200	-0,182	39,00 pb
	OAT 10 ans	-0,343	-0,047	0,125	0,153	0,195	53,80 pb
INDICE	DOW JONES	30606,48	32981,55	34502,51	33843,92	36338,30	18,73%
	NASDAQ COMPOSITE	12888,20	13246,87	14503,95	14448,58	15644,97	21,39%
	NIKKEI-225	27444,17	29178,80	28791,53	29452,66	28791,71	4,91%
	CAC-40	5551,41	6067,23	6507,83	6520,01	7153,03	12,00%
	DJ-EUROSTOXX 50	3552,64	3919,21	4064,30	4048,08	4298,41	20,99%
	Or (\$/ once)	1887,60	1691,05	1763,15	1742,80	1805,85	-4,33%
	Brent (\$/ baril)	51,80	63,54	75,13	78,52	77,78	50,15%

Sources : BEAC, Bloomberg, Reuters

1.3. Marchés des produits de base

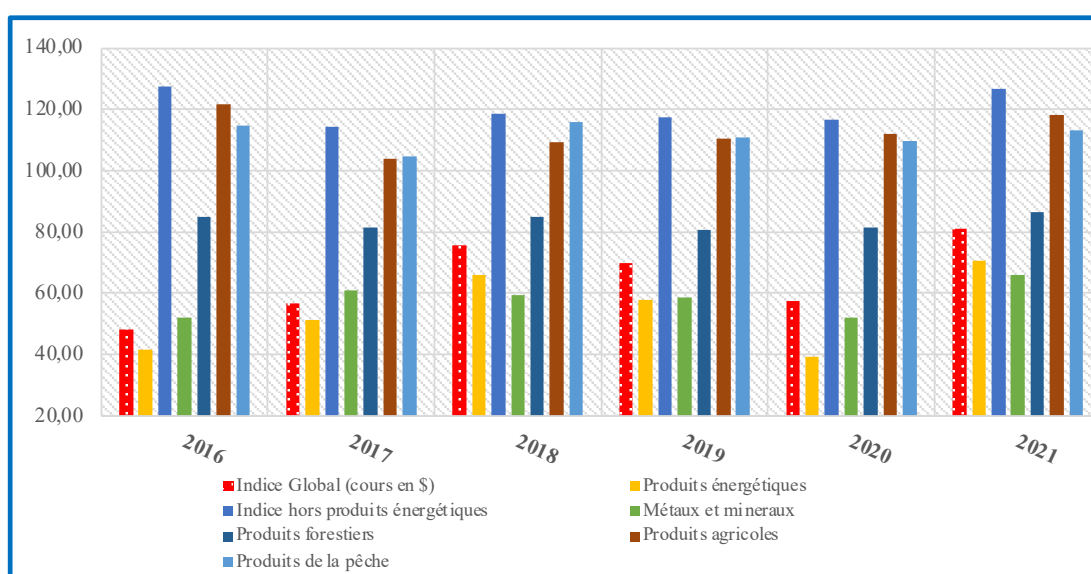
Les cours des principaux produits de base exportés par les pays de la CEMAC ont progressé au cours de l'année 2021, en raison d'une hausse généralisée des cours des matières premières sur le marché mondial, mais surtout d'une forte hausse des produits énergétiques (pétrole et gaz naturel). Ainsi, en moyenne annuelle en 2021, l'indice des cours des produits de base exportés par les pays de la CEMAC a progressé de 41,1 %, du fait principalement d'une hausse des cours des produits énergétiques (80,0 %), des métaux et minéraux (27,0 %), des produits forestiers (6,3 %), des produits agricoles (5,3 %) et des produits de la pêche (3,4 %). La contribution des différents produits à l'indice composite des cours des produits de base se décline comme suit : produits énergétiques (37,1 points), produits agricoles (2,1 points), métaux et minéraux (1,2 points), produits forestiers (0,6 point) et produits de la pêche (0,0 point).

- L'indice des prix des produits de base, hors produits énergétiques a progressé

de 8,4 %, à 126,6 en 2021, du fait de l'accroissement général observé sur le cours et particulièrement la hausse des cours des métaux et minéraux.

- Les principaux facteurs ayant impacté les cours des produits de base en 2021 sont :
 - la reprise économique mondiale, surtout dans les pays développés, consécutivement à l'assouplissement des mesures de confinement et la reprise progressive du trafic aérien ;
 - la poursuite de la politique de l'OPEP+ qui n'a pas souhaité augmenter sa production, malgré l'accroissement constant de la demande des produits énergétiques (pétroliers et énergie). Par conséquent, le cours du baril de pétrole en moyenne est passé de 41,3 dollars en 2020 à 69,1 dollars en 2021 ; et,
 - la flambée des prix du gaz naturel, ce dernier étant passé en moyenne de 4,5 \$/mmbtu en 2020 à 10,2 \$/mmbtu en 2021.

Graphique 2 : Indice composite des cours des produits de base exportés par la CEMAC



Source : BEAC

2. Situation économique et monétaire de la CEMAC

La conjoncture économique des pays membres de la CEMAC a été marquée sur l'ensemble de l'année 2021 par :

- une croissance du PIB réel de 1,5 % (- 8,3 % pour le secteur pétrolier et 3,9 % pour le secteur non pétrolier), contre - 1,7 % en 2020, après 2,0 % en 2019 ;
- une baisse du niveau général des prix, avec un taux d'inflation s'établissant à 1,6 % à fin décembre, contre 2,3 % un an plus tôt ;
- un déficit budgétaire, base engagements, dons compris, de - 1,7 % du PIB, contre - 2,0 % du PIB en 2020 ;
- un léger creusement du déficit des transactions courantes, dons officiels inclus, de - 0,6 % du PIB en 2020 à - 1,4 % du PIB une année plus tard.

2.1. Croissance économique

- D'après la BEAC, la croissance économique de la CEMAC a été de 1,5 %

en 2021, contre -1,7 % en 2020, sous l'effet d'une reprise dans le secteur non pétrolier compensant la situation morose dans le secteur pétrolier. La croissance du secteur pétrolier s'est ainsi établie à -8,3 % en 2021, contre - 4,1 % en 2020, alors que le secteur non pétrolier a progressé de 3,9 % en 2021, contre - 1,1 % un an plus tôt.

- En termes de contributions, le secteur non pétrolier a davantage stimulé la croissance dans la CEMAC en 2021, avec un apport de 3,1 points (contre - 0,9 point un an plus tôt), sous l'effet d'une consolidation de la reprise économique dans la sous-région, tandis que la contribution du secteur pétrolier s'est élevée à -1,6 point (contre -0,8 point en 2020), en lien avec une production pétrolière globalement à la baisse, en dépit d'une dynamique des cours du pétrole favorable.
- Il est observé une croissance positive en 2021 dans les pays de la sous-région à l'exception du Congo et du Tchad. Le tableau 2 résume l'évolution du PIB nominal des pays membres de la CEMAC.

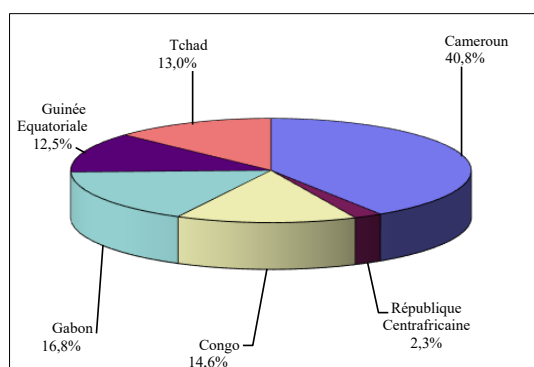
Tableau 2 : Evolution du PIB par pays de 2016 à 2021
(En milliards de FCFA)

	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
PIB AUX PRIX COURANTS						
Cameroun	19 304,8	20 328,4	21 492,6	22 854,8	23 085,7	24 711,8
République Centrafricaine	1 081,5	1 203,3	1 233,6	1 316,2	1 333,0	1 383,9
Congo	6 885,9	7 413,9	8 060,5	8 226,8	6 400,9	7 779,3
Gabon	7 949,0	8 482,3	9 003,0	9 531,1	8 423,1	9 995,0
Guinée Equatoriale	5 907,4	6 473,4	7 007,8	6 715,1	5 758,5	6 922,5
Tchad	6 165,2	5 986,4	6 374,2	6 499,6	6 422,5	6 689,9
CEMAC	47 293,8	49 882,3	53 171,7	55 143,6	51 423,8	57 482,4
(Part relative en pourcentage)						
Cameroun	40,8	40,8	40,4	41,4	44,9	43,0
République Centrafricaine	2,3	2,4	2,3	2,4	2,6	2,4
Congo	14,6	14,9	15,2	14,9	12,4	13,5
Gabon	16,8	17,0	16,9	17,3	16,4	17,4
Guinée Equatoriale	12,5	13,0	13,2	12,2	11,2	12,0
Tchad	13,0	12,0	12,0	11,8	12,5	11,6
CEMAC	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

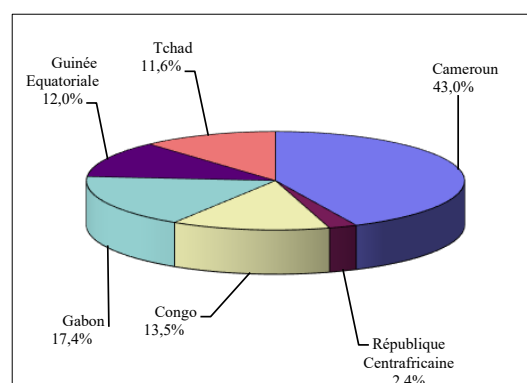
Sources : Administrations nationales et BEAC

Graphique 3 : Répartition du PIB nominal de la CEMAC en 2016 et 2021

Répartition du PIB de la CEMAC
en 2016



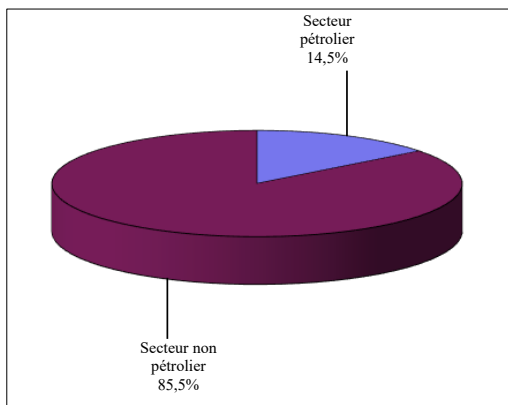
Répartition du PIB de la CEMAC
en 2021



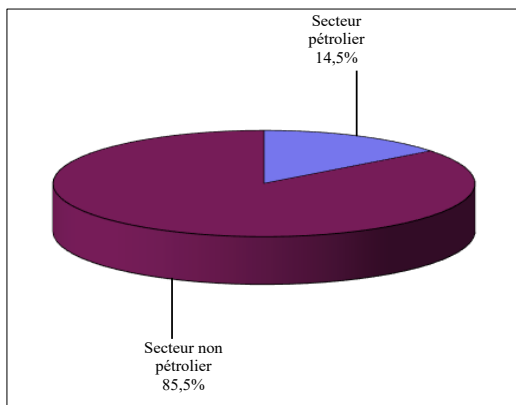
Sources : Administrations nationales et BEAC

Graphique 4 : Répartition du PIB de la CEMAC : secteurs pétrolier et non pétrolier

Répartition du PIB de la CEMAC :
secteur pétrolier et non pétrolier en 2016



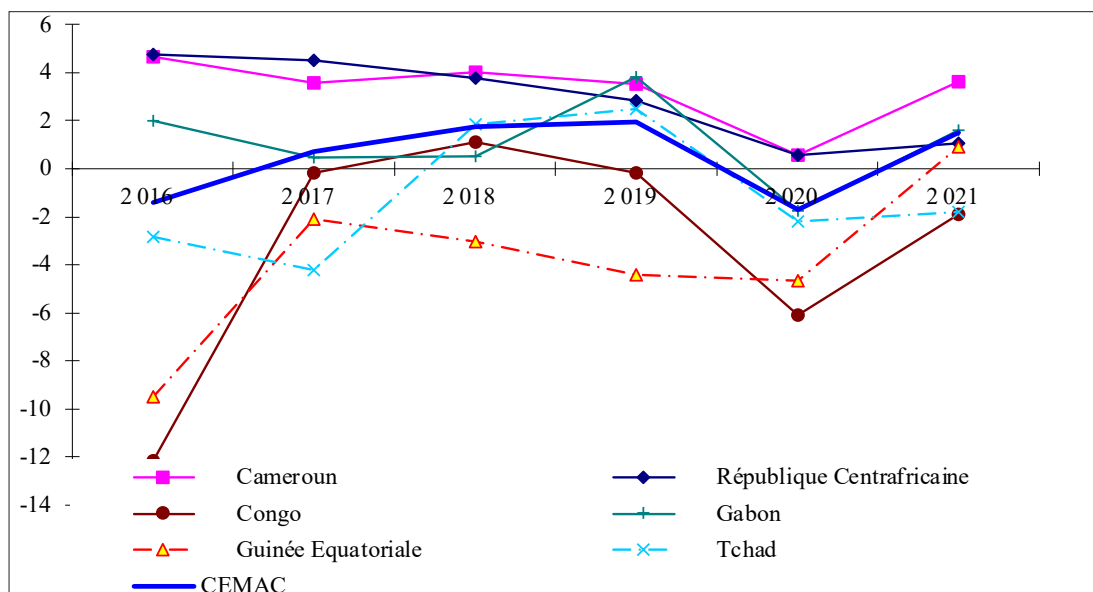
Répartition du PIB de la CEMAC :
secteur pétrolier et non pétrolier en 2021



Sources : Administrations nationales et BEAC

Graphique 5 : Croissance en termes réels dans les Etats membres de la CEMAC

(Variation annuelle en pourcentage)



Sources : Administrations nationales et BEAC

Il est enregistré de meilleures performances en matière de croissance en 2021 qu'en 2020. Ainsi, en 2021, les taux de croissance du PIB réel se présentent comme suit :

- Cameroun : 3,6 % contre 0,5 % en 2020 ;
- République Centrafricaine : 1,1 % contre 0,6 % en 2020 ;
- Congo : - 1,9 % contre - 6,1 % en 2020 ;
- Gabon : 1,6 % contre - 1,8 % en 2020 ;
- Guinée Equatoriale : 0,9 % contre - 4,6 % en 2020 ;
- Tchad : - 1,8 % contre 2,2 % en 2020.

Tableau 3 : Contribution de la demande globale à la croissance réelle de 2016 à 2021 (Contribution à la croissance réelle)
(En pourcentage)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021 Estim.
Produit Intérieur Brut	- 1,4	0,7	1,8	2,0	- 1,7	1,5
Demande Intérieure, dont :	- 2,8	0,0	0,0	0,2	- 2,9	6,6
Consommation	1,3	- 4,1	- 1,2	1,2	- 1,3	4,3
Publique (Etat)	0,3	0,4	- 1,0	0,2	- 0,1	1,0
Privée	1,1	- 4,5	- 0,2	1,0	- 0,8	3,4
Investissements bruts	- 4,1	4,1	1,3	- 1,1	- 1,6	2,3
Formation brute de capital fixe	- 3,4	4,1	0,7	- 1,1	- 1,4	2,3
Publique (Etat et Ad. publiques)	- 1,9	- 1,0	- 0,2	0,0	- 0,7	0,3
Privée (Entreprises et ménages)	- 1,5	5,1	0,9	- 1,1	- 0,6	2,0
Secteur pétrolier	- 0,5	- 1,1	0,1	- 0,7	- 1,4	1,5
Secteur non pétrolier	- 1,0	6,2	0,9	- 0,4	0,8	0,4
Variations des stocks	- 0,7	0,0	0,6	0,1	- 0,2	0,0
Demande extérieure nette	1,4	0,7	- 1,7	1,8	1,2	- 5,1
Exportations de biens et services non facteurs	- 0,8	1,2	0,5	1,9	- 2,0	- 1,5
Importations de biens et services non facteurs	2,2	- 0,5	1,2	- 0,1	3,2	- 3,6

Sources : Administrations nationales et BEAC

2.1.1. Demande globale

Suivant l'optique demande, la croissance économique en 2021 a été portée par la demande intérieure, avec une reprise par importance de la consommation privée (contribution de 3,4 points, contre - 0,8 point en 2020), des investissements bruts (contribution

de 2,3 points contre -1,6 point un an auparavant) et de la consommation

publique (contribution de 1,0 point contre - 0,4 point en 2020). Seule la demande extérieure nette a contribué défavorablement à la croissance dans la CEMAC (- 5,1 points), en raison principalement du recul des exportations d'hydrocarbures.

2.1.2. Offre globale

Du côté de l'offre, les secteurs tertiaire et secondaire ont positivement contribué à la croissance dans la CEMAC en 2021, à l'exception du secteur primaire. Le secteur tertiaire a le plus stimulé la croissance avec une contribution de 1,4 point (contre -1,0 point en 2020), suivi du secteur secondaire (0,8 point contre -0,2 point un an auparavant). Le secteur primaire a quant à lui obéré la croissance de 1,3 point en 2021 contre -0,6 point un an plus tôt.

Le recul des activités dans le secteur primaire est attribuable à une production des hydrocarbures en net recul, dans un contexte de baisse de la productivité des champs pétroliers, en dépit d'une agriculture relativement dynamique. Ainsi, les industries extractives ont obéré la croissance de 1,7 point, tandis que

les branches agricole et sylvicole ont contribué à hauteur de 0,3 point et 0,1 point respectivement.

Le secteur secondaire a connu un redressement relatif au cours de l'année 2021, en dépit des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ainsi, les industries manufacturières ont contribué à la croissance à hauteur de 0,3 point, tandis que les BTP ont enregistré un apport positif de 0,2 point.

Le secteur tertiaire s'est sensiblement relevé de la crise traversée en 2020, avec un apport à la croissance en 2021 des services marchands de 1,3 point. Toutefois, les services non marchands ont marqué le pas en enregistrant une faible contribution à la croissance en 2021 de 0,1 point.

Tableau 4 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB réel de 2016 à 2021

	(En pourcentage)					
	2016	2017	2018	2019	2020	2021 Estim.
Secteur primaire	- 1,5	- 1,3	0,8	1,1	- 0,6	- 1,3
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	0,2	- 0,2	0,3	0,4	- 0,1	0,3
Sylviculture	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
Industries extractives	- 1,8	- 1,2	0,4	0,7	- 0,4	- 1,7
Secteur secondaire	- 1,9	0,5	0,2	0,5	- 0,2	0,8
Industries manufacturières	0,3	0,4	0,4	0,3	- 0,1	0,3
Bâtiments et Travaux Publics	- 2,4	- 0,1	- 0,1	0,4	- 0,1	0,2
Autres	0,2	0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,2	0,2
Secteur tertiaire	1,0	1,4	0,7	0,2	- 1,0	1,4
Services marchands	0,9	0,8	0,5	0,3	- 1,0	1,3
Services non marchands	0,1	0,6	0,2	- 0,1	0,0	0,1
PIB au coût des facteurs	- 2,4	0,7	1,7	1,8	- 1,8	0,9
Droits et Taxes à l'importation	1,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,6
PIB aux prix constants du marché	- 1,4	0,7	1,8	2,0	- 1,7	1,5
PIB du secteur pétrolier	- 1,5	- 1,2	0,2	0,4	- 0,8	- 1,6
PIB du secteur non pétrolier	0,1	1,9	1,5	1,5	- 0,9	3,1

Sources : Administrations nationales et BEAC

2.2. Prix et compétitivité

2.2.1. Prix

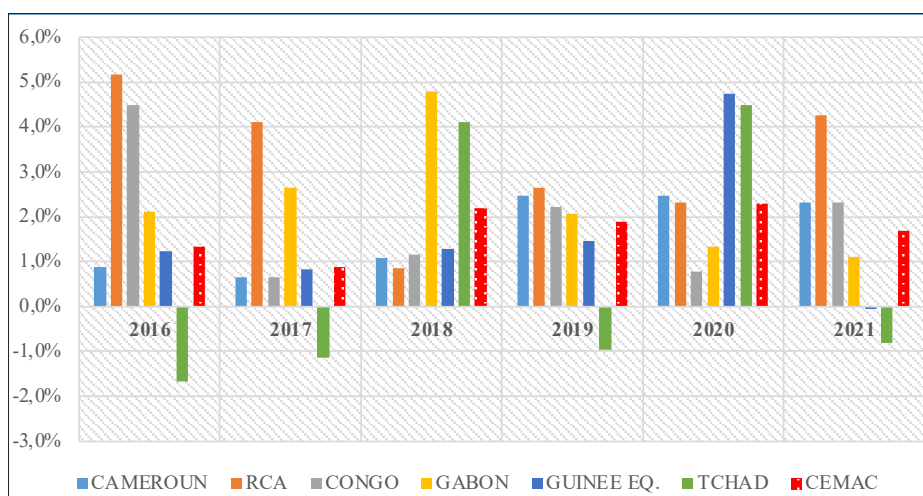
A fin décembre 2021, le niveau général des prix dans la CEMAC a connu une évolution relativement contrastée. L'inflation en moyenne annuelle s'est repliée à 1,6 % à fin décembre 2021, contre 2,3 % un an plus tôt. En glissement annuel, le taux d'inflation est passé de 2,0 % à fin décembre 2020 à 2,6 % un an plus tard.

Par pays, la dynamique du niveau général des prix à fin décembre 2021 a été asymétrique. Seuls le Cameroun et la Guinée Equatoriale ont enregistré une hausse de leur contribution à l'inflation de la CEMAC. Ainsi, en glissement annuel, à fin décembre 2021, les contributions se présentent comme suit :

- Cameroun : 1,8 point contre 1,1 point en fin 2020 ;
- République Centrafricaine : 0,2 point contre 0,3 point en fin 2020 ;
- Congo : 0,1 point contre 0,0 point un an plus tôt ;
- Gabon : 0,2 point comme en fin 2020 ;
- Guinée Equatoriale : 0,1 point après une contribution nulle en décembre 2020 ;
- Tchad : 0,1 point contre 0,5 point un an auparavant.

A fin décembre 2021, l'évolution des prix à la consommation finale des ménages de la CEMAC a été pour l'essentiel causée par une hausse prononcée des prix des denrées alimentaires dans la Sous-région. Cette hausse a été imputable à plusieurs facteurs. Sur le plan externe, il est relevé la hausse des cours mondiaux des produits alimentaires couplée à des difficultés d'approvisionnement des importateurs. Dans le même sens, la hausse du prix des intrants a pesé sur les coûts de production au niveau local, notamment dans l'agro-industrie, l'aviculture et les cultures vivrières. Au plan interne, le pic saisonnier de la demande lié aux célébrations de fin d'année, conjugué aux pratiques spéculatives de certains commerçants-distributeurs ont également exercé une pression à la hausse des prix alimentaires. Sur une dimension plus structurelle, le déficit de production agricole locale demeure un facteur explicatif important de la tendance haussière du niveau général des prix dans la CEMAC. Toutefois, l'atonie de la demande, les politiques d'encadrement de certains prix de produits de première nécessité par les différents gouvernements de la CEMAC ainsi que la relative normalisation des conditions d'offre alimentaire au Tchad¹ ont contribué à modérer la hausse des prix dans la Sous-Région en fin d'année 2021.

Graphique 6 : Taux d'inflation en moyenne annuelle de 2016 à 2021
(Variation en pourcentage de l'indice des prix à la consommation)



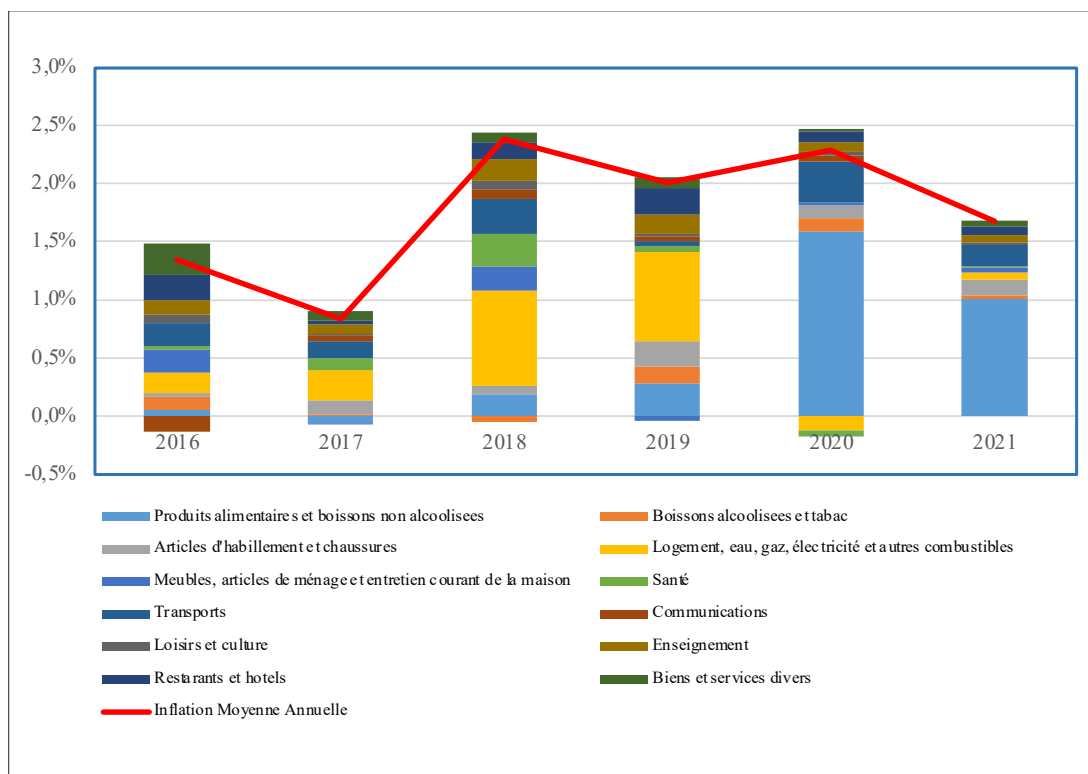
Sources : Administrations nationales et BEAC

¹ Meilleures récoltes céréalières, appuis du Programme Alimentaire Mondial, pluviométrie plus favorable pour la reconstitution du tapis herbacé et des réserves hydriques au profit du bétail, ...

L'analyse de l'inflation suivant les contributions des différentes fonctions de consommation en glissement annuel montre que sur la période sous revue, l'évolution du niveau général des prix a été impactée à fin décembre 2021 principalement par la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (1,8 point,

contre 1,0 point en décembre 2020). Dans une moindre mesure, les fonctions « articles d'habillement et chaussures », « meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison », « transports » et « restaurants et hôtels » ont enregistré un apport positif à l'inflation (0,1 point en décembre 2021 chacune).

Graphique 7 : Contribution des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC



Sources : Administrations nationales et BEAC

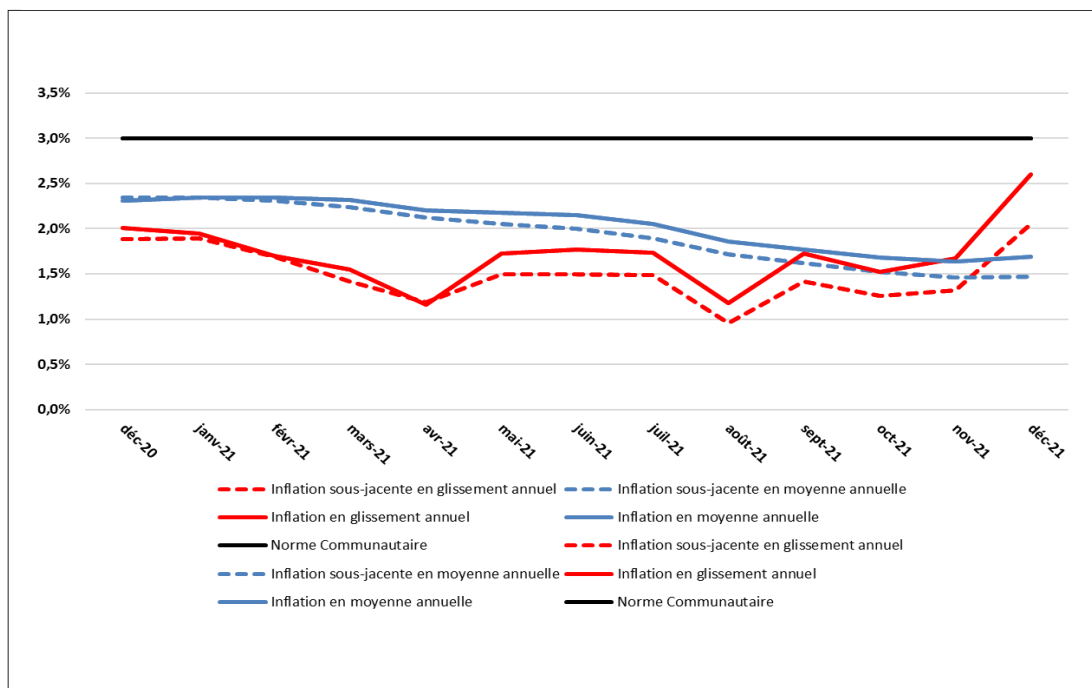
Analyse de l'inflation sous-jacente

Dans le sillage de l'inflation globale, le taux d'inflation sous-jacente en glissement annuel, mesuré par la variation de l'indice sous-jacent², s'est accru à 2,1 % à fin décembre 2021, contre 1,9 % un an plus

tôt. A contrario, la tendance est baissière en moyenne annuelle, avec une inflation sous-jacente à 1,5 % à fin décembre 2021 contre 2,3 % un an plus tôt.

² Calculé par la méthode des doubles pondérations qui discrimine les fonctions de consommation les plus instables.

Graphique 8 : Evolution comparée de l'inflation et de l'inflation sous-jacente de la CEMAC



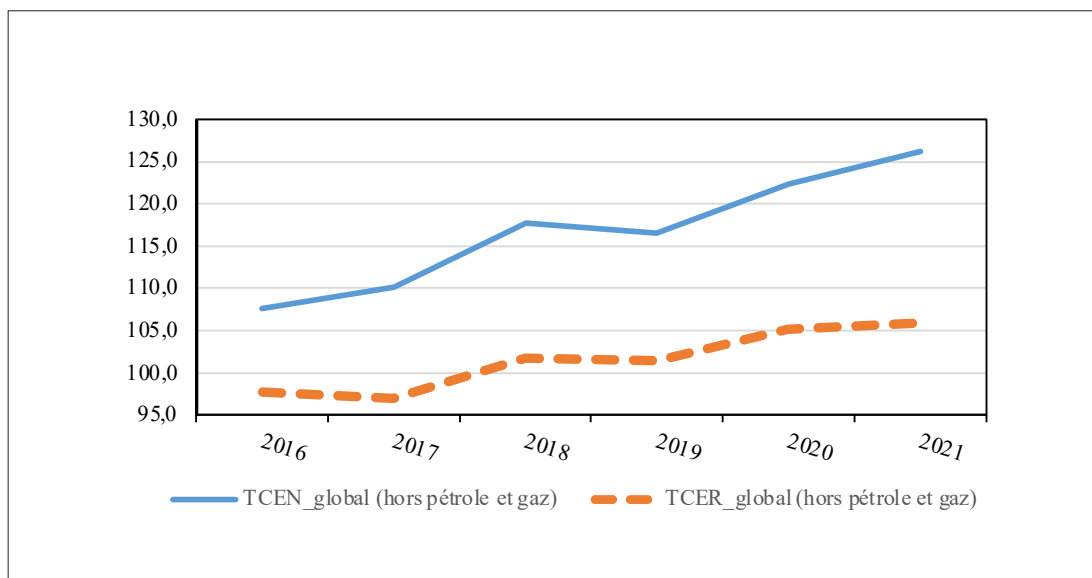
Source : BEAC

2.2.2 Compétitivité

Au cours de l'année 2021, la compétitivité prix des économies de la CEMAC, appréciée à partir de la dynamique taux de change

effectif réel (TCER) global³, s'est caractérisée par une réduction des pertes de positions concurrentielles enregistrées. Ainsi, le TCER global est revenu à 0,8 % en 2021, après 3,7 % en 2020.

Graphique 9 : Evolution du TCER et TCEN



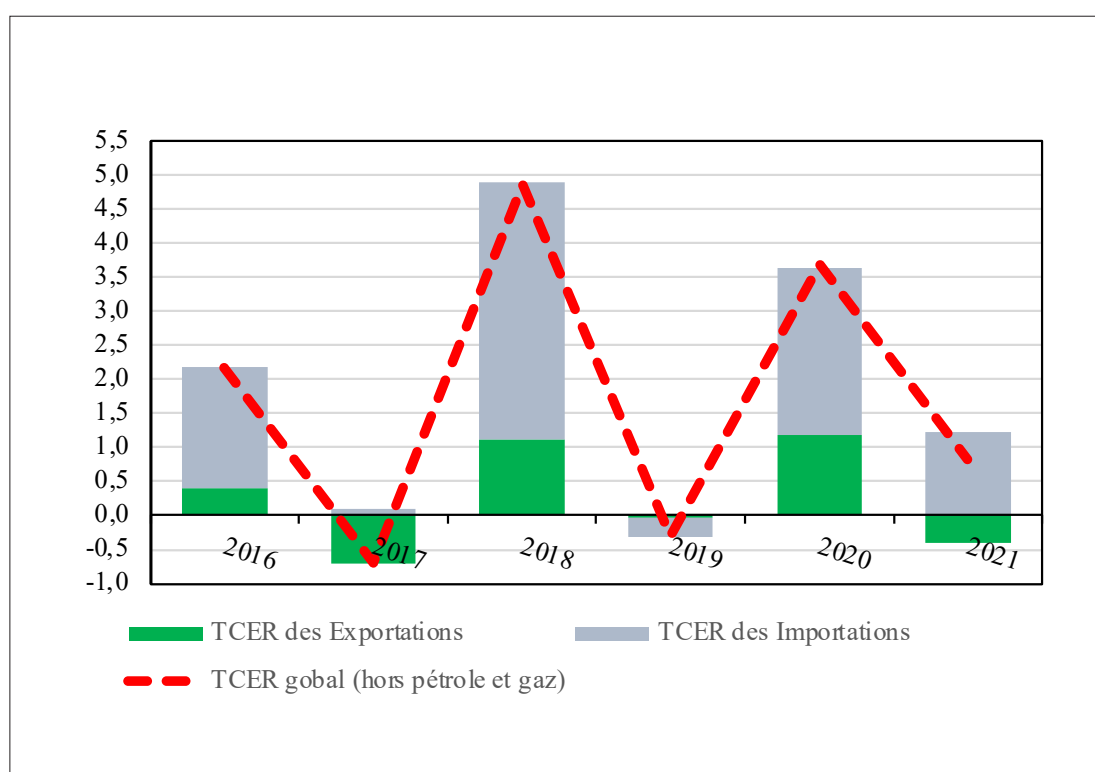
Source : BEAC

³ La compétitivité extérieure de la CEMAC est évaluée hors secteur pétrolier en raison du poids important du pétrole dans les exportations et du fait que cette activité à forte intensité capitalistique est entièrement off-shore. L'influence de l'exploitation pétrolière sur l'indicateur de compétitivité extérieure ainsi calculé est implicite et s'apprécie par le biais des évolutions des prix domestiques.

La réduction des pertes concurrentielles des pays de la CEMAC sur les marchés internationaux par rapport à 2020 est due en partie aux gains de positions observés sur le front des exportations (- 1,3 %, contre 4,9 % en 2020), mais également par la réduction des pertes sur le front des importations (3,2 %, après 1,6 % en 2020). Sur la période d'analyse, comme illustré sur le graphique 8, le TCER s'inscrit au- dessous du taux de change effectif nominal (TCEN), traduisant un différentiel de taux d'inflation favorable aux pays de la CEMAC par rapport à leurs principaux partenaires et fournisseurs.

En termes de contributions à la variation du TCER global de la CEMAC en 2021, l'examen du graphique 9 révèle un apport du TCER des importations de 1,2 % et celui des exportations de - 0,4 %. Cette situation découle de l'effet combiné du repli notable de l'appréciation des TCEN des exportations (3,8 %, contre 7,2 % en 2020) et des importations (0,8 %, contre 2,1 % en 2020), ainsi que du différentiel d'inflation favorable à la CEMAC par rapport à ses principaux concurrents et partenaires

Graphique 10 : Contributions absolues au TCER global



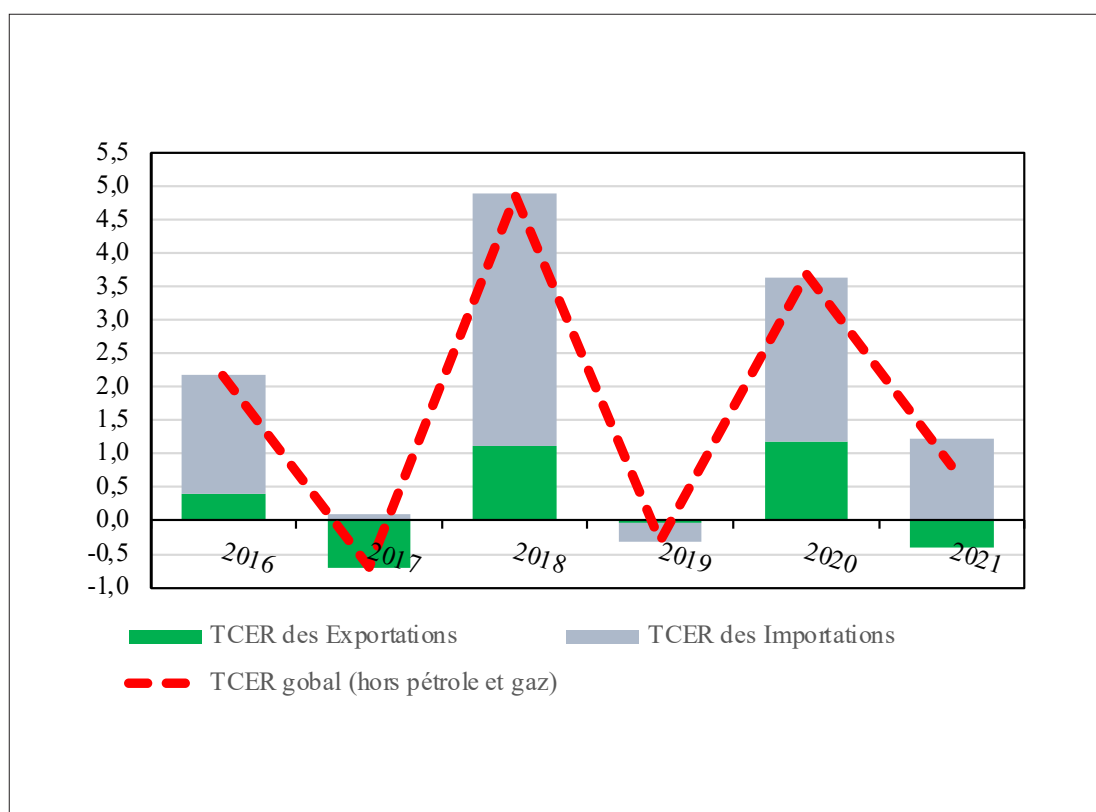
Source : BEAC

- **Sensibilité de la compétitivité-prix aux exportations de pétrole brut**

Le pétrole brut et le gaz ont représenté près de 77 % des exportations de la CEMAC. Compte tenu de leur poids, une comparaison du TCER pétrole et gaz inclus et TCER hors

pétrole et gaz naturel a été effectuée. Sur le du graphique 10, il ressort que le TCER hors pétrole et gaz naturel est plus élevé que le TCER pétrole et gaz inclus. Au total, la perte de positions concurrentielles des économies de la CEMAC observée précédemment est plus atténuée lorsque l'on considère les exportations de pétrole brut et de gaz naturel.

Graphique 11: Evolution du TCER



Source : BEAC

2.3. Finances publiques et dette extérieure

2.3.1. Evolution des opérations financières des Etats

L'an 2021, les finances publiques ont tiré profit de la bonne tenue des cours des produits de base exportés par les pays de la CEMAC, notamment du pétrole brut qui demeure le principal produit d'exportation. Par ailleurs, les appuis budgétaires ainsi que la nouvelle allocation des DTS effectuée par le FMI ont permis de renforcer les ressources des Etats membres. Ainsi, le déficit du solde budgétaire, base engagements, dons compris, s'est finalement redressé à - 1,7 % du PIB en 2021, contre - 2,0 % en 2020.

Par pays, des déficits budgétaires, base engagements dons compris, ont été enregistrés au Cameroun (- 3,2 % du PIB, comme en 2020), en République Centrafricaine (- 6,9 % du PIB après - 2,5 % en 2020), au Gabon (- 1,6 % du PIB après - 2,2 % en 2020) et au Tchad (- 2,8 % du PIB après un excédent de 1,2 % en 2020). En revanche, des excédents budgétaires ont été observés au Congo (1,7 % du PIB après un déficit de - 1,0 % en 2020) et en Guinée Equatoriale (2,0 % du PIB après - 1,8 % en 2020).

La variation du solde budgétaire en pourcentage du PIB a résulté principalement d'un recul des dépenses courantes, et dans une moindre mesure, des dépenses en capital, avec une stagnation des dépenses globales à 15,5 % du PIB. Ainsi, le solde budgétaire, base engagements, dons compris, en pourcentage du PIB, a progressé de 0,4 point en 2021, en rapport avec la baisse des dépenses courantes (- 0,9 point) et en capital (- 0,1 point) ainsi que la progression des recettes publiques (+ 1,6 point). Cette dynamique a été modérée par la baisse des

dons (- 45 points). La hausse des recettes pétrolières est liée à la remontée des cours de pétrole brut malgré l'appréciation du Franc CFA. La dynamique des recettes non pétrolières a tiré profit des efforts entrepris par les Etats en 2021 dans le domaine de la mobilisation des recettes fiscales, notamment avec la digitalisation accrue de la collecte des impôts et taxes notamment au Cameroun et au Congo, et l'arrimage de plusieurs entreprises à la réglementation de change qui impacterait favorablement leur entrée dans l'économie formelle, notamment au Tchad.

L'amélioration de la situation des finances publiques des pays de la CEMAC a permis de réduire le besoin de financement global à 1 833 milliards, couvert par des tirages de 2 000,5 milliards, des allègements de dette extérieure de près de 291,4 milliards, des autres financements de 35 milliards, des ressources monétaires nettes de l'ordre de 1 577,8 milliards et non monétaires de - 489,0 milliards. Ces ressources leur ont permis d'apurer des arriérés de paiement de 553,6 milliards, d'amortir la dette extérieure à hauteur de 1 887,1 milliards après avoir comblé un déficit de 1 833,0 milliards.

S'agissant de l'orientation de la politique budgétaire dans l'ensemble des pays de la CEMAC en 2021, elle est ressortie plutôt contracyclique et expansionniste. En effet, dans un contexte marqué par la crise sanitaire, l'écart de production des pays de la Zone est ressorti négatif à - 2,9 % en 2021, contre 0,2 % en 2020, et dans ces conditions le solde primaire corrigé des variations cycliques est devenu déficitaire de 1,2 % du PIB en 2021, contre 0,6 % du PIB en 2020. Le solde budgétaire de référence⁴ s'est contracté à - 3,8 % du PIB en 2021 contre - 2,0 % du PIB en 2020, illustrant la difficulté des pays de la CEMAC à générer une épargne budgétaire.

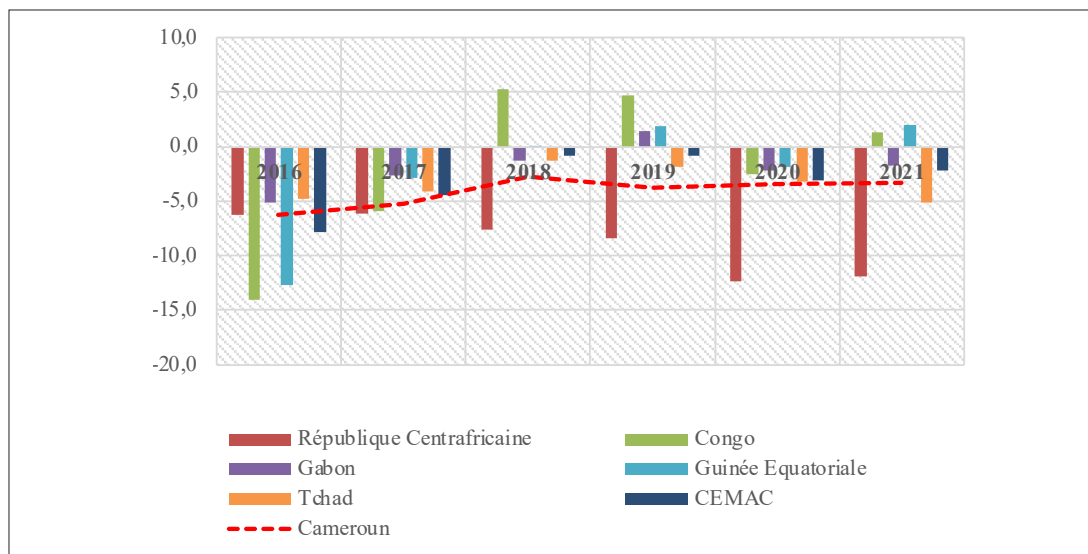
⁴ Indicateur qui permet à la Commission de la CEMAC d'apprécier la capacité des Etats à constituer une épargne financière à partir des revenus pétroliers. Ce solde ne devrait pas dépasser - 1,5 % du PIB.

Tableau 5 : Tableau des opérations financières des Etats de la CEMAC de 2014 à 2019
(en milliards de Francs CFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes totales	7534,2	7814,0	9195,2	9764,0	7907,1	8900,6
Recettes pétrolières	2531,3	2794,3	3884,9	3936,5	2699,0	3332,6
Recettes non pétrolières	5002,9	5019,7	5310,3	5827,5	5208,1	5568,0
. Recettes fiscales	4552,8	4622,7	4839,2	5399,3	4738,8	5080,6
. Recettes non fiscales	450,1	397,0	471,1	428,2	469,2	487,4
Dépenses totales	11224,7	10042,0	9649,2	10202,2	9499,4	10180,0
Dépenses courantes	6942,6	6776,1	6637,2	7231,7	7192,2	7804,3
Salaires et traitements	2619,1	2666,3	2628,2	2660,8	2772,7	2817,3
Biens et services	2120,0	2083,2	1703,1	1790,9	1855,8	2239,2
Transferts et subventions	1563,6	1372,8	1615,5	1966,1	1828,6	1881,7
Intérêts	639,9	653,8	690,4	813,8	735,0	866,0
Dette extérieure	504,2	455,5	470,0	604,9	456,7	532,6
Dette intérieure	135,7	198,4	220,4	208,9	278,3	333,3
Dépenses en capital	4282,1	3265,9	3012,1	2970,6	2307,2	2375,8
Sur ressources locales	3084,0	1959,2	1840,5	1712,0	1281,7	1315,8
Sur ressources extérieures	1198,1	1306,7	1171,6	1258,5	1025,5	1060,0
Solde primaire (en milliards de FCFA)	- 1852,6	- 267,4	1407,9	1634,1	168,2	646,5
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	- 3,9	- 0,5	2,7	3,0	0,3	1,1
Solde budgétaire de base (en milliards de FCFA)	- 2492,4	- 921,2	717,5	820,3	- 566,8	- 219,4
Solde budgétaire de base (en pourcentage du PIB)	- 5,3	- 1,8	1,4	1,5	- 1,1	- 0,4
Solde primaire (hors intérêts) en milliards	- 3050,7	- 1574,1	236,4	375,6	- 857,3	- 413,4
Solde primaire (hors intérêts) en % PIB	- 6,4	- 3,2	0,4	0,7	- 1,7	- 0,7
Solde primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en milliards	- 5582,0	- 4368,4	- 3648,6	- 3560,9	- 3556,3	- 3746,0
Solde primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en % PIB	- 13,8	- 10,5	- 8,6	- 8,0	- 8,0	- 7,8
hors pétrole						
Déficit global (base engagements hors dons)	- 3690,5	- 2227,9	- 454,0	- 438,2	- 1592,3	- 1279,4
Déficit global (base engagements dons compris)	- 3388,5	- 1866,9	- 90,1	- 64,4	- 1035,3	- 975,0
Epargne financières sur ressources pétrolières (EFRP)	- 2345,6	- 739,7	1457,9	1480,3	- 100,9	1405,0
Solde budgétaire de référence (en % du PIB)	- 3,1	- 2,4	- 2,5	- 2,4	- 2,0	- 3,8
Variations des arriérés (baisse -)	295,6	- 445,0	150,8	- 152,1	- 575,5	- 553,6
Intérieurs (principal et intérêts)	59,0	- 442,4	49,6	- 225,4	- 530,8	- 411,6
Extérieurs (principal et intérêts)	236,6	- 2,6	101,2	73,3	- 44,7	- 142,0
Déficit global (base trésorerie)	- 3395,0	- 2673,0	- 303,2	- 590,3	- 2167,8	- 1833,0
Financement total	3395,0	2673,0	303,2	590,3	2167,8	1833,0
Extérieur	1089,5	1869,7	1334,3	809,3	551,9	744,1
Dons	302,0	361,0	363,9	373,8	557,0	304,4
Courants	121,2	156,2	205,8	146,2	300,9	43,8
Projets	180,8	204,8	158,1	227,6	256,2	260,6
Tirages	1521,6	2234,6	1712,7	1671,7	946,4	2000,5
Prêts trésorerie et programmes	504,3	1132,7	657,7	640,8	177,0	1201,1
Prêts-projets	1017,3	1101,9	1055,0	1030,9	769,4	799,4
Amortissements de la dette extérieure	- 833,1	- 952,7	- 911,7	- 1374,3	- 1815,9	- 1887,1
Allègements de la dette extérieure	52,0	191,8	134,4	103,0	829,3	291,4
Autres	47,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0
Intérieur	2305,5	803,3	- 1031,1	- 218,9	1615,9	1088,9
Système bancaire	2212,2	13,1	545,4	897,8	1539,1	1577,8
BEAC, opérations traditionnelles	1588,1	- 1867,0	- 1048,4	87,8	398,1	498,4
BEAC, consolidation refinancement	1,6	1596,4	1080,6	0,5	- 1,1	- 0,6
FMI (net)	22,2	294,7	277,5	249,0	514,1	293,5
Fonds de Réserve	- 21,5	59,3	25,5	- 9,0	59,7	19,6
Banques commerciales, hors rachats...	621,7	- 70,3	210,2	569,6	568,3	766,9
Non bancaire	93,3	790,2	- 1576,5	- 1116,7	76,8	- 489,0
Gap résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Sources : Administrations nationales et BEAC

Graphique 12 : Evolution du solde budgétaire, base engagements, dons compris
(en pourcentage du PIB)



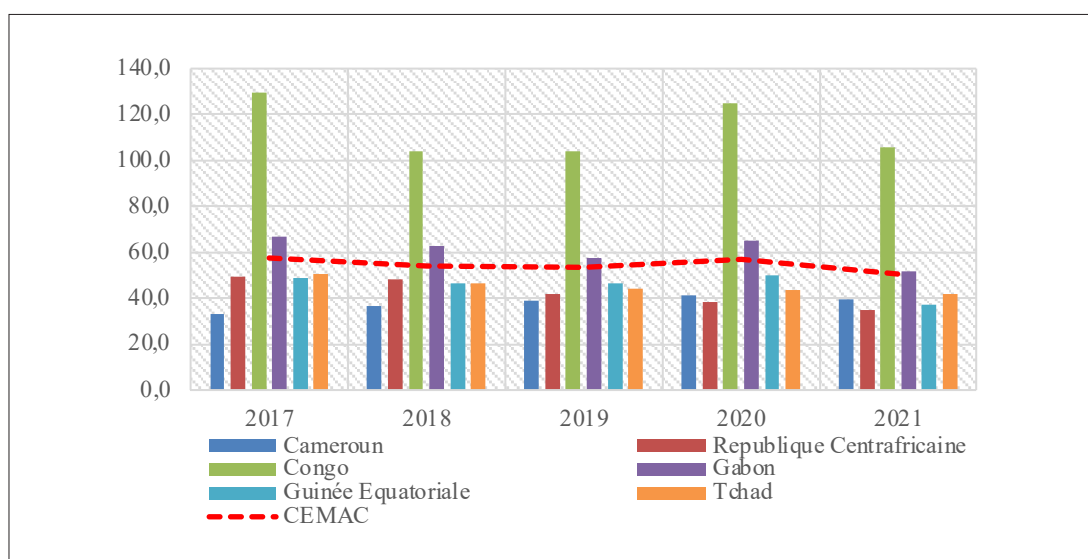
Sources : Administrations nationales et BEAC

2.3.2. Dette publique

Dans l'ensemble de la CEMAC, les ratios de la dette se sont améliorés. Ainsi, l'encours de la dette globale s'est établi à 50,5 % du PIB (dont 30 % pour la dette extérieure et 20,5 % pour la dette intérieure), contre 56,9 % du PIB un an plus tôt (dont 32,8 %

pour la dette extérieure et 24 % pour la dette intérieure). Quant au ratio du service de la dette publique rapporté aux exportations de biens et services, il a baissé à 14,5 % en 2021 contre 17,5 % en 2020. Cependant, le ratio du service de la dette publique sur les recettes budgétaires s'est situé à 27,2 % en 2021 contre 28,4 % un an plus tôt

Graphique 13 : Taux d'endettement public extérieur
(en pourcentage du PIB)



Sources : Administrations nationales et BEAC

2.4. Secteur extérieur

Le déficit extérieur courant, transferts publics inclus, s'est dégradé à - 1,4 % du PIB contre - 0,6 % du PIB en 2020, malgré l'amélioration des termes de l'échange de 39,3 %. La détérioration du solde du compte courant en pourcentage du PIB a été favorisée par le creusement du déficit des balances des services (60,6 %), des revenus (43,0 %) et une diminution de l'excédent de la balance des transactions courantes (- 15,7 %). Ces dynamiques ont été contrebalancées par la hausse des exportations pétrolières (46,6 %) et non pétrolières (2,5 %).

Par pays, le solde du compte courant (dons officiels inclus) s'est dégradé en République Centrafricaine (- 10,0 % du PIB, contre - 6,9 % du PIB en 2020), en Guinée Equatoriale (- 8,5 % du PIB, contre 2,1 % du PIB en 2020) et au Tchad (- 7,3 % du PIB, contre 0,9 % du PIB en 2020). Au Cameroun, tout en demeurant déficitaire, il s'est légè-

ment redressé à - 3,4 % du PIB, contre - 3,8 % du PIB en 2020. En revanche, un excédent a été enregistré au Congo (10,9 % du PIB, contre - 3,5 % du PIB en 2020) et au Gabon (7,1 % du PIB, contre 6,1 % du PIB en 2020).

Le solde global de la balance des paiements (en pourcentage du PIB) s'est amélioré avec un déficit de - 0,8 % du PIB contre - 1,8 % du PIB un an plus tôt. Ce redressement a été tiré par l'augmentation des exportations de biens et la hausse sensible des investissements directs nets dans la CEMAC de - 782,0 milliards en 2020 à 312,8 milliards en 2021.

Le déficit de la balance globale a été réglé par des financements exceptionnels de 92,4 milliards et une diminution des réserves officielles de 469,3 milliards, faisant ainsi passer leur stock à 3,5 mois d'importations de biens et services en 2021, contre 4,2 mois un an plus tôt.

Tableau 6 : Balance des paiements de la CEMAC de 2019 à 2021
(en milliards de FCFA)

	Cameroun			République Centrafricaine			Congo			Gabon			Guinée-Equatoriale			Tchad			CEMAC
	2019	2020	2021(a)	2019	2020	2021(a)	2019	2020	2021(a)	2019	2020	2021(a)	2019	2020	2021(a)	2019	2020	2021(a)	
SOLDE DU COMPTE COURANT	- 1098,6	- 872,0	- 835,5	- 89,2	- 92,1	- 138,5	1294,0	- 226,3	849,4	1031,6	517,0	707,6	- 502,2	121,6	- 591,9	242,4	105,5	- 441,3	2021(a)
Solde du commerce extérieur	- 431,6	- 391,3	- 255,7	- 272,0	- 213,9	- 192,4	2849,7	1248,9	2307,6	2574,3	1695,4	2348,7	1854,1	815,6	1072,7	738,3	270,1	604,1	2020
Exportations	3238,3	2538,0	3192,2	86,9	77,1	74,5	4839,2	2849,9	4115,2	3938,7	3581,2	4213,4	3084,6	1557,6	2397,9	1516,4	985,7	1493,7	2019
Importations	- 3670,0	- 2929,3	- 3447,9	- 359,0	- 291,0	- 267,0	1989,5	- 1601,0	- 1807,6	- 1364,4	- 1885,9	- 1864,7	- 1230,5	- 741,9	- 1325,1	- 778,1	- 715,6	- 889,7	2020
Balance des services	- 461,6	- 236,4	- 299,7	- 56,8	- 36,4	- 65,2	1099,8	- 1132,4	- 1197,1	- 1125,8	- 925,3	- 1159,8	- 845,2	- 402,1	- 902,3	- 546,8	- 261,5	- 1184,0	2019
Dont :																			
<i>Fret et assurance</i>	- 237,2	- 138,8	- 162,8	- 93,6	- 30,6	- 67,2	- 340,0	- 277,5	- 360,0	- 116,7	- 83,1	- 129,0	- 225,5	62,4	- 227,5	- 345,8	- 161,9	- 185,9	2020
<i>Services officiels</i>	29,8	58,4	141,3	191,8	144,8	133,2	5,5	5,6	5,7	32,9	13,4	13,5	3,0	3,7	3,7	11,2	116,6	115,7	2019
<i>Voyages et séjours</i>	- 155,5	- 70,5	- 59,5	- 102,5	- 77,6	- 87,5	- 700,9	- 800,0	- 776,9	- 128,2	- 77,4	- 84,3	- 16,5	- 1,3	- 2,6	- 18,3	- 14,7	- 14,5	2020
<i>Autres services privés</i>	- 62,1	- 73,2	- 164,0	- 42,5	- 71,1	- 36,7	- 700,9	- 800,0	- 776,9	- 839,5	- 755,6	- 935,6	- 561,1	- 281,2	- 645,9	- 189,1	- 200,4	- 991,2	2019
<i>Autres transports et autres assurances</i>	- 36,6	- 12,4	- 54,8	- 10,0	- 1,9	- 7,0	- 58,1	- 55,1	- 60,0	- 74,4	- 22,6	- 24,3	- 45,0	- 185,7	- 30,0	- 4,8	- 1,2	- 108,1	2020
Balance des revenus	- 500,4	- 483,5	- 571,5	40,6	31,0	47,8	- 475,1	- 443,9	- 283,0	- 401,5	- 249,9	- 444,6	- 1359,4	- 167,3	- 633,3	- 14,9	- 27,3	- 33,5	2019
Rémunération des salarités	36,2	62,1	65,6	52,0	48,7	49,2	5,0	10,1	6,2	- 39,2	- 22,1	- 24,0	- 113,7	- 112,3	- 126,2	- 1,3	2,0	2,3	2020
Revenus des investissements	- 536,6	- 545,6	- 637,1	- 11,4	- 17,8	- 1,4	- 480,1	- 454,0	- 289,2	- 362,3	- 227,9	- 420,6	- 1245,7	- 55,1	- 507,1	- 13,6	- 29,4	- 35,7	2019
Dont intérêt dette extérieure	- 172,6	- 174,6	- 229,3	- 2,0	- 1,7	- 1,2	- 218,3	- 45,0	- 77,0	- 140,6	- 180,4	- 170,4	- 2,4	- 30,0	- 26,1	- 43,0	- 25,0	- 28,7	2020
Dont intérêt dette extérieure publique	- 21,3	- 22,3	- 23,5	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 372,7	- 472,7	- 472,7	- 222,7	- 52,4	- 255,6	- 1245,3	- 40,9	- 497,1	- 3,0	- 41,4	- 51,4	2019
Dont intérêt dette extérieure privée	295,0	239,2	291,4	199,0	127,2	71,3	19,2	101,0	21,9	- 15,3	- 3,1	- 36,6	- 151,7	- 124,6	- 129,0	65,7	124,2	172,1	2020
Solde des transferts courants	236,8	185,3	201,8	95,5	36,7	49,0	- 2,3	- 1,8	- 0,2	- 10,6	0,7	- 49,1	- 146,9	- 129,8	- 136,2	3,1	109,5	106,3	2019
Privé	58,2	53,9	89,6	103,5	90,5	22,3	21,5	102,8	22,1	- 4,8	- 3,8	12,5	- 4,8	5,2	7,3	34,7	14,7	65,9	2020
Public	1154,8	471,9	598,1	93,5	88,1	85,9	1141,7	577,5	- 1268,5	- 744,8	- 473,5	- 1327,3	470,5	- 153,3	826,4	- 194,8	- 156,8	137,6	2019
COMPTES DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES																			2020
COMPTE DE CAPITAL	135,1	30,1	25,1	61,5	84,8	91,3	50,7	13,1	26,2	- 0,1	0,0	0,0	- 3,6	0,0	1,0	11,4	108,2	94,1	2019
Publics (nets)	133,3	20,4	23,0	48,5	80,3	69,6	56,6	19,0	32,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	11,1	108,2	94,2	2020
Privés (nets)	1,8	9,7	2,1	13,0	4,5	21,7	- 5,9	- 5,9	- 5,8	- 0,1	0,0	0,0	- 3,6	0,0	0,0	0,3	- 0,1	- 0,1	2019
COMPTES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES	1019,8	441,8	573,0	32,0	3,3	- 5,4	1192,4	564,4	- 1294,7	- 744,7	- 473,5	- 1327,3	474,1	- 153,3	825,4	- 206,2	- 265,0	43,4	2020
Investissements directs (nets)	527,1	340,7	375,2	- 8,2	- 4,9	- 15,5	1923,3	- 1773,1	- 855,8	125,0	66,0	24,4	384,0	287,4	415,4	- 3,9	301,9	369,1	2019
Investissements de portefeuille (nets)	71,8	26,2	26,4	- 0,9	- 2,9	- 3,0	- 0,8	- 0,8	- 0,8	4,5	3,0	52,9	32,7	50,1	50,1	57,7	0,0	166,9	2020
Autres investissements nets	420,9	74,9	171,4	41,1	11,1	13,1	731,7	2338,3	- 438,1	- 874,2	- 542,5	- 1404,5	57,3	- 490,8	359,9	- 259,9	- 566,9	- 325,6	2019
ERREURS ET OMISSION	112,8	- 27,3	120,2	- 19,1	9,1	- 13,1	0,0	42,4	64,4	- 255,7	- 257,5	373,9	- 107,7	- 105,7	- 156,9	- 26,7	- 35,4	81,2	2020
SOLDE GLOBAL	169,0	- 427,4	- 117,2	- 14,8	5,0	- 65,7	107,8	523,6	- 193,3	31,1	- 214,1	- 245,7	- 139,3	- 137,4	77,7	20,8	- 86,7	- 222,5	2019
FINANCEMENT	- 169,0	427,4	117,2	14,8	- 5,0	65,7	- 107,8	- 523,6	193,3	- 31,1	214,1	245,7	139,3	137,4	- 77,7	- 20,8	86,7	222,5	2020
Variations des réserves officielles (baissé+)	- 169,0	303,8	8,2	14,8	- 11,8	60,3	- 276,8	- 522,8	224,3	33,6	205,2	245,7	95,3	137,4	- 77,7	- 48,8	60,7	213,5	2019
Financements exceptionnels	0,0	123,6	109,0	0,0	6,8	5,4	169,0	- 0,8	- 31,0	- 64,7	8,9	0,0	44,0	0,0	0,0	28,0	26,0	9,0	2020
Variation des arriérés extérieurs (baissé-)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94,0	- 53,5	- 127,0	- 64,7	8,9	0,0	44,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 15,0	2019
Alègements et annulations de dettes	0,0	123,6	109,0	0,0	6,8	5,4	75,0	52,7	96,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28,0	26,0	24,0	2020
Autre																			2019

Sources : Administrations nationales et BEAC

2.5. Secteur monétaire

La masse monétaire de la CEMAC a poursuivi son expansion, avec comme origine (i) une augmentation des créances nettes du système monétaire sur les États, et (ii) une hausse des crédits à l'économie octroyés par les institutions monétaires, que le repli des avoirs extérieurs nets n'a pu compenser.

L'encours du crédit intérieur a enregistré une hausse de 17,9 % par rapport à son niveau à fin décembre 2020, pour se situer à 17 393,7 milliards à fin décembre 2021. Cette évolution est liée à l'effet cumulé de l'expansion des créances nettes sur les États (25,4 %) ainsi que celle des concours bancaires à l'économie (11,9 %).

Les créances nettes du système monétaire sur les États se sont établies à 8 208,1 milliards au 31 décembre 2021, en hausse de 1 664,5 milliards par rapport à son niveau à fin décembre 2020. Cette évolution résulte principalement du recours par les États de la CEMAC aux ressources du FMI (contribution de 11,1 %) et de l'augmentation des ressources mobilisées par les États sur le marché sous régional des valeurs du Trésor (contribution de 10,0 %).

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont baissé de 630,2 milliards au terme des douze mois de l'année 2021, pour s'établir à 1 313,5 milliards à fin décembre 2021. Cette évolution est la conséquence de la forte progression des engagements extérieurs du système monétaire (33,1 %) que n'a pu compenser la hausse des avoirs

extérieurs (6,6 %) consécutive aux efforts de rapatriements des États ainsi qu'aux appuis budgétaires dont-ils ont bénéficié auprès des partenaires extérieurs, notamment le FMI, dans le cadre de leurs accords multilatéraux. Les réserves de change se sont situées à 4 711,2 milliards à fin décembre 2021, contre 4 391,2 milliards un an plus tôt, et ont représenté environ 3,3 mois d'importations de biens et services. Le taux de couverture extérieure de la monnaie est passé de 63,6 % en décembre 2020 à 64,0 % un an plus tard.

En liaison avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) s'est accrue de 12,2 %, pour se situer à 15 316,3 milliards à fin décembre 2021. En termes de contributions, les créances nettes sur les États et les crédits à l'économie ont eu une influence positive sur l'évolution de la masse monétaire au sens large (M2) à hauteur respectivement de 12,2 points et 7,1 points. Les avoirs extérieurs nets ont contribué négativement à cette évolution (-4,6 points) tandis que la contribution des ressources non monétaires a été de 2,5 points. Toutes les composantes ont contribué positivement à l'expansion de la masse monétaire, avec 7,3 points pour la monnaie scripturale, 3,7 points pour la monnaie fiduciaire et 1,2 point pour les autres dépôts monétaires. Par pays, sur la période sous revue, le Cameroun (7,9 points), le Tchad (1,7 point), le Gabon (1,0 point), le Congo (0,9 point), la République Centrafricaine (0,5 point) et dans une moindre mesure la Guinée Équatoriale (0,03 point) a contribué positivement à la création monétaire dans la sous-région.

Tableau 7 : Situation monétaire résumée de la CEMAC
Décembre 2019 – Décembre 2021

	Montants (en millions)			Variations (en %)	
	2019	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Avoirs extérieurs nets	2 797 559	1 943 764	1 313 518	-30,5	-32,4
Crédit intérieur	12 493 660	14 754 873	17 393 673	18,1	17,9
Créances nettes sur les Etats	4 678 071	6 543 595	8 208 088	39,9	25,4
Dont : PNG	4 838 284	6 654 113	8 366 714	37,5	25,7
Crédits à l'économie	7 815 589	8 211 278	9 185 585	5,1	11,9
Masse Monétaire	12 376 661	13 652 934	15 316 286	10,3	12,2
Autres Postes Nets	2 914 897	3 045 703	3 390 905	4,5	11,3
Fonds propres	3 739 665	4 067 749	4 380 860	8,8	7,7
Divers	-824 768	-1 022 046	-989 955	-23,9	3,1

Sources : Administrations nationales et BEAC

De manière spécifique, les agrégats monétaires se sont comportés comme suit dans les pays de la CEMAC :

2.5.1. Masse monétaire

L'évolution de l'ensemble des moyens de paiement en circulation dans la sous-région

en 2021 masque des évolutions contrastées entre les pays. La masse monétaire a connu une expansion dans tous les pays membres de la CEMAC à des amplitudes variables : Cameroun (17,8 %), République Centrafricaine (14,5 %), Congo (5,9 %), Gabon (5,7 %), Guinée Equatoriale (0,4 %) et Tchad (18,5 %)

Tableau 8 : Évolution de la masse monétaire
Décembre 2019 – Décembre 2021

	Montants (en millions)			Variations (en %)	
	2019	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Cameroun	5 389 065	6 071 156	7 151 306	12,7	17,8
République Centrafricaine	395 424	430 887	493 407	9,0	14,5
Congo	1 829 690	2 158 553	2 285 043	18,0	5,9
Gabon	2 329 320	2 497 959	2 639 965	7,2	5,7
Guinée Equatoriale	1 070 435	995 612	999 575	-7,0	0,4
Tchad	1 092 105	1 284 568	1 522 769	17,6	18,5
Ajustements intra-communautaires	270 621	214 199	224 221	-20,8	4,7
CEMAC	12 376 661	13 652 934	15 316 286	10,3	12,2

Sources : Administrations nationales et BEAC

L'analyse de la structure de la masse monétaire sous régionale entre décembre 2020 et décembre 2021 met en exergue une légère hausse de la part relative de la monnaie scripturale, qui est passée à

49,8 %, en hausse de 1,2 point et de la monnaie fiduciaire (0,8 point) au détriment des autres dépôts monétaires qui ont enregistré une baisse de 2,0 points.

2.5.2. Avoirs extérieurs nets du système monétaire

Les avoirs extérieurs nets du système monétaire de la CEMAC sont revenus de

1 943,7 milliards à fin décembre 2020 à 1 313,5 milliards douze mois plus tard. Les avoirs extérieurs nets du système monétaire des pays de la CEMAC ont évolué comme indiqué dans le tableau 9..

Tableau 9 : Évolution des avoirs extérieurs nets du système monétaire
(Décembre 2019 – Décembre 2021)

	Montants (en millions)			Variations (en %)	
	2019	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Cameroun	2 361 159	2 336 666	2 632 237	-1,0	12,6
République Centrafricaine	89 219	88 503	67 216	-0,8	-24,1
Congo	531 452	559 022	360 348	5,2	-35,5
Gabon	479 698	292 658	110 204	-39,0	-62,3
Guinée Equatoriale	-76 982	-251 080	-151 275	-226,2	39,8
Tchad	-151 222	-153 028	-302 941	-1,2	-98,0
Services Centraux	427 703	353 268	567 940	-17,4	60,8
Ajustements intracom-munautaires	-863 467	-1 282 244	-1 970 211	-48,5	-53,7
CEMAC	2 797 559	1 943 764	1 313 518	-30,5	-32,4

Source : BEAC

Les avoirs extérieurs nets de la BEAC ont chuté de 24,6 %, après - 28,2 % en 2020, pour se situer à 1 548,1 milliards à fin décembre 2021.

Tableau 10 : Évolution des avoirs extérieurs nets de la BEAC
(Décembre 2017 – Décembre 2019)

	Montants (en millions)			Variations (en %)	
	2019	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Cameroun	1 643 330	1 459 951	1 489 112	-11,2	2,0
République Centrafricaine	37 031	49 197	-11 065	32,9	-122,5
Congo	447 667	379 783	213 997	-15,2	-43,7
Gabon	384 926	179 780	-65 715	-53,3	-136,6
Guinée Equatoriale	-125 004	-262 386	-184 697	-109,9	29,6
Tchad	-85 256	-145 896	-350 916	-71,1	-140,5
Services Centraux	427 703	392 283	457 434	-8,3	16,6
CEMAC	2 860 378	2 052 711	1 548 150	-28,2	-24,6

Source : BEAC

Les avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale ont progressé de 7,3 % entre 2020 et 2021, en lien principalement avec la hausse des avoirs en DTS (8,1 points). Les avoirs en

DTS sont passés de 158,7 milliards en 2020 à 515,1 milliards en 2021, en relation avec la nouvelle allocation des DTS du FMI aux Etats de la CEMAC intervenue le 23 Août 2021.

Tableau 11 : Évolution des avoirs extérieurs bruts de la BEAC
(Décembre 2019 - Décembre 2021)

	Montants (en millions)			Variations (en %)	
	2019	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Encaisse-Or	178 656	204 494	210 052	14,5	2,7
Compte d'opérations	3 729 199	3 877 328	3 836 148	4,0	-1,1
Avoirs en DTS	166 579	158 733	515 074	-4,7	224,5
Position de réserve au FMI	38 036	36 603	38 855	-3,8	6,2
Autres avoirs en devises (1)	248 131	114 015	111 112	-54,1	-2,5
CEMAC	4 360 601	4 391 174	4 711 242	0,7	7,3

(1) Y compris les avoirs extérieurs bruts non répartis des Services Centraux

Source : BEAC

Les engagements officiels extérieurs ont augmenté de 41,1 %, pour s'établir à 3 124,9 milliards en 2021, résultant de l'accroissement des engagements extérieurs de la BEAC (98,2 %) et des recours des États aux concours du FMI (15,5 %) sur la période sous revue.

Tableau 12 : Évolution des engagements officiels extérieurs
(Décembre 2019 - Décembre 2021)

	Montants (en millions)			Variations (en %)	
	2019	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Engagements extérieurs de la BEAC	611 624	685 886	1 359 286	12,1	98,2
Recours aux crédits du FMI	1 019 908	1 528 139	1 765 638	49,8	15,5
TOTAL	1 631 532	2 214 025	3 124 924	35,7	41,1

Source : BEAC

La position extérieure nette des établissements de crédit s'est repliée de 115,4 %, pour se situer à - 234,6 milliards en décembre 2021, comme conséquence de l'application rigoureuse de la réglementation des changes dans la CEMAC. Cette évolution est également observée au Cameroun (- 300,9 %), au Congo (- 283,1 %), au Gabon (-107,2 %) et en Guinée Equatoriale (- 14,4 %). Cependant, elle est en hausse en République Centrafricaine (1 553,0 %) et au Tchad (49,3 %).

Tableau 13 : Évolution de la position extérieure nette des établissements de crédit
(Décembre 2017 - Décembre 2019)

	Montants (en millions)			Variations (en %)	
	2019	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Avoirs extérieurs bruts	526 616	424 033	423 132	-19,5	-0,2
Engagements extérieurs	589 435	532 980	657 764	-9,6	23,4
CEMAC (Solde net)	-62 819	-108 947	-234 632	-73,4	-115,4
Cameroun					
République Centrafricaine	-66 125	-18 530	-74 296	72,0	-300,9
Congo	7 890	-236	3 429	-103,0	1 553,0
Gabon	37 014	-8 941	-34 250	-124,2	-283,1
Guinée Equatoriale	-8 367	-60 088	-124 479	-618,2	-107,2
Tchad	19 977	16 315	13 964	-18,3	-14,4
Ajustements intracommunautaires	-	-	-	-	-
(1) () Avoirs extérieurs	(-) Engagements extérieurs				
(2) Y compris la dette postale					

Source : BEAC

2.5.3. Crédit intérieur

Dans la CEMAC, l'encours du crédit intérieur a augmenté de 17,9 %, pour s'établir à 17 393,7 milliards en décembre 2021 sous l'effet conjoint

d'une forte progression des créances nettes sur les États (25,4 %) ainsi que d'une expansion des crédits à l'économie (11,9 %).

Tableau 14 : Évolution du crédit intérieur
(Décembre 2019 - Décembre 2021)

	Montants (en millions)			Variations (en %)	
	2019	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Créances nettes sur les Etats	4 678 071	6 543 595	8 208 088	39,9	25,4
Crédits à l'économie	7 815 589	8 211 278	9 185 585	5,1	11,9
CEMAC	12 493 660	14 754 873	17 393 673	18,1	17,9
Cameroun					
République Centrafricaine	4 280 110	5 061 370	6 023 947	18,3	19,0
Congo	375 182	421 035	524 767	12,2	24,6
Gabon	1 633 224	1 985 446	2 349 890	21,6	18,4
Guinée Equatoriale	2 084 021	2 503 688	3 026 976	20,1	20,9
Tchad	1 588 598	1 653 660	1 515 745	4,1	-8,3
Ajustements intracommunautaires	1 464 419	1 553 451	1 972 517	6,1	27,0

Source : BEAC

Par pays, sur la période sous revue, les créances nettes sur les Trésors nationaux se sont accrues dans tous les États membres de la CEMAC à des rythmes variés. Les progressions les plus élevées sont

observées au Cameroun (36,0 %), au Tchad (34,8 %), en République Centrafricaine (31,7 %), au Congo (27,7 %) et au Gabon (26,6 %). En revanche, elles sont en recul en Guinée Équatoriale (- 15,4 %).

**Tableau 15 : Evolution des créances nettes sur les Trésors nationaux
(Décembre 2019 - Décembre 2021)**

	2019	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Cameroun	857 348	1 468 633	1 997 419	71,3	36,0
République Centrafricaine	221 011	257 566	339 107	16,5	31,7
Congo	551 368	871 664	1 113 341	58,1	27,7
Gabon	887 876	1 248 489	1 580 814	40,6	26,6
Guinée Equatoriale	645 681	711 131	601 772	10,1	-15,4
Tchad	831 058	868 518	1 170 534	4,5	34,8
Ajustements intracommunautaires	134 855	1 117 594	1 447 479	728,7	29,5
CEMAC	4 403 634	6 543 595	8 208 088	48,6	25,4
(1) () Créances sur les Etats		(-) Dettes envers les Etats			

Source : BEAC

De l'analyse de l'évolution des crédits à l'économie par maturité, il ressort une hausse des concours bancaires pour toutes

les maturités. Soit de 9,6 % pour les crédits à court terme, 10,0 % pour les crédits à moyen terme et 94,3 % pour les crédits à long terme.

**Tableau 16 : Evolution des crédits à l'économie par maturité
(Décembre 2019 – Décembre 2021)**

	Montants (en millions)			Variations (en %)	
	2019	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Crédits à court terme	4 527 671	4 634 214	5 077 889	2,4	9,6
Crédits à moyen terme	3 087 627	3 370 013	3 705 393	9,1	10,0
Crédits à long terme	200 291	207 051	402 303	3,4	94,3
CEMAC	7 815 589	8 211 278	9 185 585	5,1	11,9
Cameroun				5,0	12,1
République Centrafricaine	3 422 762	3 592 737	4 026 528	6,0	13,6
Congo	154 171	163 469	185 660	3,0	11,0
Gabon	1 081 856	1 113 782	1 236 549	4,9	15,2
Guinée Equatoriale	1 196 145	1 255 199	1 446 162	0,0	-3,0
Tchad	942 917	942 529	913 973	8,1	17,1
Ajustements intracommunautaires	633 361	684 933	801 983	19,4	25,3
Crédits à court terme					
	Montants (en millions)			Variations (en %)	
	2019	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Cameroun	1 953 458	1 982 443	2 089 220	1,5	5,4
République Centrafricaine	88 698	94 173	106 224	6,2	12,8
Congo	561 229	545 602	594 460	-2,8	9,0
Gabon	593 730	626 870	802 116	5,6	28,0
Guinée Equatoriale	764 514	747 441	768 303	-2,2	2,8
Tchad	438 421	452 479	541 090	3,2	19,6
Ajustements intracommunautaires	127 382	185 206	176 466	45,4	-4,7
CEMAC	4 527 432	4 634 214	5 077 879	2,4	9,6
Crédits à moyen terme					
	Montants (en millions)			Variations (en %)	
	2019	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Cameroun	1 367 505	1 511 234	1 798 198	10,5	19,0
République Centrafricaine	50 527	57 908	68 111	14,6	17,6
Congo	497 567	537 006	557 736	7,9	3,9
Gabon	585 181	609 062	625 498	4,1	2,7
Guinée Equatoriale	155 837	168 791	123 563	8,3	-26,8
Tchad	178 861	216 579	245 440	21,1	13,3
Ajustements intracommunautaires	252 149	269 433	286 847	6,9	6,5
CEMAC	3 087 627	3 370 013	3 705 393	9,1	10,0
Crédits à long terme					
	Montants (en millions)			Variations (en %)	
	2019	2020	2021	2019-2020	2020-2021
Cameroun	101 799	99 060	139 110	-2,7	40,4
République Centrafricaine	14 946	11 388	11 325	-23,8	-0,6
Congo	23 060	31 174	84 353	35,2	170,6
Gabon	17 234	19 267	18 538	11,8	-3,8
Guinée Equatoriale	22 566	26 297	22 107	16,5	-15,9
Tchad	16 079	15 875	15 453	-1,3	-2,7
Ajustements intracommunautaires	4 607	3 990	111 417	-13,4	2 692,4
CEMAC	200 291	207 051	402 303	3,4	94,3

II. Missions et Gouvernance



1. MISSIONS

1.1. Politique monétaire

1.1.1. Elaboration de la politique monétaire

Malgré la persistance de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 en 2021, l'économie mondiale a enregistré de bonnes performances et certaines Banques Centrales ont entamé la normalisation de leur politique monétaire. C'est dans ce contexte que le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BEAC a procédé à l'évaluation des mesures de soutien adoptées en mars 2020 pour en apprécier l'impact sur l'économie réelle, la stabilité monétaire et la gestion de la liquidité bancaire. Dans le cadre de la stratégie de sortie de ces mesures de soutien adoptées en 2020, le CPM a retenu de réorienter la politique monétaire en fonction de quatre indicateurs, à savoir :

i) un taux de couverture extérieure de la monnaie inférieur à 60 % pendant trois mois consécutifs avec le risque que le taux prévisionnel de couverture extérieure de la monnaie pour l'année en cours soit aussi inférieur à 60 % ;

ii) un niveau prévisionnel des réserves en mois d'importations de biens et services inférieur à 3 mois pour l'année en cours ;

iii) un taux d'inflation global en moyenne annuelle supérieur à 3 % pendant trois mois consécutifs avec le risque que le taux d'inflation prévisionnel sur les huit trimestres à venir soit aussi supérieur à 3 % ;

iv) l'évolution des Avoirs Extérieurs Nets de la Banque Centrale, en lien avec les cibles semestrielles convenues avec le FMI dans le cadre des assurances de financement des Etats de la CEMAC que doit fournir le Gouverneur de la BEAC.

1.1.1.1 Orientation de la politique monétaire

Globalement, les mesures adoptées par le CPM en 2021 visaient la préservation de la stabilité externe de la monnaie. Dans cette perspective, certaines mesures de soutien à la liquidité bancaire ont été suspendues. Dans la même veine, tenant compte principalement des évolutions anticipées des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, le CPM a décidé de resserrer la politique monétaire de la BEAC à travers le relèvement du taux directeur (TIAO) de 3,25 % à 3,50 % et du taux de la facilité de prêt marginal de 5,00 % à 5,25 %.

1.1.1.2. Mesures de politique monétaire

La BEAC a adopté en 2021 un ensemble de mesures destinées à renforcer la stabilité externe de la monnaie. Il s'agit entre autres :

- de la suspension des allègements des conditions d'éligibilité des garanties aux opérations de refinancement de la BEAC adoptés lors de la session du CPM du 24 juin 2020 ;
- de la réactivation des reprises de liquidité via des opérations de maturité longue (1 mois) ciblant les établissements de crédit en

excédent de liquidité et désirant faire des placements à la BEAC ;

- du relèvement du TIAO et du Taux de la facilité de prêt marginal, de 25 points de base respectivement à 3,50 % et à 5,25 %.

Parallèlement, dans le cadre des actions contribuant à la bonne transmission de la politique monétaire, le CPM a autorisé le Gouverneur de la BEAC à limiter l'accès des contreparties en situa-

tion de dépendance du refinancement de la Banque Centrale aux ressources de cette dernière, en fonction de la situation individuelle de chaque établissement de crédit.

a) Taux directeurs

- Les taux d'intervention de la BEAC sur le marché monétaire ont évolué au courant de l'année 2021 et se présentent comme suit au 31 décembre :

Tableau 17 : Evolution des Taux d'intérêt pratiqués par la BEAC sur le marché monétaire (décembre 2020 et décembre 2021)

	Décembre 2020	Décembre 2021
Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	3,25%	3,50%
Taux de la Facilité de Prêt Marginal (TFPM)	5,00%	5,25%
Taux de la Facilité de Dépôt (TFD)	0,00%	0,00%
Taux de pénalité appliqué aux établissements de crédit	supprimé	supprimé

Source : BEAC

En ce qui concerne la grille de rémunération des placements publics, elle est demeurée inchangée au 31 décembre :

Tableau 18 : Taux d'intérêt sur placements publics à la BEAC au 31 décembre 2021

Taux d'intérêt sur placements publics au titre des fonds de réserve pour les générations futures (TISPP0)	0,40 %
Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1)	0,05 %
Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP2)	0,00%

Source : BEAC

b) Réserves obligatoires

Après avoir opté pour une approche progressive dans le processus de normalisation de la politique monétaire, le CPM a axé ses actions sur le taux directeur et la gestion de la liquidité, tout en retardant l'ajustement des coefficients des réserves obligatoires qui dépend du niveau d'efficacité des autres instruments.

Le niveau moyen mensuel des réserves obligatoires constituées par les établissements de crédit de la CEMAC a progressé de 10,4 % à 833,8 milliards en décembre 2021. Cet accroissement s'explique principalement par l'évolution des dépôts de la clientèle dans le système bancaire, soutenue par les effets induits d'une application renforcée de la réglementation des changes dans la CEMAC.

c) Concours de la BEAC aux Trésors Nationaux

Les concours de la Banque Centrale aux Etats sont constitués pour rappel : (i) des créances consolidées sur les avances statutaires, (ii) des créances consolidées au titre des avances aux Etats pour le financement du budget du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC), et (iii) des titres publics rachetés sur le marché secondaire des valeurs du Trésor de la CEMAC .

Au 31 décembre, les engagements cumulés des États vis-à-vis de la BEAC se sont établis à 2 770 milliards, essentiellement constitués par les avances statutaires consolidées dont, les échéances des intérêts, d'un montant total de 55,4 milliards, ont été entièrement honorées au cours de l'année 2021 par les six États de la CEMAC.

Par ailleurs, l'ensemble des conventions signées par les Etats avec la Banque Centrale ont fait l'objet de nouvelles consolidations suite à la Résolution n°01 du Comité Ministériel de l'UMAC adoptée lors de sa session extraordinaire du 24 septembre 2021 avec prise d'effet à partir du 1^{er} janvier 2022.

Concernant les avances indirectes aux États pour le financement du budget du GABAC, qui ont également été consolidées, le solde s'est élevé à 39,9 millions au 31 décembre 2021. Seul le Trésor Centrafricain est demeuré débiteur de ces avances à fin décembre.

La situation globale des créances consolidées (avances statutaires, avances exceptionnelles, crédits consolidés et avances au titre du GABAC) sur les États est restée stable entre décembre 2020 et décembre 2021 et est ressortie comme suit au 31 décembre 2021 ;

**Tableau 19 : Evolution des créances consolidées sur les Etats
au 31 décembre 2021
(en millions)**

ETATS	Concours consolidés	Avances au GABAC consolidées	Total crédits consolidés	Intérêts réglés/ crédits consolidés
Cameroun	576 898,2	0,2	576 898,2	9 592,0
République Centrafricaine	80 484,2	39,9	80 524,1	9 053,0
Congo	572 000,0	0	572 000,0	11 539,0
Gabon	452 500,0	0	452 500,0	1 618,0
Guinée Équatoriale	608 703,1	0	608 703,1	11 443,0
Tchad	479 430,4	0	479 430,4	12 177,0
Total CEMAC	2 770 015,9	40,1	2 770 055,8	55 423,0

Source : BEAC

Au 31 décembre 2021, l'encours de titres rachetés par la BEAC dans le cadre du programme de rachats ponctuels et ciblés des titres publics s'est situé à 430,3 milliards, soit 274,4 milliards en Obligations du Trésor Assimilables

(OTA) et 155,9 milliards en Bons de Trésor Assimilables (BTA), sur un plafond autorisé de 600 milliards. Le montant levé par chaque pays dans le cadre de ce programme est déclinée comme suit :

Tableau 20 : Répartition par pays de l'encours des titres publics détenus par la BEAC au 31 décembre 2021

Pays	Montant OTA	Montant BTA	TOTAL
Cameroun	13 220 800 000		13 220 800 000
Congo	101 160 000 000	23 840 000 000	125 000 000 000
Gabon	88 514 350 000	11 472 000 000	99 986 350 000
Guinée Equatoriale	47 072 500 000	-	47 072 500 000
République Centrafricaine	-	-	-
Tchad	24 400 000 000	120 600 000 000	145 000 000 000
TOTAL	274 367 650 000	155 912 000 000	430 279 650 000

Source : BEAC

1.1.2.1. Interventions de la BEAC

Entre décembre 2020 et décembre 2021, deux phases ont marqué la gestion de la liquidité bancaire par la BEAC. Durant la première phase, qui a pris fin en août 2021, conformément aux mesures de lutte contre les effets de la pandémie de la Covid-19 sur les économies de la CEMAC, la BEAC a maintenu la suspension des opérations de reprises de liquidité qui avaient été lancées en mars 2020. La seconde phase, débutée le 9 septembre 2021, a été caractérisée par la reprise des opérations hebdomadaires de ponction de liquidités, l'objectif ainsi visé étant de revenir progressivement à la stratégie de gestion de la liquidité entamée en février 2020 basée sur l'évolution des Facteurs Autonomes de Liquidité Bancaire (FALB), stratégie suspendue suite à l'accentuation de la crise de la Covid-19.

a) Ponction des liquidités

Conformément à la décision N°02/CPM/2021 du 28 juin 2021, le Comité du Marché Monétaire (CMM) a organisé à fréquence hebdomadaire, des opérations de reprises de liquidités de maturités longues (1 mois). Au total, dix-sept (17) opérations ont été organisées, dont 10 sont ressorties infructueuses. Le montant mis en adjudication, initialement de 100 milliards pour le premier mois (septembre 2021) à un taux fixe de 0,15 %, a été ramené à 50 milliards en octobre 2021 au taux fixe de 0,20 %, puis au taux fixe de 0,50 % en décembre 2021 pour un montant maintenu à 50 milliards. L'encours moyen de ces reprises de liquidités est ressorti à 50,6 milliards en décembre 2021.

⁵ Ces titres avaient été émis dans le cadre du plan de riposte à la crise Covid-19.

b) Injections de liquidités

Au 31 décembre 2021, la moyenne mensuelle des avances octroyées par la Banque Centrale au système bancaire, toutes opérations confondues, a atteint 662,5 milliards contre 387,6 milliards un an plus tôt. Cette hausse est attribuable (i) à l'augmentation du montant des liquidités injectées par la Banque Centrale lors de ses opérations principales, (ii) à l'accroissement du volume de liquidité sollicité par les banques sur le guichet permanent de prêt marginal, et (iii) au renouvellement systématique des opérations de longue maturité arrivées à échéance.

- Interventions au titre de l'opération principale d'injection de liquidités

o Volumes échangés

En décembre 2021, la moyenne mensuelle des concours consentis par la Banque Centrale au système bancaire à travers l'opération principale d'injection de liquidités s'est située à 230,6 milliards, contre 94,2 milliards un an auparavant. Cette évolution s'explique par la reprise des injections de liquidité dans le cadre des mesures contre la Covid-19. Initialement fixé à 250 milliards, ce montant a été revu à la baisse à 230 milliards pour compter du 30 novembre 2021.

o Taux pratiqués

Suite au relèvement du TIAO de 3,25 % à 3,50 % par le CPM du 25 novembre 2021, le coût de la monnaie centrale à fin décembre 2021 s'est accru en 2021. En effet, le taux moyen pondéré des montants adjugés est passé de 3,26 % à 3,99 % pendant que le taux marginal a évolué en moyenne de 3,25 % à 4,90 % entre décembre 2020 et décembre 2021.

- Interventions au titre de la facilité de prêt marginal

Le volume moyen des avances au titre de la facilité de prêt marginal s'est accru de 166,1 milliards en décembre 2020 à 218,8 milliards en décembre 2021, principalement soutenu par les banques en situation de dépendance au refinancement de la Banque Centrale. A fin décembre 2021, ces concours ont principalement bénéficié aux banques implantées en Guinée Équatoriale (64,6 %) et au Tchad (23,6 %).

- Opération d'injection de liquidités à maturité longue

En juin 2021, cinq opérations d'injection de liquidités pour un montant de 50 milliards chacune et pour une maturité unique de trois mois ont été déclenchées contre trois opérations d'injection de liquidités de même montant et de maturité unique d'un an en 2020. Toutes ces opérations ont été entièrement couvertes. Au 31 décembre 2021, l'encours moyen des avances au système bancaire au titre des opérations d'injection de liquidités de maturité longue s'est situé à 150 milliards, reparti par pays comme suit : Cameroun (14,6 %), République Centrafricaine (0,8 %), Congo (28,2 %) et Gabon (56,4 %).

- Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables

Le volume moyen des avances accordées par l'Institut d'Émission pour le refinancement des crédits d'investissements productifs, à travers le Guichet spécial de refinancement a baissé de 70,0 milliards en décembre 2020 à 63,1 milliards en décembre 2021. Le fléchissement de ces concours, qui ont bénéficié essentiellement à la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) et dans une moindre mesure à une banque implantée au Cameroun, se justifie par les remboursements effectués au cours de la période.

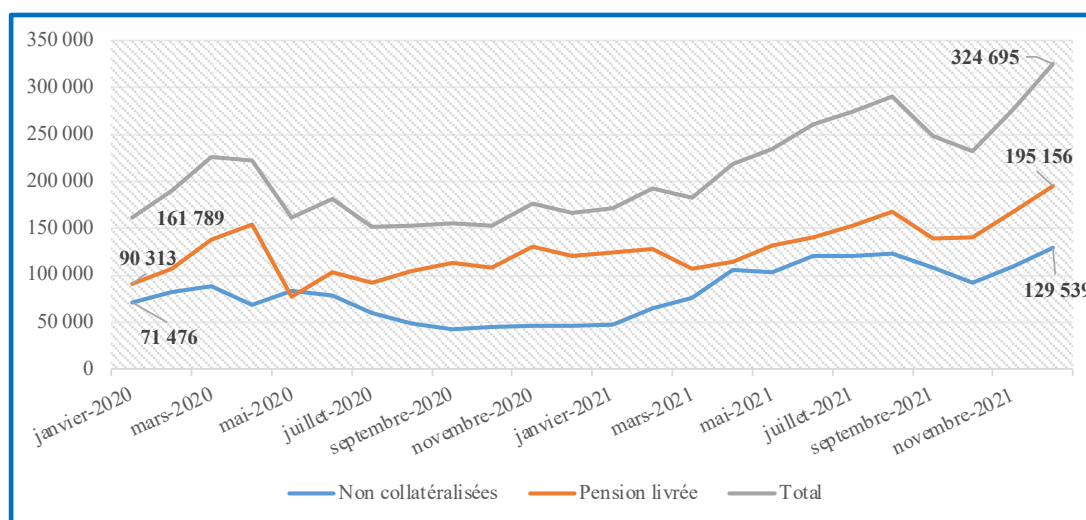
1.1.2.2 Marché interbancaire

a) Transactions interbancaires

L'encours moyen mensuel des transactions interbancaires a connu une hausse de 94,5 % pour se situer à 324,7 milliards au 31 décembre 2021 (dont 195,2 milliards de pension-livrée). Cette variation résulte de l'accroissement des besoins des établissements de crédit, en lien avec la relance post-covid amorcée

à partir du dernier trimestre 2021 d'une part, et de la consolidation des effets des mesures déployées par la Banque Centrale depuis 2017 pour la dynamisation du marché interbancaire dans la CEMAC d'autre part. Le graphique 13 montre la dynamique du marché interbancaire a été tendanciellement haussière en 2021, malgré un fléchissement observé en septembre 2021 (248,1 milliards).

Graphique 14 : Évolution de l'encours moyen mensuel des transactions interbancaires*

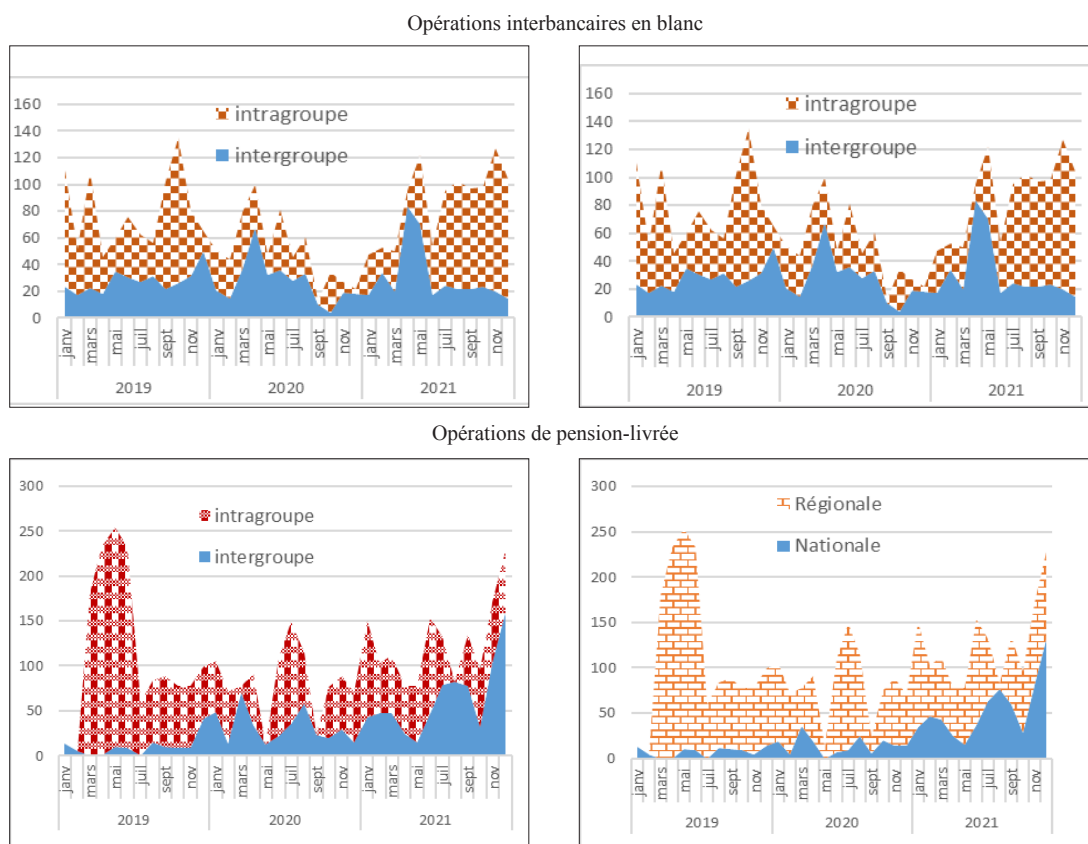


Source : BEAC

Par ailleurs, une défragmentation progressive du marché interbancaire est illustrée sur les vues du graphique 14, notamment avec une prédominance des transactions régionales et intergroupes.

Cependant, l'essentiel des opérations interbancaires aussi bien en blanc que collatéralisées demeure concentré sur des établissements d'un même groupe bancaire.

Graphique 15 : Évolution mensuelle des opérations interbancaires
Depuis janvier 2019 (en milliards)



Source : BEAC

b) Taux d'intérêts interbancaires

S'agissant des taux d'intérêt pratiqués, ils ont oscillé entre 2,00 % et 7,00 % pour les opérations en blanc et entre 1,25 % et 5,00 % pour les opérations de pension-livree. Au 31 décembre 2021, le taux interbancaire moyen pondéré des opérations en blanc (TIMP à 7 jours), indicateur de référence, s'est établi à 4,36 % contre 4,00 % un an plus tôt, tandis que celui des opérations de pension-livree s'est situé à 4,91 % contre 4,50 % l'année précédente.

1.2. Emission monétaire

1.2.1. Encaisses et circulation fiduciaire

Le niveau moyen des encaisses (signes monétaires émis et non émis) détenues par la Banque Centrale en

2021 s'est élevé à 3 601,0 milliards, contre 8 439,4 milliards en 2020. Au 31 décembre 2021, le montant des billets et pièces en circulation dans la zone, tous pays confondus, s'est situé à 4 098,6 milliards, contre 3 659,3 milliards au 31 décembre 2020. Une analyse par pays montre une augmentation des billets et pièces de monnaies en circulation dans tous les pays de la CEMAC : Cameroun (+ 14,1 %), Gabon (+ 11,9 %), République Centrafricaine (+ 11,8 %), Tchad (+ 11,2 %), Congo (+10,4 %) et Guinée Equatoriale (+ 4,7 %).

Le montant des versements des billets s'est élevé à 5 014,8 milliards en 2021, contre 4 882,8 milliards en 2020. En quantité, la plus forte progression a été enregistrée à Brazzaville (16,5 %), suivi de Yaoundé (15,1 %), de Libreville (12,6 %), de Douala (10,8 %), de Bafous-

sam (10,1 %) et de N'Djamena (8,2 %). En ce qui concerne les pièces de monnaie, la BEAC a enregistré un versement en nombre de 31 536 pièces d'une valeur de 12 151 528 venant des banques et comptables publics au cours de l'année 2021.

Les prélèvements des billets et pièces se sont situés à 5 341,9 milliards en 2020, contre 4 775,3 milliards en 2019 (+ 11,9 %). Tous les pays de la Zone ont connu une nette progression des prélèvements des banques et comptables publics, à des proportions différentes. Les progressions les plus fortes ont été enregistrées à Brazzaville (+ 17,7 %), suivi de Yaoundé (+14,7 %), de Libreville (+ 13,0 %), de N'Djamena (+ 12,3 %) et de Douala (+ 9,7 %).

1.2.2. Activités des salles de tri

Au cours de l'année 2021, les activités de tri des billets issus des versements des banques et comptables publics ont porté sur un volume de 598,2 millions de billets toutes dénominations confondues, d'une valeur de 4 546,3 milliards contre 701,2 millions de billets l'année précédente. Cette baisse du niveau de tri est liée, entre autres, aux mesures prises par la Banque pour lutter contre la propagation de la pandémie du COVID-19, notamment la mise en place d'une équipe rotative de travail hebdomadaire avec pour conséquence, la réduction de la capacité de tri.

A l'issue du tri en qualité, 386,6 millions de billets valides, soit une valeur de 3 555,8 milliards, ont été produits, contre 211,6 millions de billets usés, un taux moyen de récupération des billets de retour de circulation de 64,6 % en 2021, contre 59,8 % en 2020.

1.3 Gestion des réserves de change

Les réserves de change de la BEAC sont constituées des encaisses en devises, des avoirs placés au Compte d'Opérations et des avoirs en devises auprès des correspondants, des contreparties et des dépositaires.

1.3.1 Position de change

Au 31 décembre 2021, les réserves de change de la BEAC se sont établies à 7,11 milliards EUR (4 662 milliards), contre 6,36 milliards EUR (4 171 milliards) un an plus tôt, en liaison avec la variation positive enregistrée à la suite de l'allocation de DTS octroyés par le FMI en 2021 aux six pays de la CEMAC.

Les Avoirs extérieurs à vue (Avoirs au Trésor français, Billets étrangers et Correspondants hors Zone d'Emission) sont ressortis à 3 853 milliards à fin décembre 2021, contre 3 731 milliards une année auparavant, en lien essentiellement avec le niveau du Compte d'Opérations.

Les autres avoirs extérieurs en devises gérés par la Salle des Marchés se sont situés à 47 milliards, contre 40 milliards au 31 décembre 2020.

Le stock d'Or a affiché une valeur de marché de 210 milliards au 31 décembre 2021 (+ 2,7 % en glissement annuel). L'évolution favorable du dollar US par rapport à l'euro a été le principal moteur de cette hausse.

Les avoirs au FMI pour les Etats de la CEMAC ont augmenté de 182,4 %, suite à l'octroi le 23 août 2021 par le FMI aux Etats de la CEMAC des nouvelles allocations de DTS d'environ 1 milliard de DTS.

Le taux de centralisation des avoirs en Compte d'Opérations s'est établi à fin décembre 2021 à 102,7 %, largement au-dessus de la quotité obligatoire de 50 %, contre 101,9 % un an plus tôt, justifié par l'absence d'opportunités de placements rentables due à des taux de rendements négatifs en Zone euro.

1.3.2. Résultats de la Salle des Marchés

Les résultats de la gestion des réserves de change à fin décembre 2021 ont reculé à 36,6 milliards, - 9,1 % par rapport aux résultats enregistrés en 2020.

Les activités de la Salle des Marchés ont dégagé un résultat opérationnel de 11,42 milliards à fin 2021 par rapport à celui enregistré en 2020. Il en a été de même pour le résultat financier qui a augmenté de 4,4 % sur la période pour se situer à 11,42 milliards à fin 2021. Par contre, les rendements financier et comptable annuels se sont inscrits en baisse et se sont établis respectivement à 9,9 % et 9,9 % à fin décembre 2021, contre 10,1 % et 10,1 % à fin décembre 2020.

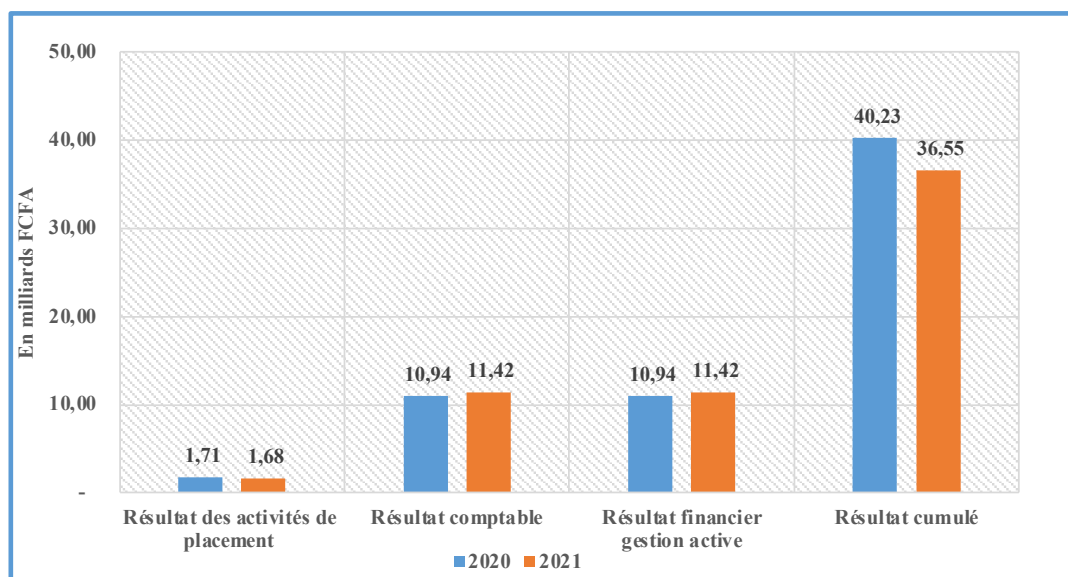
Les avoirs placés au Compte d'Opérations ont dégagé un résultat de 12,47 milliards en 2021 contre 14,62 milliards

en 2020, en lien avec la baisse du volume moyen des avoirs logés dans le Compte d'Opérations.

Les résultats réalisés dans les activités sur l'or à fin 2021 ont baissé à 10,10 milliards, contre 14,69 milliards à la même date l'année précédente.

La valorisation du stock d'or à la juste valeur a permis de dégager une plus-value latente de 86,01 milliards qui a été portée dans les capitaux propres au niveau des Autres Éléments du Résultat Global⁶.

Graphique 16 : Evolution des résultats de la Salle des marchés 2020-2021
(en milliards de francs CFA)



Source : DOF/BEAC

1.3.3. Gestion des risques

En 2021, le suivi des risques (risque de liquidité, risque de marché, risque de crédit et des risques opérationnels) liés à la gestion des réserves de change a été mené conformément au cadre réglementaire en vigueur. Ce cadre est centré sur le caractère imprévisible de l'environnement financier et a pour objet de minimiser les conséquences négatives potentielles de l'évolution des marchés financiers sur les réserves de change de la CEMAC. Ces différents risques ont fait l'objet de reporting réguliers auprès des Autorités de la Banque Centrale.

De manière spécifique, en ce qui concerne le risque de liquidité, le taux de centralisation au Compte d'Opérations a été respecté. Au terme de cet exercice, le ratio de couverture des réserves de change sur les importations des biens et services ainsi que le service de la dette publique extérieure s'est situé légèrement au-dessus du seuil cible de 3 mois fixé par le CPM. Toutefois, il n'a pas été constitué de portefeuille d'investissement compte tenu des marges étroites constatées sur la période.

1.4. Gestion des systèmes et moyens de paiement

En 2021, la place financière de la CEMAC comptait 69 participants au Système de Gros Montant Automatisé (SYGMA) et au Système de Télécompensation en Afrique Centrale (SYSTAC), incluant les six Directions Nationales de la BEAC et six Trésors nationaux (Cameroun, République Centrafricaine, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Tchad).

Les échanges se sont déroulés avec succès sur l'ensemble de la zone d'émission durant la période sous-revue. SYGMA a traité 314 236 opérations dont 127 296 opérations d'ordre clientèle et 186 940 opérations entre institutions financières, pour un montant total de 684,65 milliards.

Sur SYSTAC, 15 266 430 opérations ont été réalisées en 2021 (+ 17,4 %) pour un montant total de 16 522, 5 milliards (+ 12,9 %).

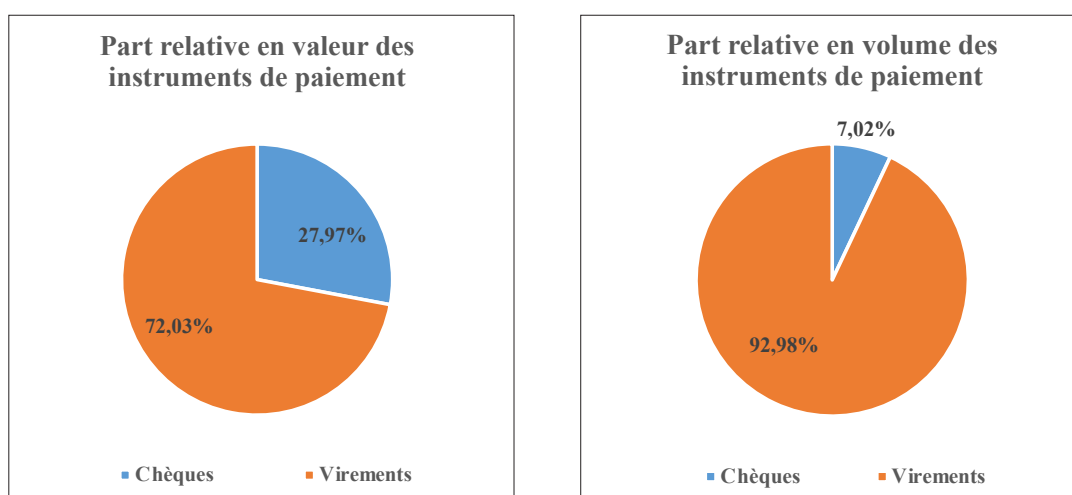
Tableau 21 : Ventilation des transactions réalisées selon les participants au SYGMA et SYSTAC en 2021

PARTICIPANTS	Transactions Annuelles 2021				TOTAL	
	opérations d'ordre clientèle		opérations entre institutions financières		Nombre	Valeur
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur		
Participants BEAC	9 656	3 040 959 968 629	128 180	164 782 769 880 979	137 836	167 823 729 849 608
Participants Banque (Hors BEAC)	117 640	21 781 625 760 291	58 761	20 395 329 037 108	176 401	42 176 954 797 399
TOTAL	127 296	24 822 585 728 920	186 940	185 178 098 918 087	314 236	210 000 684 647 007

Source : DOF/BEAC

La répartition des différentes opérations par volume et par valeur se présente comme suit :

Graphique 17 : Structure des instruments de paiement utilisés sur SYGMA et SYSTAC en valeur et volume



Source : BEAC

1.4.1 Régulation des Systèmes et Moyens de Paiement

La régulation a porté sur la signature par le Gouverneur de la BEAC le 09 février 2021 de l'Instruction N° 001/GR/2021 portant définition des modalités de fonctionnement de la Centrale des Incidents de Paiement. En outre, il a été élaboré des projets de texte encadrant l'exercice des activités relatives à la fourniture des services de paiement dont la signature par le Gouverneur devrait intervenir courant 2022.

L'activité de surveillance a été marquée par l'élaboration des projets de texte encadrant l'exercice des activités relatives aux Infrastructures des Marchés Financiers (IMF) dont la signature par le Gouverneur devrait intervenir courant 2022.

Les travaux avec les agences et autorités de régulation des télécommunications de la CEMAC pour l'attribution d'un numéro court et d'un code USSD unique ont continué.

S'agissant de la CIP, des formations ont été organisées au profit des Trésors Nationaux, des établissements de crédit,

des services postaux et des agents des Directions Nationales de la Banque Centrale.

Conformément aux dispositions des articles 25 et 33 du Règlement N° 04/18/CEMAC/UMAC/COBAC relatif aux services de paiement dans la CEMAC, la BEAC a émis son avis technique sur les demandes de divers requérants. Ainsi, les avis techniques ont été délivrés sur :

- dix-neuf (19) demandes d'autorisation préalable ;
- six (06) demandes d'information préalable ;
- cinq (05) demandes d'agrément en qualité d'établissement de paiement.

1.4.2 Surveillance des Systèmes de Paiement

En 2021, 26 % des participants se sont conformés aux obligations de reporting. Cette moyenne a été en hausse par rapport à l'année 2020 à 16 %.

Les taux de déclaration des participants par pays se présentent comme suit :

Tableau 22 : Moyenne annuelle des taux de déclaration de reporting des participants de la CEMAC en 2021

N°	Pays	Taux (%)
1	Cameroun	46,6
2	Guinée Equatoriale	27,2
3	Tchad	13,5
4	Gabon	9,2
5	Congo	2,3
6	République Centrafricaine	0,0

Source : BEAC

La moyenne globale du taux de déclaration des participants de la CEMAC a connu une variation négative de 3 %.

S'agissant des incidents sur les diffé-

rentes plateformes, sur 723 déclarations, en moyenne 40 % sont restés non résolus, 13 % sont en cours de résolution et 47 % ont été entièrement résolus. La situation détaillée est ressortie comme suit :

Tableau 23 : Déclaration annuelle des incidents et par système en 2021

Système	Nombre des incidents déclarés	Résolus	%	En cours	%	Non résolus	%
SYSTAC	589	246	42%	92	16%	251	43 %
SYGMA	67	52	78%	4	6%	12	18 %
SWIFT	36	31	86%	0	0%	5	14 %
RESEAUX	31	13	42%	0	0%	18	58 %
TOTAL	723	342	47%	96	13%	286	40 %

Source : BEAC

Au cours de l'année 2021, le contrôle sur place a porté sur la visite d'étude des infrastructures et de l'organisation de la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC), en vue de l'élaboration des documents de la surveillance (Référentiel et reporting) à appliquer à la BVMAC. Cette visite d'étude s'est inscrite dans le cadre de l'identification du périmètre des Infrastructures de Marché Financier (IMF) en exploitation dans la CEMAC, pour lequel la BVMAC fait partie désormais des assujettis compte tenu de son rôle prépondérant dans le système financier de la zone. L'objectif de cette identification était de proposer un cadre unique de la surveillance des IMF

eu égard à la pluralité des dispositifs de surveillance qui ne correspondent pas au suivi des activités portées par ces IMF.

1.4.3 Surveillance des services de paiement

a- Activités liées à la monnaie électronique

En 2021, les activités de la monétique dans la Sous-région sont restées croissantes avec une progression de 193,5 % du nombre de transactions par cartes et mobile, pour une valeur globale en progression de 141,5 %

Tableau 24 : Evolution globale des activités du GIMAC (2019 – 2021)

Transactions		2019	2020	2021	2021/2020
Nombre de transactions	Carte délégataire	1 028 124	1 332 914	1 384 071	3,9 %
	Carte interconnexion	255 296	544 647	1 356 916	149,1 %
	Mobile	0	1 131 304	6 089 511	438,3 %
	Totaux	1 283 420	3 008 865	8 830 498	193,5 %
Montant des transactions (en millions)	Carte délégataire	56 131	75 267	74 812	- 0,6 %
	Carte interconnexion	16 233	39 555	100 165	153,2 %
	Mobile	0	21 083	153 181	626,6 %
	Totaux	72 364	135 905	328 158	141,5 %

Source : BEAC

1.5. Stabilité financière

1.5.1. Système bancaire

Au 31 décembre 2021, le système bancaire de la CEMAC comptait 52 banques et 9 établissements financiers en activité. Ils se sont répartis comme suit : au Cameroun 15 banques et 7 établissements financiers, en République Centrafricaine 4 banques, au Congo 10 banques, au Gabon 7 banques et 2 établissements financiers, en Guinée Equatoriale 5 banques et au Tchad 10 banques.

a) Indicateurs d'activité des banques de la CEMAC

o L'évolution de l'intermédiation bancaire

Au 31 décembre 2021, le total agrégé des bilans des banques de la CEMAC s'est établi à 18 208 milliards, en progression de 2 989 milliards par rapport à décembre 2020.

Cette croissance a été observée sur toutes les places bancaires de la CEMAC, principalement dans les banques du Cameroun et de la Guinée Equatoriale qui ont affiché les plus fortes hausses respectivement de 1 084 milliards (+16 %), et de 894 milliards (+55 %).

L'évolution de l'ensemble des agrégats bilanciaux des banques de la CEMAC à fin décembre 2021 est présentée dans le tableau ci-après :

Tableau 25 : Evolution des principaux agrégats bilanciaux des banques de la CEMAC (en millions)							
Valeurs	31-déc-17	31-déc-18	31-déc-19	30-sept-20	31-déc-20	30-sept-21	31-déc-21
Dépôts de la clientèle	9 339 476	9 878 027	10 394 378	11 056 615	11 479 845	12 167 243	12 783 127
Crédits bruts	8 465 529	8 761 739	8 442 075	8 513 970	9 035 893	9 509 385	9 957 106
Créances en souffrance	1 446 874	1 856 174	1 782 982	1 914 011	1 914 128	2 041 602	1 938 497
Provisions à constituer	11 440	30 159	36 889	28 112	31 480	45 238	41 713
Crédits nets	7 622 359	7 765 885	7 449 300	7 417 173	7 906 479	8 305 945	8 726 735
Valeurs immobili-sées	1 110 788	1 102 999	1 266 667	1 385 965	1 460 443	1 601 789	1 656 851
Excédent/déficit de trésorerie	2 312 568	2 871 674	3 701 773	4 222 010	4 233 967	4 516 210	4 824 026
Total bilan	12 685 060	13 475 648	14 092 776	14 565 967	15 218 970	16 495 690	18 208 207

Source : Cerber

o Evolution des dépôts de la clientèle

Les dépôts collectés se sont élevés à 12 783 milliards (70 % du total de bilan) au 31 décembre 2021. Ils se sont accrus de 1 303 milliards (+ 11 % en variation annuelle).

Cette hausse a été observée dans les pays ci-après : Cameroun (+856 milliards, + 16 %), Gabon (+ 176 milliards, + 8 %), Tchad (+ 132 milliards, +13 %), Congo (+65 milliards, + 4 %), Guinée Equatoriale (+ 48 milliards, +5 %) et République Centrafricaine (+ 26 milliards, + 11 %).

Selon leur maturité, les ressources à vue (y compris les comptes sur livret) ont enregistré une augmentation de 12 % par rapport à décembre 2020. Elles se sont établies à 9 524 milliards, soit 75 % des dépôts collectés contre 74 % douze mois plus tôt. Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle se sont établies à 1 998 milliards, soit 15,6 % du total des dépôts, contre 16 % un an auparavant. Elles ont augmenté de 8 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date.

Les dépôts des administrations publiques ont progressé de 117 milliards, soit +10 % par rapport au 31 décembre 2020. Ils se sont fixés à 1 284 milliards,

soit 10,1 % du total des dépôts contre 10,2 % un an auparavant. Quant aux dépôts des entreprises publiques, ils ont été évalués à 807 milliards, soit 6 % des dépôts collectés contre 5 % douze mois plus tôt. Ils ont connu une croissance de 186 milliards, soit +30 % comparés à la situation de décembre 2020. Enfin, les dépôts du secteur privé ont représenté 74 % du total des dépôts contre 76 % douze mois plus tôt. S'établissant à 9 501 milliards, ils ont connu une expansion de 777 milliards, soit + 9 %, comparé à leur niveau de décembre 2020.

L'évolution de la structure des dépôts agrégés à l'échelle de la CEMAC, à fin décembre 2021, comme suit :

Tableau 26 : Evolution de la structure des dépôts des banques de la CEMAC (en millions)

Valeurs	31-déc-17	31-déc-18	31-déc-19	30-sept-20	31-déc-20	30-sept-21	31-déc-21
Dépôts publics	1 228 561	1 079 150	1 098 976	1 182 878	1 167 529	1 205 835	1 284 330
Dépôts des entreprises publiques	456 169	488 222	534 207	620 697	621 462	718 954	807 442
Dépôts privés	6 960 312	7 539 749	7 850 726	8 352 204	8 724 330	9 131 036	9 501 832
Dépôts des non-résidents	219 213	242 059	269 214	248 277	304 520	343 123	430 545
Dépôts non ventilés	475 222	528 847	641 250	652 559	662 002	768 293	758 978
Dépôts de la clientèle	9 339 476	9 878 027	10 394 378	11 056 615	11 479 845	12 167 243	12 783 127

Source : CERBER.

La situation par pays montre que les dépôts bruts se sont concentrés au Cameroun (49 %), au Gabon (18 %) et

au Congo (13 %). Le tableau ci-après présente les encours des dépôts bruts par pays :

Tableau 27 : Evolution des dépôts bruts par pays entre fins décembre 2016 et 2021

Pays	31-déc-17	31-déc-18	31-déc-19	30-sept-20	31-déc-20	30-sept-21	31-déc-21
Cameroun	4 028 773	4 461 097	4 836 945	5 259 519	5 398 819	5 927 713	6 255 015
Centrafrique	159 642	186 334	218 687	230 250	236 088	232 331	262 534
Congo	1 334 590	1 232 821	1 308 545	1 435 013	1 622 583	1 666 373	1 687 209
Gabon	1 857 866	2 071 919	2 105 634	2 081 221	2 177 904	2 182 293	2 353 904
Guinée Equatoriale	1 298 681	1 263 814	1 090 664	1 077 941	1 038 265	1 088 658	1 085 961
Tchad	659 924	662 042	833 903	972 671	1 006 186	1 069 875	1 138 504
Total général	9 339 476	9 878 027	10 394 378	11 056 615	11 479 845	12 167 243	12 783 127

Source : CERBER.

o Évolution des emplois de la clientèle non financière

Les crédits bruts à la clientèle sont ressortis à 9 957 milliards au 31 décembre. Ils se sont accrus de 921 milliards, soit + 10 % par rapport à leur niveau à fin décembre 2020. Entre fin décembre 2019 et le 31 décembre 2020, la hausse des crédits bruts a été de 7 % (+ 593 milliards). Ventilée par pays, la hausse du volume des crédits a été observée au Cameroun (+ 416 milliards, soit + 10 %), au Gabon (+ 256 milliards, soit + 16 %), au Tchad (+ 165 milliards, soit + 19 %), au Congo (+ 67 milliards, soit + 5 %) et en République Centrafricaine (+ 39 milliards, soit + 23 %). A l'inverse, l'encours des crédits bruts sur la place équato-guinéenne, s'est établi à 990 milliards, soit une baisse de 22 milliards comparé à son niveau au 31 décembre 2020 (- 2 %).

Les provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle ont été en hausse de 101 milliards, soit + 9 % par rapport à décembre 2020. Elles se sont établies

à 1 230 milliards. En conséquence, les crédits nets se sont fixés à 8 726 milliards (48 % du total du bilan), soit une variation annuelle de + 10 %.

Les crédits au secteur privé se sont élevés à 7 451 milliards et ont représenté 74,8 % du total des crédits bruts contre 75,1 % atteint douze mois plus tôt. Ils ont augmenté de 668 milliards (+10 % comparé à décembre 2020). S'agissant des crédits aux administrations publiques, ils sont ressortis à 1 091 milliards, soit 11 % du total des crédits bruts, contre 12 % en décembre 2020. Ils ont régressé de 18 milliards, soit - 2 % en glissement annuel (- 20 milliards au Cameroun, - 55 milliards au Congo et - 4 milliards en Guinée Equatoriale). S'agissant des crédits aux entreprises publiques, ils se sont établis à 639 milliards, soit 6,4 % des crédits distribués contre 5,8 % douze mois plus tôt. Ils ont progressé de 118 milliards, soit + 23 % comparé à la situation qui prévalait un an plus tôt. La situation des crédits à l'échelle de la CEMAC, à fin décembre 2021, est présentée dans le tableau 28 :

Tableau 28 : Evolution de la structure des crédits des banques de la CEMAC (en millions)

Valeurs	31-déc-17	31-déc-18	31-déc-19	30-sept-20	31-déc-20	30-sept-21	31-déc-21
Crédits à l'Etat	831 496	859 284	880 744	1 002 567	1 109 635	1 137 818	1 091 448
Crédits aux entreprises publiques	354 445	363 328	371 741	424 857	520 997	558 853	639 493
Crédits au secteur privé	6 567 815	6 913 712	6 611 745	6 533 562	6 782 871	7 094 683	7 450 931
Crédits aux non-résidents	510 052	437 415	356 352	341 485	411 144	493 845	565 484
Encours financier des op. de crédit-bail	78 405	88 615	89 295	89 318	94 184	100 061	102 425
Autres créances	123 319	99 386	132 198	122 185	117 062	124 132	107 331
Total Crédits	8 465 529	8 761 739	8 442 075	8 513 970	9 035 893	9 509 385	9 957 106

Source : CERBER.

o Évolution de l'excédent de trésorerie

La trésorerie globale est ressortie excédentaire à 4 824 milliards (26 % du total du bilan). Elle a augmenté de 590 milliards, soit + 14 % par rapport à la situation prévalant douze mois plus tôt,

imputable à la hausse des dépôts non employés.

Cinq places bancaires ont affiché une augmentation de l'excédent de trésorerie : au Cameroun (+ 552 milliards, soit + 25 %), en Guinée Equatoriale

(+ 50 milliards, soit + 13 %), au Congo (+ 44 milliards, soit + 10 %), au Tchad (+ 20 milliards, soit + 10 %) et, en République Centrafricaine (+ 3 milliards, soit + 4 %). Par contre, cet agrégat a baissé au Gabon (- 81 milliards, soit - 9 %).

Les ressources de trésorerie se sont fixées à 2 496 milliards à fin décembre 2021, contre 1 234 milliards un an auparavant. Elles sont constituées de ressources à terme à concurrence de 49 % et de ressources à vue à hauteur de 51 %. Au 31 décembre 2021, les emplois de trésorerie se sont établis à 7 320 milliards, contre 5 468 milliards à fin décembre 2020.

Les principales places bancaires dans lesquelles une importante augmentation des emplois de trésorerie a été enregistrée sont : Cameroun (+ 669 milliards, soit + 25 %), Guinée Equatoriale (+ 853 milliards, soit + 132 %) Tchad (+ 155 milliards, soit + 44 %) et

Congo (+ 107 milliards, soit +17 %). Les opérations d'acquisition nette de bons et obligations du Trésor sur le marché des titres publics se sont ventilées ainsi qu'il suit : au Cameroun (+525 milliards, soit + 38 %), en République Centrafricaine (+ 20 milliards, soit + 57 %), au Congo (+144 milliards, soit + 77 %), au Gabon (+46 milliards, soit + 14 %) en Guinée Equatoriale (+20 milliards, soit + 5 %) et au Tchad (+93 milliards, soit +48 %).

Sur le plan des opérations avec la BEAC, le solde des opérations a connu une baisse de 13 % entre les situations de fin décembre 2020 et fin décembre 2021 (- 187 milliards). Cette baisse a été entraînée par l'augmentation des avoirs des banques en compte courant auprès de la Banque Centrale (+ 792 milliards) d'une part, et à l'augmentation du refinancement obtenu auprès de la BEAC (+ 251 milliards) d'autre part.

Tableau 29 : Evolution des opérations avec la BEAC à fin décembre 2021

Valeurs	30-sept-20	31-déc-20	30-sept-21	31-déc-21	déc. 20- 21 (MCFA)	déc. 20- 21 (%)
Placements à la BEAC (+)	0	0	80 000	80 000	80 000	0 %
BEAC Compte-courant (+)	2 047 617	1 806 975	1 634 869	2 582 569	775 594	43 %
Refinancement BEAC (-)	267 650	337 905	544 643	589 023	251 118	74 %
BEAC Compte-courant (-)	2 429	579	24 353	792 625	792 046	136 796 %
Solde des opérations avec la BEAC	1 777 538	1 468 491	1 145 873	1 280 921	- 187 570	-13 %

Sources : CERBER et retraitements.

Par ailleurs, l'endettement net sur les opérations avec les correspondants associés et non associés s'est élevé à - 246 milliards au 31 décembre 2021, contre - 227 milliards, un an auparavant.

o Qualité du portefeuille de crédit des banques de la CEMAC

Le risque de crédit demeure l'un des principaux risques auxquels les banques de la CEMAC sont exposées. L'encours des créances en souffrance s'est élevé à 1 938 milliards au 31 décembre 2021, en hausse de 24 milliards (+1,3 %) comparativement au niveau qui prévalait un an auparavant. Elles ont représenté 19,5 % des crédits bruts contre 21,2 % l'année précédente.

**Tableau 30 : Evolution de la qualité du portefeuille de crédits
des banques de la CEMAC
(en millions)**

Valeurs	31-déc-17	31-déc-18	31-déc-19	30-sept-20	31-déc-20	30-sept-21	31-déc-21
Créances en souffrance	1 446 874	1 856 174	1 782 982	1 914 011	1 914 128	2 041 602	1 938 497
Créances impayées	160 635	277 343	186 960	163 918	196 549	200 463	117 930
Créances immobilisées	353 325	512 583	520 625	514 753	475 228	533 569	530 769
Créances douteuses	932 914	1 066 248	1 075 397	1 235 340	1 242 351	1 307 570	1 289 798
Crédits bruts	8 465 529	8 761 739	8 442 075	8 513 970	9 035 893	9 509 385	9 957 106
Créances en souffrance/ brutes	17,1 %	21,2 %	21,2 %	22,48 %	21,2 %	21,4 %	19,5 %
Créances impayées/souf- france	11,1 %	14,9 %	10,5 %	8,6 %	10,3 %	9,8 %	6,1 %
Créances immobilisées/ souffran	24,4 %	27,6 %	29,2 %	26,9 %	24,8 %	26,1 %	27,4 %
Créances douteuses/ souffrance	64,5 %	57,4 %	60,3 %	64,5 %	64,9 %	64,1 %	66,5 %

Source : CERBER.

Les créances douteuses ont représenté la part la plus importante des créances en souffrance avec 67 % du total au 31 décembre 2021, contre 65 % un an plus tôt. Elles se sont établies à 1 289 milliards, contre 1 242 milliards l'année précédente à la même date, soit une augmentation de 47 milliards. L'augmentation des créances douteuses a été remarquée dans les places du Cameroun à 41 milliards (+ 7,5 %), du Tchad à 12 milliards (+ 7,0 %) et du Gabon à 9 milliards (+7,0 %). En revanche, les créances douteuses ont régressé en République Centrafricaine à 56 millions (- 0,2 %), au Congo 11 milliards (- 6,0 %) et en Guinée Equatoriale à 6 milliards (- 4,0 %).

Les créances immobilisées ont augmenté de 475 milliards à 530 milliards. Cette hausse a été remarquable dans les banques de la Guinée Equatoriale à 60 milliards (+ 18,0 %), du Gabon à 7,7 milliards (+ 198,0 %), du Cameroun à

4 milliards (+ 113,0 %) et du Tchad à 1,8 milliard (+ 4,0 %).

o Situation prudentielle du système bancaire

La situation prudentielle des banques et des établissements financiers de la CEMAC est abordée à travers l'analyse de l'évolution du niveau des fonds propres, le respect des normes prudentielles et la détermination du niveau des exigences en fonds propres.

Situation prudentielle des banques au 31 décembre 2021

o Analyse du niveau des fonds propres

Au 31 décembre, les fonds propres nets agrégés des banques de la CEMAC sont ressortis à 1 020,1 milliards. L'évolution des fonds propres bancaires agrégés par pays est présentée dans le tableau 31 :

**Tableau 31 : Evolution des fonds propres nets par pays
(en millions)**

Pays	déc.-18	déc.19	déc.-20	30-sept.-21	déc.-21
Cameroun	315 877	307 411	428 515	480 712	501 995
Centrafrique	42 023	45 672	43 322	46 754	47 816
Congo	253 021	278 211	186 678	256 004	282 615
Gabon	191 696	243 852	265 893	313 530	316 567
Guinée Equatoriale	226 816	-163 462	-161 432	-192 702	-191 692
Tchad	93 041	27 265	10 628	58 637	62 818
CEMAC	1 122 474	738 948	773 604	962 936	1 020 119

Source : Cerber. (*) Fonds propres selon le règlement COBAC R-2016/03..

Par ailleurs, sur l'ensemble des 52 banques de la CEMAC figurant dans le champ de l'analyse, un effectif de 12 banques a extériorisé des exigences supplémentaires en fonds propres en couverture du risque de crédit de l'ordre de 418,4 milliards au 31 décembre. Le niveau de ces exigences est réparti par pays comme suit :

- Cameroun : 54,1 milliards, soit 13,0 % de l'exigence globale en fonds propres des banques de la CEMAC extériorisée par 3 banques ;
- Congo : 11,7 milliards, soit 3,0 % de l'exigence globale en fonds propres des banques de la CEMAC extériorisée par 2 banques ;
- Guinée Equatoriale : 278,8 milliards, soit 68,0 % de l'exigence globale en fonds propres des banques de la CEMAC extériorisée par 3 banques ;
- Tchad : 65,8 milliards, soit 16,0 % de l'exigence globale en fonds propres des banques de la CEMAC extériorisée par 4 banques ;
- République Centrafricaine et Gabon : aucune exigence en fonds propres en couverture du risque de crédit n'est dégagée par ces deux places bancaires.

Le détail par pays des exigences en fonds propres en couverture du risque de crédit est présenté dans le tableau 32 :

**Tableau 32 : Etat des banques présentant des exigences en fonds propres
(en millions)**

Pays	Exigence requise
Cameroun	54 092
Congo	11 656
Guinée Equatoriale	278 817
Tchad	65 844
CEMAC	410 409

Sources : Cerber et retraitements

Le niveau d'exigence globale en fonds propres a été de 410,4 milliards, après prise en compte des provisions exigées par les missions de vérification du Secrétariat Général de la COBAC.

Les provisions à constituer se sont fixées à 357 milliards et se sont réparties entre le Cameroun pour 17,2 milliards (4,8 %), la République Centrafricaine pour 0,5 milliard (0,1 %), le Congo pour 8,8 milliards (2,5 %), le Gabon pour 35,5 milliards (10 %), la Guinée Equatoriale pour 282,1 milliards (79,1 %) et le Tchad pour 12,5 milliards (3,5 %).

o Situation des banques en violation des normes prudentielles en vigueur

Il y a lieu de noter que la situation prudentielle au 31 décembre tient compte de la résolution N°7/COBAC/SO.4/2021 du 24 août 2021 de la Commission Bancaire abaissant de 2,5 % à 2 % le volant de conservation des fonds propres prévu à l'article 25 du règlement COBAC R-2016/03 relatifs aux fonds propres nets des établissements de crédit. L'évolution des banques en infraction vis-à-vis des normes prudentielles à fin décembre 2021 est présentée dans le tableau 33

Tableau 33 : Evolution du nombre des banques en infraction par rapport aux normes prudentielles

Ratios prudentiels	déc.-18	déc.-19	sep.-20	déc.-20	sep.-21	déc.-21
Représentation du capital minimum	15	16	18	17	17	17
Ratio de capitaux propres	0	8	6	6	5	6
Ratio de fonds propres de base	0	17	16	14	13	15
Couverture des risques	8	16	14	12	13	12
Plafond global des risques	7	9	9	9	9	9
Plafond individuel des risques	20	23	22	20	24	25
Couverture des immobilisations	15	16	14	14	14	17
Rapport de liquidité	6	5	3	5	5	8
Coefficient de transformation	13	17	13	16	15	14
Engagements sur les apparentés	13	12	13	16	14	14
Banques présentant une adéquation des FPN	23	14	19	17	38	39
Nombre de banques déclarantes	51	50	50	50	50	51 ⁶

⁶ Bange Cameroun ne procède pas encore à la déclaration de ses états réglementaires sur eCerber.

Au total, trente-neuf banques ont disposé d'un niveau de fonds propres satisfaisant pour respecter l'ensemble des ratios prudentiels assis sur cet agrégat au 31 décembre, après prise en compte des mesures dérogatoires relatives à l'abaissement du volant de conservation des fonds propres qui ont été prorogées jusqu'au 30 juin 2022.

Les normes prudentielles à l'égard desquelles le plus grand nombre de banques s'est conformé sont celles se rapportant aux capitaux propres, au rapport de liquidité et à la limite globale de la norme de division des risques. Les normes prudentielles les moins respectées ont été respectivement la limite individuelle des risques, la représentation du capital minimum, le ratio de couverture des immobilisations, le ratio de fonds propres de base, le coefficient de transformation et la limitation des engagements en faveur des apparentés.

1.5.2. Indicateurs d'activité des établissements financiers de la CEMAC

Au 31 décembre, la CEMAC compte neuf établissements financiers. Ils sont répartis entre le Cameroun (sept) et le Gabon (deux). L'analyse réalisée se limite aux seuls établissements (sept au total) qui ont procédé aux déclarations réglementaires périodiques sous CERBER.

Le **total agrégé** des bilans des établissements financiers de la CEMAC s'est

établi à 493 milliards au 31 décembre. Il a augmenté de 8 milliards par rapport à fin décembre 2020.

Les **dépôts collectés** se sont élevés à 58 milliards (12,0 % du total du bilan). Ils ont baissé de 519 millions (-1,0 %) par rapport à décembre 2020. Cette diminution a été observée essentiellement sur la place du Cameroun (- 1 478 millions) non compensée par les autres places. La place gabonaise a enregistré une hausse de 959 millions. Concernant les dépôts du secteur privé, ils ont totalisé 66,7 % du total des dépôts contre 67,0 % douze mois plus tôt. S'établissant à 38,8 milliards, ils ont diminué de 1,0 % comparés à leur niveau de décembre 2020. Ils ont été constitués essentiellement des dépôts de la clientèle, constitués en garantie de ligne de financement. Les établissements du Cameroun ont représenté 95 % du total de ces dépôts contre 96,0 % un an auparavant.

Les **crédits bruts à la clientèle** sont ressortis à 318 milliards. Ils ont augmenté de 4 milliards, soit + 1,4 % comparé à la situation à fin décembre 2020. Cette hausse a été observée autant sur la place du Cameroun que du Gabon. De même, les **crédits octroyés à l'administration publique** ont diminué de 18,8 milliards, soit - 95,0 %. Ils se sont établis à 962 millions. Cette baisse considérable pourrait s'expliquer par la propension des Etats à souscrire aux titres publics au détriment des crédits directs. :

Tableau 34 : Evolution de la situation bilancielle des établissements financiers de la CEMAC (en millions)

Valeurs	30-sept-20	31-déc-20	30-juin-21	30-sept-21	31-déc-21
Dépôts de la clientèle	58 016	58 699	61 680	60 777	58 180
Crédits bruts	312 120	314 336	320 766	321 366	318 584
Créances en souffrance	156 064	152 291	155 532	155 636	151 016
Provisions à constituer	569	0	647	763	250
Crédits nets	215 826	217 283	220 826	219 852	219 110
Valeurs immobilisées	33 309	39 059	39 645	38 280	38 608
Excédent/déficit de trésorerie	161 847	168 830	173 587	176 402	175 438
Total du bilan	486 185	484 241	505 727	511 485	492 908

Sources : Cerber et retraitements

o Situation prudentielle des établissements financiers au 31 décembre 2021

L'évolution des établissements financiers en infraction vis-à-vis des normes prudentielles à fin décembre est présentée dans le tableau 35 :

Tableau 35 : Evolution du nombre d'établissements financiers de la CEMAC en infraction par rapport aux ratios prudentiels

Ratios Prudentiels	déc.-18	déc.-19	sep.-20	déc.-20	sep.-21	Déc.-21
Représentation du capital minimum	1	2	3	2	3	2
Ratio de capitaux propres	0	1	1	1	2	2
Ratio de fonds propres de base	0	0	0	0	1	1
Couverture des risques	0	0	0	0	1	1
Plafond global des risques	0	0	0	0	0	0
Plafond individuel des risques	1	0	0	0	0	0
Couverture des immobilisations	1	0	0	1	2	1
Rapport de liquidité	1	0	1	1	2	2
Coefficient de transformation	1	1	2	2	3	2
Engagements sur les apparentés	0	0	0	0	0	0
EF présentant une adéquation des FPN	6	5	4	4	6	6
Nombre d'établissements déclarants	7	7	7	7	7	7

Sources : Cerber et retraitements

Au total, six établissements financiers ont disposé d'un niveau de fonds propres satisfaisant pour respecter l'ensemble des ratios prudentiels assis sur cet agrégat au 31 décembre. La représentation du capital minimum, le ratio de capitaux propres, le rapport de liquidité et le coefficient de transformation ont été les normes les moins respectées par les établissements financiers.

1.5.3. Secteur de la microfinance

o Evolution des principaux indicateurs d'activité

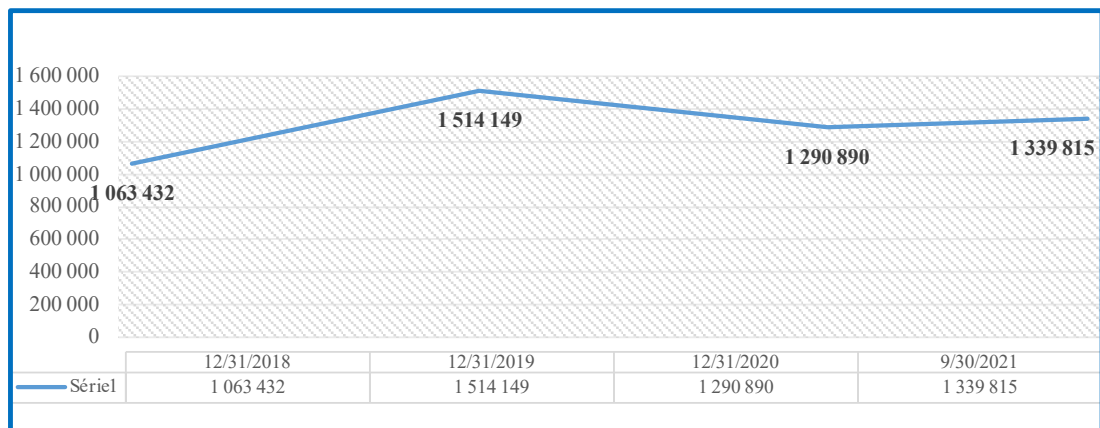
Au 30 septembre 2021, le secteur de la microfinance de la CEMAC comptait 488 établissements agréés et en activité répartis entre le Cameroun (348), la

République Centrafricaine (11), le Congo (47), le Gabon (18), la Guinée Equatoriale (2) et le Tchad (62) .

Le nombre d'établissements déclarant, au 30 septembre 2021, comptabilisait environ 80 % du volume d'activité du secteur. Il convient de préciser qu'aucun des deux EMF de la Guinée Equatoriale n'a procédé au reporting réglementaire à la date d'arrêt. L'analyse de la situation du secteur s'est effectuée sur une base pluriannuelle (entre 2018 et 2020), avec une observation des tendances à fin septembre 2021.

A fin septembre 2021, le total du bilan est ressorti à 1 340 milliards.

**Graphique 18 : Evolution du total bilan des établissements de microfinance
(en millions)**



Source : Reporting réglementaire SESAME

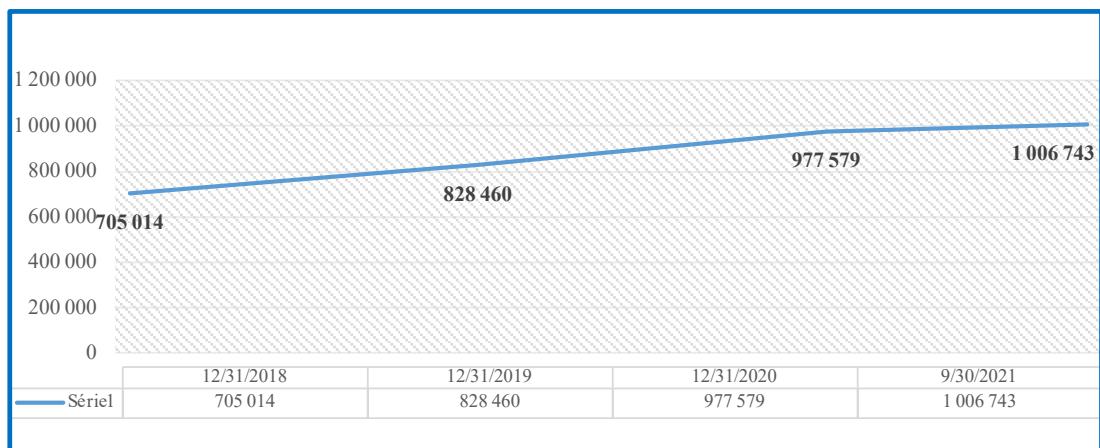
o Evolution de l'intermédiation financière

- Evolution des dépôts

Les dépôts collectés dans la CEMAC sont passés de 977 milliards

au 31 décembre 2020 à 1 007 milliards à fin septembre 2021. Le Cameroun et le Congo ont affiché le plus gros volume des dépôts, avec des parts respectives de 60,0 % et 29,0 %.

**Graphique 19 : Evolution des dépôts de la clientèle des établissements de microfinance de la CEMAC
(en millions)**



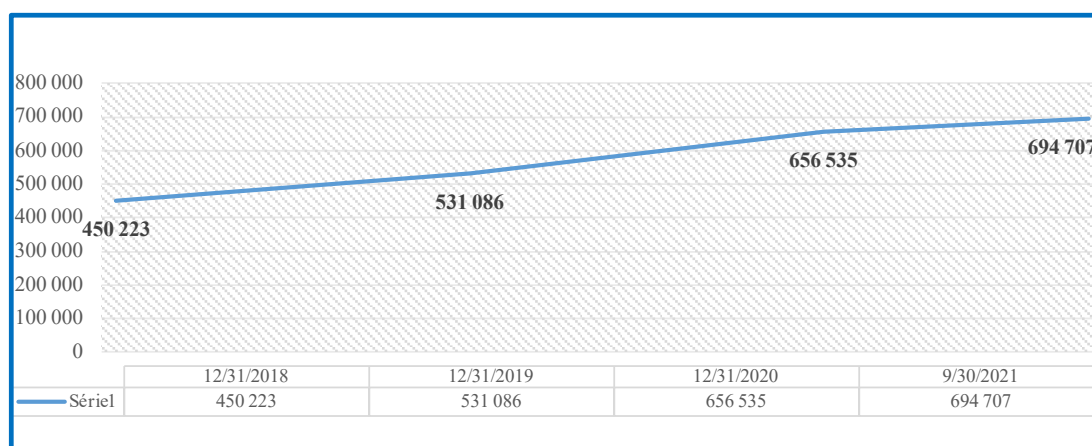
Source : Reporting réglementaire SESAME

Les ressources à vue sont ressorties à 855 milliards et ont représenté 85 % des dépôts collectés à cette date. Le Cameroun et le Congo ont contribué à la formation de cet agrégat respectivement à hauteur de 58,0 % et 34,0 %. Les ressources à terme se sont établies à 73 milliards à fin septembre 2021 et n'ont représenté que 7 % du total des dépôts collectés à la même date.

- Évolution des emplois de la clientèle et des sociétaires

A fin septembre 2021, les crédits bruts se sont établis à 695 milliards. Les établissements de microfinance du Cameroun et du Congo ont contribué respectivement à hauteur de 61,0 % et 22,0 % du total des crédits bruts distribués à cette date.

Graphique 20 : Evolution des crédits bruts de la clientèle des établissements de microfinance de la CEMAC (en millions)



Source : Reporting réglementaire SESAME

A fin septembre 2021, l'encours sains des crédits distribués (582 milliards), qui a représenté 84,0 % de l'encours des crédits bruts, est constitué majoritairement de crédits à court terme (44%), de crédits à long terme (31,0 %) et de crédits à moyen terme (25,0 %).

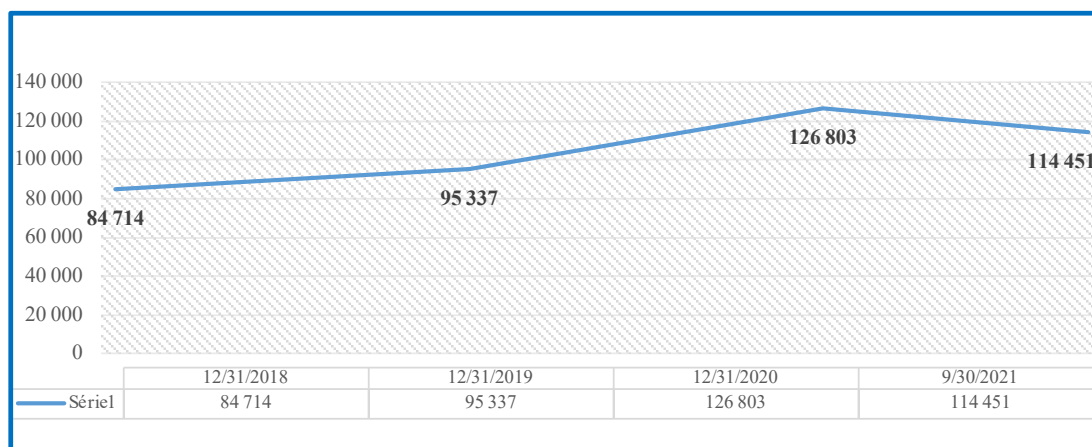
Les **crédits sains** à long terme sont passés de 120 milliards à 162 milliards entre fin 2018 et 2020 (+ 35,0 %). A fin septembre 2021, ils se sont élevés à 188 milliards. Les crédits sains à moyen terme ont suivi la même tendance haussière sur la période d'analyse, passant de 99 milliards à 127 milliards à fin septembre 2021. Quant aux crédits sains à court terme, ils sont restés globalement

stables, avec une légère progression de 11 % sur la période d'analyse et se sont fixés à 251 milliards, dont 73 milliards de comptes débiteurs sains à fin septembre 2021.

A fin 2021, les **créances en souffrance** sont ressorties à 114 milliards et ont représenté 16 % des crédits bruts. Les contributions des EMF du Cameroun, du Congo et du Gabon à la formation de cet agrégat ont été les plus significatives, avec des parts relatives établies respectivement à 65,0 %, 22 % et 10,0 %.

L'évolution des créances en souffrance à fin septembre 2021 est présentée sur le graphique 20 :

Graphique 21 : Evolution des créances en souffrance des établissements de microfinance de la CEMAC (en millions)



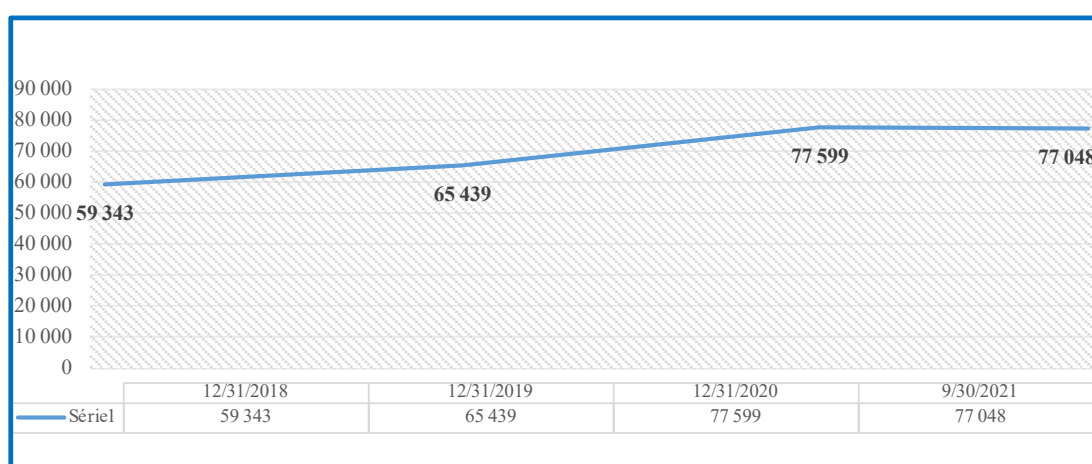
Source : Reporting réglementaire SESAME

Les **créances impayées** ont stagné à 18 milliards sur la période examinée et se sont établies à 16 milliards à fin septembre 2021. Les créances immobilisées ont augmenté de 22 % entre 2018 et 2020, passant de 9 milliards à 11 milliards, pour finalement se placer à 5 milliards à fin septembre 2021. L'encours des crédits douteux quant à lui, a progressé de 39 % entre 2018 et 2020, passant à 99 milliards sur la période.

Les **provisions** constituées pour dépréciation des comptes de la clientèle, en hausse de 31 %, sont passées à 77 milliards et ont couvert les créances douteuses à hauteur de 83,0 %.

L'évolution des provisions constituées entre 2018 et fin septembre 2021 est présentée sur le graphique 21 :

Graphique 22 : Evolution des provisions pour dépréciation des établissements de microfinance de la CEMAC (en millions)



Source : Reporting réglementaire SESAME

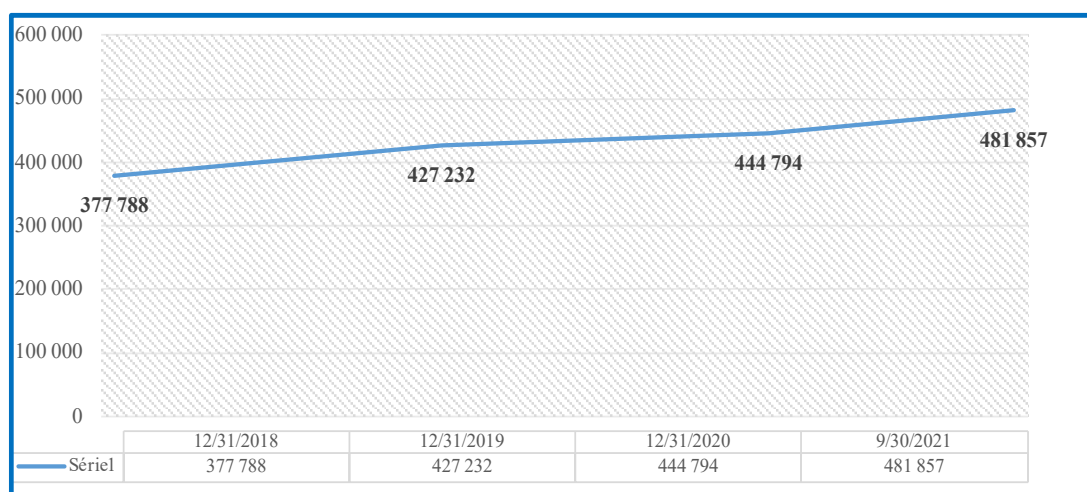
Les crédits nets ont progressé de 48,0 % sur la période d'analyse, passant à 618 milliards à fin septembre 2021. A cette date, les établissements du Cameroun et du Congo ont représenté respectivement 63 % et 24,0 % de cet agrégat.

Au 30 septembre 2021, l'excédent de trésorerie s'est élevé à 482 milliards, en baisse de 2,0 % par rapport au niveau atteint au premier trimestre 2021. Cette baisse a été portée par 6 établissements de la zone CEMAC, dont la trésorerie nette ressort emprunteuse. Le Cameroun et le Congo ont extériorisé à eux deux l'excédent de trésorerie le plus important de la CEMAC, avec des contributions respectives de 47,0 % et 46,0 %.

A fin septembre 2021, les emplois de trésorerie ont été constitués notamment des comptes à vue et à terme auprès des correspondants (82,0 %), des avoirs en caisse (13,0 %) et des titres de placement et de transaction (3,0 %). Les ressources de trésorerie quant à elles se sont chiffrées à 17 milliards à la même date. Elles ont été composées des ressources à vue et à terme des banques et établissements financiers (16 milliards).

La situation de la trésorerie nette à fin septembre 2021 est présentée sur le graphique 22 :

Graphique 23 : Excédent / déficit de trésorerie des établissements de microfinance de la CEMAC (en milliards)



Source : Reporting réglementaire SESAME

1.5.4. Marchés Financiers de la CEMAC

o Marché des titres créances négociables

En 2021 comme depuis l'adoption du Règlement N°4/CEMAC/UMAC/CM relatif aux émissions des titres de créances négociables (TCN) dans la CEMAC le 27 mars 2015, aucune émission de TCN n'a été enregistrée. Il y a lieu de souligner qu'en avril 2021 toutes les autorisations d'émission accordées par la BEAC sont devenues caduques.

o Marché des titres publics émis par adjudication

Malgré la persistance des effets de la pandémie du COVID-19, l'évolution des activités du marché des titres publics en 2021 est restée sur une dynamique haussière, en raison des besoins de trésorerie des Etats membres de la CEMAC toujours plus importants.

a) Marché primaire

A fin décembre 2021, le volume total des émissions de titres publics par adjudications

a atteint 14 310,16 milliards. Pour l'année 2021, les Trésors publics ont levé 3 732,7 milliards, à travers 276 adjudications dont 177 en Bons du Trésor Assimilables (2 095,5 milliards) et 99 en Obligations du Trésor Assimilables (1 637,2 milliards). Les ressources mobilisées par les Trésors publics ont augmenté de 15,0 % par rapport à l'année 2020.

Par segment, les émissions des OTA ont poursuivi leur hausse, avec un montant global de 1 637,1 milliards de FCFA levés en 2021 (+ 37,3 % par rapport aux réalisations de l'année 2020 évaluées à 1 192,7 milliards).

Tableau 36 : Volume des émissions par adjudication de BTA et d'OTA
(en millions)

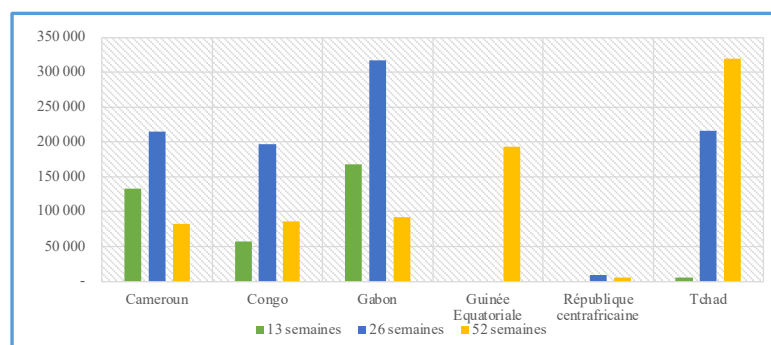
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Cumul des émissions depuis 2011
BTA	51 560	119 400	301 000	257 400	430 100	796 765	843 941	1 103 562	2 015 048	2 056 065	2 095 545	10 070 386
Cameroun	50 000	110 000	126 000	145 000	125 150	174 170	173 355	217 000	403 010	413 918	429 020	2 366 623
Congo							23 700	50 910	218 112	161 715	339 509	793 946
Gabon			164 000	73 900	131 950	273 880	377 186	445 091	672 331	661 433	566 991	3 366 762
Guinée Equatoriale				15 000	60 000	78 000	79 000	170 131	251 469	193 148	846 748	
République Centrafricaine	1 560	9 400	11 000	11 000	16 000	19 000	23 000	9 500	19 000	19 000	15 500	153 960
Tchad				27 500	142 000	269 715	168 700	302 061	532 464	548 530	541 377	2 532 347
OTA			49 011	47 056	156 760	194 657	34 800	81 449	846 186	1 192 736	1 637 117	4 239 772
Cameroun			23 511	10 000					240 205	360 713	335 999	970 428
Congo									123 500	421 750	493 675	1 038 925
Gabon			25 500	37 056	17 500	20 300	8 000	81 449	191 481	367 262	474 672	1 223 220
Guinée Equatoriale								291 000		157 895	448 895	
République Centrafricaine										33 275	33 275	
Tchad					139 260	174 357	26 800			43 012	141 601	525 030
Total	51 560	119 400	350 011	304 456	586 860	991 422	878 741	1 185 011	2 861 234	3 248 801	3 732 662	14 310 158

Source : BEAC/CRCT

En termes de poids relatif, en dépit des avancées enregistrées sur le segment moyen et long terme, le principal instrument de levée de fonds

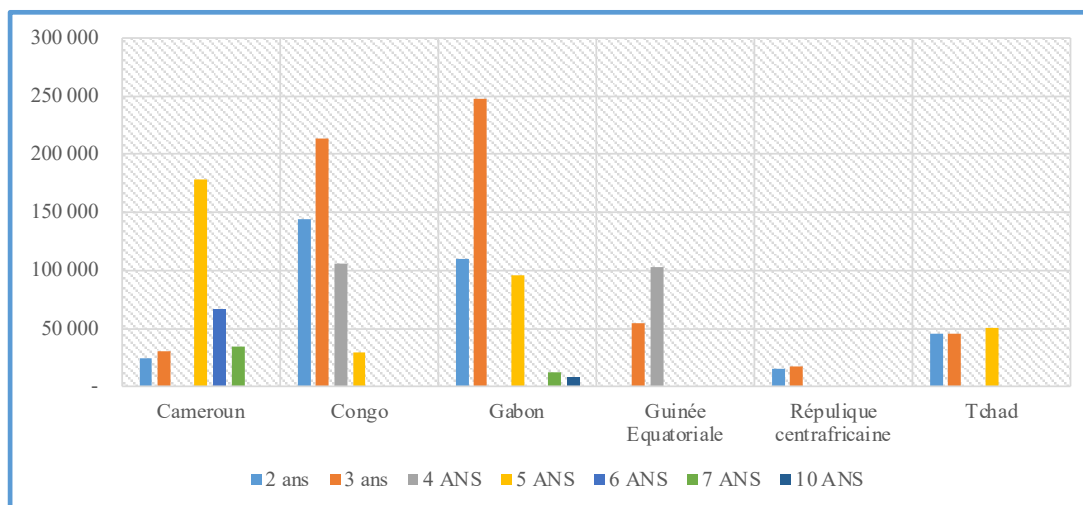
sur ce marché est demeuré le segment des BTA, qui a comptabilisé 56,1 % du total de l'activité en 2021, contre 63,3 % en 2020.

Graphique 24 : Volumes des émissions par maturité de BTA en 2021
(en millions)



Source : BEAC/CRCT.

**Graphique 25 : Volumes des émissions par maturité de OTA
(en millions)**



Source : BEAC/CRCT.

A fin décembre 2021, l'encours des titres non échus (BTA et OTA) émis par les Etats membres sur les marchés des titres publics de la CEMAC demeure en constante augmentation, à 4 650

milliards, soit une hausse de 44,2 % comparativement à la même période un an auparavant. Cette progression de l'encours des titres publics est observée pour tous les Trésors émetteurs.

**Graphique 26 : Encours des titres publics au 31 décembre 2021
(en milliards)**

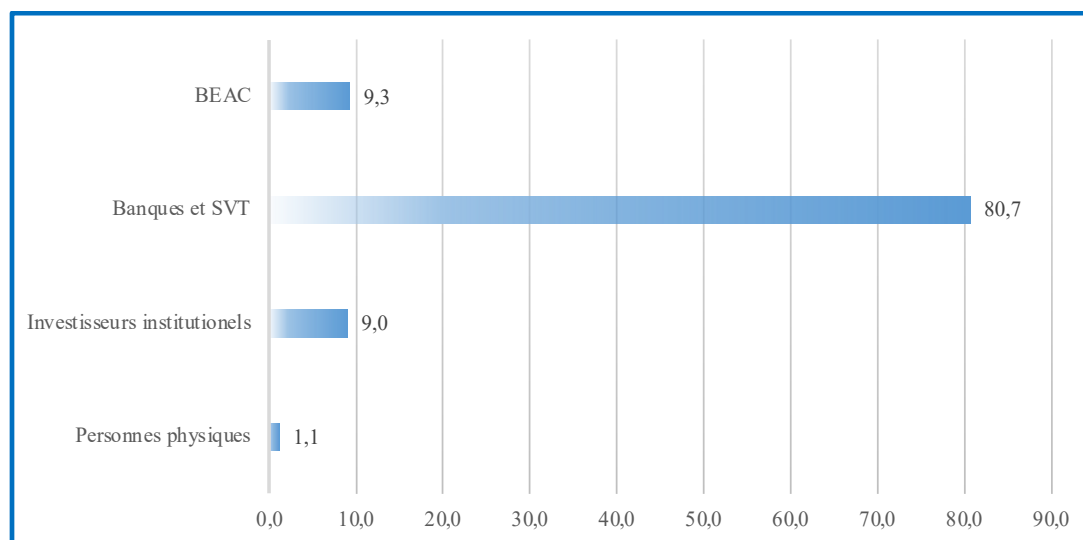


Source : BEAC/CRCT.

S'agissant des détenteurs des titres publics, les titres en circulation dans la CEMAC sont majoritairement détenus par les banques et les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) qui ont concentré

80,7 % de l'encours des titres à fin 2021. Les investisseurs institutionnels et les personnes physiques ont détenu 10,1 % des titres en circulation.

Graphique 27 : Structure des détenteurs des titres publics à fin 2021



Source : BEAC/CRCT.

Au 31 décembre 2021, la répartition de l'encours des titres par pays de résidence des détenteurs finaux a montré que la base des investisseurs varie d'un pays à l'autre. Ainsi, les titres des Trésor congolais et gabonais sont ceux qui sont

le plus détenus par les non-résidents de ces pays. Les investisseurs implantés au Cameroun sont restés les plus engagés sur les titres publics émis par le pays, avec un encours de 2 346,64 milliards, soit 56,5 % du total.

Tableau 37 : Répartition de l'encours des titres publics (BTA et OTA) par pays des détenteurs finaux au 31 décembre 2021 (en milliards)

Pays de l'émetteur	Pays de l'investisseur							Total général
	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	République Centrafricaine	Tchad	BEAC	
Cameroun	998,18	99,00	30,50	7,00	6,00	21,98	13,22	1 176,03
Congo	391,78	354,31	77,19	22,00	1,00	29,50	125,00	1 000,77
Gabon	595,16	71,61	309,50	4,00	37,05	106,90	99,99	1 224,21
Guinée Equatoriale	182,51	12,50	36,05	316,08	5,00	23,50	47,07	622,71
République Centrafricaine	19,00	0	0	0	33,61	4,00	0	56,58
Tchad	160,20	9,50	5,65	0,00	0,00	249,40	145,00	569,75
Total général	2 346,64	546,92	459,04	349,23	82,66	435,28	430,28	4 650,05

Source : BEAC/CRCT.

En 2021, le montant global des titres échus s'est relevé de 6,5 %, à 2 237,8 milliards, répartis à hauteur

de 2 001,7 milliards pour les BTA et 236,2 milliards pour les OTA. Aucun impayé n'a été enregistré sur l'année 2021.

Tableau 38 : Evolution des remboursements des titres publics (BTA et OTA) par Trésor émetteur (2020-2021)
(en millions)

Instrument/Emetteur	Cumul des remboursements 2020	Janv. à mars - 2021	Avril à juin - 2021	Juillet à sept -2021	oct à dec. 2021	Cumul des remboursements 2021
BTA	1 959 995	535 730	478 347	559 965	427 527	2 001 569
Cameroun	382 710	112 518	94 700	128 000	130 000	465 218
Congo	196 112	64 030	49 485	67 266	60 555	241 336
Gabon	650 727	166 306	136 908	145 652	145 685	594 551
Guinée Equatoriale	182 131	48 574	37 300	87 117	66 478	239 469
République Centrafricaine	19 000	5500	4 000	5500		15 000
Tchad	529 315	138 802	155 954	126 430	24 809	445 995
OTA	140 381		22 500	97 500	116 243	236 243
Cameroun					21 910	21 910
Congo			22 500	39 000	62 000	123 500
Gabon	68 331			58 500		58 500
Guinée Equatoriale					32 333	32 333
Tchad	72 050					
Total général	2 100 376	535 730	500 847	657 465	543 770	2 237 812

Source : BEAC/CRCT.

Le coût moyen des ressources s'est globalement orienté vers la hausse en 2021, avec une moyenne de 7,0 % contre 5,0 % en 2020. Suivant le type d'instrument, en moyenne, le taux d'intérêt moyen pondéré des BTA

s'est établi à 5,60 % (contre 4,35 % un an auparavant), au-dessus du taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) fixé à 3,50 %. De même, le rendement moyen des OTA s'est situé à 8,77 % contre 7,87 % l'année précédente.

Tableau 39 : Évolution du coût des émissions par type d'instrument et par émetteur (en pourcentage)

	2017	2018	2019	2020	2021
BTA (TIMP moyen)	5,02	4,77	4,87	4,35	5,60
Cameroun	3,33	2,81	2,49	2,51	2,33
Congo	4,96	6,17	6,4	6,03	6,37
Gabon	5,15	3,91	3,81	4,02	5,43
Guinée Equatoriale	7,02	8,55	8,07	7,23	8,07
République Centrafricaine	5,21	5,27	5,24	5,24	5,79
Tchad	5,53	5,77	6,35	5,43	6,32
OTA (Rendement moyen)	4,51	5,21	5,88	7,87	8,77
Cameroun	0	0	4,62	5,20	5,66
Congo	0	0	8,55	10,20	9,20
Gabon	4,53	5,21	7,2	8,39	8,87
Guinée Equatoriale	0	0	5	0,00	10,47
République centrafricaine	0	0	0	2,95	12,32
Tchad	4,5	0	0	5,38	7,50
Total moyen pondéré global	5,0	4,80	5,17	4,89	6,96

Source : BEAC/CRCT.

b) Marché secondaire

Trois catégories d'opérations entre investisseurs sont enregistrées sur le marché secondaire des titres publics, en l'occurrence (i) les achats-ventes fermes de titres ; (ii) les opérations de pension-livrées interbancaires, et (iii) les transferts franco de titres, c'est-à-dire sans contrepartie espèces.

Au cours de l'année 2021, le marché secondaire des titres publics a connu une hausse tant en nombre qu'en valeur des opérations. En effet, les opérations de pension- livrées interbancaires ont connu une hausse avec un total de 190 opérations réalisées pour un montant

cumulé de 833,7 milliards, contre 102 opérations d'une valeur cumulée de 418,4 milliards en 2020.

Les transferts franco de titres ont plus que doublé en une année notamment avec 1 448 opérations sur des titres d'une valeur nominale de 3 248,7 milliards.

Enfin, les opérations d'achat-ventes de titres sont également en hausse avec 383 opérations pour un montant nominal de titres de 1 054,5 milliards, échangés à 1 057,5 milliards, contre 272 opérations enregistrées sur des titres d'une valeur nominale globale de 559,5 milliards échangés à 559,8 milliards en 2020.

Tableau 40 : Synthèse des opérations du marché secondaire des titres publics dans la CEMAC

Type d'opérations	2020		2021	
	Nombre d'opérations	Valeur nominale	Nombre d'opérations	Valeur nominale
Achat-ventes de titres	272	559 476 490 000	383	1 054 498 190 000
Pension-livrées interbancaires	102	418 375 590 000	190	833 693 282 778
Transferts franco de titres	708	1 387 307 933 453	1 448	3 248 740 440 000

Source : BEAC/CRCT.

1.5.2.2. Marché financier de la CEMAC

L'année 2021 a principalement été caractérisée par la poursuite des travaux de la fusion du marché financier, notamment la deuxième phase de la fusion.

a) Marché primaire

En 2021, le montant total des fonds levés s'est bonifié de 12,9 %, à 164,80 milliards. Cette hausse est principalement attribuable à l'entrée en bourse de la Régionale d'épargne et de crédit. Au total, à la faveur de la fusion des deux bourses, cinq (05) titres de capital sont cotés à la BVMAC : SEMC, SAFACAM, SOCAPALM, SIAT Gabon et LA REGIONALE.

Le compartiment obligataire a quant à lui enregistré trois sorties de la cote : l'arrivée à échéance des titres « EOCG 6,5 % net 2016 - 2021 », « ECMR 5,5 % net 2016 - 2021 » et « EOG 6,5 % net 2016 - 2021 » ainsi qu'une sortie par remboursement anticipé, s'agissant de la valeur « GSEZ 6,5 % Brut 2018 - 2028 ». L'encours obligataire s'est établi à 650,094 milliards, soit une hausse de 22,83 % par rapport à l'encours enregistré en 2020. Cette augmentation s'explique par l'admission des nouvelles valeurs, qui a largement compensé les valeurs sorties de la cote. Au total, 10 lignes d'obligations sont cotées à la BVMAC.

Tableau 41 : Actions cotées à la BVMAC au 31 décembre 2021

Désignation	Date d'entrée à la cote	Part du capital social introduit (en %)	Cours initial à l'introduction	Cours de référence au 31/12/2021	Capitalisation boursière au 31/12/2021
SEMC	30/06/2006	20	54 000	47 000	9,04
SAFACAM	09/08/2008	20	39 254	18 450	22,91
SOCAPALM	07/04/2009	20,3	39 891	27 200	124,46
SIAT GABON	03/09/2013	17,2	28 500	28 500	5,73
LA REGIONALE	20/05/2021	2,58	42 000	43 260	2,66

Source : BVMAC

Tableau 42 : Obligations conservées à la BVMAC au 31 décembre 2021

Libellé	Emetteur	Année d'émission	Montant émis	Capitalisation	Taux (en %)	Maturité
BDEAC 5,45% net 2020 - 2027	BDEAC	2020	106,79	106,79	5,45	7ans
EOCG 6,25% net 2021 - 2026	Etat du Congo	2021	113,23	113,23	6,25	5ans
ALIOS02 5,4% 2021 - 2025	ALIOS Cameroun	2021	8,54	8,54	5,4	4ans
EOG 6% 2021 - 2026	Etat du Gabon	2021	188,82	188,82	6	5ans
SAF1 6% 2019 - 2022	SAFACAM	2019	2	0,666	6	3ans
ALIOS 6,25% 2014 - 2021	ALIOS Gabon	2014	6,4	0,908	6,25	7 ans
EOG 6,25% 2019 - 2024	Etat Gabonais	2019	126,34	94,75	6,25	5ans
EOG 6,5% net 2017-2022	Etat Gabonais	2017	131,4	32,84	6,50	5ans
ECMR 5,60% net 2018-2023	Etat du Cameroun	2018	204	100	5,60	5ans
ALIOS01 5,75 % net 2018-2023	Alios Finance Cameroun	2018	8,73	3,55	5,75	5ans

Source : BVMAC

b) Marché secondaire

- Transaction des actions et obligations

Consécutivement à la fusion des deux marchés, les échanges de titres sur le marché secondaire ont enregistré un regain de dynamisme en 2021. En effet, sur le compartiment « actions », le montant total des transactions s'est élevé à 307,23 millions, soit une hausse de 86,31 % par rapport à l'année 2020. Le titre SOCAPALM a été le plus échangé avec un montant total de transactions de 166,83 millions, soit 54,30 % de parts de marché.

Par contre, une tendance baissière a été enregistrée sur les transactions du compartiment obligataire, dont les volumes échangés en 2021 se sont chiffrés à 60,15 milliards, en baisse de 0,2 % par rapport à 60,3 milliards en 2020.

- Opérations franco

Sur le marché des actions, quatorze (14) opérations de transfert de titres ont été exécutées au cours de l'année 2021. Au total, 191 142 actions valant 4,5 milliards ont fait l'objet de transferts franco.

Sur le compartiment des obligations, trente-huit (38) livraisons franco portant sur 15 386 554 obligations ont été exécutées au cours de la période

sous revue pour une valeur globale de 123,76 milliards.

- Nantissement de titres

En 2021, un volume de 19 367 194 obligations émises par syndication correspondant à une valeur nominale de 190,95 milliards a été nanti par les banques au profit de la BEAC.

- Paiement des dividendes sur les actions

Au cours de l'année 2021, deux sociétés émettrices, SAFACAM et SOCAPALM, ont procédé au paiement des dividendes aux actionnaires. Les dividendes distribués par la société SAFACAM se sont élevés à 178 187 256 pour 248 400 actions et la distribution des dividendes de la société SOCAPALM au cours de cet exercice s'est située à 2 679 417 090 pour 787 080 actions.

- Paiement des intérêts et amortissement du capital des emprunts obligataires

Dans le cadre de la mise en œuvre des opérations décidées par les entités émettrices de valeurs obligataires en 2021, le Dépositaire Central Unique de la CEMAC a payé aux adhérents un montant total de 238 043 775 717, soit 213 683 930 157 pour l'amortissement du capital et 24 359 845 560 au titre du paiement des intérêts sur dix valeurs obligataires.

2. GOUVERNANCE

2.1. Organes de décision

2.1.1 Comité Ministériel

Le Comité Ministériel, qui est composé de deux Ministres par Etat membre, dont le Ministre en charge des Finances, examine les grandes orientations en matière de politique économique des Etats et assure leur cohérence avec la politique monétaire commune.

Au cours de l'exercice 2021, le Comité Ministériel s'est réuni aux dates et lieux ci-après :

- 17 mars 2021 à Douala (réunion extraordinaire) ;
- 18 mai 2021 à Douala (réunion ordinaire) ;
- 19 mai 2021 à Douala (réunion extraordinaire) ;
- 08 juillet 2021 par visioconférence (réunion ordinaire) ;
- 10 août 2021 à Douala (réunion extraordinaire) ;
- 23 septembre 2021 à Douala (réunion ordinaire) ;
- 24 septembre 2021 à Douala (réunion extraordinaire) ;
- 22 octobre 2021 par visioconférence (réunion extraordinaire) ;
- 23 décembre 2021 à Douala (réunion ordinaire).

Au cours de ces réunions, les Ministres ont examiné les questions relatives à l'environnement économique international et à la conjoncture économique, monétaire et financière des Etats membres de la CEMAC. Ils ont noté la reprise des économies des Etats membres de la Sous-région, bien que toujours fragilisée par la combinaison des risques sécuritaire et sanitaire en lien avec la Covid-19, qui ont entravé la dynamique.

En outre, le Comité a :

- validé le cahier des charges de la nouvelle gamme de billets BEAC dont la primo émission est prévue courant 2022 ;
- ratifié les comptes annuels de la Banque Centrale arrêtés au 31 décembre 2020, qui ont dégagé un résultat bénéficiaire de 30 986 721 192 ;
- pris acte de la synthèse du Rapport de la 14^{ème} plénière de la Commission Technique du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) et exhorté les différentes parties prenantes à mettre en œuvre les recommandations pertinentes formulées au cours de cette réunion ;
- constaté l'apathie des entreprises privées de la Sous-région à se faire coter en bourse et exhorté les différentes parties prenantes à réaliser une enquête d'opinion auprès des entreprises pressenties, afin de recenser les difficultés rencontrées pour l'introduction en bourse et esquisser des pistes de solutions. Il a réitéré l'exhortation faite aux Etats concernés de se conformer à leurs engagements tels qu'ils résultent du Règlement adopté en la matière ;
- examiné favorablement les propositions de réformes structurelles de deuxième génération dans la CEMAC, formulé des recommandations visant à intégrer la transformation structurelle des économies de la CEMAC parmi les axes de la réforme, puis souligné

l'importance du suivi de la mise en œuvre par le renforcement du PREF-CEMAC sans en changer la configuration actuelle. Le Comité Ministériel s'est également engagé à poursuivre la stratégie communautaire et solidaire de sortie de crise adoptée par les Chefs d'Etat de la CEMAC au cours de leur Sommet Extraordinaire du 23 décembre 2016 à Yaoundé et à réaliser les réformes prioritaires identifiées pour impulser une croissance durable, inclusive et créatrice d'emplois dans la CEMAC ;

- adopté le Rapport annuel des activités du Comité de Stabilité Financière en Afrique Centrale (CSF-AC) pour l'année 2020 ;
- pris acte de l'état d'avancement de la seconde phase de la fusion des marchés financiers de la CEMAC lancée en juillet 2019 et menée sous la supervision de la BEAC, avec l'appui des partenaires techniques et financiers internationaux. Dans cette veine, le Comité a invité les différentes parties prenantes à intensifier les actions de sensibilisation et de communication sur le rôle et les effets bénéfiques d'un marché financier unifié, afin de rendre la place boursière davantage attractive ;
- recommandé aux Etats membres d'orienter les allocations de Droits de Tirages Spéciaux (DTS), entre autres, à la riposte contre la Covid-19 et à la relance économique, notamment l'assainissement du système bancaire en conformité avec les programmes signés par chaque Etat avec le FMI ;
- approuvé le collectif budgétaire de la Banque Centrale au titre de l'exercice 2021, adopté par le Conseil d'Administration de la BEAC lors de sa session du 17 septembre 2021, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 275 846 520 758 ;
- -recommandé à chaque Ministre

en charge des finances des Etats membres de la CEMAC, la mise en œuvre des actions nécessaires à la consolidation des résultats obtenus depuis 2018 et au développement du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC, notamment : i) l'amélioration de la communication avec le marché, ii) l'adaptation de l'organisation des services du Trésor Public en charge des activités de marché, et iii) le renforcement des capacités humaines des services du Trésor Public en charge des activités de marché au moyen d'une formation de base solide et de pérennisation de la formation continue ;

- approuvé le mécanisme de restructuration des créances de la BEAC sur les Etats présenté par le Gouvernement de la Banque Centrale, et les inviter à conclure le rééchelonnement de leurs dettes envers la BEAC selon les différentes options de restructuration proposées, avec entrée en vigueur au plus tard le 31 décembre 2021 ;
- approuvé le budget de la Banque Centrale au titre de l'exercice 2022, en recettes et en dépenses à la somme de 367,5 milliards ;
- adopté le Règlement portant insaisissabilité des comptes des entreprises résidentes opérant dans le secteur extractif ;
- adopté le Règlement portant modalités de mise en œuvre de certaines dispositions de la réglementation des changes par les entreprises résidentes opérant dans le secteur extractif ;
- pris acte de l'adoption, par le Conseil d'Administration de la BEAC lors de sa session du 17 décembre 2021, du Rapport Annuel de la BEAC au titre de l'exercice 2020 ;
- désigné Messieurs Hamidou OKABA, en qualité de Commissaire Titulaire à la

Commission Bancaire de l'Afrique Centrale ; Jean Justin NANG ONDO, en qualité de Commissaire Suppléant à la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, Jean Pierre NONAULT, en qualité de Commissaire Tournant Titulaire à la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, et Sylvain LEKAKA, en qualité de Commissaire Titulaire à la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale ;

- approuvé le budget de fonctionnement et d'investissement de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) pour l'exercice 2022 de 3,6 milliards, financé à hauteur de 690 millions par les produits du marché et 2,9 milliards par les contributions des Etats membres, soit une contribution égalitaire par Etat membre maintenue à 485 millions par pays ;
- désigné Messieurs Philippe ANDELY, en qualité de membre titulaire de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF), et comme membres suppléants Messieurs Dominique Ussel TSONO NDZALE et Marcelino NKO ROKU ;
- adopté le budget du GABAC, arrêté en recettes et en dépenses à hauteur de 2,9 milliards, avec une contribution égalitaire par Etat membre de la CEMAC de 258 millions, montant identique à la contribution de la République Démocratique du Congo et un don de la Banque Mondiale de 1,1 milliard ;
- noté que la position du FMI considérant les prêts consentis par la BDEAC aux Etats membres de la CEMAC comme étant de la dette extérieure, n'est pas favorable à la mise en œuvre des programmes conclus par lesdits Etats avec le FMI, notamment en ce qu'elle affecte négativement

les indicateurs de viabilité de la dette de ces derniers induit mécaniquement et l'augmentation des dettes non concessionnelles extérieures. Dans le cadre d'une démarche communautaire, concertée et solidaire, le Comité Ministériel a décidé de préparer un plaidoyer au FMI, avec des éléments techniques à l'appui, pour l'inviter à reconsidérer cette position.

2.1.2 Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration comprend quatorze membres, à raison de deux administrateurs pour chaque Etat membre et deux pour la France. Il est présidé par le Président en exercice du Comité Ministériel de l'UMAC. Le Gouverneur rapporte les questions inscrites à l'ordre du jour. Le Conseil d'Administration administre la Banque et veille à son bon fonctionnement.

Au cours de la période sous revue, il a tenu quatre séances ordinaires et deux sessions extraordinaires aux dates et lieux ci-après :

- 08 février 2021 par visioconférence (réunion extraordinaire) ;
- 12 mars 2021 à Douala (réunion extraordinaire) ;
- 14 avril 2021 par visioconférence (réunion ordinaire) ;
- 01 juillet 2021 par visioconférence (réunion ordinaire) ;
- 17 septembre 2021 par visioconférence (réunion ordinaire) ;
- 17 décembre 2021 à Douala (réunion ordinaire).

Les principales décisions prises par le Conseil d'Administration en 2021 ont été les suivantes :

- proposition au Comité Ministériel, après avoir pris connaissance des images de la future gamme de billets BEAC, de la validation du cahier des charges ainsi que des visuels de la nouvelle gamme de billets BEAC ;

- approbation des rapports du Comité d'Audit et du Collège des Censeurs ;
 - autorisation de l'admission des sociétés comme émetteurs hors Zone Euro de la Salle des marchés ;
 - approbation des comptes annuels de la Banque certifiés par les Commissaires aux comptes au 31 décembre 2020, avec un résultat bénéficiaire de 30,9 milliards ;
 - réaffirmation de la nature du régime de retraite complémentaire du personnel de la BEAC telle que définie dans les Statuts de la Caisse de Retraite de la Banque Centrale (CRBC), à savoir un régime à cotisations définies ;
 - adoption du manuel des politiques comptables IFRS de la BEAC ;
 - adoption des modalités opérationnelles proposées par le Gouvernement de la BEAC pour l'organisation des réunions des Organes de Décision et de Contrôle de la Banque par visioconférence ;
 - approbation de l'apurement des suspens des charges et des produits d'exploitation et des reprises de provisions constituées ;
 - approbation de l'état d'avancement de la seconde phase de la fusion des marchés financiers de la CEMAC, lancée en juillet 2019 et menée sous la supervision de la BEAC, avec l'appui des partenaires financiers et techniques ;
 - adoption des critères d'implantation et de fermeture des Centres de la Banque, dont la périodicité de révision est fixée à dix (10) ans ;
 - approbation de l'exécution du programme immobilier en cours
- de la BEAC et invitation du Gouvernement à le poursuivre, sans affecter les agrégats économiques et les indicateurs financiers de l'Institut d'Emission ;
- révocation du Directeur National de la BEAC pour le Tchad, Monsieur ANNOUR MAHAMAT HASSAN et nomination de Monsieur IDRIS AHMED IDRIS, à ce poste ;
 - adoption du collectif budgétaire de la Banque Centrale au titre de l'exercice 2021 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 275,8 milliards ;
 - adoption du principe d'un rééchelonnement des créances de la Banque Centrale consolidées sur les Etats de la CEMAC ;
 - approbation de la désignation des représentants de la France au Collège des Censeurs de la BEAC, ainsi qu'il suit : Monsieur Guillaume PREVOST, pour un second mandat de trois ans en qualité de Censeur titulaire et Monsieur Michel DROBNIAK, en qualité de Censeur suppléant, pour la durée du mandat du Censeur titulaire ;
 - adoption et soumission à l'approbation du Comité Ministériel de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale, du budget de la BEAC au titre de l'exercice 2022, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 367,5 milliards ;
 - accord pour l'aménagement du programme immobilier de la BEAC et autorisation de l'inscription/prise en compte d'une nouvelle ligne de crédit dans le programme immobilier de la BEAC pour réaliser des études en vue de la construction d'une Agence de la BEAC dans la ville d'Amdjarass au Tchad ;
 - délivrance de son avis conforme pour l'adoption, par le Comité

Ministériel de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale, du Règlement portant insaisissabilité des comptes des entreprises résidentes opérant dans le secteur extractif ;

- délivrance de son avis conforme pour l'adoption, du Règlement portant modalités de mise en œuvre de certaines dispositions de la réglementation des changes par les entreprises résidentes opérant dans le secteur extractif ;
- décision de la non souscription de la BEAC à l'augmentation de capital de la CBT et instruction de procéder immédiatement à la cession des actions détenues par la BEAC dans le capital social de ladite structure ;
- approbation de l'état d'avancement du processus de fusion des marchés financiers de la CEMAC ;
- adoption du Rapport Annuel de la BEAC au titre de l'exercice 2020 ;
- délivrance de son avis conforme pour la nomination de Messieurs : Hamidou OKABA, en qualité de commissaire titulaire à la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, Jean Justin NANG ONDO, en qualité de commissaire suppléant à la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, Jean Pierre NONAULT, en qualité de commissaire tournant titulaire à la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, et Sylvain LEKAKA, en qualité de commissaire titulaire à la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale ;
- invitation de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) à prendre l'avis des services juridiques de la BEAC sur le projet de Règlement CEMAC portant organisation et fonctionnement du marché financier de l'Afrique Centrale, préalablement à son

examen au cours de sa prochaine session.

2.1.3. Comité de Politique Monétaire

Dans un contexte mondial de relance économique post-COVID-19, le Comité de Politique Monétaire (CPM) a tenu en 2021, par visioconférence, quatre séances ordinaires et une session extraordinaire, conformément aux dispositions de l'article 7 de son règlement intérieur. Durant cette année, les ajustements de la politique monétaire de la BEAC se sont basés sur l'évaluation de la mise en œuvre des mesures adoptées à partir de mars 2020 pour faire face à la crise de la COVID - 19 d'une part, et à l'examen de l'évolution des indicateurs de stabilité de la monnaie d'autre part.

De prime à bord, durant sa session du 13 avril 2021, le CPM a autorisé le Gouverneur de la BEAC à limiter l'accès des contreparties en situation de dépendance du refinancement de la Banque Centrale aux instruments de politique monétaire en fonction de la situation individuelle de chaque établissement de crédit. La session du 28 juin 2021, consacrée à l'évaluation de la mise en œuvre des mesures adoptées un an auparavant, a abouti à deux principales mesures : (i) la suspension des réaménagements des conditions d'éligibilité des garanties aux opérations de refinancement de la BEAC adoptés lors de sa session du 24 juin 2020 et (ii) la réactivation des reprises de liquidités via des opérations de maturité longue (1 mois) ciblant les établissements de crédit en excédent de liquidité et désirant faire des placements à la BEAC. Dans le cadre des actions de forward guidance, le CPM avait annoncé deux scénarios de sortie des mesures de soutien de 2020, à savoir la fin de la pandémie de la COVID-19 et la dégradation de la stabilité interne et/ou externe de la monnaie.

Tenant compte des prévisions de dégradation de la position extérieure de la monnaie, la session extraordinaire du 25 novembre 2021 a conduit au relèvement de 25 points de base,

respectivement du TIAO (de 3,25 % à 3,50 %) et du Taux de la facilité de prêt marginal (de 5,00 % à 5,25 %). Au titre de la politique de change de la CEMAC, le CPM durant sa dernière session, a gardé inchangée la structure cible des réserves de change et a donné aux instances opérationnelles de la BEAC la possibilité d'arbitrer pour constituer un portefeuille d'investissement.

2.1.4. Comités Nationaux Economiques et Financiers

Les Comités Nationaux Economiques et Financiers (CNEF) sont les organes consultatifs nationaux en matière monétaire, bancaire et financière. A ce titre, ils peuvent émettre des avis, formuler des recommandations, mener des études, et de manière générale, accomplir toutes autres missions en rapport avec leurs attributions. Le Comité étudie et propose au Ministère en charge de la monnaie et du Crédit, toutes mesures à caractère général de nature à : i) assurer la coordination de la politique économique nationale avec la politique monétaire commune ; ii) stimuler la mobilisation de l'épargne nationale par le système bancaire et financier ; iii) favoriser l'inclusion financière ; iv) améliorer l'accessibilité, la lisibilité et la compréhension des informations destinées aux utilisateurs des services financiers ; v) optimiser l'allocation des ressources internes pour la réalisation des objectifs économiques ; et vi) renforcer l'efficacité du système bancaire et financier et en perfectionner l'organisation et les méthodes. Il étudie les questions liées à l'évolution du secteur financier et plus particulièrement les relations entre la clientèle et les établissements de crédit, les sociétés de financement, les établissements de paiement, les établissements de microfinance et les sociétés d'assurances.

Le Comité National Economique et Financier est composé de 27 membres (y compris le Président) dont deux désignés par le Gouvernement et un représentant des universités et centres de recherche désigné par le Président en fonction de leur compétence et de

leur expérience dans les domaines monétaire, financier et bancaire. Sa Présidence est assurée par le Ministre en charge de la monnaie et du Crédit et, en cas d'empêchement de celui-ci, par le Ministre en charge des affaires économiques ou à défaut par le Ministre des industries et des mines. Le Directeur National de la BEAC, Secrétaire Général du Comité rapporte les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Au cours de l'exercice 2021, les Comités Nationaux Economiques et Financiers ont tenu leurs séances aux dates et lieux ci-après :

Cameroun

- 16 février 2021 à Yaoundé ;
- 09 août 2021 à Yaoundé ;
- 09 novembre 2021 à Yaoundé.

République Centrafricaine

- 24 février 2021 à Bangui;
- 21 juillet 2021 à Bangui;
- 22 novembre 2021 à Bangui.

Congo

- 17 février 2021 à Brazzaville ;
- 14 juillet 2021 à Brazzaville ;
- 07 décembre 2021 à Brazzaville.

Gabon

- 25 février 2021 à Libreville;
- 26 juillet 2021 à Libreville;
- 09 décembre 2021 à Libreville.

Guinée Equatoriale

- 03 mars 2021 à Malabo;
- 28 juillet 2021 à Malabo;
- 13 décembre 2021 à Malabo.

Tchad

- 05 mars 2021 à N'Djamena;
- 30 juillet 2021 à N'Djamena;
- 19 novembre 2021 à N'Djamena.

Au cours de leurs réunions, les Comités Nationaux Economiques et Financiers ont examiné l'environnement économique international et ses répercussions sur la situation économique, monétaire et financière des Etats.

2.2. Organes de contrôle

2.2.1. Collège des Censeurs

Le Collège des Censeurs a tenu quatre réunions en 2021 à l'effet d'examiner les dossiers relatifs aux missions qui lui sont conférées par l'article 63 des Statuts de la Banque. A ce titre, cet organe a statué sur :

- le respect des dispositions de la Convention de compte d'opérations ;
- le contrôle de l'exécution du budget de l'exercice 2020 ;
- le projet de collectif budgétaire pour l'exercice 2021 ;
- le projet de budget de l'exercice 2022.

2.2.2. Comité d'Audit

Durant l'année 2021, le Comité d'Audit a tenu quatre sessions ordinaires et deux sessions extraordinaires.

Les principaux sujets examinés ont porté sur :

- l'arrêté des comptes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- le rapport annuel de l'audit interne pour l'exercice 2020 ;
- la mise en œuvre des recommandations des différents organes de contrôle (interne et externe) ;
- le suivi du processus d'apurement des suspens comptables ;
- le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- le suivi du programme de mise à niveau des infrastructures ;
- le suivi du Plan Stratégique de la Banque (PSB).

2.2.3. Commissariat aux Comptes

Les Commissaires aux Comptes ont, durant l'année 2021, procédé à la certification des états financiers de la Banque Centrale au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Conformément aux dispositions statutaires et à leur lettre de mission,

les Commissaires aux Comptes ont rendu compte de leurs travaux au Gouvernement de la Banque Centrale, qui a procédé à l'arrêté des comptes. Ils ont ensuite présenté leur rapport général au Conseil d'Administration, à qui incombe la responsabilité d'approuver les comptes avant leur ratification par le Comité Ministériel de l'UMAC.

Outre leur opinion sur les états financiers, les commissaires aux comptes ont procédé aux vérifications spécifiques qui donnent lieu à l'émission de rapports sur le compte d'opérations et la Salle des marchés, selon les dispositions de l'article 35 des Statuts de la BEAC.

Au dernier trimestre de l'année 2021, les commissaires aux comptes ont réalisé une revue intérimaire dans le cadre des diligences de certification des comptes de la Banque Centrale au titre de l'exercice 2021.

La lettre de recommandations émise par les commissaires aux comptes à l'issue de leurs interventions fait l'objet d'un suivi étroit par la Direction Générale du Contrôle Général, en relation avec la Direction de la Comptabilité, du Budget et du Contrôle de Gestion.

2.3. Autres organes

2.3.1. Comité de Stabilité Financière en Afrique Centrale (CSF-AC)

Le contexte international et Sous-régional est demeuré marqué par la persistance de la pandémie de la Covid-19, en dépit de la poursuite de la mise en œuvre des mesures encourageantes prises par les Etats et les institutions financières de la CEMAC à l'effet de préserver la solidité du système financier.

Compte tenu de la situation économique de la sous-région caractérisée par une récession généralisée imputable aux effets négatifs de la pandémie de coronavirus sur les secteurs productifs, le CSF-AC a relevé que les niveaux de risque pesant sur le système financier se sont stabilisés

pour traduire essentiellement les effets perceptibles de la mise en œuvre des recommandations, en particulier celles adressées aux Etats et institutions membres. Plusieurs pays ont pris des mesures d'accompagnement notamment la création des mécanismes d'encadrement des dépenses sanitaires (compte d'affectation spéciale, fonds spécial de lutte contre le coronavirus), la réorientation des dépenses vers les secteurs prioritaires, la prise en compte du contexte sanitaire dans les programmes avec le FMI, etc.

Pour sa part, le Secrétariat Général de la CIMA a mené une étude auprès des sociétés d'assurances pour s'assurer des mesures mises en œuvre. Les conclusions ont conduit à la nécessité de la mise en place de plans de continuité des activités car moins de la moitié des compagnies d'assurances disposaient d'un tel cadre. Quant à la BEAC, elle a maintenu la plupart des mesures d'assouplissement monétaire adoptées en 2020 visant à atténuer l'impact de la Covid-19 sur les économies de la CEMAC.

Sur la base des conclusions de l'étude réalisée par la COSUMAF sur l'ampleur et les risques inhérents à l'activité du conseil en investissement financier, le CSF-AC a conclu que cette activité ne recèle pas de risque particulier pour le système financier de la CEMAC lorsqu'elle est exercée dans le respect des dispositions réglementaires. Cependant, il a exhorté la COSUMAF à introduire dans son

dispositif réglementaire, le contrôle et les sanctions pour les entités qui exercent en marge de la loi. Outre l'analyse des risques et vulnérabilités pesant sur le système financier sous-régional, le CSF-AC a pris connaissance de la poursuite des avancées réalisées dans les travaux de renforcement du cadre d'analyse macroprudentielle dans la CEMAC, notamment la clôture du volet méthodologique du développement des stress tests macroprudentiels, la validation des familles de risques du projet de refonte de la cartographie des risques et la poursuite du déploiement de l'enquête sur les risques systémiques auprès des autres institutions.

Le CSF-AC a également validé le rapport annuel de ses activités qui a été soumis au Comité Ministériel de l'UMAC pour adoption ainsi que la Revue de Stabilité Financière, Edition 2020 (RSF-AC 2020). La RSF-AC est essentiellement orientée vers l'analyse des risques et publie deux articles thématiques. Au titre de l'année 2021, le premier article a adressé la question de l'impact de la concurrence sur la stabilité du secteur bancaire dans la CEMAC, tandis que le deuxième a interrogé le dispositif réglementaire encadrant le capital minimum des banques au regard de l'évolution socioéconomique. Les conclusions de ces travaux ont milité en faveur de la maîtrise de la concurrence sur le marché bancaire et du relèvement du capital minimum des banques.

III. GESTION ET COOPERATION



1. ACTIVITÉS ET PROJETS DE LA BEAC

1.1. Etudes, recherche et statistiques

Conformément à son programme d'activités 2021 prenant en compte la déclinaison annuelle de son programme de recherche triennal 2019-2021, la BEAC a produit des études et travaux de recherche dans le cadre de l'élaboration de sa politique monétaire puis, conduit des projets visant à consolider son dispositif informationnel.

1.1.1 Etudes

En rapport avec les études, les notes trimestrielles sur le TCER et l'ICCPB, les tests prévisionnels de conjoncture, la production de l'ICAE approche éclectique, le calcul et la prévision de l'inflation ainsi que les données de la programmation monétaire ont permis d'alimenter les Rapports sur la Politique Monétaire. En outre, plusieurs autres études économiques ont été réalisées en 2021 à la demande des autorités de la Banque Centrale pour répondre à des besoins ponctuels. Les résultats de ces études sont généralement présentés lors des réunions des instances de décision (Comité de Politique Monétaire, Conseil d'Administration, Comité Ministériel de la CEMAC). Les publications trimestrielles des Bulletins Economiques et Statistiques sont diffusées auprès du grand public afin d'améliorer leur connaissance des économies de la zone.

1.1.2 Recherche

Pour ce qui est de la recherche, deux ateliers (interne et externe) ont permis de valider les travaux (Working Papers et Occasional Papers) effectués par des chercheurs de la Banque Centrale en coopération avec des universitaires. Ces travaux sont publiés sur le site internet et

repris dans les numéros de la Lettre de la Recherche. En outre, l'étude thématique 2021 a été amorcée sous le thème « Big Data et Analyse de la résilience en union monétaire ». Elle a été analysée à travers quatre sous-thèmes à savoir : (i) « Diversification économique et résilience macroéconomique » ; (ii) « Hétérogénéité des structures et synchronisation des cycles en zone CEMAC : une approche basée sur des séries sectorielles » ; (iii) « Transmission sectorielle des politiques macroéconomiques et monétaires : quels enseignements dans la zone BEAC ? » ; et (iv) « Transmission de la politique monétaire : analyse des dynamiques de prix par ville en zone CEMAC ». Parallèlement à ces travaux, l'étude thématique 2020 a été enrichie tout au long de l'année 2021 en vue de sa validation définitive par les instances dédiées.

1.1.3 Statistiques

Les activités statistiques courantes réalisées sont relatives à la production des statistiques monétaires et financières, des indicateurs de coûts et conditions de crédit, des résultats de l'enquête FAS (Financial Access Survey) relatifs à l'accès aux services financiers par les ménages, à l'arrêté provisoire des balances de paiements du Gabon, de la République Centrafricaine, du Congo, de la Guinée Equatoriale et du Tchad, au monitoring des transferts nets hors CEMAC et des indicateurs de suivi de la stabilité externe de la monnaie et des conditions monétaires. Par ailleurs, l'année 2021 a été marquée par le déploiement effectif de l'enquête qualitative sur les coûts et conditions du crédit bancaire en vue de cerner la perception des dirigeants des banques sur les facteurs orientant leur politique de crédit.

1.1.4 Projets

Cinq projets ont été menés dans le domaine « Etudes, recherche et statistiques ». Il s'agit de : (i) PREVI-BEAC, destiné à transformer le fichier de la programmation monétaire en une application fonctionnant comme un système décisionnel pour le cadrage macroéconomique ; (ii) BDEMF, la base de données Economiques, Monétaires et Financières ; (iii) MOSAÏC, un modèle d'équilibre général dynamique stochastique, (DSGE) destiné à la simulation et l'analyse des décisions de politique monétaire ; (iv) QPM-BEAC, un modèle semi-structurel de prévision à moyen terme des principaux agrégats

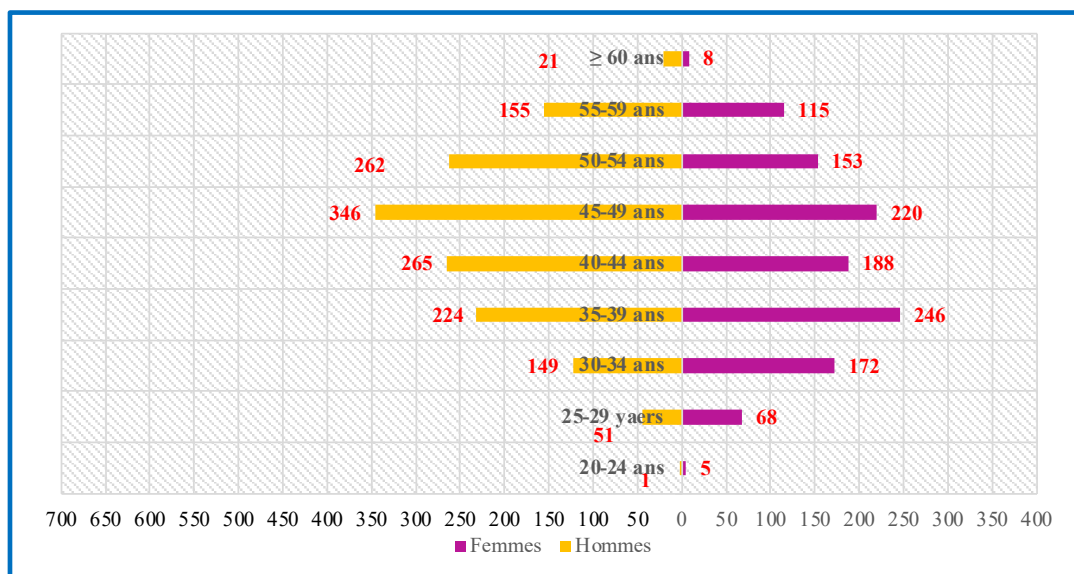
suivis pour l'élaboration des décisions de politique monétaire ; et (v) ICAE, l'Indice Composite des Activités Economiques dans la CEMAC, un indicateur coïncident (en données quantitatives) et avancé (en données qualitatives) de l'activité économique à fréquence infra-annuelle. L'enquête d'identification des produits et services majeurs devant constituer la base de suivi de cet indicateur a été réalisée en 2021, en collaboration avec les institutions nationales en charge des statistiques, dans quatre pays de la Sous-région (Cameroun, République Centrafricaine, Congo et Tchad). La première enquête de suivi a quant à elle été conduite au Cameroun.

Tableau 43 : Évolution des effectifs du personnel de la BEAC et de la COBAC pour l'année 2021

PAYS OU CENTRE	EFFECTIFS		VARIATION		REPARTITION DES EFFECTIFS AU 31/12/2021		
	31/12/2020 (a)	31/12/2021 (b)	Nombre (c)	%	%	DONT CADRES SUPERIEURS	
						Nombre (f)	% (g)
SERVICES CENTRAUX	614	608	- 6	- 0,97	23,15	164	6,25
COBAC	69	66	- 3	- 4,34	2,51	45	1,71
CAMEROUN	568	552	- 16	- 2,81	21,02	36	1,37
TCHAD	311	309	- 2	- 0,64	11,77	24	0,91
Republique Centrafricaine	179	178	- 1	- 0,55	6,78	17	0,65
CONGO	356	354	- 2	- 0,56	13,48	30	1,14
GABON	292	287	- 5	- 1,71	10,93	27	1,03
GUINEE EQUATORIALE	258	265	7	2,71	10,09	22	0,84
BUREAU DE LA BEAC A PARIS	7	7	0	0	0,27	2	0,08
TOTAL	2 654	2 626	-28	-8,87	100	367	13,98
(c) = (b) - (a)							
(d) = (c) / (a) * 100							
(e) = (b) / 2 626 * 100							
(g) = (f) / 367 * 100							

Source : BEAC/DRHF

Graphique 28 : Répartition des âges des agents de la BEAC au 31 décembre 2021



Source : BEAC/DRHF

1.2 Réforme des ressources humaines

La Banque a poursuivi en 2021 la finalisation de divers outils du Plan Directeur des Ressources Humaines (PDRH) ainsi que l'opérationnalisation du Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH). Ces actions s'inscrivent dans le processus de modernisation de la gestion des ressources humaines.

a) Plan Directeur des Ressources Humaines (PDRH)

Les travaux de développement du Plan Directeur des Ressources Humaines ont abouti à la finalisation des outils dédiés, notamment la cartographie des fonctions, le référentiel des compétences, la fiche d'évaluation, le guide de l'évaluateur, l'entretien annuel d'évaluation ainsi que la mise en place des Commissions carrières et rémunération et des aires de mobilité. A présent, ces outils sont en instance de validation par le Gouvernement et le Conseil d'Administration de la Banque Centrale. Par ailleurs, des avancées importantes ont été enregistrées sur les périmètres ci-après :

- la finalisation du processus du management de la performance ;
- la mise à jour des fiches de fonctions ;
- la description des fonctions relatives aux nouveaux métiers ;
- la mise en place de la CVthèque ;
- l'automatisation des processus et outils de gestion du recrutement.

b) Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH)

Pour la mise en production du Système d'Information des Ressources Humaines, les Centres de la République Centrafricaine, du Congo, du Gabon, de la Guinée Equatoriale et du Tchad ainsi que le Bureau de la Banque à Paris ont tous été déployés de novembre 2020 à décembre 2021.

1.3. Audit et Contrôle

Sur l'exercice 2021, la Direction Centrale de l'Audit Interne (DAI) a réalisé 13 missions d'audit sur les 24 prévues dans son plan annuel, contre 10 missions sur 15 en 2020. Ce taux de réalisation de 54 % résulte de l'impact de

la pandémie à coronavirus, se traduisant, entre autres, par l'exposition d'une partie de l'effectif des auditeurs au risque de contagion, les restrictions en termes de déplacement et l'application des mesures sanitaires prescrites par les autorités de la Banque. Les missions réalisées sont réparties en huit missions d'audit général et cinq missions d'audit des systèmes d'information. Une mission non planifiée a également été réalisée au Comité National Economique et Financier du Cameroun à la demande du Directeur National.

En ce qui concerne les activités de prévention des risques, la campagne de cartographie des risques 2021 a été menée dans les unités opérationnelles des Services Centraux et dans celles des Centres du Gabon (Port-Gentil, Franceville, Oyem) et de la Guinée Equatoriale (Bata et Ebibeyin) qui n'avaient pas été couvertes lors de la campagne précédente.

Les travaux du projet d'automatisation du contrôle permanent et de l'audit interne (CAPBEAC) se sont intensifiés par la finalisation de la reprise des données, la formation des utilisateurs-clés ainsi que l'organisation de deux sites pilotes, à savoir la Direction du Patrimoine et des Moyens Généraux et la Direction Nationale pour le Congo.

S'agissant des enquêtes spéciales, elles ont particulièrement porté sur les processus relatifs à des opérations effectuées par la Direction Nationale pour le Congo dans le cadre du refinancement des projets publics de certains Etats de la CEMAC par la BDEAC, aux mouvements de fonds entre les Centres, au climat de travail dans les Centres du Gabon ou encore à des incidents survenus dans le réseau GIMACPAY.

Quant à la supervision de la destruction des signes monétaires usés, 17 missions ont été réalisées, contre 14 en 2020. Au total, 443 153 005 billets usés ont été détruits contre 399 491 769 en 2020. Cette augmentation s'explique particulièrement par le désengorgement de toute la caisse

destruction de la Direction Nationale pour le Cameroun.

Dans le cadre des activités administratives et de formation, la Direction Générale du Contrôle Général a initié des formations techniques à l'endroit de tout son personnel et organisé, en collaboration avec le cabinet PriceWaterhouseCoopers, un séminaire sur l'amélioration du rapport d'audit interne. Elle a également procédé, en concertation avec la Direction des Opérations et des Projets, à la mise à jour de plusieurs procédures concernant les activités de la DGCG.

1.4. Informatique et Télécommunications

Au cours de l'année 2021, la Direction des Systèmes d'Information (DSI) a mené plusieurs actions relatives aux projets, à l'exploitation et à la maintenance des systèmes et plateformes, ainsi qu'à l'assistance technique qu'elle fournit aux Directions métiers. Ses activités ont été principalement rythmées par le suivi de divers projets inscrits dans le Plan Stratégique de la Banque Centrale (PSB 2017-2020). Parmi les avancées enregistrées dans le cadre des projets internes visant la modernisation du Système d'Information, les actions suivantes ont été réalisées :

- i) la validation du Schéma Directeur Informatique (SDI) le 19 février 2021 et la mise à jour du plan pluriannuel des projets informatiques sur la base des allocations budgétaires ;
- ii) l'interconnexion des Centres du Cameroun à la fibre optique : la nouvelle infrastructure a été mise en exploitation ;
- iii) les travaux de câblage LAN : le câblage des Directions Nationales de Brazzaville et N'Djamena a été finalisé ;
- iv) la modernisation des systèmes de télécommunication ;
- v) la migration de la messagerie GroupWise : les systèmes de messagerie

GroupWise des Services Centraux et des Centres du Cameroun ont été migrés de la version 8 à la version 18 ;

vi) la sécurité du Système d'Information, conformément au Schéma Directeur en vigueur et aux fins de faire face aux risques croissants de cybersécurité, un projet de renforcement de la sécurité informatique des Centres de la Banque a été lancé ;

vii) la mise en conformité des datacenters de la BEAC sur la base des recommandations formulées à l'issue de l'audit effectué en 2018 par un cabinet extérieur sur les sites des Services Centraux et de la Direction Nationale de Libreville : Les travaux de mise en conformité du Siège ont démarré au 2^{ème} semestre 2021.

1.5. Affaires juridiques et réglementation

Le Département des Affaires Juridiques et de la Réglementation (DAJR) assure une fonction d'appui et de conseil à l'ensemble des entités de la BEAC. Au cours de l'exercice 2021, le DAJR a enregistré 1 186 saisines par courrier de diverses natures provenant des entités des Services Centraux, des Directions Nationales et des autres Centres de la BEAC, ainsi que de certains organismes internationaux et divers partenaires, contre 1 067 l'année précédente.

Ces saisines sont réparties entre les contrats, les conventions, les avis sur des questions diverses, les dossiers du personnel, les litiges et les honoraires des avocats, la situation des soldes des comptes des saisies-attributions, les suspens et les divers. Par ailleurs, les travaux d'évaluation des premières actions de mise en œuvre du dispositif interne LCBFT de la BEAC ainsi qu'une programmation desdites actions prévues sur la période allant de septembre à octobre 2021 n'ont pas pu être organisés du fait des contraintes sanitaires imposées par la Covid-19.

1.6. Investissement et patrimoine de la BEAC

L'année 2021 a été marquée par la réception provisoire des travaux de construction du nouvel immeuble de la Direction Nationale de Bangui en République Centrafricaine et le lancement officiel des travaux de construction de l'Agence de la BEAC à Ebolowa. En outre, l'année a été ponctuée par la réalisation des travaux de modernisation de la salle des marchés de la Banque Centrale, le démarrage des travaux de rénovation des infrastructures électriques de secours du Siège, ainsi que la conception et la production en interne des calendriers et chevalets BEAC 2022.

1.7. Communication

La BEAC a utilisé au cours de l'année 2021, comme dans les années antérieures, les différents canaux de communication interne et externe pour informer son personnel et le grand public sur toutes ses décisions et événements et promouvoir son activité tout en veillant à entretenir son image de marque.

Sur le plan interne, la Cellule de Communication de la BEAC a assuré la publication et la diffusion régulière des supports périodiques que sont : la revue de presse quotidienne, le bulletin de liaison BEAC-Contacts, le bulletin d'information BEAC Inside, ainsi que tous les actes administratifs et textes réglementaires à l'attention de l'ensemble du personnel. Elle a également participé aux activités socioprofessionnelles aux fins de produire des supports de communication adaptés et réaliser des reportages. En outre, la BEAC a poursuivi, en 2021, la mise en œuvre du programme de tournée dans les différents Centres, notamment à Bafoussam et à Nkongsamba, dans l'objectif de mettre en avant le personnel, mais aussi son environnement de travail direct et indirect. Les reportages réalisés

dans le cadre de ces visites ont été publiés dans le journal d'entreprise.

Sur le plan externe, la Cellule de Communication a assuré le relais avec le large public à travers la diffusion des communiqués de presse à l'issue des différentes réunions des organes de décision (Comité Ministériel, Conseil d'Administration, Comité de Politique Monétaire, Comité de Stabilité Financière en Afrique Centrale, etc...) sur le site internet de la BEAC. Par ailleurs, la Cellule de Communication a assuré la couverture médiatique à l'échelle sous-régionale de divers événements organisés pour son

propre compte, à l'instar de la rencontre plénière entre la BEAC et les entreprises du secteur extractif exerçant dans la CEMAC, pour laquelle un large écho médiatique a pu être donné par le biais des interviews réalisées, des reportages dans les journaux télévisés à travers des articles de presse.

Enfin, la BEAC a régulièrement informé le public sur l'évolution de ses activités à travers son site Internet, des insertions de publireportage dans des magazines économiques africains ou encore via la participation du Gouverneur aux émissions organisées par les télévisions nationales.

2. COOPÉRATION RÉGIONALE ET INTERNATIONALE

2.1 Coopération régionale

2.1.1 Commission de la CEMAC

La BEAC a collaboré étroitement avec la Commission de la CEMAC, les États membres et les autres Institutions communautaires pour l'organisation du Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat du 18 août 2021. Ce Sommet a donné une impulsion forte pour l'accélération des réformes prioritaires et la mise en place des programmes économiques et financiers de deuxième génération soutenus par le FMI et les autres partenaires techniques et financiers dans tous les pays membres.

A cette occasion, les Chefs d'Etat ont réitéré leurs orientations à la Commission de la CEMAC et à la BEAC d'approfondir la réflexion sur les conditions et le cadre d'une nouvelle coopération monétaire avec la France.

En outre, la BEAC a affecté 20 % de ses bénéfices au Fonds de Développement de la Communauté (FODEC) pour le financement des projets intégrateurs dans la CEMAC. Elle a aussi contribué à la réflexion sur l'amélioration des sources de financement des activités de ce Fonds.

Au titre du PREF-CEMAC, la BEAC s'est activement investie dans la formulation et la mise en œuvre des recommandations de son Comité de Pilotage (COPIL). Les actions du Pilier II réalisées par la BEAC ont soutenu la stabilisation du cadre macroéconomique et l'amélioration du niveau des réserves de change de l'Union Monétaire.

Par ailleurs, la BEAC a participé aux travaux dédiés à la validation des projets de textes de la nouvelle Communauté Economique Régionale (CER) qui

sera mise en place après la fusion de la CEEAC et de la CEMAC. Il s'agit notamment du Traité constitutif, de la Convention régissant la Commission, du Cadre organique de la nouvelle CER, de la Convention régissant le Parlement Communautaire, de la Convention régissant la Cour de Justice et des Droits de l'Homme, de la Convention régissant la Cour des Comptes communautaire ainsi que du Protocole régissant la Haute Autorité Monétaire de l'Afrique Centrale et du Protocole régissant la Haute Autorité des Marchés Financiers de l'Afrique Centrale. L'adoption du nouveau dispositif institutionnel par les instances compétentes devrait accélérer la réalisation des autres étapes vers la mise en place de la nouvelle CER.

2.1.2 Zone Franc

La BEAC a participé aux réunions du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone franc (CLAB) qui se sont tenues le 16 mars 2021 par visioconférence et le 10 novembre 2021 à Moroni, aux Comores, en mode hybride. Le Comité a examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'action LBC/FT adopté en 2018 par les Ministres des Finances et Gouverneurs des Banques Centrales de la Zone Franc. Les membres ont également échangé sur les perspectives de restructuration des instances de la Zone Franc, eu égard aux évolutions en matière de coopération monétaire des pays membres de l'UMOA et de la CEMAC avec la France.

2.1.3 Commission de l'Union Africaine

La BEAC a pris part à la 5ème Conférence Internationale sur le Commerce et les Finances au Ghana (GITFIC) le 27 juillet 2021, à Accra, sur

le thème : « Faciliter le commerce dans la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf) : le rôle du secteur des services financiers ». Cette Conférence a mis en exergue le rôle que doivent jouer les institutions financières et les Banques Centrales en particulier, pour favoriser le bon fonctionnement de la ZLECAf.

2.1.4 Association des Banques Centrales Africaines

Au cours de l'année écoulée, la BEAC a assuré la présidence du Comité sous-régional de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) pour l'Afrique Centrale.

Elle a aussi pris part aux réunions annuelles de l'ABCA qui se sont déroulées en mode virtuel sur la période du 2 au 20 août 2021. Ces assises ont été marquées par le Symposium sur le thème : « Economies africaines et pandémie de Covid-19 : gestion de la crise et politiques de relance économique ». Lors de son intervention, le Gouverneur de la BEAC a présenté l'impact de la pandémie de Covid-19 sur la CEMAC, les mesures de soutien prises par les Etats membres, la BEAC, la COBAC et les partenaires au développement pour amortir le choc de la crise sanitaire sur les économies de la Sous-région.

La BEAC a également participé aux deux Séminaires Continentaux de l'ABCA sur les thèmes : « Envois de fonds des travailleurs migrants, fluctuations des taux de change et gestion des réserves de change : opportunités de financement pour l'Afrique et implications pour les banques centrales » et « Niveau élevé des prêts non performants en Afrique : déterminants et implications pour la stabilité financière et l'économie réelle »

2.1.5 BDEAC

Les concours de la BEAC à la BDEAC sont constitués des avances en compte courant d'associés et sur le guichet spécial de refinancement du marché

monétaire. S'agissant des avances en compte courant d'associés, leur encours a évolué à la baisse en raison de la fin de la période de différé. De la sorte, au 31 décembre 2021, il s'est situé à 97,2 milliards contre 120 milliards en décembre 2020. Quant aux avances sur le guichet spécial de refinancement, l'encours des autorisations individuelles de mobilisation accordées a chuté à 59,8 milliards au 31 décembre 2021 contre 66,0 milliards un an auparavant, en raison des échéances de remboursement des prêts et ce, en dépit de la mise en place de nouvelles autorisations.

2.2. Coopération internationale

2.2.1. Fonds monétaire international

Conformément aux dispositions du cadre conceptuel des programmes du FMI dans les Unions monétaires, la BEAC a joué un rôle déterminant dans la coordination et le raffermissement des relations des pays de la CEMAC avec le FMI. Le leadership de la BEAC a favorisé la signature de nouveaux accords financiers au Cameroun, au Gabon et au Tchad, et le décaissement de l'aide d'urgence en faveur de la Guinée Equatoriale, accordée en mars 2021 pour faire face aux besoins urgents engendrés par des explosions survenues à Bata. La BEAC a aussi plaidé pour l'aboutissement d'un programme soutenu par les ressources du FMI au Congo ainsi que les revues du programme de référence de la République Centrafricaine, perturbées par la crise politico-sécuritaire et sanitaire.

Conformément à la Résolution N° 08 du 19 septembre 2018 du Comité Ministériel de l'UMAC, la BEAC a organisé le 22 avril 2021, puis le 10 août 2021, deux réunions tripartites virtuelles entre les Etats, les Institutions communautaires de la CEMAC et les partenaires techniques et financiers (FMI, Banque Mondiale, BAD, Banque de France, Trésor français). Ces concertations ont permis d'identifier les réformes prioritaires à réaliser pour améliorer la gouvernance et le climat des affaires, renforcer l'efficacité des recettes

intérieures, approfondir le marché financier sous-régional et renforcer la gestion économique et financière.

En outre, les Services du FMI ont effectué, du 29 avril au 17 mai 2021 et du 21 octobre au 02 novembre 2021, des consultations virtuelles pour évaluer les politiques communes de la CEMAC. Les discussions se sont achevées par la mise à jour des assurances fournies par la BEAC au FMI pour soutenir les programmes de relance et de réformes économiques des États membres.

En marge des réunions d'automne du FMI et de la Banque Mondiale, qui se sont tenues du 19 au 23 octobre 2021 en visioconférence et en présentiel, le Gouverneur de la BEAC s'est entretenu le 15 octobre 2021 à Washington avec Madame Kristalina Georgieva, Directrice Générale du FMI, sur les engagements et les politiques nécessaires au renforcement de la stabilité externe et interne de la CEMAC.

La BEAC a aussi participé à la vingt-troisième réunion virtuelle du Comité d'Orientation du Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre) qui s'est tenue le 1er juin 2021.

2.2.2. Banque mondiale

Dans le cadre de sa visite officielle effectuée du 12 au 15 septembre 2021 au Cameroun, Monsieur OUSMANE DIAGANA, Vice-Président de la Banque Mondiale pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest, s'est entretenu le 13 avril 2021 avec le Gouverneur de la BEAC. Les deux responsables se sont félicités des appuis multiformes de la Banque Mondiale aux États et Institutions de la CEMAC. Ils se sont engagés à poursuivre les chantiers communs en cours, notamment la création d'une Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH) et les activités du Projet de Renforcement des Capacités des Institutions Financières Régionales de la CEMAC.

2.2.3. Groupe de la Banque Africaine de Développement

Le Gouverneur de la BEAC a accordé le 23 juin 2021 une audience à Monsieur Serge Marie N'GUESSAN, Directeur Général de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour l'Afrique Centrale. Celui-ci a appelé le soutien de la BEAC à l'Initiative Femmes Africaines Chefs d'Entreprises (FACE) et au Mécanisme Africain de Stabilité Financière (MASF) de la BAD.

Le Gouverneur a exprimé le besoin de l'assistance technique et financière de la BAD dans la mise en œuvre des réformes et des initiatives visant à résorber les déficits structurels qui entravent les performances économiques de la CEMAC. Cet appui pourrait concerner en particulier la mise en place d'instruments adaptés au financement du secteur agricole. Aussi, le soutien financier de la BAD s'avère important pour le succès des programmes économiques et financiers de deuxième génération des pays de la CEMAC avec le FMI, programmes davantage axés sur les réformes essentielles pour développer le secteur privé et accroître la croissance potentielle de la CEMAC.

2.2.4. Banque des Règlements Internationaux

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan stratégique à l'horizon 2025, la BRI a entrepris plusieurs actions de formation et de partage d'expérience en vue d'approfondir la coopération avec la BEAC. C'est notamment le cas du Groupe de Travail créé par la BRI sur la politique monétaire en Afrique Subsaharienne. Dans cette veine, la BEAC a participé les 5 et 6 octobre 2021 à la première réunion virtuelle.

En outre, la BEAC a également participé aux discussions de la table ronde virtuelle des Gouverneurs des Banques Centrales Africaines organisée le 30 novembre 2021, par la BRI sur le thème « Covid-19 et interactions entre les politiques monétaire et budgétaire en Afrique ».

3. COMPTES DE LA BEAC

Au 31 décembre 2021, le total du bilan de la Banque Centrale est en hausse de 14,7 % par rapport à celui enregistré au 31 décembre 2020.

Le bénéfice net de la Banque Centrale avant affectation, constaté à la fin de l'exercice 2021, a affiché une hausse de 60,7 % par rapport à sa valeur un an plus tôt.

Cette section présente le Bilan de la BEAC, la répartition du résultat global et le rapport des commissaires aux comptes.

3.1. Bilan

3.1.1. Actif

- **Avoirs en monnaies étrangères**

Les avoirs en monnaies étrangères sont constitués des avoirs en Compte d'Opérations (y compris le compte spécial de nivellement) ouvert auprès du Trésor français, des titres obligataires, des soldes des comptes ouverts auprès des correspondants et de l'encaisse des billets étrangers (essentiellement des billets euro). Au 31 décembre 2021, ils se sont établis à 3 907 664 057 385, contre 3 749 374 115 384 un an plus tôt.

L'encaisse des billets étrangers détenus par la Banque Centrale est ressortie à 22 508 095 028 au 31 décembre 2021, en chute de 68,6 % par rapport à la fin décembre 2020.

Le solde du poste Correspondants Hors Zone d'Emission a connu une hausse significative (+614,2 %), s'établissant à 48 968 546 507 au 31 décembre 2021.

Le solde du Compte d'Opérations (y compris le compte spécial de nivellement), principale composante des disponibilités extérieures à vue,

s'est légèrement apprécié en 2021, augmentant de 4,6 % pour s'établir à 3 797 979 699 431 au 31 décembre 2021.

L'encours des titres obligataires en monnaies étrangères est resté stable entre 2020 et 2021, autour de 38 248 762 474.

- **Avoirs en or**

Au 31 décembre 2021, le stock d'or de la Banque Centrale est demeuré inchangé à 201 903,40 onces. En revanche, la valeur de ce stock s'est appréciée de 2,7 % à 210 053 292 400.

- **Opérations avec le FMI-Actif**

En hausse de 186,1 %, ce poste comprend la position en tranches de réserve (souscription de la quote-part en devises par les Etats nette des soldes créditeurs des comptes FMI n°1 et n°2) et les avoirs en DTS dont les montants se sont élevés respectivement à 33 666 912 380 et 158 732 663 647 au 31 décembre 2020, contre 35 364 960 238 et 515 147 848 560 au 31 décembre 2021.

- **Créances**

Les créances sur les établissements de crédit ont progressé de 72,3 %, passant à 669 775 020 300 un an plus tard. Les créances sur les Trésors publics nationaux, quant à elles, se sont élevées à 3 043 939 181 519 à fin 2021, contre 2 662 021 479 188 au 31 décembre 2020.

- **Autres investissements financiers**

Les autres investissements financiers qui comprennent les engagements (avances à moyen terme irrévocables et avances en compte courant) de la BEAC envers la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) ont

reculé de 7,2 % pour reculer à 168 953 975 605 à fin décembre 2021.

- **Titres de participation**

Les titres de participation sont représentatifs des parts que la BEAC détient dans des banques de développement, en particulier la BDEAC et dans des sociétés d'intérêt régional. A fin décembre 2021, ils ont varié à la baisse de 2,2 %, par rapport à fin décembre 2020, revenant à 41 437 311 780.

- **Immobilisations**

Le poste des immeubles de placement est en baisse de 8,2 à 2 266 029 012 au 31 décembre 2021. Celui des immobilisations corporelles a connu une baisse de 4,0 % à 381 945 557 930. Quant aux immobilisations incorporelles, elles ont diminué de 6,6 % entre fin décembre 2020 et fin décembre 2021 à 11 710 461 736.

- **Autres actifs**

Les autres actifs, qui regroupent principalement les créances sur le personnel, les fournisseurs débiteurs et les coûts de fabrication du stock de billets et monnaies non émis, ont augmenté de 9,0 %, s'établissant à 87 026 549 548 à fin décembre 2021.

3.1.2. Passif

- **Billets et pièces en circulation**

Ce poste représente essentiellement les engagements de la BEAC à l'égard du public et, de façon marginale, vis-à-vis des établissements de crédit pour la partie de la monnaie fiduciaire qu'ils détiennent sous forme d'encaisses. Son solde est ressorti à 4 098 578 021 116 au 31 décembre 2021, en hausse de 12,0 % par rapport au 31 décembre 2020.

- **Comptes créditeurs et dépôts**

Le solde des comptes courants des Trésors publics nationaux s'est élevé à 569

046 007 573 au 31 décembre 2021, contre 432 190 363 049 au 31 décembre 2020.

Le fonds de stabilisation des recettes budgétaires a augmenté à 162 934 819 359 au 31 décembre 2021, contre 16 294 601 958 au terme de l'exercice précédent.

Le fonds de réserve pour les générations futures a baissé de 35,3 %, revenant à 50 952 131 714 au 31 décembre 2021.

Les dépôts spéciaux se sont établis à 292 724 216 301 au 31 décembre 2021, contre 278 357 091 979 au 31 décembre 2020.

Les comptes des banques et institutions financières de la Zone ont affiché un solde de 2 061 461 883 489 au 31 décembre 2021, contre 2 007 802 752 085 un an plus tôt. Les avoirs des banques et institutions financières étrangères (FMI, BIRD, Paierie de France, etc.), se sont accrus de 187,7 % pour se fixer à 1 767 828 126 au 31 décembre 2021. Les autres comptes courants, qui regroupent des comptes ouverts au nom de certains organismes ou sociétés d'intérêt public qui, du fait de leur activité, ne peuvent être classés dans l'une des rubriques précédentes, ont enregistré une hausse de 19,2 % à 155 778 558 691 à fin 2021. Enfin, les transferts non dénoués ont reculé de 45 940 307 177 au 31 décembre 2020 à 22 781 419 550 au 31 décembre 2021.

- **Emprunts en monnaies étrangères**

Sont enregistrés à ce poste, les emprunts contractés auprès de la Banque mondiale (IDA) pour le financement du projet de réforme des systèmes de paiement et de règlement de la CEMAC et du projet de renforcement des capacités des organismes sous-régionaux (UGRIF). L'encours de ce poste s'est élevé à 23 679 036 357 au 31 décembre 2021.

- **Opérations avec le FMI-Passif**

Le poste opérations avec le FMI – Passif regroupe les montants des allocations de

DTS non reversées aux Etats. Au 31 décembre 2021, il s'est chiffré à 606 942 408 103 contre 247 815 903 679 au 31 décembre 2020.

- **Produits différés**

Les produits différés sont constitués des écarts de réévaluation des terrains reçus à titre gratuit de la part des Etats. Au 31 décembre 2021, ils ont reculé à 66 208 687 228 contre 70 754 360 387 au 31 décembre 2020.

- **Provisions pour avantages du personnel**

Elles se rapportent aux indemnités de départ à la retraite qui se sont chiffrées en baisse de 1,9 % à 28 827 129 430 au 31 décembre 2021.

- **Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges ont connu une baisse de 47,0 à 968 946 502 à fin décembre 2021.

- **Autres passifs**

Les autres passifs comprennent les dettes envers le personnel, les dépôts à vue du personnel, le compte courant de la Caisse de Retraite de la Banque

Centrale (CRBC), les provisions pour congés payés, les dettes fournisseurs, les créditeurs divers et les comptes de régularisation. Ce poste a connu une hausse de 3,8 % entre fin décembre 2020 et fin décembre 2021, passant à 43 504 127 865.

- **Capitaux propres**

Les capitaux propres sont constitués du capital, des réserves, du résultat net de l'exercice et du report à nouveau. Ils ont augmenté de 3,9 % entre fin décembre 2020 et fin décembre 2021 en s'établissant à 889 129 024 609 :

- le capital souscrit en indivision entre les Etats membres est resté stable à 88 000 000 000 ;
- le solde du poste des réserves s'est fixé, avant affectation du résultat de l'exercice, à 751 335 484 785 au 31 décembre 2021, contre 736 858 204 662 au 31 décembre 2020;
- au 31 décembre 2021, la Banque a extériorisé un résultat excédentaire de 49 793 539 824 contre un bénéfice de 30 986 721 192 enregistré au terme de l'exercice 2020.

Tableau 44 : Evolution du bilan de la Banque Centrale

	31/12/2021	31/12/2020	Variation	
			Valeur	%
<u>ACTIF</u>				
Avoirs en monnaies étrangères	3 907 664 057 385	3 749 374 115 384	158 289 942 001	4,22 %
Avoirs en or	210 053 292 400	204 493 778 664	5 559 513 736	2,72 %
Opérations avec le FMI – Actif	550 512 808 798	192 399 576 027	358 113 232 771	186,13 %
Disponibilités extérieures	4 668 230 158 583	4 146 267 470 075	521 962 688 508	12,59 %
Créances sur les établissements de crédit	669 775 020 300	388 740 808 304	281 034 211 996	72,29 %
Créances sur les Trésors publics nationaux	3 043 939 181 519	2 662 021 479 188	381 917 702 331	14,35 %
Autres investissements financiers	168 953 975 605	182 017 730 333	- 13 063 754 728	- 7,18 %
Titres de Participation	41 437 311 780	42 389 187 072	- 951 875 292	- 2,25 %
Immeubles de placement	2 266 029 012	2 469 169 055	-203 140 043	- 8,23 %
Immobilisations corporelles	381 945 557 930	398 013 697 199	-16 068 139 269	- 4,04 %
Immobilisations incorporelles	11 710 461 736	12 540 432 951	- 829 971 215	- 6,62 %
Autres actifs	87 026 549 548	79 858 283 311	7 168 266 237	8,98 %
TOTAL ACTIF	9 075 284 246 013	7 914 318 257 488	1 160 965 988 525	14,67 %
<u>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</u>				
Billets et monnaies en circulation	4 098 578 021 116	3 659 300 436 639	439 277 584 477	12,00 %
Comptes créditeurs et dépôts	3 317 446 864 803	2 990 626 390 304	326 820 474 499	10,93 %
Emprunts en monnaies étrangères	23 679 036 357	18 225 603 501	5 453 432 856	29,92 %
Opérations avec le FMI – Passif	606 942 408 103	247 815 903 679	359 126 504 424	144,92 %
Produits différés	66 208 687 228	70 754 360 387	- 4 545 673 159	-6,42 %
Provisions pour avantages du personnel	28 827 129 430	28 277 344 514	549 784 916	1,94 %
Provisions pour risques et charges	968 946 502	1 827 062 133	- 858 115 631	- 46,97 %
Autres passifs	43 504 127 865	41 890 044 787	1 614 083 078	3,85 %
TOTAL PASSIF	8 186 155 221 404	7 058 717 145 944	1 127 438 075 460	15,97 %
Capital	88 000 000 000	88 000 000 000	0	0,00 %
Réserves	751 335 484 785	736 858 204 662	14 477 280 123	1,96 %
Report à nouveau	0	- 243 814 310	243 814 310	- 100,00 %
Résultat de l'exercice	49 793 539 824	30 986 721 192	18 806 818 632	60,69 %
TOTAL CAPITAUX PROPRES	889 129 024 609	855 601 111 544	33 527 913 065	3,92 %
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	9 075 284 246 013	7 914 318 257 488	1 160 965 988 525	14,67 %

Source : BEAC

3.2. Etat de résultat global

Le résultat net d'intérêts est constitué essentiellement des intérêts payés par les Trésors publics nationaux des Etats membres sur leurs créances consolidées, majorés de l'amortissement de la décote, des intérêts sur les obligations du Trésor assimilables et bons de Trésor assimilables, des intérêts nets payés par le Trésor français sur la base des dispositions de la Convention du Compte d'Opérations, des intérêts nets au titre des prêts accordés aux banques de la région. Au 31 décembre 2021, il s'est établi en baisse de 12,4 % à 119 983 213 956.

- **Résultat net des commissions**

Le résultat net des commissions comprend les commissions de change sur opérations de la Salle des marchés, les produits SYGMA et SYSTAC, les commissions des transferts, les commissions de change manuel nets des commissions de gestion versés au Fonds monétaire international. Il s'est inscrit en hausse de 55,5 au 31 décembre 2021.

- **Résultat net des autres activités**

Le résultat net des autres activités comprend le résultat de change et celui des placements et des participations. Il s'est inscrit en recul de 18,9 %, revenant à 13 347 822 271 à fin décembre 2021.

- **Autres produits**

Les autres produits sont constitués principalement des contributions aux frais administratifs et de gestion des établissements de crédit de la Zone et des produits des sanctions pécuniaires appliquées aux assujettis. Ils ont fléchi de 5,7 % à 19 098 372 527 entre fin décembre 2020 et fin décembre 2021.

- **Frais généraux**

Les frais généraux de la Banque Centrale ont augmenté de 6,0 %, pour se situer à 154 683 969 205 au 31 décembre 2021. Cette croissance a été stimulée par :

- des charges du personnel en hausse de 5,9 %, à 78 935 793 ;
- des autres charges d'exploitation de 27,3 %, à 32 082 749 381 à fin décembre 2021, combinée au recul du poste « entretien de la circulation fiduciaire » de 9,2 % à 15 766 594 406 à fin décembre 2021 ;
- des dotations nettes aux amortissements et aux provisions de 3,2 % à 27 898 832 226 à fin décembre 2021.

- **Résultat net**

Le bénéfice net de la Banque Centrale avant affectation, constaté à la fin de l'exercice 2021, est ressorti à 49 793 539 824, en hausse de 60,7 % sur un an.

**Tableau 45 : Evolution de l'Etat de résultat global
de la Banque Centrale Evolution des produits**

	31/12/2021	31/12/2020	Variation	
			Valeur	%
Intérêts et produits assimilés	266 767 774 563	113 113 819 688	153 653 954 875	135,84 %
Intérêts et charges assimilés	146 784 560 607	6 394 571 758	140 389 988 849	2 195,46 %
Résultat net d'intérêts	119 983 213 956	106 719 247 930	13 263 966 026	12,43 %
Produits des commissions	52 085 446 025	33 603 282 362	18 482 163 663	55,00 %
Charges des commissions	37 345 750	121 195 133	-83 849 383	- 69,19 %
Résultat net des commissions	52 048 100 275	33 482 087 229	18 566 013 046	55,45 %
Résultat net des autres activités				
Résultat de change	1 618 870 757	293 104 730	1 325 766 027	452,32 %
Résultat des placements et des participations	11 728 951 514	16 162 596 344	-4 433 644 830	- 27,43 %
Résultat net des autres activités	13 347 822 271	16 455 701 074	-3 107 878 803	- 18,89 %
Produit net bancaire	185 379 136 502	156 657 036 233	28 722 100 269	18,33 %
Autres produits	19 098 372 527	20 260 178 665	-1 161 806 138	- 5,73 %
Entretien de la circulation fiduciaire	15 766 594 406	17 357 528 790	-1 590 934 384	- 9,17 %
Frais de personnel	78 935 793 192	74 541 764 154	4 394 029 038	5,89 %
Dotation nette aux amortissements et aux provisions	27 898 832 226	28 824 405 105	-925 572 879	- 3,21 %
Autres charges d'exploitation	32 082 749 381	25 206 795 657	6 875 953 724	27,28 %
Frais généraux	154 683 969 205	145 930 493 706	8 753 475 499	6,00 %
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	49 793 539 824	30 986 721 192	18 806 818 632	60,69 %
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	- 8 215 717 502	13 703 346 688		
Eléments reclassables en résultat net	- 4 496 430 374	11 232 688 435		
Réévaluation des avoirs en or	- 4 496 430 374	11232688435		
Réévaluation des instruments de dette	0	0		
Eléments non reclassables en résultat net	- 3 719 287 128	2 470 658 253		
Ecart actuariel au titre des prestations définies	0	0		
Réévaluation des instruments de capitaux propres	- 3 719 287 128	2470658253		
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	41 577 822 322	44 690 067 880	3 112 245 558	- 6,96 %

Source : BEAC

3.3 Rapport des commissaires aux comptes

Le collège des Commissaires aux comptes a procédé à la certification sans

réserve des comptes annuels de la BEAC pour l'exercice clos au 31 décembre 2021.

Annexes



SOMMAIRE DES ANNEXES

A. INFORMATIONS GÉNÉRALES

A1. Composition des organes Statutaires de Décision et de contrôle au 31 décembre 2020

- Le Comité Ministériel
- Le Conseil d'Administration
- Le Comité de Politique Monétaire
- Le Comité de Stabilité Financière
- Le Collège des Censeurs
- Le Comité d'Audit

A2. Organigramme de la BEAC au 31 décembre 2021

A3. Contacts de la BEAC

B. Annexes économiques, monétaires et financières

B1-B7. Principaux indicateurs économiques et monétaires des pays de la CEMAC

B8. Taux de croissance réelle des principaux partenaires commerciaux

B9.a Taux d'inflation en moyenne annuelle des pays de la CEMAC

B9.b Taux d'inflation en glissement annuel des pays de la CEMAC

B10. Taux d'inflation en moyenne annuelle des principaux partenaires commerciaux

B11. Tableau des opérations financières des pays de la CEMAC

B12-B18. Principales exportations (FOB) des pays de la CEMAC

B19. Solde extérieur courant (transferts officiels inclus)

B20. Dette publique extérieure consolidée des pays de la CEMAC

B21. Taux d'endettement public extérieur (dette publique extérieure/PIB)

B22. Variations du taux de change du franc CFA par rapport aux principales devises

B23. Production pétrolière et minière

B24. Production agricole vivrière

B25. Production d'élevage

B26. Production agricole d'exportation

B27. Production et exportation de bois tropicaux

B28. Plafonds des avances aux Trésors Nationaux, Objectifs de refinancement et utilisations.

B29. Evolution du taux de couverture extérieure de la monnaie

B30.a Evolution des concours de la BEAC aux établissements de crédit et des placements des banques et CCP sur le marché monétaire

B30.b Evolution des concours de la BEAC aux établissements de crédit et des placements des banques et CCP sur le marché monétaire (suite)

B31. Evolution des taux d'intérêt de la BEAC et des conditions de banque

B32. Evolution des prélèvements des banques et des comptables publics

B33. Circulation fiduciaire des pays de la Zone par mois

B34. Encaisses des pays de la CEMAC par mois (émises et non émises)

B35. Billets de la zone d'émission exportés hors de leur territoire d'émission

B36. Evolution des encaisses et de la circulation fiduciaire moyennes

B37. Evolution comparée encaisses / circulation fiduciaire moyenne

B38. Stock des billets et pièces détruits

B39. Récapitulatif des destructions de billets usés

B40. Evolution des effectifs de la BEAC par pays ou centre

A. INFORMATIONS GÉNÉRALES

A. Informations Générales

A1. Organes Statutaires de Décision et de Contrôle au 31 décembre 2021

1 - LE COMITE MINISTERIEL

(au 31 décembre 2021)

PRESIDENT

M. Louis Paul MOTAZE

Ministre des Finances – CAMEROUN

MEMBRES

Ministres représentant la République du Cameroun

M. Louis Paul MOTAZE

Ministre des Finances

M. ALAMINE OUSMANE MEY

Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

Ministres représentant la République Centrafricaine

M. Hervé NDOBA

Ministre des Finances et du Budget

M. Félix MOLOUA

Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale

Ministres représentant la République du Congo

M. Rigobert Roger ANDELY

Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public

Mme Ingrid Olga EBOUCKA-BABACKAS

Ministre de l'Economie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale

Ministres représentant la République gabonaise

Mme. Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU

Ministre de l'Economie et de la Relance

M. Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE

Ministre du Budget et des Comptes Publics

Ministres représentant la République de Guinée Equatoriale

M. Valentin ELÀ MAYE MBÀ

Ministre des Finances, de l'Economie et de la Planification

M. Baltasar ENGONGA EDJO'O

Ministre d'Etat de la Présidence de la République, Chargé de l'Intégration Régionale

Ministres représentant la République du Tchad

M. TAHIR HAMID NGUILIN

Ministre des Finances et du Budget

M. ISSA DOUBRAGNE

Ministre de l'Economie, de la Planification du développement et de la Coopération International

OBSERVATEURS

(au 31 décembre 2021)

M. Daniel ONA ONDO

Président de la Commission de la CEMAC- MALABO

M. HALILOU YERIMA BOUBAKARY

Secrétaire Général de la COBAC - LIBREVILLE

M. NAGOUM YAMASSOUM

Président de la Commission de Surveillance du Marché Financier - COSUMAF - LIBREVILLE

M. Gervais MBATA

Secrétaire Permanent du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale
- LIBREVILLE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

(au 31 décembre 2021)

Administrateurs représentant la République du Cameroun

Titulaires : M. Sylvester MOH TAGONGHO

Directeur Général du Trésor et de la Coopération Financière et
Monétaire par intérim - Ministère des Finances

M. Adolphe NOAH NDONGO

Attaché au Secrétariat Général de la Présidence de la République

Suppléants : M. Jean TCHOFFO

Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, de la Planification et de
l'Aménagement du Territoire

M. Henri NONO

Directeur des Affaires Générales - Ministère des Travaux Publics
Administrateurs représentant la République Centrafricaine

Titulaires : Mme Evelyne LOUDEGUE

Chargé de mission en matière de trésorerie, banques, institutions financières
internationales et partenaires techniques et financiers

M. Bienvenu Gustave SEMNGAI

Chargé de mission en matière de statistiques au Ministère de l'Economie,
du Plan et de la Coopération

Administrateurs représentant la République du Congo

Titulaires : M. Wilfried OSSIE

Directeur de Cabinet du Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public

M . Antoine NKODIA

Conseiller Economique du Ministre des Finances,
du Budget et du Portefeuille Public

Suppléants : M . Sylvain LEKAKA

Directeur de Cabinet du Ministre Délégué auprès du Ministre des Finances,
du Budget et du Portefeuille Public, chargé du Budget

Mme Audrey MAPITHY MA MAPITHY

Conseiller Administratif et Juridique du Ministre des Finances,
du Budget et du Portefeuille Public

Administrateurs représentant la République gabonaise

Titulaires : M. René Hilaire ADIAHENO

Inspecteur Général des Finances

M. Jean-Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale au Ministère de l'Economie, de la Prospective et de la programmation du Développement Durable

Suppléants : M. Richard MBOUMBA

Chargé d'Eudes au Cabinet du Ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement

M. MEYE BEKOUROU

Inspecteur Général des Finances, Ministère de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement

Administrateurs représentant la République de Guinée Equatoriale

Titulaires : M. Pascual NVO MANGUE

Directeur Général de la Caisse Autonome d'Amortissement
de la Dette Publique

M. Luciano ELA EBANG

Inspecteur Général Adjoint de la Caisse Autonome
d'amortissement de la dette publique

Suppléants : M. Pedro ABAGA NCHAMA

Directeur Général des Affaires Juridiques

Administrateurs représentant la République du Tchad

Titulaires : M. BECHIR DAYE

Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique,
Ministère des Finances et du Budget

M. KASSER AKHOUNA

Conseiller du Ministre des Finances et du Budget

Suppléants : M. LAGRE ABDELMADJID

Directeur de la Comptabilité Publique

M. MOUN-GOSS NDISSI

Directeur de la dette

Administrateurs représentant la République Française**Titulaires : M. William ROSS**

Chef du Service des Affaires Multilatérales et du Développement au sein de
la Direction Générale du Trésor, Ministère de l'Economie et des Finances
139, rue de Bercy 75742 PARIS Cedex 12

M. Bruno CABRILLAC

Directeur Général des Etudes et des Relations Internationales et Européennes
– Banque de France – 39, rue Croix-des-Petits Champs – 75001 Paris

Suppléants : M. Stéphane TABARIE

Chef du Bureau « Afrique Subsaharienne et Agence Française de
Développement » au sein du Service Affaires Multilatérales et du
Développement – Direction Générale du Trésor et de la Politique Econo-
mique, Ministère de l'Economie et des Finances - 139, rue de Bercy – 75742
Paris CEDEX 12

M. Françoise DRUMETZ

Directrice de la Coopération Extérieure à la Banque de France

LE COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

(au 31 décembre 2021)

Président : M. ABBAS MAHAMAT TOLLI

Gouverneur de la BEAC

Suppléant : M. EVOU MEKOU Dieudonné

Vice-Gouverneur de la BEAC

Rapporteur : M. EBE MOLINA Ivan Bacale
Directeur Général des Etudes,
Finances et Relations Internationales de la BEAC

MEMBRES DELIBERANTS

République du Cameroun

M. Blaise NSOM
Directeur National de la BEAC

M. NGAKOUMDA Gabriel,
Chef de Division des Prévisions au Ministère des Finances

République Centrafricaine

M. ALI CHAIBOU
Directeur National de la BEAC

M. Augustin FEIGOUTO
Inspecteur du Trésor

République du Congo

M. Michel DZOMBALA
Directeur National de la BEAC

M. Félicité C. OMPORO ENOUANY
Ministère des Finances et du Budget

République Gabonaise

M. Patrick Romuald ALILI
Directeur National de la BEAC

M. Jean-Jacques EKOMIE
Vice-Recteur - Université Omar BONGO ONDIMBA de Libreville

République de Guinée Equatoriale

Mme.Genoveva ANDEME OBIANG

Directeur National de la BEAC.

M.Bernardo ABAGA NDONG

République du Tchad

M. IDRIS AHMED IDRIS

Directeur National de la BEAC

M.Béchir DAYE,

Ministère des Finances et du Budget

République Française

M.Vincent FLEURIET

Chef de Service de la Zone Franc et du Financement du Développement-
Banque de France

M.Guillaume PREVOST

Conseiller Financier pour l'Afrique- Direction Générale du Trésor - Ministère
de l'Economie et des Finances - France

LE COMITE DE STABILITE FINANCIERE EN AFRIQUE CENTRALE

(au 31 décembre 2020)

Président : M. ABBAS MAHAMAT TOLLI

Gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale

Vice-Président : M. EVOU MEKOU Dieudonné

Vice-Gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale

Rapporteur : M. EBE MOLINA Ivan Bacale

Directeur Général des Etudes, Finances et Relations Internationales de la
Banque des Etats de l'Afrique Centrale

REPRESENTANTS DES MINISTÈRES EN CHARGE DES FINANCES

1. Mme EKO EKO née Berthe YECKE ENDALE

Inspectrice Générale des Régies Financières,
Ministère des Finances du Cameroun

2. M. Valentin MAYERE YOLONGUERE

Directeur des Affaires Financières, Monétaires,
des Assurances et de la Microfinance,
Ministère des Finances et du Budget
de la République Centrafricaine

3. M. BADIA Constant

Directeur Général des Institutions Financières Nationales,
Ministère des Finances et du Budget du Congo

4. M. Léandre Emmanuel BOULOUBOU

Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie, de la Prospective et de
la Programmation du Développement Durable du Gabon

5. M. Ambrosio ESONO ANGUE

Directeur Général de la Comptabilité, Ministère des Finances
et du Budget de la Guinée Équatoriale

6. M. IDRIS GOUKOUNI SALEH

Directeur des Etudes et de la Prévision,
Ministère des Finances et du Budget du Tchad.

REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS

1. M. Clément BELIBANGA

Commissaire en charge des Politiques Economiques, Monétaires et Financières à la Commission de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (Commission de la CEMAC)

2. M. NAGOUM YAMASSOUM

Président de la Commission de Surveillance du Marché
Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF)

3. M. MAMADOU SY

Président de la Commission Régionale de Contrôle des Assurances

4. M. CHEIKH TIDIANE TOUNKARA

Président de la Commission de Surveillance de la Conférence Interafricaine
de la Prévoyance Sociale (CIPRES)

5. M. HALILOU YERIMA BOUBAKARY

Secrétaire Général de la Commission Bancaire
de l'Afrique Centrale (COBAC)

6. M. Gervais MBATA

Secrétaire Permanent du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en
Afrique Centrale (GABAC)

7. M. Valentin Alphonse MBOZO'O

Directeur Général du Groupement Interbancaire Monétique
de l'Afrique Centrale (GIMAC)

COLLEGE DES CENSEURS

(au 31 décembre 2021)

Titulaires : M . Narcisse ANIYASSI

Inspecteur du Trésor
Ministère des Finances et du Budget – RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

M . Ambrosio ESONO ANGUE

Chef de service de la Comptabilité Publique
Ministère des Finances, du Budget et de la Planification
– GUINEE EQUATORIALE

M . Guillaume PREVOST

Conseiller Financier pour l'Afrique à la Direction Générale
du Trésor et de la Politique Economique
Ministère de l'Economie et des Finances - FRANCE

Suppléants : Mme Amélie Jeanne BEHOROU

Directrice de la Programmation, de la Préparation et de la Réforme
Budgétaire - Republique Centrafricaine

M . Juan Manuel AFUGU MBOMIO

Contrôleur Général des Finances et du Budget – GUINEE EQUATORIALE

M . Michel DROBNIAK

Chef du Service Economique Régional pour les Pays d'Afrique
Centrale Ambassade de France au Cameroun – Yaoundé

LE COMITE D'AUDIT

(au 31 décembre 2021)

PRESIDENT

Représentant la République Gabonaise

M. René Hilaire ADIAHENO

Inspecteur Général des Finances, Ministère des Finances - Libreville

MEMBRES

Représentant la République du Cameroun

M. Sylvester MOH TAGONGHO

Directeur Général du Trésor et de la Coopération Financière et Monétaire -
Ministère des Finances - Yaoundé

Représentant la République Centrafricaine

M. Narcisse ANIYASSI

Inspecteur du Trésor, Ministère des Finances - Bangui

Représentant la République du Congo

M.Antoine NKODIA

Conseiller Economique, Ministère des Finances,
du Budget et du Portefeuille Public - Brazzaville

Représentant la République de Guinée Équatoriale

M.Ambrosio ESONO ANGUE

Directeur Général de la Comptabilité Publique – Ministère des Finances,
Economie et de la Planification - Malabo

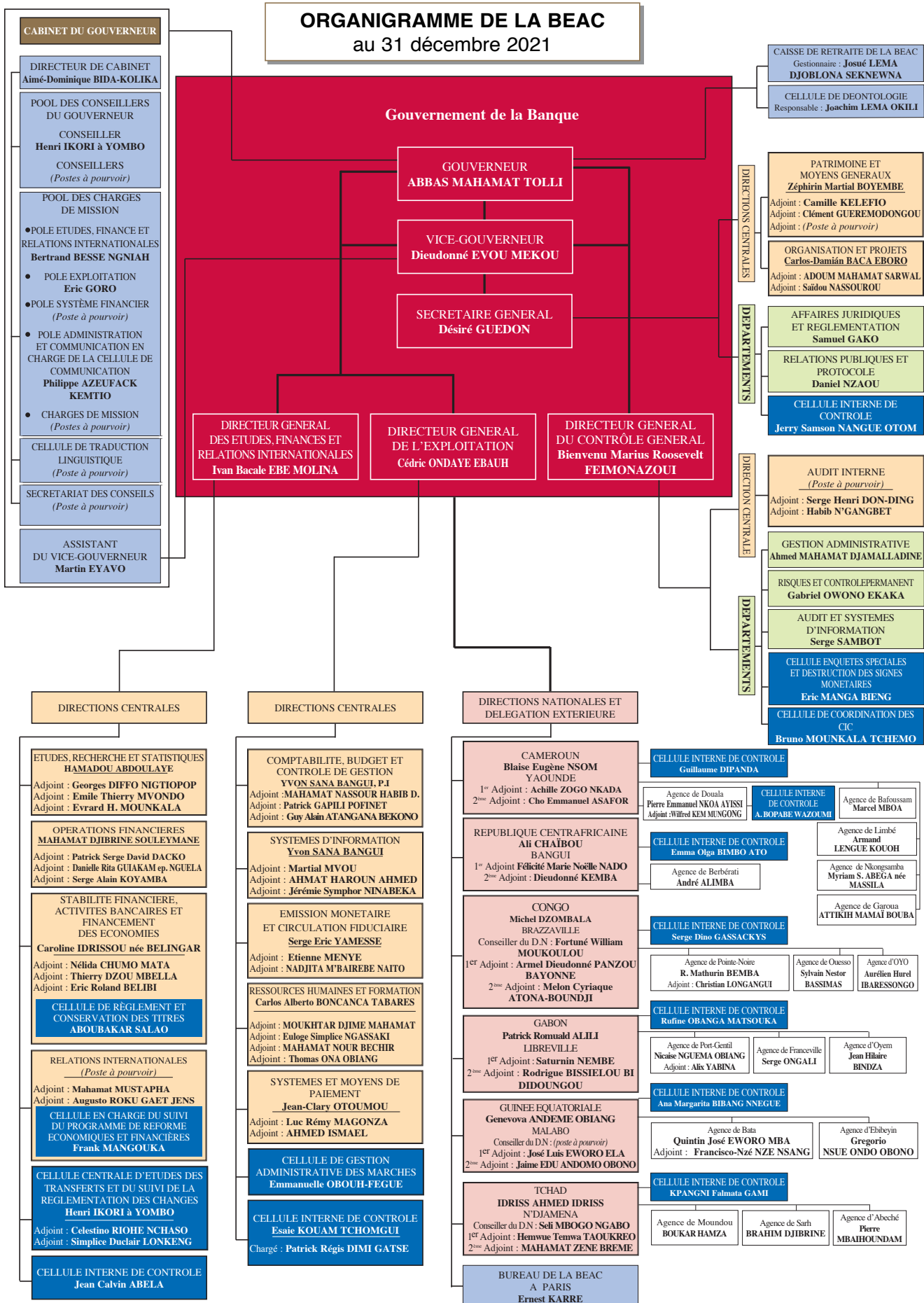
Représentant la République du Tchad**M. AKHOUNA KASSER**

Conseiller du Ministre - Ministère des Finances et du Budget – N'Djaména

Représentant la République Française**M. Guillaume PREVOST**Conseiller Financier pour l'Afrique - Direction Générale du Trésor,
Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi – 139, rue de Bercy –
75742 Paris CEDEX 12**MEMBRES INDEPENDANTS****M. Christian MASSON**

Inspecteur Chef de Mission à la Banque de France

A2. ORGANIGRAMME DE LA BEAC AU 31 DECEMBRE 2021



A3. CONTACTS DE LA BEAC

SIEGE SOCIAL ET SERVICES CENTRAUX

B.P. 1917 - Yaoundé - Cameroun

Indicatif international 237

Téléphone : 22 23 40 30 ; 22 23 40 60 ; 22 23 35 73

Télex : 88343 KN - 88505 KN ; Télécopie : 22 23 33 29 ; 22 23 33 50

www.beac.int

E-mail : beac@beac.int

CAMEROUN

Indicatif international 237

Yaoundé (Direction Nationale)

B.P. 83 - Tél. 22 23 39 39 ; 22 23 05 11 ;
22 23 33 90

Télécopie : 22 23 33 80

Télex : 88204 KN et 88556 KN

E-mail : beacyde@beac.int

Douala

B.P. 1747 - Tél. 33 42 33 24 ; 33 42 36 55 ;
33 42 31 65

Télécopie : 33 42 36 47

Télex : 55257 KN ; 55003 KN

E-mail : beacdla@beac.int

Garoua

B.P. 105 - Tél. 22 27 13 45 ; 22 27 14 99

Télécopie : 22 27 30 72

Télex : 70602 KN et 70786

E-mail : beacgou@beac.int

Bafoussam

B.P. 971 - Tél. 33 44 17 57 ; 33 44 14 32

Télécopie : 33 44 29 84 ; 33 44 36 62

Télex : 40044 KN ; 40045 KN

E-mail : beacbaf@beac.int

Limbé

B.P. 50 - Tél. 33 33 22 30 ; 33 33 24 88

Télécopie : 33 33 25 93

Télex : 30243 KN et 30302

E-mail : beaclim@beac.int

Nkongsamba

B.P. 242 - Tél. 33 49 13 98 ; 33 49 34 68

Télécopie : 33 49 40 72

Télex : 62285 KN et 62406 KN

E-mail : beacnkg@beac.int

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Indicatif international 236

Bangui (Direction Nationale)

B.P. 851 - Tél. 21 61 24 00 ; 21 61 24 05 ;
21 61 24 10

Télécopie : 21 61 19 95 ; 21 61 58 53

Télex : 5236 RC

E-mail : beacbgf@beac.int

Berberati

B.P. 190 - Tél. 22 21 93 33

Télécopie : 22 21 93 45

E-mail : beacbti@beac.int

CONGO

Indicatif international 242

Brazzaville (Direction Nationale)

B.P. 126 - Tél. 222 81 36 84 ; 222 81 10 73 ;
81 10 93 ; 044 55 65 55 ; 069 65 65 16

Télécopie : 222 81 10 94

Télex : 5313 KG

E-mail : beacbzv@beac.int

Pointe-Noire

B.P. 751 - Tél. 222 94 07 68 ; 222 94 13 68 ;
222 94 30 18

Télécopie : 222 94 11 76

Télex : 8444 KG et 8212 KG

E-mail : beacpnr@beac.int

Ouesso

B.P. 05 – Tél. 066 00 0909 ; 055 47 0091
055 47 00 92
Télécopie : 7098 (VSAT BEAC)
Télex : 7098 (VSAT BEAC)
E-mail : beacouesso@beac.int

GABON

Indicatif international 241

Libreville (Direction Nationale)

B.P. 112 - Tél. 76 13 52 ; 76 02 06 ;
76 11 05
Télécopie : 74 45 63 ; 77 54 06
Télex : 5215 GO
E-mail : beaclbv@beac.int

Port-Gentil

B.P. 540 - Tél. 55 00 74 ; 55 00 73
Télécopie : 55 59 67
Télex : 8215 GO
E-mail : beacpog@beac.int

Franceville

B.P. 129 - Tél. 67 70 40
Télécopie : 67 74 57
Télex : 6704 GO
E-mail : beacfcv@beac.int

Oyem

B.P. 489 - Tél. 98 65 45 ; 98 65 46
Télécopie : 98 65 47
Télex : 7705 GO
E-mail : beacoye@beac.int

GUINEE EQUATORIALE

Indicatif international 240

Malabo (Direction Nationale)

B.P. 501 – Tél. 333 09 20 10 ; 333 09 20 11 ;
Télécopie : 333 09 20 06
Télex : 5407 EG
E-mail : beacmal@beac.int

Bata

B.P. 21 – Tél. 333 08 24 75 ; 333 08 26
52
Télécopie : 333 08 23 60
Télex : 5202 EG
E-mail : beacbat@beac.int

TCHAD

Indicatif international 235

N'Djamena (Direction Nationale)

B.P. 50 - Tél. 52 41 76 ; 52 33 97 ;
52 26 71
Télécopie : 52 44 87
Télex : 5220 KD ; 5353 KD
E-mail : beacndj@beac.int

Moundou

B.P. 149 - Tél. 69 14 16
Télécopie : 69 13 98
Télex : 6205 KD
E-mail : beacmdo@beac.int

Sarh

B.P. 241 - Tél. 68 14 01
Télex : 7204 KD
Télécopie : 68 11 22
E-mail : beacsrh@beac.int

FRANCE

Indicatif international 33

Paris (Bureau Extérieur)

48, avenue Raymond POINCARE
Tél. (1) 56 59 65 96 ; (1) 56 59 65 93
Télécopie : (1) 42 25 63 95
Télex (0420) 641 541 BACENAC
E-mail : beacbep@beac.int



B. ANNEXES ÉCONOMIQUES, MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES

B1. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux de la CEMAC

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
								Estim.
PIB, prix et population	(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)							
Taux de croissance (PIB reel)	4,0	1,6	-1,4	0,7	1,8	2,0	-1,7	1,5
dont secteur pétrolier	2,9	0,0	-6,7	-5,6	1,2	2,2	-4,1	-8,3
secteur non pétrolier	4,4	2,1	0,1	2,4	1,9	1,9	-1,1	3,9
Contribution du secteur pétrolier à la croissance réelle	0,7	0,0	-1,5	-1,2	0,2	0,4	-0,8	-1,6
Contribution du secteur non pétrolier à la croissance réelle	3,4	1,6	0,1	1,9	1,5	1,5	-0,9	3,1
Taux de croissance démographique (moyen)	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
Inflation (prix à la consommation, en moy annuelle, décembre)	3,2	2,5	1,1	0,9	2,3	2,4	2,3	1,6
Finances publiques	1,6	-25,7	-19,0	3,7	17,7	6,2	-18,2	11,4
Recettes totales	-8,2	-45,6	-33,0	10,4	39,0	1,3	-31,4	23,5
dont recettes pétrolières	17,3	-0,8	-9,4	0,3	5,8	9,7	-9,2	5,2
recettes non pétrolières	11,7	-14,3	-12,0	-10,7	-3,9	5,7	-5,9	6,0
Depenses totales	13,4	-6,2	-1,9	-2,4	-2,0	9,0	0,4	7,5
dont dépenses courantes	10,0	-22,7	-24,5	-24,0	-7,8	-1,4	-21,3	1,6
dépenses en capital								
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	-9,9	-25,7	-58,0	-4,1	8,3	5,8	-26,8	-32,4
Crédits à l'économie	8,5	9,9	5,3	-1,9	4,0	-3,6	5,1	11,9
Créances nettes sur l'Etat	40,9	80,6	798,3	-5,2	45,5	31,6	47,8	25,4
Masse monétaire (M2)	5,5	-6,6	0,0	-0,4	8,3	6,1	12,0	12,2
Taux de couverture extérieure (fin de période)	89,8	77,1	59,1	57,5	61,4	67,1	63,6	64,0
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	3,4	3,8	3,8	3,9	3,7	3,7	3,3	3,1
Secteur extérieur								
Exportations, fob								
Importations, fob	-5,6	-29,8	-17,2	24,6	14,9	2,5	-30,3	29,3
Termes de l'échange	6,7	0,9	-7,3	-16,9	3,2	-4,1	-12,1	16,9
Taux de change effectif réel	-5,5	-38,4	7,3	12,5	10,1	-5,7	-19,2	39,3
Taux de change effectif réel des exportations	1,5	-3,9	0,6	-3,8	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	5,0	-4,6	-2,9	-3,7	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	-0,7	-3,5	0,3	-5,7	...	...	...	...
	10,4	13,9	13,4	16,7	...	...	...	...
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en pourcentage)							
Avoirs extérieurs nets	-8,2	-17,7	-31,3	-0,6	1,7	1,2	-5,7	-10,8
Avoirs intérieurs nets	13,7	11,1	31,3	0,2	6,6	4,9	17,7	23,0
Crédit intérieur net	16,5	18,5	30,2	-2,6	12,9	6,8	20,6	19,3
Créances nettes sur l'Etat	11,5	12,5	26,4	-1,2	9,9	9,3	17,4	12,2
Crédits à l'économie	5,0	6,0	3,7	-1,4	2,9	-2,5	3,2	7,1
Masse monétaire (M2)	5,5	-6,6	0,0	-0,4	8,3	6,1	12,0	12,2
Comptes nationaux	(Contribution à la croissance réelle, en pourcentage)							
Produit intérieur brut	4,0	1,6	-1,4	0,7	1,8	2,0	-1,7	1,5
Demande intérieure brute	3,7	-4,4	-2,8	0,0	1,0	0,0	-2,9	6,6
Consommation	3,7	-2,0	1,3	-4,1	-0,3	1,0	-1,3	4,3
Publique	-0,9	-2,0	0,3	0,4	-1,0	0,2	-0,4	1,0
Privée	4,6	0,0	1,1	-4,5	0,7	0,8	-0,8	3,4
Investissements bruts	0,0	-2,4	-4,1	4,1	1,3	-1,1	-1,6	2,3
Publics	-0,6	-0,5	-1,9	-1,0	-0,2	0,0	-0,7	0,3
Privés (Entreprises et ménages)	0,9	-1,8	-1,5	5,1	0,9	-1,1	-0,6	2,0
Exportations nettes	0,3	6,0	1,4	0,7	0,8	2,0	1,2	-5,1
Exportations de biens et services non facteurs	0,7	0,5	-0,8	1,2	0,5	2,0	-2,0	-1,5
Importations de biens et services non facteurs	-0,4	5,5	2,2	-0,5	0,3	0,0	3,2	-3,6
Comptes nationaux	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Investissements	30,9	34,1	28,5	26,4	26,2	26,3	25,1	27,5
Epargne intérieure	32,6	25,5	22,0	27,5	31,8	31,6	26,2	28,8
Epargne nationale	27,7	22,5	17,2	22,5	27,6	26,7	23,6	25,5
Finances publiques								
Recettes totales	23,2	19,0	15,9	15,7	17,3	17,7	15,5	15,5
Recettes pétrolières	12,9	7,7	5,4	5,6	7,3	7,1	5,2	5,8
Recettes non pétrolières	10,3	11,3	10,6	10,1	10,0	10,6	10,3	9,7
Depenses totales 1/	27,7	26,1	23,8	20,1	18,1	18,5	18,7	17,7
Dépenses courantes	14,0	14,4	14,7	13,6	12,5	13,1	14,1	13,6
Dépenses en capital	13,7	11,6	9,1	6,5	5,7	5,4	4,5	4,1
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-1,2	-4,1	-3,9	-0,5	2,6	3,0	0,3	1,1
Solde primaire (hors intérêts) en % PIB	-3,9	-6,2	-6,5	-3,2	0,4	0,7	-1,7	-0,7
Solde primaire (hors intérêts et recettes pétrolières)	-23,4	-17,1	-13,8	-10,5	-8,6	-8,0	-7,9	-7,8
en % PIB hors pétrole								
Solde budgétaire de base (déficit -)	-1,8	-5,0	-5,3	-1,8	1,3	1,5	-1,1	-0,4
Solde budgétaire, base engagements hors dons	-4,4	-7,1	-7,8	-4,5	-0,9	-0,8	-3,1	-2,2
(déficit -)								
Solde budgétaire, base engagements dons compris	-3,8	-6,4	-7,2	-3,7	-0,2	-0,1	-2,0	-1,7
(déficit -)								
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-4,0	-2,5	-3,1	-2,4	-2,5	-2,4	-2,0	-2,2
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs	38,6	30,9	27,2	32,6	34,0	33,5	25,2	29,0
Importations de biens et services non facteurs	-36,2	-38,5	-35,0	-29,1	-28,3	-28,2	-24,2	-27,7
Solde du compte courant (dons off.incl., def.-)	-2,5	-10,2	-13,2	-1,7	1,1	1,1	-0,6	-1,4
Solde du compte courant (dons off.excl., def.-)	-2,6	-10,4	-13,4	-2,3	0,9	0,8	-1,2	-1,7
Encours de la dette extérieure/PIB	19,7	26,1	33,7	33,6	31,8	32,2	32,8	30,0
Encours de la dette intérieure/PIB	...	...	...	24,0	22,2	21,3	24,0	20,5
Encours de la dette globale/PIB	...	...	...	57,6	54,0	53,5	56,9	50,5
Ratio du service de la dette publique/Recettes budgétaires	8,6	19,6	17,7	18,0	15,0	20,3	28,4	27,2
Ratio du service de la dette publique/XBSNF	5,2	12,0	10,4	8,7	7,6	10,7	17,5	14,5
Réserves extérieures (y/c Scs Cx))	8417,0	6238,3	3093,2	3211,2	3776,5	4348,3	4394,1	4711,2
Seuil cible réserves extérieures (3 mois d'importations des biens et services+3 mois du service de la dette)	5243,2	5288,4	4319,0	4268,1	4169,9	4452,8	3674,1	4580,9
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens caf))	7,3	5,6	2,8	3,6	4,0	4,9	6,0	5,3
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et snf caf))	5,1	3,9	2,3	2,5	3,0	3,4	4,2	3,6
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et snf caf de n+1))	5,2	4,7	2,4	2,6	2,6	3,4	3,5	2,8
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et snf caf)+service de la dette publique extérieure)	4,8	3,5	2,1	2,3	2,7	2,9	3,6	3,1
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	53857,0	49004,8	47293,8	49882,3	53171,7	55143,6	51423,8	57482,4
Population (en millions d'habitants)	50,7	52,2	53,7	55,3	56,9	58,5	60,2	62,0
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	2150,7	1588,0	1485,4	1553,5	1683,6	1607,8	1485,1	1672,8

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

B2. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux du Cameroun

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
								Estim.
PIB, prix et population	(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)							
Taux de croissance (PIB réel)	5,9	5,7	4,6	3,6	4,0	3,5	0,5	3,6
Secteur pétrolier	14,4	24,8	-3,6	-16,4	-2,7	8,5	2,9	-3,2
Secteur non pétrolier	5,4	4,4	5,3	5,0	4,4	3,3	0,4	4,0
Taux de croissance démographique (moyen)	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
Inflation (déflateur du PIB non pétrolier)	2,7	3,9	1,4	0,1	0,5	3,6	2,4	2,0
Inflation (prix à la consommation, en moyenne annuelle, juin, décembre à compter de 2001)	1,8	2,7	0,9	0,6	1,1	2,5	2,5	2,3
Inflation (prix à la consommation, en moy annuelle, décembre)	1,8	2,7	0,9	0,6	1,1	2,5	2,5	2,3
Finances publiques								
Recettes totales	5,0	11,0	-8,6	8,7	12,4	2,1	-9,3	9,7
Recettes pétrolières	-17,5	-3,6	-23,6	-9,2	29,6	16,8	-26,7	12,6
Recettes non pétrolières	13,2	14,9	-5,3	11,9	9,9	-0,4	-5,9	9,2
Dépenses totales	5,4	1,3	17,5	2,4	-2,1	8,3	-9,0	8,7
Dépenses courantes	3,4	5,5	3,4	2,8	3,5	10,6	0,6	8,3
Dépenses en capital	9,4	-6,7	47,8	1,9	-10,6	4,3	-26,8	9,8
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	7,6	26,5	-19,1	15,5	5,1	14,1	-0,1	11,4
Crédits à l'économie	8,9	14,8	4,5	2,7	12,1	0,2	5,0	12,6
Créances nettes sur l'Etat	1,4	-202,0	119,3	15,3	244,2	58,4	111,3	26,8
Masse monétaire (M2)	11,1	8,5	5,3	5,7	14,6	7,4	12,8	17,0
Concours de la BEAC aux banques	424,0	233,1	105,2	-62,4	-48,2	36,3	32,9	81,0
Taux de couverture extérieure (fin de période)	93,1	86,8	73,6	71,0	75,8	78,7	77,1	83,2
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	4,4	4,4	4,5	4,5	4,1	4,1	3,7	3,4
Taux BEAC - TIAO fin de période (à partir de 1994/1995)	3,0	2,5	2,5	3,0	3,0	3,5	3,3	3,5
Monnaie et crédit								
Actifs extérieurs nets	7,6	26,5	-19,1	15,5	5,1	14,1	-0,1	11,4
Crédits aux autres secteurs	8,9	14,8	4,5	2,7	12,1	0,2	5,0	12,6
Créances nettes sur l'Administration Centrale	1,4	-202,0	119,3	15,3	244,2	58,4	111,3	26,8
Masse monétaire (M2)	11,1	8,5	5,3	5,7	14,6	7,4	12,8	17,0
Concours de la BEAC aux Autres Institutions de Dépôts	424,0	233,1	105,2	-62,4	-48,2	36,3	32,9	81,0
Taux de couverture extérieure (fin de période)	93,1	86,8	73,6	71,0	75,8	78,7	77,1	83,2
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	4,4	4,4	4,5	4,5	4,1	4,1	3,7	3,4
Taux BEAC - TIAO fin de période	3,0	2,5	2,5	3,0	3,0	3,5	3,3	3,5
Secteur extérieur								
Exportations, fob	8,0	-4,9	-11,7	-1,8	7,3	12,9	-21,6	25,8
Importations, fob	11,8	-4,6	-13,4	-2,4	12,5	16,8	-20,2	17,7
Termes de l'échange	-9,6	-34,8	-14,3	16,3	20,3	1,0	-18,0	17,1
Variation des prix à l'exportation	-10,2	-22,1	-27,0	13,8	20,7	3,7	-21,4	23,3
Variation des prix à l'importation	-0,6	19,4	-14,8	-2,1	0,3	2,7	-4,1	5,3
Taux de change effectif réel	1,4	-1,0	2,7	1,4	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	5,8	-1,5	-0,5	1,7	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	0,5	-1,2	3,6	1,4	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	28,0	28,7	26,8	25,8	...	...	...	...
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en pourcentage)							
Avoirs extérieurs nets	3,3	11,9	-10,2	6,6	2,2	5,7	0,1	0,8
Avoirs intérieurs nets	7,8	-3,4	15,5	-0,9	12,4	1,7	12,7	16,3
Crédit intérieur net	6,3	-1,2	21,7	2,3	16,0	5,6	18,5	14,3
Créances nettes sur l'Etat	0,1	-11,3	18,5	0,4	7,6	5,5	15,3	6,9
Crédits à l'économie	6,2	10,0	3,2	1,9	8,4	0,1	3,1	7,4
Autres postes nets	1,6	-2,1	-6,2	-3,3	-3,5	-3,9	-5,7	2,0
Masse monétaire (M2)	11,1	8,5	5,3	5,7	14,6	7,4	12,8	17,0
Comptes nationaux	(Contribution à la croissance réelle, en pourcentage)							
Produit intérieur brut	5,9	5,7	4,6	3,6	4,0	3,5	0,5	3,6
dont secteur pétrolier	0,8	1,5	-0,3	-1,1	-0,1	0,4	0,2	-0,2
secteur non pétrolier	5,1	4,1	4,9	4,6	4,1	3,1	0,4	3,8
Demande intérieure brute	7,3	4,1	4,4	3,7	5,6	5,0	1,0	7,4
Consommation	4,2	4,2	2,7	2,6	3,6	3,5	0,0	6,0
Publique	0,6	0,6	0,4	-0,2	0,5	0,5	0,0	0,3
Privée	3,6	3,6	2,2	2,8	3,1	3,2	-0,2	5,6
Investissements bruts	3,1	-0,1	1,7	1,1	2,1	1,5	1,0	1,4
Publics	0,2	0,0	0,8	-0,3	-0,2	0,2	-1,0	0,3
Privés (Entreprises et ménages)	3,1	0,7	0,5	1,4	2,0	1,2	2,5	1,1
Variation des stocks	-0,2	-0,8	0,4	0,1	0,2	0,1	-0,6	0,0
Exportations nettes	-1,4	1,5	0,3	-0,2	-1,6	-1,4	-0,5	-3,8
Exportations de biens et services	1,2	1,4	-0,1	-0,3	0,5	2,6	-2,3	1,0
Importations de biens et services	-2,6	0,1	0,4	0,2	-2,1	-4,0	1,9	-4,8
Comptes nationaux	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Investissements	24,1	22,4	22,7	22,9	22,8	23,0	21,8	23,1
Epargne intérieure	18,5	16,6	18,7	19,1	20,2	19,0	19,1	20,9
Epargne nationale	16,6	15,2	17,0	17,2	18,1	16,9	17,0	18,5
Finances publiques								
Recettes totales	16,0	16,8	14,6	15,0	16,0	15,4	13,8	14,1
Recettes pétrolières	3,3	3,0	2,2	1,9	2,3	2,6	1,9	2,0
Recettes non pétrolières	12,7	13,8	12,4	13,1	13,7	12,8	11,9	12,2
Dépenses totales	19,5	18,7	20,8	20,2	18,7	19,1	17,2	17,4
Dépenses courantes	12,8	12,7	12,5	12,2	11,9	12,4	12,3	12,5
Dépenses en capital	6,8	6,0	8,3	8,1	6,8	6,7	4,8	5,0
Solde budgétaire primaire (déficit -)	0,5	1,2	-2,9	-0,5	1,7	0,8	-0,2	0,3
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-3,0	-1,5	-5,5	-4,3	-1,8	-2,8	-2,4	-2,1
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières)	-6,8	-4,7	-7,9	-6,5	-4,3	-5,5	-4,3	-4,2
en % PIB hors pétrole								
Solde budgétaire de base (déficit -)	0,0	0,8	-3,7	-1,4	0,8	-0,2	-1,2	-1,0
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-3,5	-1,8	-6,2	-5,2	-2,7	-3,7	-3,4	-3,3
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-3,1	-1,8	-6,0	-4,9	-2,3	-3,2	-3,2	-3,2
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-2,8	-1,5	-5,3	-4,5	-2,8	-4,1	-3,4	-3,9
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services, fob	24,6	21,8	19,2	18,7	19,1	19,8	15,2	18,3
Importations de biens et services, caf	30,1	27,6	23,2	22,6	21,6	23,7	17,9	20,5
Solde du compte courant (dons off.incl., def. -)	-4,0	-3,8	-3,1	-2,5	-3,5	-4,8	-3,8	-3,4
Solde du compte courant (dons off.excl., def. -)	-4,3	-4,0	-3,4	-2,9	-3,8	-5,1	-4,0	-3,7
Encours de la dette extérieure/PIB	14,8	18,7	20,6	24,1	26,6	28,0	29,2	28,9
Encours de la dette globale (y/c dette avalisée)/PIB	20,9	24,9	27,5	33,2	36,6	39,1	41,5	39,6
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	5,0	4,4	8,7	8,8	10,8	14,0	15,2	26,5
Ratio du service de la dette/XBSNF	3,2	3,4	6,6	7,1	9,1	10,9	13,8	20,5
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	5,4	6,9	5,2	6,8	6,6	6,2	7,7	7,6
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et services)	4,3	5,6	4,0	5,1	5,2	4,8	6,2	6,0
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	17276,3	18285,3	19304,8	20328,4	21492,6	22854,8	23085,7	24711,8
PIB nominal non pétrolier (en milliards de FCFA)	16141,7	17509,8	18687,0	19628,8	20594,5	22034,6	22653,2	24032,6
Population (en millions d'habitants)	25,0	25,6	26,3	27,0	27,7	28,4	29,1	29,9
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	1402,5	1208,1	1239,9	1298,5	1405,3	1374,9	1379,8	1492,9

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

B3. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux de la République Centrafricaine

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
							Estim.	
(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)								
PIB, prix et population								
Taux de croissance (PIB réel)	0,1	4,3	4,8	4,5	3,8	2,8	0,6	1,1
Taux de croissance démographique (moyen)	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Inflation (prix de détail, type africain - en moyenne annuelle)	17,8	2,0	2,7	4,2	1,7	2,8	1,6	4,3
Finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,6	0,0	0,0
Recettes totales	-3,3	59,2	-5,5	48,7	20,2	3,3	2,0	5,7
Dépenses totales	-4,2	32,3	-7,7	27,5	23,5	9,7	25,3	2,4
Dépenses courantes	-10,2	8,3	2,8	14,0	14,8	16,3	19,2	1,4
Dépenses en capital	42,5	150,5	-30,0	69,4	41,6	-1,5	37,6	4,2
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	499,5	-18,3	27,0	93,3	-23,0	12,1	-0,9	-24,2
Crédits à l'économie	6,5	0,3	13,6	-1,6	17,0	-1,4	6,0	13,6
Créances nettes sur l'Etat	-0,1	15,7	-13,4	16,9	11,1	21,1	27,6	31,7
Masse monétaire (M2)	14,9	4,6	6,5	12,3	15,3	11,5	9,9	13,5
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de couverture extérieure	78,7%	76,8%	80,2%	83,2%	81,4%	81,3%	84,2%	97,4%
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	3,8	3,9	4,0	3,9	3,5	3,3	3,1	2,8
Taux directeur de la BEAC (TIAO fin de période)	3,0	2,5	2,5	3,0	3,5	3,5	3,3	3,5
Secteur extérieur								
Exportations, fob	-21,3	4,3	8,2	48,9	-4,7	11,7	-11,3	-3,4
Importations, fob	114,6	8,9	-2,6	17,1	15,1	14,4	-18,9	-8,3
Termes de l'échange	-1,0	-7,5	17,4	-9,8	0,2	12,9	1,9	-4,0
Variation des prix à l'exportation	3,8	5,0	3,7	-8,4	-4,7	15,2	-3,3	-1,0
Variation des prix à l'importation	4,8	13,5	-11,7	1,6	-4,9	2,0	-5,1	3,1
Taux de change effectif réel	17,5	-2,3	2,0	4,8	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	19,6	-2,7	2,4	7,5	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	16,6	-2,3	2,0	4,1	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	8,9	11,0	9,2	4,9	...	...	...	...
Monnaie et crédit								
(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en pourcentage)								
Avoirs extérieurs nets	18,9	-5,0	4,4	19,4	-8,0	2,5	0,3	-25,3
Avoirs intérieurs nets	-4,0	9,6	2,1	-7,1	23,4	9,0	9,7	38,9
Crédit intérieur net	3,3	8,3	-1,4	7,1	12,8	9,3	16,4	23,9
Créances nettes sur l'Etat	-0,1	8,2	-7,7	7,9	5,4	9,9	14,1	18,8
Crédits à l'économie	3,4	0,1	6,3	-0,8	7,4	-0,6	2,4	5,1
Autres postes nets	-7,3	1,3	3,5	-14,2	10,6	-0,3	-6,8	15,0
Masse monétaire (M2)	14,9	4,6	6,5	12,3	15,3	11,5	9,9	13,5
Comptes nationaux								
(Contribution à la croissance réelle, en pourcentage)								
Produit intérieur brut	0,1	4,3	4,8	4,5	3,8	2,8	0,6	1,1
Demande intérieure brute	7,9	4,4	9,2	3,2	7,0	0,4	-0,6	0,3
Consommation	-0,7	1,5	6,2	0,8	9,1	1,4	-1,8	3,4
Publique	-2,3	0,3	0,4	0,4	0,5	2,0	-0,5	1,5
Privée	1,6	1,2	5,8	0,5	8,7	-0,5	-1,3	1,9
Investissements bruts	8,5	2,9	3,1	2,3	-2,2	-1,1	1,2	-3,0
Publics	5,7	3,7	-0,6	2,6	0,5	-1,7	1,0	-1,7
Privés (Entreprises et ménages)	4,0	-3,0	1,6	0,3	0,2	0,6	0,3	0,0
Variation des stocks	-1,2	2,2	2,1	-0,6	-2,9	0,0	0,0	-1,3
Exportations nettes	-7,8	-0,1	-4,5	1,4	-3,2	2,5	1,1	0,7
Exportations de biens et services non facteurs	3,8	3,2	-2,8	6,7	5,1	4,5	-5,8	-1,1
Importations de biens et services non facteurs	-11,6	-3,2	-1,7	-5,4	-8,3	-2,0	6,9	1,8
Comptes nationaux								
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)								
Investissements	22,0	21,8	22,5	25,6	25,9	22,4	27,3	29,3
Epargne intérieure	2,2	2,8	1,6	3,0	-2,2	-2,5	8,5	10,7
Epargne nationale	2,0	2,0	2,7	4,7	1,5	0,5	10,8	14,2
Finances publiques								
Recettes totales	4,5	6,6	5,8	7,8	9,1	8,8	8,9	9,0
Dépenses totales	11,5	14,1	12,1	13,9	16,7	17,2	21,2	21,0
Dépenses courantes	9,5	9,6	9,2	9,4	10,5	11,5	13,5	13,2
Dépenses en capital	1,9	4,5	2,9	4,5	6,2	5,7	7,7	7,8
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-4,6	-2,8	-3,1	-2,0	-1,8	-3,6	-6,6	-5,9
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-6,4	-7,0	-5,7	-5,8	-7,2	-8,0	-12,0	-11,6
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières)	-6,4	-7,0	-5,7	-5,8	-7,2	-8,0	-12,0	-11,6
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-7,0	-7,5	-6,3	-6,1	-7,6	-8,3	-12,4	-11,9
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	2,1	0,5	-0,5	-1,1	0,4	1,4	-2,5	-6,9
Solde budgétaire de base (déficit -)	-5,1	-3,3	-3,6	-2,4	-2,2	-3,9	-6,9	-6,3
Solde budgétaire de référence ($\geq -1,5$ % du PIB)	2,1	0,5	-0,5	-1,1	0,4	1,4	-2,5	-6,9
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	16,7	17,1	14,5	17,2	17,1	22,5	18,4	16,9
Importations de biens et services non facteurs, fob	36,4	36,1	34,8	39,9	43,3	47,5	37,1	35,5
Solde du compte courant (transf.incl., déficit -)	-13,7	-8,0	-13,4	-11,2	-11,6	-6,8	-6,9	-10,0
Solde du compte courant (transf.excl., déficit -)	-13,9	-13,7	-14,9	-15,1	-15,3	-14,6	-13,7	-11,6
Encours de la dette extérieure/PIB	29,4	29,9	28,2	25,9	25,2	24,0	24,3	23,8
Encours de la dette intérieure/PIB		29,4	22,6	23,3	22,9	17,7	14,3	11,1
Encours de la dette globale/PIB		59,3	50,8	49,2	48,1	41,7	38,6	34,9
Encours de la dette extérieure/XBSNF	176,1	175,4	190,3	149,9	133,7	106,8	132,4	140,3
Encours de la dette extérieure/Recettes budgétaires	657,5	451,4	485,4	333,0	277,1	272,3	273,8	263,0
Ratio du service de la dette extérieure/PIB	1,0	1,0	1,1	0,3	0,7	0,6	0,5	0,5
Ratio du service de la dette extérieure/XBSNF	5,8	6,0	7,7	1,9	3,6	2,6	2,9	2,9
Ratio du service de la dette extérieure/Recettes budgétaires	21,6	15,5	19,6	4,2	7,4	6,6	6,0	5,4
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	6,4	5,5	7,2	7,0	6,4	5,7	9,0	10,4
Réserves extérieures (en mois d'importations biens et services)	5,2	4,5	5,0	5,2	4,8	4,1	5,9	7,1
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	935,6	1002,6	1081,5	1203,3	1233,6	1316,2	1333,0	1383,9
Population (en millions d'habitants)	5,1	5,2	5,4	5,5	5,6	5,8	5,9	6,1
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	371,0	323,9	340,0	376,6	394,0	388,7	391,5	411,2

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

B4. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux du Congo

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
								Estim.
(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)								
PIB, prix et population								
Taux de croissance (PIB réel)	6,7	-1,0	-12,2	-0,2	1,1	-0,2	-6,1	-1,9
dont secteur pétrolier	2,8	-5,4	-6,5	8,4	26,2	1,4	-8,9	-11,0
secteur non pétrolier	8,5	1,0	-14,6	-4,3	-12,5	-1,4	-3,8	5,1
Taux de croissance démographique	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
Inflation (prix consommation africaine en moyenne annuelle)	0,9	1,7	4,6	0,7	1,2	2,3	1,1	2,3
Finances publiques								
Recettes totales	6,8	-51,5	-4,8	-7,6	33,0	5,6	-35,9	29,8
dont recettes pétrolières	5,6	-71,5	0,1	-3,0	89,7	0,5	-49,7	61,1
recettes non pétrolières	10,5	5,9	-8,7	-11,4	-19,3	16,6	-10,2	-3,0
Dépenses totales	58,6	-32,6	-13,9	-25,6	-21,3	9,8	-10,4	8,0
dont dépenses courantes	87,2	-19,0	-5,3	-10,7	-8,8	2,6	-9,7	8,4
dépenses en capital	38,3	-45,6	-25,1	-54,1	-65,5	76,4	-14,2	5,8
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	-7,8	-44,2	-70,1	-53,8	13,4	120,2	-2,2	-30,8
Crédits à l'économie	27,6	13,1	8,7	-2,3	-6,2	-4,7	3,0	11,0
Créances nettes sur l'Etat	26,0	85,6	455,5	17,8	3,8	-10,8	58,1	27,7
Masse monétaire (M2)	13,0	-11,2	-15,4	-10,4	-4,0	7,9	18,0	5,8
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	...	...	51,8
Taux de couverture extérieure (fin de période)	88,9	71,2	43,9	27,6	32,6	54,3	59,0	43,6
Vitesse de circulation de la monnaie (PIBNP/M2)	2,2	2,6	2,7	2,9	2,6	2,5	2,0	2,1
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	3,0	2,5	2,5	3,0	3,5	3,5	3,3	3,5
Secteur extérieur								
Exportations, fob	-0,6	-36,9	-6,7	40,5	32,5	0,6	-41,1	43,7
Importations, fob	26,2	28,1	11,2	-48,1	-4,7	5,6	-19,5	12,9
Termes de l'échange	-3,9	-49,0	-3,2	32,9	26,4	-5,1	-32,7	55,2
Variation des prix à l'exportation	-4,5	-39,2	-17,5	30,1	25,8	-1,7	-35,5	63,4
Variation des prix à l'importation	-0,6	19,4	-14,8	-2,1	-0,5	3,5	-4,1	5,3
Taux de change effectif réel	-0,4	-3,6	6,3	-2,2	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	0,0	1,0	4,5	-0,3	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	-0,4	-3,8	6,4	-2,4	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	-3,6	0,1	-6,1	-3,8	...	...	...	...
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	-10,2	-46,7	-46,5	-12,4	1,5	17,1	-0,5	-13,4
Avoirs intérieurs nets	23,2	35,5	31,2	1,9	-5,6	-9,1	18,5	19,2
Crédit intérieur net	24,3	37,1	32,0	3,1	-3,0	-7,1	19,3	16,9
Créances nettes sur l'Etat	14,9	32,1	27,8	4,6	1,3	-3,9	17,5	11,2
Crédits à l'économie	9,4	5,0	4,2	-1,4	-4,2	-3,2	1,7	5,7
Autres postes nets	-1,1	-1,6	-0,9	-1,2	-2,6	-2,0	-0,7	2,3
Masse monétaire (M2)	13,0	-11,2	-15,4	-10,4	-4,0	7,9	18,0	5,8
Comptes nationaux								
(Contribution à la croissance réelle, en %)								
Produit intérieur brut	6,7	-1,0	-12,2	-0,2	1,1	-0,2	-6,1	-1,9
dont secteur pétrolier	0,9	-1,7	-2,0	2,7	9,2	0,6	-4,0	-4,8
secteur non pétrolier	5,7	0,7	-10,2	-2,9	-8,1	-0,8	-2,1	2,9
Demande intérieure brute	7,6	8,4	-23,8	-7,8	-20,4	-0,4	-2,6	7,4
Consommation	4,5	-0,8	-4,7	0,4	-19,6	-1,0	1,9	-1,7
Publique	1,1	-3,0	-2,9	2,4	-7,4	-0,3	-1,3	6,4
Privée	3,4	2,2	-1,9	-2,1	-12,2	-0,7	3,3	-8,1
Investissements bruts	3,1	9,1	-19,0	-8,2	-0,8	0,6	-4,5	9,2
Publics	0,8	0,9	-4,3	-1,7	-2,9	0,3	0,8	2,2
Privés (Entreprises et ménages)	3,8	7,0	-9,1	-6,2	-1,7	0,0	-5,3	7,0
dont secteur pétrolier	-2,5	8,9	-1,2	-20,6	-0,4	0,6	-5,7	7,0
secteur non pétrolier	6,3	-1,8	-4,3	10,4	-1,3	-0,6	0,4	0,0
Variation des stocks	-1,5	1,2	-5,6	-0,3	3,9	0,3	0,0	0,0
Exportations nettes	-0,9	-9,4	11,6	7,7	21,5	0,3	-3,5	-9,3
Exportations de biens et services non facteurs	2,3	-1,0	2,1	5,7	14,2	1,7	-7,6	-7,8
Importations de biens et services non facteurs	-3,3	-8,4	9,5	2,0	7,3	-1,4	4,0	-1,6
Comptes nationaux								
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)								
Investissements	50,7	74,6	59,7	41,6	36,6	37,3	38,0	43,1
dont secteur pétrolier	20,6	39,0	44,4	11,8	11,5	12,4	5,5	14,3
Épargne intérieure	52,7	41,3	36,5	39,6	60,8	58,6	39,8	57,1
Épargne nationale	54,0	40,8	33,2	27,4	55,2	52,8	32,9	53,5
Finances publiques								
Recettes totales	35,1	20,5	22,2	19,1	23,4	24,2	19,9	21,2
dont recettes pétrolières	26,0	8,9	10,2	9,2	16,0	15,7	10,2	13,5
recettes non pétrolières	9,1	11,6	12,1	9,9	7,4	8,4	9,7	7,8
Dépenses totales	45,5	36,9	36,3	25,1	18,1	19,5	22,5	20,0
dont dépenses courantes	22,3	21,8	23,5	19,5	16,4	16,5	19,1	17,0
dépenses en capital	23,2	15,2	13,0	5,5	1,8	3,0	3,3	2,9
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-6,5	-13,8	-7,7	-0,8	7,7	9,4	0,2	4,4
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-10,3	-15,9	-12,3	-4,2	7,0	7,6	-1,3	3,2
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en % du PIB hors pétrole	-59,5	-33,1	-29,4	-19,2	-16,3	-14,6	-17,0	-16,9
Solde budgétaire de base (déficit -)	-6,7	-14,4	-9,5	-2,6	5,8	6,4	-1,1	2,4
Solde budgétaire, base engagements hors dons	-10,5	-16,5	-14,0	-6,0	5,2	4,7	-2,6	1,3
(déficit -)								
Solde budgétaire, base engagements dons compris	-10,1	-15,9	-13,5	-5,6	5,3	5,3	-1,0	1,7
(déficit -)								
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-14,2	-4,3	-7,4	-2,7	-3,2	-1,0	-0,3	-0,6
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	49,7	38,2	39,6	56,7	63,3	62,5	45,8	54,1
Importations de biens et services non facteurs, fob	47,8	71,6	75,8	41,9	39,1	41,2	44,0	39,8
Solde du compte courant (dons off.incl., déf.-)	3,5	-34,9	-44,0	2,6	18,8	15,7	-3,5	10,9
Solde du compte courant (dons off.excl., déf.-)	3,3	-35,0	-44,2	2,2	18,6	15,5	-5,1	10,6
Encours de la dette extérieure/PIB	28,6	56,4	91,3	79,5	60,2	62,1	62,5	49,1
Encours de la dette extérieure/exportations	61,6	160,0	243,3	162,4	100,8	105,5	140,5	93,3
Ratio du service de la dette extérieure / XBNSF	5,2	9,7	13,1	9,8	13,0	20,7	16,3	11,3
Ratio du service de la dette extérieure / Recettes budgétaires	7,3	18,0	23,3	29,1	35,4	53,6	37,5	28,8
Ratio du service de la dette extérieure / PIB	2,6	3,7	5,2	5,6	8,3	13,0	7,5	6,1
Encours de la dette totale/PIB	46,2	76,8	120,8	129,6	103,8	103,8	124,9	105,6
Réserves ext. (en mois d'importation de biens caf)	10,9	4,4	1,3	1,5	1,5	3,2	3,8	3,0
Réserves ext. (en mois d'importation de biens et services)	7,2	2,9	1,2	1,1	1,1	2,2	2,6	2,1
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	9450,4	7856,1	6885,9	7413,9	8060,5	8226,8	6400,9	7779,3
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	5760,1	5883,6	5253,8	5152,5	4419,4	4578,8	4330,0	4725,2
Population (en millions d'habitants)	4,3	4,4	4,5	4,6	4,7	4,8	5,0	5,1
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	4492,2	3039,2	2589,6	2772,9	3074,2	2897,9	2240,1	2751,8

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

B5. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux du Gabon

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
								Estim.
(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)								
PIB, prix et population								
Taux de croissance (PIB réel)	4,3	3,9	2,0	0,5	0,5	3,8	-1,8	1,6
dont secteur pétrolier	-0,3	8,6	-2,9	-8,5	-8,2	13,0	-0,9	-7,0
secteur non pétrolier	5,8	2,4	3,6	3,2	2,9	1,6	-2,0	4,0
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Inflation (prix consommation-125 articles-moyenne annuelle)	4,7	-0,3	2,1	2,7	4,8	2,0	1,3	1,1
Finances publiques								
Recettes totales	-10,4	-23,5	-20,8	0,0	11,0	33,2	-20,1	4,4
Recettes pétrolières	-23,0	-41,7	-29,9	35,8	1,6	28,1	-20,2	-0,2
Recettes non pétrolières	2,9	-9,2	-16,2	-15,1	17,5	36,1	-20,1	7,0
Dépenses totales	-14,1	-11,4	-2,4	-10,0	3,2	15,8	-5,1	3,4
Dépenses courantes	-4,2	-1,9	-2,5	-4,4	-5,9	16,7	-9,8	2,0
Dépenses en capital	-30,6	-33,4	-1,8	-29,0	44,3	13,1	-50,5	13,0
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	-8,2	-14,2	-58,9	19,6	9,2	-20,1	-49,6	-15,6
Crédits à l'économie	-5,9	-6,3	-10,1	-4,4	4,5	2,2	4,9	15,2
Créances nettes sur l'Etat	40,4	124,4	989,6	-77,0	474,0	10,6	36,1	47,7
Masse monétaire (M2)	-2,4	1,5	-7,8	-3,8	15,2	1,1	7,1	5,1
Concours de la BEAC aux banques				-0,5	-1,0			5,2
Taux de couverture extérieure (fin de période)	89,1	75,5	55,7	58,8	71,6	73,9	67,4	70,7
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	2,6	2,5	2,9	3,1	2,7	2,9	2,7	2,8
Taux directeur BEAC - (TIAO fin de période)	3,0	2,5	2,5	3,0	3,5	3,5	3,3	3,5
Secteur extérieur								
Exportations, fob	-11,3	-26,2	-15,8	32,3	11,6	4,6	-9,3	17,1
Importations, fob	-4,8	-1,5	-16,6	25,4	6,1	-34,4	38,2	-1,1
Termes de l'échange	-10,0	-46,3	9,7	24,5	27,5	-14,4	-28,9	40,8
Variation des prix à l'exportation	-10,2	-35,8	-6,6	21,8	26,9	-11,4	-31,8	48,3
Variation des prix à l'importation	-0,2	19,4	-14,8	-2,1	-0,5	3,5	-4,1	5,3
Taux de change effectif réel	3,5	-7,0	3,1	-9,7	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	3,6	-6,6	3,7	-10,5	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	3,5	-8,3	1,5	-7,9	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	18,6	24,2	21,9	29,4	...	...	...	...
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en pourcentage)							
Avoirs intérieurs nets	3,1	10,2	21,4	-8,6	12,8	6,4	17,0	13,5
Crédit intérieur net	2,9	8,8	18,6	-24,9	35,6	4,8	16,2	30,7
Créances nettes sur l'Etat	6,8	12,8	24,4	-22,4	33,1	3,7	13,7	23,1
Crédits à l'économie	-3,8	-3,9	-5,8	-2,5	2,5	1,1	2,5	7,6
Autres postes nets	0,1	1,3	2,8	16,4	-22,7	1,6	0,8	-17,2
Masse monétaire (M2)	-2,4	1,5	-7,8	-3,8	15,2	1,1	7,1	5,1
Comptes nationaux								
Produit intérieur brut	(Contribution à la croissance réelle, en pourcentage)							
dont secteur pétrolier	4,3	3,9	2,0	0,5	0,5	3,8	-1,8	1,6
secteur non pétrolier	-0,1	2,0	-0,7	-2,0	-1,7	2,5	-0,2	-1,5
Demande intérieure brute	4,4	1,8	2,7	2,5	2,3	1,3	-1,6	3,1
Consommation	3,0	-2,0	3,9	2,3	-0,2	0,2	-1,4	1,2
Publique	3,7	7,4	0,9	2,5	-1,7	-1,4	3,1	-1,0
Privée	0,0	0,0	0,5	0,8	-2,5	-1,8	3,8	-1,8
Investissements bruts	3,7	7,4	0,4	1,7	0,8	0,4	-0,7	0,7
Publics	-0,8	-9,4	3,0	-0,2	1,5	1,6	-4,5	2,3
Privés (Entreprises et ménages)	-4,1	-2,3	-0,2	-2,6	0,7	1,5	-2,4	0,1
dont secteur pétrolier	3,3	-7,1	3,2	2,4	0,8	0,1	-2,1	2,2
secteur non pétrolier	1,1	-5,9	0,9	1,0	0,7	-0,1	-2,7	0,5
Variation des stocks	2,2	-1,2	2,3	1,4	0,1	0,2	0,6	1,7
Exportations nettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations de biens et services non facteurs	1,4	5,8	-1,9	-1,8	0,7	3,6	-0,4	0,4
Importations de biens et services non facteurs	-0,2	1,0	-0,9	0,4	-0,4	1,3	0,5	-0,2
Comptes nationaux								
Investissements	1,6	4,9	-1,0	-2,2	1,1	2,3	-0,9	0,5
dont secteur pétrolier	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Epargne intérieure	21,0	19,6	21,3	17,6	22,1	24,3	21,4	23,3
Epargne nationale	5,7	4,4	4,9	5,3	7,3	7,1	5,0	6,6
Epargne nationale	32,5	22,1	21,3	23,3	33,6	39,4	30,3	34,8
Finances publiques	29,7	21,6	16,4	16,7	28,1	35,2	27,4	30,3
Recettes totales	24,9	22,1	17,9	16,8	17,6	22,1	20,0	17,6
Recettes pétrolières	10,9	7,4	5,3	6,8	6,5	7,8	7,1	6,0
Recettes non pétrolières	13,9	14,7	12,6	10,0	11,1	14,2	12,9	11,6
Dépenses totales	22,4	23,1	23,1	19,4	18,9	20,7	22,2	19,3
Dépenses courantes	15,6	17,8	17,8	15,9	14,1	15,5	19,3	16,6
Dépenses en capital	6,8	5,3	5,3	3,5	4,8	5,1	2,9	2,7
Solde budgétaire primaire (déficit -)	6,3	3,4	0,3	0,7	3,0	4,9	2,5	1,6
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	3,6	1,1	-2,7	-0,1	1,2	3,8	1,4	1,0
recettes pétrolières) en % du PIB hors pétrole	-12,1	-9,0	-10,7	-9,3	-7,7	-5,8	-7,2	-6,8
Solde budgétaire de base (déficit -)	5,1	1,3	-2,1	-1,9	0,5	2,5	-1,2	-1,1
Solde budgétaire, base ordonnancements hors	2,4	-1,0	-5,2	-2,7	-1,3	1,4	-2,2	-1,8
dons (déficit -)	2,4	-1,0	-5,2	-2,7	-1,3	1,4	-2,2	-1,6
Solde budgétaire, base ordonnancements dons	2,4	-1,0	-5,2	-2,7	-1,3	1,4	-2,2	-1,6
compris (déficit -)	3,9	2,7	-1,9	-3,1	-2,6	-1,5	-3,6	-1,9
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)								
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	44,1	39,2	34,2	41,4	44,6	42,8	43,4	43,0
Importations de biens et services non facteurs, fob	32,6	36,7	34,2	35,7	33,0	27,6	34,3	31,1
Solde du compte courant (dons off.incl., déf. -)	5,8	1,3	-5,6	-4,7	2,4	10,8	6,1	7,1
Solde du compte courant (dons off.excl., déf. -)	5,9	1,3	-5,6	-4,7	2,4	10,9	6,2	7,0
Encours de la dette extérieure/PIB	26,0	33,4	39,5	40,8	40,0	37,1	43,5	36,3
Encours de la dette intérieure/PIB	20,1	25,4	28,0	25,7	22,9	20,3	21,3	15,2
Encours de la dette totale/PIB	46,1	58,7	67,6	66,5	62,9	57,4	64,8	51,5
Ratio du service de la dette / XBSNF	6,7	12,3	13,8	12,7	7,6	9,8	23,1	17,3
Ratio du service de la dette / recettes budgétaires	11,9	21,8	26,4	31,3	19,2	19,0	50,1	41,8
Ratio du service de la dette / PIB	3,0	4,8	4,7	5,3	3,4	4,2	10,0	7,3
Taux de couverture des échanges de marchandises	1,4	1,1	1,0	1,2	1,4	1,6	1,3	1,4
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	7,1	6,2	3,2	2,8	3,9	6,6	4,6	4,6
Réserves extérieures (en mois d'importations biens et services)	5,2	4,5	2,2	2,1	3,1	3,7	3,1	3,0
Pour mémoire								
PIB nominal (milliards de FCFA)	9452,0	8136,9	7949,0	8482,3	9003,0	9531,1	8423,1	9995,0
PIB non pétrolier (milliards de FCFA)	5720,7	5688,8	5952,1	6251,7	6222,5	6717,4	6657,1	7249,5
Population (millions d'habitants)	2,0	2,1	2,2	2,3	2,3	2,4	2,5	2,6
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	9348,3	6499,1	6124,1	6449,0	6925,9	6719,5	5854,4	6967,2

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

B6. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux de la Guinée Equatoriale

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)								
PIB, prix et population								
Taux de croissance (PIB global en termes réels)	-0,7	-9,3	-9,5	-2,1	-3,1	-4,4	-4,6	0,9
dont secteur pétrolier	1,2	-15,0	-8,8	-6,5	-10,3	-10,9	-5,3	-6,7
secteur non pétrolier	-3,1	-2,2	-10,1	2,8	4,2	1,2	-4,2	6,6
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Inflation/ (prix à la consommation - en moyenne annuelle)	4,3	1,7	1,4	0,8	1,3	1,2	4,7	-0,1
Finances publiques								
Recettes totales	-3,0	-20,9	-45,4	6,7	20,0	-14,2	-33,9	25,1
dont recettes pétrolières	-8,2	-25,9	-51,2	17,6	23,4	-16,5	-36,7	33,6
recettes non pétrolières	48,8	9,5	-21,5	-21,0	7,2	-4,3	-22,9	-1,9
Dépenses totales	2,6	-4,9	-42,2	-26,1	3,7	-22,3	-17,1	-4,4
dont dépenses courantes	-10,9	-11,9	4,2	2,6	3,9	1,3	-10,6	5,6
dépenses en capital	7,4	-2,9	-54,6	-43,7	3,4	-48,8	-31,5	-33,6
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	-31,6	-47,6	-80,9	-57,1	42,0	-177,7	-219,5	38,4
Crédits à l'économie	17,3	14,0	3,7	1,4	1,8	-20,6	0,0	-3,0
Créances nettes sur l'Etat	43,9	71,6	227,4	50,9	3,6	97,8	10,1	-12,3
Masse monétaire (M2)	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0	0,4
Concours de la BEAC aux banques	...	200,0	52,8	-34,5	93,3	-39,2	71,5	-5,7
Taux de couverture extérieure (fin de période)	80,6	55,9	8,4	7,1	7,1	7,3	7,7	6,9
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB non pétrolier/M2)	2,6	2,9	3,2	3,3	3,6	4,1	4,4	4,7
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	3,0	3,0	2,5	3,0	3,5	3,5	3,3	3,5
Secteur extérieur								
Exportations, fob	-9,9	-46,1	-28,5	24,4	10,7	-8,2	-49,5	53,9
Importations, fob	-4,6	-23,1	-6,4	-11,4	-5,8	-24,7	-39,7	78,6
Termes de l'échange	-10,3	-46,5	-5,3	26,5	24,9	-6,4	-33,7	59,1
Variation des prix à l'exportation	-10,5	-36,1	-19,3	23,9	24,3	-3,1	-36,5	67,6
Variation des prix à l'importation	-0,2	19,4	-14,8	-2,1	-0,5	3,5	-4,1	5,3
Taux de change effectif réel	5,8	-0,1	1,5	-1,6	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	5,9	0,1	1,3	-1,5	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	3,1	-0,2	2,1	-2,9	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	-64,8	-64,6	-67,0	-64,3	...	...	...	...
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	-41,3	-49,2	-49,1	-7,7	2,4	-15,2	-15,7	-2,9
Avoirs intérieurs nets	27,7	38,4	33,1	8,7	-5,1	7,3	8,7	3,3
Crédit intérieur net	34,4	36,7	31,4	11,0	0,8	6,4	6,1	-11,6
Créances nettes sur l'Etat	26,6	28,1	28,4	9,7	-1,0	27,5	6,1	-8,8
Crédits à l'économie (crédits actifs)	7,9	8,6	2,9	1,4	1,8	-21,1	0,0	-2,9
Autres postes nets	-6,8	1,7	1,7	-2,3	-5,8	0,9	2,7	14,9
Masse monétaire (M2)	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0	0,4
Comptes nationaux								
Produit intérieur brut	-0,7	-9,3	-9,5	-2,1	-3,1	-4,4	-4,6	0,9
dont secteur pétrolier	0,7	-8,3	-4,6	-3,4	-5,2	-5,1	-2,3	-2,9
secteur non pétrolier	-1,4	-1,0	-4,8	1,3	2,1	0,7	-2,4	3,7
Demande intérieure brute	-1,8	-29,4	-6,6	-2,2	8,0	-7,7	-13,8	21,0
Consommation	3,2	-22,8	6,0	-14,8	7,1	1,0	-11,4	20,6
Publique	-2,6	-2,0	1,0	0,1	0,8	0,7	-2,6	0,6
Privée	5,8	-20,8	4,9	-14,9	6,3	0,3	-8,7	20,0
Investissements bruts	-5,1	-6,6	-12,6	12,7	0,9	-8,8	-2,5	0,4
Publics	-1,8	-1,3	-10,8	-2,5	0,8	-3,2	-1,2	-0,1
Privés (Entreprises et ménages)	-3,3	-5,3	-1,8	15,2	0,1	-5,5	-1,3	0,5
dont secteur pétrolier	-3,7	-2,2	-1,0	8,3	-0,8	-5,4	-0,1	1,4
secteur non pétrolier	0,4	-3,1	-0,8	6,9	0,9	-0,2	-1,2	-0,9
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	1,1	20,1	-2,8	0,1	-11,0	3,3	9,2	-20,1
Exportations de biens et services non facteurs	0,3	-4,2	-3,8	2,0	-10,9	-2,9	-5,3	-7,8
Importations de biens et services non facteurs	0,8	24,4	1,0	-1,9	-0,1	6,3	14,5	-12,4
Comptes nationaux								
Investissements	35,8	46,7	28,2	31,8	29,4	26,3	27,0	27,0
dont Secteur pétrolier	3,6	3,1	1,1	10,3	8,6	8,3	9,0	10,8
Epargne nationale	33,8	32,4	2,7	30,0	25,2	21,1	31,2	20,3
Finances publiques								
Recettes totales	26,9	29,8	19,1	18,6	20,6	18,5	14,2	14,8
Recettes pétrolières	23,1	24,0	13,7	14,8	16,8	14,6	10,8	12,0
Recettes non pétrolières	3,8	5,8	5,4	3,9	3,8	3,8	3,4	2,8
Dépenses totales	35,2	46,9	31,8	21,5	20,5	16,7	16,1	12,8
Dépenses courantes	8,0	9,9	12,1	11,3	10,9	11,5	12,0	10,5
Dépenses en capital	27,2	37,0	19,7	10,1	9,7	5,2	4,1	2,3
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8	3,1
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8	3,0
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en % du PIB hors pétrole	-72,2	-69,4	-40,2	-27,7	-26,7	-18,4	-15,5	-13,2
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	2,0
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	2,0
Solde budgétaire de base (déficit -)	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	2,0
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-9,9	-20,9	-6,6	-1,3	-2,7	-0,7	-0,3	1,3
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	65,3	51,0	43,9	51,2	49,8	47,8	29,2	36,4
Importations de biens et services non facteurs, fob	46,1	49,8	48,2	45,2	41,7	32,7	22,0	34,0
Solde du compte courant (dons off.incl., déf.-)	-4,7	-18,3	-29,3	-8,6	-9,1	-7,5	2,1	-8,5
Solde du compte courant (dons off.excl., déf.-)	-4,1	-16,8	-29,2	-8,5	-8,7	-7,4	2,0	-8,7
Encours de la dette extérieure/PIB	8,9	8,9	10,6	9,8	11,7	11,6	9,1	8,5
Encours de la dette extérieure/XBSNF	13,7	17,4	24,2	19,1	23,6	24,2	31,2	23,4
Encours de la dette extérieure/recettes budgétaires	33,2	29,7	55,6	52,5	56,8	62,6	63,8	57,6
Ratio du service de la dette/PIB	1,7	1,8	1,7	1,4	1,4	2,2	5,9	1,6
Ratio du service de la dette/Export bsnf	2,6	3,4	4,0	2,7	2,9	4,6	20,1	4,5
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	6,3	5,9	9,1	7,5	6,9	12,0	41,1	11,0
Encours de la dette totale/PIB	28,4	32,5	51,3	48,7	46,6	46,5	50,0	37,3
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	5,9	3,6	0,2	0,1	0,2	0,2	0,5	0,2
Réserves extérieures (en mois d'importations biens et services)	4,2	2,5	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	9704,8	6923,8	5914,1	6468,1	7007,8	6715,1	5758,5	6922,5
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	4151,0	4050,5	3754,8	3992,3	4212,1	4367,9	4335,6	4702,9
Population (en millions d'habitants)	1,2	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	16632,6	9581,1	7892,5	8516,6	9334,5	8195,8	6927,5	8350,4

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

B7. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux du Tchad

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
								Estim.
(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)								
PIB, prix et population								
Taux de croissance (PIB réel)	2,6	4,2	-2,8	-4,2	1,9	2,5	-2,2	-1,8
dont Secteur pétrolier	11,1	43,2	-14,7	-10,9	12,9	11,8	-3,6	-15,8
Secteur non pétrolier	1,7	-0,4	-0,8	-3,2	0,4	1,1	-2,0	0,4
Taux de croissance démographique	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6
Inflation (prix consommation-base= 01/1994)	1,7	3,7	-1,6	-1,1	4,0	1,2	4,5	-0,8
N'Djamena								
Finances publiques								
Recettes totales	17,5	-52,0	-15,7	7,6	19,0	9,3	13,6	-7,0
Recettes pétrolières	-15,7	-59,9	-32,7	16,9	67,5	-2,7	23,0	-6,7
Recettes non pétrolières	71,5	-45,8	-5,6	3,7	-4,2	19,3	7,2	-7,3
Dépenses totales	4,2	-25,1	-26,7	-0,1	-6,0	13,2	21,0	7,9
Dépenses courantes	0,8	-8,2	-14,9	-4,5	-9,7	7,5	8,6	18,4
Dépenses en capital	9,0	-46,3	-52,3	16,7	5,7	28,4	48,8	-11,6
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	-1,9	-83,1	-442,8	1,4	33,7	23,9	1,3	-103,1
Crédits à l'économie	19,0	9,3	5,2	-2,3	0,9	1,4	8,1	17,1
Créances nettes sur l'Etat	169,1	353,9	65,1	-2,9	7,4	42,9	8,9	34,8
Masse monétaire (M2)	25,0	-3,9	-7,8	-3,0	5,0	23,8	10,4	18,4
Concours de la BEAC atx banques	328,0	409,3	258,9	3,0	-20,8	-37,2	-28,2	139,3
Taux de couverture extérieure (fin de période)	73,2	32,5	5,3	5,2	16,8	29,4	33,1	18,3
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	5,7	5,8	6,2	6,1	6,0	4,9	4,6	3,9
Taux directeur BEAC - TIAP (fin de période)	3,0	2,5	2,5	3,0	3,5	3,5	3,3	3,5
Secteur extérieur								
Exportations, fob	-8,2	-5,1	-20,2	19,9	-3,8	5,5	-36,2	54,3
Importations, fob	-8,7	-1,6	-49,0	-8,3	4,8	1,7	-8,0	24,3
Termes de l'échange	-4,7	-44,9	-3,7	19,8	14,6	-11,5	-30,4	38,8
Variation des prix à l'exportation	-5,3	-34,2	-18,0	17,3	14,0	-8,3	-33,3	46,1
Variation des prix à l'importation	-0,6	19,4	-14,8	-2,1	-0,5	3,5	-4,1	5,3
Taux de change effectif réel	0,6	-1,6	-1,0	-1,0	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	3,0	-19,7	-1,4	-3,7	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	0,5	1,7	-0,9	-0,3	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	12,5	13,9	14,7	15,6	...	...	...	...
Monnaie et crédit								
(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en pourcentage)								
Avoirs extérieurs nets	-1,5	-41,9	-39,1	0,8	11,2	5,0	0,3	-20,6
Avoirs intérieurs nets	26,6	38,0	31,3	-3,8	-6,2	18,8	10,1	39,0
Crédit intérieur net	31,5	29,1	24,1	-3,3	4,9	26,4	10,5	32,6
Créances nettes sur l'Etat	20,9	24,2	21,0	-1,7	4,3	25,5	6,1	23,5
Crédits à l'économie	10,6	4,9	3,1	-1,6	0,6	0,9	4,4	9,1
Autres postes nets	-5,0	8,9	7,2	-0,6	-11,1	-7,6	-0,4	6,5
Masse monétaire (M2)	25,0	-3,9	-7,8	-3,0	5,0	23,8	10,4	18,4
Comptes nationaux								
(Contribution à la croissance réelle, en pourcentage)								
Produit intérieur brut	2,6	4,2	-2,8	-4,2	1,9	2,5	-2,2	-1,8
dont Secteur pétrolier	1,1	4,5	-2,1	-1,4	1,5	1,5	-0,5	-2,2
Secteur non pétrolier	1,5	-0,3	-0,7	-2,8	0,4	1,0	-1,7	0,4
Demande intérieure brute	-1,3	-3,2	-13,3	-5,9	1,8	0,8	-5,8	-1,4
Consommation	-2,3	1,5	-9,2	-8,4	-0,5	0,2	-2,9	-2,5
Publique	1,4	-5,7	-0,3	0,3	-2,2	-0,2	1,0	0,7
Privée	-3,7	7,1	-8,9	-8,8	1,7	0,4	-3,9	-3,2
Investissements bruts	1,0	-4,7	-4,1	2,6	2,3	0,6	-2,9	1,2
Publics	0,3	-3,7	-2,1	0,3	0,1	0,6	1,3	-1,0
Privés (Entreprises et ménages)	0,6	-1,0	-2,0	2,3	2,2	0,0	-4,1	2,1
dont secteur pétrolier	-1,2	-1,0	-1,7	3,1	2,1	0,0	-4,2	4,0
dont secteur non pétrolier	1,8	0,0	-0,4	-0,8	0,1	0,0	0,1	-1,9
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	3,9	7,4	10,4	1,7	0,1	1,7	3,6	-0,4
Exportations de biens et services non facteurs	-0,1	1,0	0,5	-0,6	-0,5	0,2	1,8	-0,6
Importations de biens et services non facteurs	4,0	6,3	9,9	2,3	0,6	1,5	1,7	0,1
Comptes nationaux								
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)								
Investissements	28,9	24,8	22,7	25,8	26,6	27,5	27,0	32,1
Epargne intérieure	12,6	16,0	25,5	31,8	29,9	29,7	26,4	22,6
Epargne nationale	11,4	15,3	24,6	28,7	29,4	29,5	25,9	22,1
Finances publiques								
Recettes totales	20,2	10,0	9,3	10,4	11,6	12,4	14,3	12,7
Recettes pétrolières	9,0	3,7	2,8	3,3	5,3	5,0	6,2	5,6
Recettes non pétrolières	11,2	6,3	6,6	7,0	6,3	7,4	8,0	7,1
Dépenses totales	22,5	17,5	14,1	14,5	12,8	14,2	17,4	18,0
Dépenses courantes	12,6	11,9	11,2	11,0	9,3	9,8	10,8	12,3
Dépenses en capital	10,0	5,5	2,9	3,5	3,5	4,4	6,6	5,6
Solde budgétaire primaire, (déficit -)	1,1	-3,7	-0,7	0,3	2,0	1,2	1,6	-0,8
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-1,6	-5,8	-2,8	-2,6	-0,2	-0,8	-2,3	-4,5
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en % PIB hors pétrole	-12,6	-11,1	-6,0	-6,5	-6,2	-6,6	-9,3	-11,3
Solde budgétaire de base, (déficit -)	0,4	-5,3	-2,7	-1,3	0,9	0,2	0,8	-1,7
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-2,3	-7,4	-4,8	-4,2	-1,2	-1,8	-3,2	-5,2
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-0,3	-4,4	-2,4	-0,7	1,5	-0,6	1,2	-2,8
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	1,9	1,0	1,2	0,1	-1,2	-2,6	-1,4	-4,0
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	24,5	24,7	22,5	27,4	24,6	25,3	18,4	25,0
Importations de biens et services non facteurs, fob	40,8	33,5	19,7	20,5	20,6	22,3	18,3	33,7
Solde du compte courant (dons off.incl., déf. -)	-14,3	-4,8	2,5	8,3	4,0	3,0	0,9	-7,3
Solde du compte courant (dons off.excl., déf. -)	-14,8	-6,2	2,3	5,6	3,5	2,4	0,6	-8,3
Encours de la dette extérieure/PIB	24,6	19,0	26,3	26,3	25,2	24,9	25,6	25,3
Encours de la dette globale/PIB	49,6	43,2	49,6	50,3	46,4	44,2	43,7	41,6
Encours de la dette extérieure/XBSNF	100,5	77,1	117,0	99,0	105,8	101,5	145,0	104,5
Encours de la dette extérieure/Recettes budgétaires	121,5	189,4	281,6	253,5	217,7	200,6	179,3	199,2
Ratio du service de la dette/PIB	3,4	12,8	3,7	3,1	2,2	2,0	1,9	2,5
Ratio du service de la dette/XBSNF	13,9	51,9	16,7	11,7	9,2	8,4	11,0	10,2
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	16,8	127,6	40,1	30,0	18,8	16,5	13,6	19,5
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	3,8	1,9	0,2	0,2	1,0	2,0	3,0	1,5
Réserves extérieures (en mois d'importations biens et services)	2,5	1,2	0,1	0,1	0,8	1,6	2,3	0,7
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	7037,9	6800,1	6165,2	5986,4	6374,2	6499,6	6422,5	6689,9
PIB nominal non pétrolier (en milliards de FCFA)	5933,1	5833,1	5721,1	5474,2	5647,9	5734,7	5921,6	6001,2
Population (en millions d'habitants)	13,2	13,6	14,1	14,7	15,2	15,7	16,3	16,9

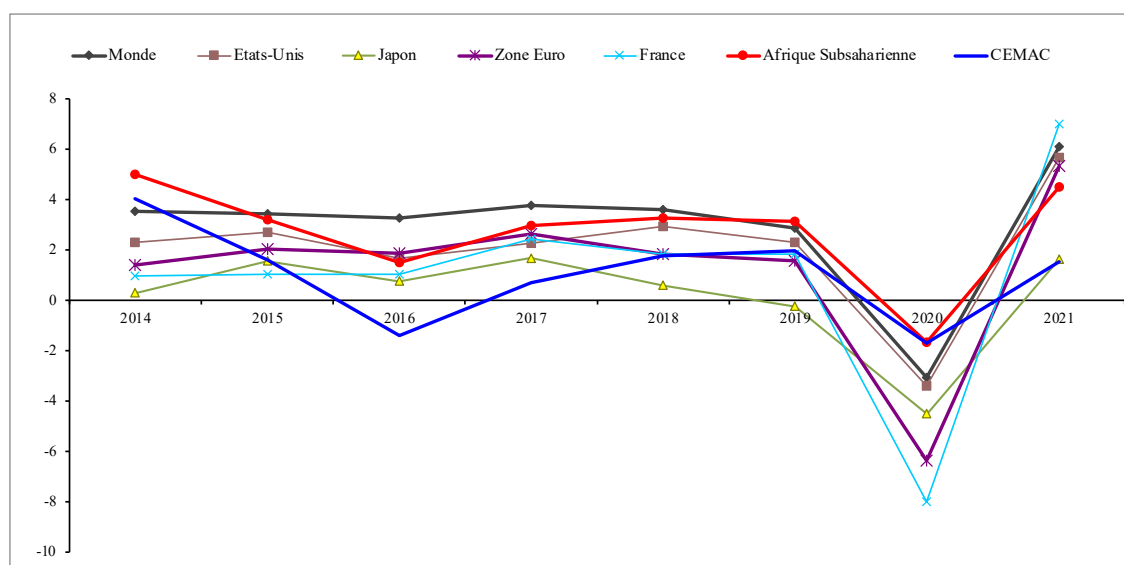
Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

B8. Taux de croissance réelle des principaux partenaires commerciaux

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Monde	3,5	3,4	3,3	3,7	3,6	2,9	-3,1	6,1
Etats-Unis	2,3	2,7	1,7	2,3	2,9	2,3	-3,4	5,7
Japon	0,3	1,6	0,8	1,7	0,6	-0,2	-4,5	1,6
Zone Euro	1,4	2,0	1,9	2,6	1,8	1,6	-6,4	5,3
France	1,0	1,0	1,0	2,4	1,8	1,8	-8,0	7,0
Afrique Subsaharienne	5,0	3,2	1,5	3,0	3,3	3,1	-1,7	4,5
CEMAC	4,0	1,6	-1,4	0,7	1,8	2,0	-1,7	1,5

Sources : Administrations nationales, BEAC et FMI.

Taux de croissance réelle des principaux partenaires commerciaux



B9.a. Taux d'inflation en moyenne annuelle des pays de la CEMAC

(Variation en moyenne annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Cameroun	1,8	2,7	0,9	0,6	1,1	2,5	2,5	2,3
République centrafricaine	17,8	2,0	2,7	4,2	1,7	2,8	1,6	4,3
Congo	0,9	1,7	4,6	0,7	1,2	2,3	1,1	2,3
Gabon	4,7	-0,3	2,1	2,7	4,8	2,0	1,3	1,1
Guinée Equatoriale	4,3	1,7	1,4	0,8	1,3	1,2	4,7	-0,1
Tchad	1,7	3,7	-1,6	-1,1	4,0	1,2	4,5	-0,8
CEMAC*	3,2	2,5	1,1	0,9	2,3	2,4	2,3	1,6

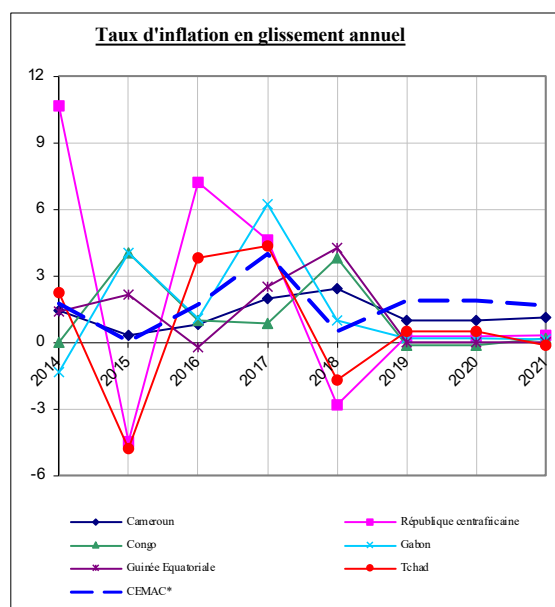
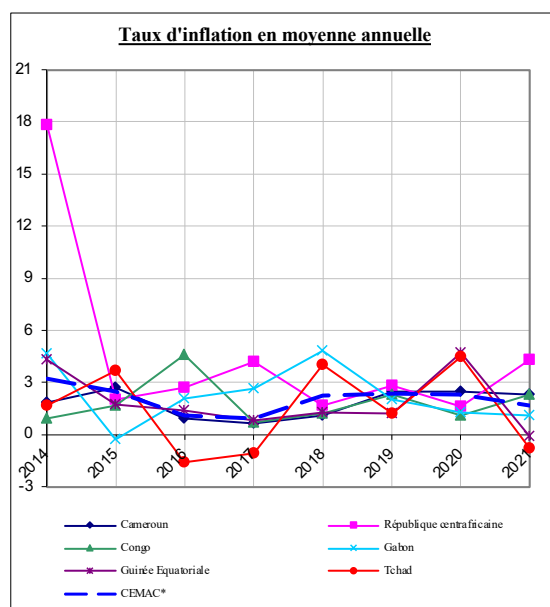
*Obtenu par pondération des taux nationaux par les PIB

B9.b. Taux d'inflation en glissement annuel des pays de la CEMAC

(Variation en glissement annuel de l'Indice des Prix à la Consommation)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Cameroun	1,4	0,3	0,8	2,0	2,4	1,0	1,0	1,1
République centrafricaine	10,7	-4,5	7,2	4,6	-2,8	0,3	0,3	0,3
Congo	0,0	4,0	1,0	0,9	3,8	-0,1	-0,1	0,2
Gabon	-1,3	4,0	1,1	6,2	1,0	0,2	0,2	0,1
Guinée Equatoriale	1,4	2,2	-0,2	2,5	4,3	0,0	0,0	0,0
Tchad	2,3	-4,8	3,8	4,3	-1,7	0,5	0,5	-0,1
CEMAC*	1,8	0,1	1,7	4,0	0,5	1,9	1,9	1,7

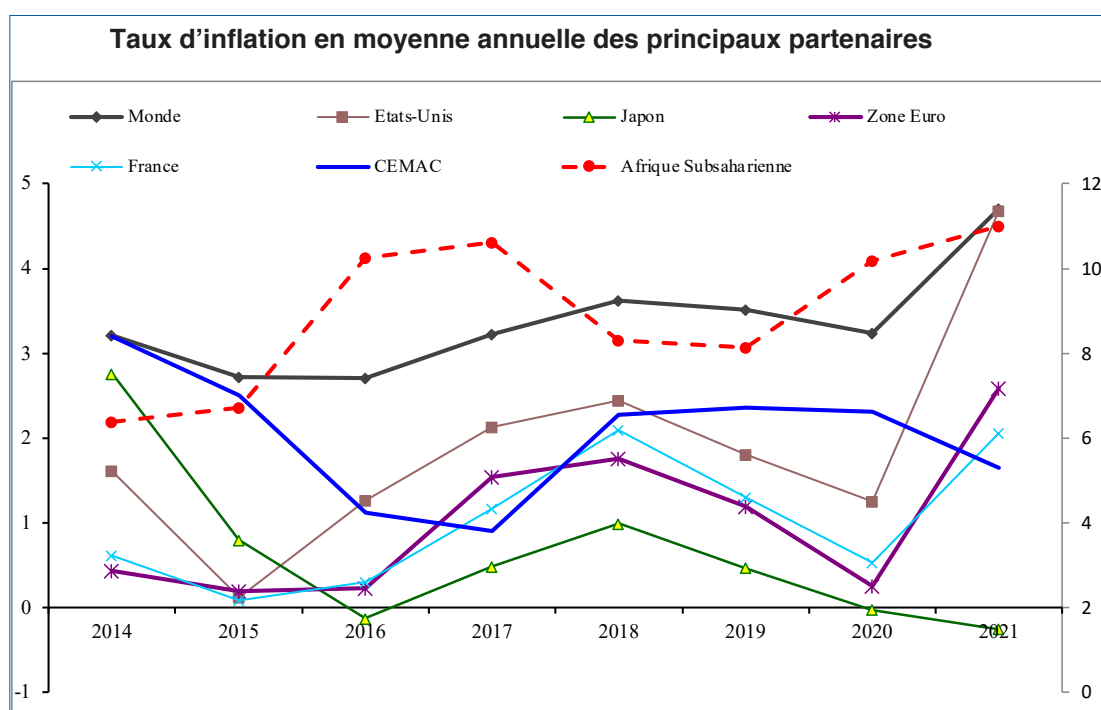
*Obtenu par pondération des taux nationaux par les PIB



B10. Taux d'inflation en moyenne annuelle des principaux partenaires commerciaux

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Monde	3,2	2,7	2,7	3,2	3,6	3,5	3,2	4,7
Etats-Unis	1,6	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8	1,2	4,7
Japon	2,8	0,8	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,0	-0,3
Zone Euro	0,4	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2	0,3	2,6
France	0,6	0,1	0,3	1,2	2,1	1,3	0,5	2,1
Afrique Subsaharienne	6,4	6,7	10,3	10,6	8,3	8,1	10,2	11,0
CEMAC	3,2	2,5	1,1	0,9	2,3	2,4	2,3	1,6

Sources : Administrations nationales, BEAC et FMI.



B11. Tableau des Opérations Financières des pays de la CEMAC

(en milliards)

	Cameroun			République Centrafricaine			Congo			Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad		
	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021	2 019	2 020	2 021
Recettes totales	3 508,6	3 181,0	3 489,5	116,1	118,3	125,1	1 987,8	1 273,2	1 652,2	2 105,0	1 681,3	1 756,1	1 240,5	820,5	1 026,2	806,0	915,8	851,5
Recettes pétrolières	584,5	428,2	482,2	104,1	96,2	99,0	1 295,1	651,0	1 049,0	747,2	596,2	595,2	983,7	622,6	831,9	326,0	401,1	374,3
Recettes non pétrolières	2 924,1	2 752,8	3 007,3	12,0	22,1	26,1	692,7	622,2	603,2	1 357,8	1 085,1	1 160,9	256,8	198,0	194,3	480,0	514,7	477,3
Dépenses totales	4 359,5	3 965,3	4 312,1	225,9	283,1	290,0	1 604,3	1 437,9	1 552,8	1 969,4	1 868,3	1 932,1	1 118,4	926,9	885,8	924,8	1 118,7	1 207,3
Dépenses courantes	2 833,1	2 848,7	3 086,3	150,9	179,9	182,4	1 354,7	1 223,6	1 326,0	1 481,9	1 626,9	1 659,3	771,4	689,3	728,0	639,8	694,7	822,3
Salaires et traitements	1 007,6	1 046,6	1 074,2	65,1	72,3	80,2	349,3	351,5	359,0	688,9	683,2	682,4	189,9	194,6	196,2	249,0	282,8	299,3
Biens et services	930,8	945,1	1 014,7	42,2	51,7	59,2	161,6	178,8	276,9	203,3	388,9	431,0	370,3	304,6	321,2	63,4	40,6	106,1
Intérêts	220,9	233,9	306,1	4,7	4,3	4,8	241,9	80,0	152,0	224,9	305,8	277,8	57,4	59,0	70,6	64,0	52,0	54,7
Dette extérieure	172,6	174,6	229,3	2,0	1,7	1,2	218,3	45,0	77,0	140,6	180,4	170,4	28,4	30,0	26,1	43,0	25,0	28,7
Dette intérieure	48,3	59,3	76,8	2,7	2,6	3,7	23,6	35,0	75,0	84,3	125,4	107,4	29,0	28,9	44,5	21,0	27,0	26,0
Transferts et subventions	673,8	623,1	691,3	38,9	51,5	38,2	601,8	613,3	538,1	364,8	248,9	268,1	153,8	131,1	140,0	133,0	160,4	206,0
Dépenses militaires																130,4	158,9	156,2
Dépenses en capital	1 463,3	1 091,0	1 186,9	75,1	103,3	107,6	249,6	214,3	226,8	459,5	241,5	272,8	347,0	237,6	157,8	285,0	424,0	375,0
Sur ressources nationales	647,7	575,7	604,3	17,1	31,0	29,2	102,9	119,3	135,8	353,2	152,5	210,8	347,0	237,6	156,8	153,0	170,0	130,0
Sur ressources extérieures	815,6	515,3	582,6	58,0	72,3	78,4	146,7	95,0	91,0	106,2	89,0	62,0				132,0	254,0	245,0
Solde primaire (hors intérêts et invs/ fin. externe)	185,6	-35,1	66,1	-47,1	-88,2	-81,7	772,1	10,3	342,4	466,7	207,7	163,8	179,6	-47,4	212,0	77,3	103,2	-56,0
Solde budgétaire de base (hors invests/ fin. externe)	-35,3	-269,0	-240,0	-51,8	-92,5	-86,5	530,2	-69,7	190,4	241,8	-98,1	-114,0	122,2	-106,4	141,4	13,3	51,2	-110,7
Solde global (base engagements hors dons)	-850,9	-784,3	-822,6	-109,8	-164,8	-164,9	383,5	-164,7	99,4	135,6	-187,1	-176,0	122,2	-106,4	140,4	-118,7	-202,8	-355,7
Solde global (base engagements dons compris)	-741,4	-742,6	-790,7	18,9	-32,9	-95,3	440,1	-64,7	131,4	135,6	-183,6	-164,1	122,2	-106,4	141,4	-39,7	77,2	-187,7
Variations des arrières (baisse -)	-98,7	-104,4	-55,0	-28,5	-18,3	-12,0	1 924,6	-353,5	-264,6	-66,7	15,4	0,0	-112,0	-71,6	-111,0	-64,0	-149,0	-111,0
Intérieurs (principal et intérêts)	-98,7	-104,4	-55,0	-28,5	-18,3	-12,0	1 830,6	-300,0	-137,6	-2,0	6,5	0,0	-156,0	-71,6	-111,0	-64,0	-149,0	-96,0
Extérieurs (principal et intérêts)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94,0	-53,5	-127,0	-64,7	8,9	0,0	44,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-15,0
Solde global (base trésorerie)	-949,6	-888,7	-877,6	-138,3	-183,1	-176,9	2 308,1	-518,2	-165,2	68,9	-171,7	-176,0	10,2	-178,0	29,4	-182,7	-351,8	-466,7
Financement total	949,6	888,7	877,6	138,3	183,1	176,9	-2 308,1	518,2	165,2	-68,9	171,7	176,0	-10,2	178,0	-29,4	182,7	351,8	466,7
Extérieur	842,4	461,9	568,0	133,3	144,6	78,2	-133,9	-168,3	-177,0	-2,6	120,7	-21,1	-120,0	-307,3	69,0	90,0	305,0	227,0
Dons	109,5	41,7	31,9	128,7	131,9	69,6	56,6	100,0	32,0	0,0	3,5	11,9	0,0	0,0	1,0	79,0	280,0	158,0
Tirages	1 053,2	605,2	1 064,8	10,3	11,3	8,8	278,0	76,0	59,0	257,2	779,8	530,9	0,0	0,0	155,0	73,0	99,0	182,0
Amortissements (principal)	-320,3	-308,6	-694,7	-5,7	-5,4	-5,6	-578,5	-432,0	-399,0	-259,8	-662,6	-563,8	-120,0	-307,3	-87,0	-90,0	-100,0	-137,0
Allègement	0,0	123,6	166,0	0,0	6,8	5,4	75,0	52,7	96,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28,0	26,0	24,0
Autres							35,0	35,0	35,0	0,0	0,0	0,0						
Intérieur	107,2	426,8	309,6	5,0	38,5	98,7	-2 174,2	686,5	342,2	-66,3	51,0	197,1	109,8	485,3	-98,4	92,7	46,8	239,7
Système bancaire	243,4	808,0	469,7	35,0	56,7	82,0	-68,8	321,4	572,6	109,2	321,6	539,8	343,0	61,6	-96,8	241,9	58,8	10,4
Non bancaire 2/	-136,2	-381,2	-160,1	-30,0	-18,1	16,7	-2 105,4	365,1	-230,4	-175,6	-270,6	-342,7	-233,1	423,7	-1,6	-149,2	-11,9	229,2
Solde global, base engagements, hors dons (en % PIB)	-3,7	-3,4	-3,3	-8,3	-12,4	-11,9	4,7	-2,6	1,3	1,4	-2,2	-1,8	1,8	-1,8	2,0	-1,8	-3,2	-5,2

Sources : Administrations nationales, BEAC et FMI.

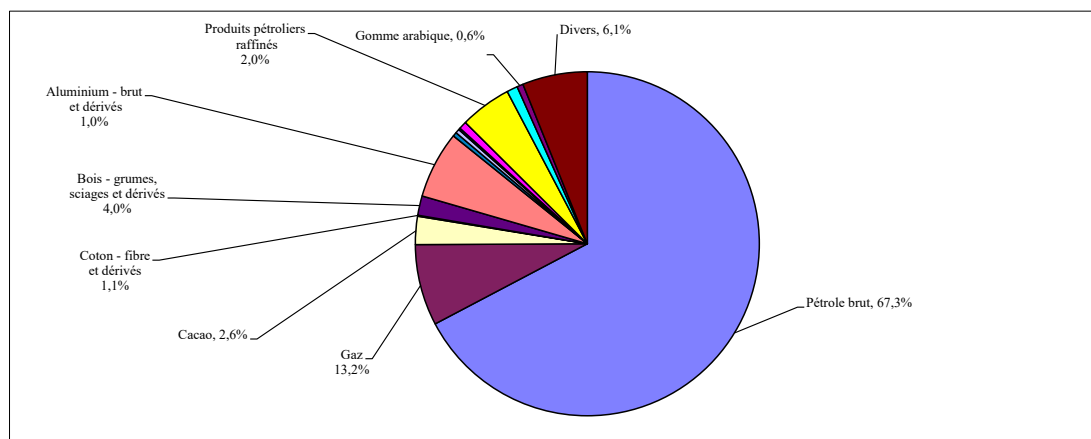
B12. Principales exportations (FOB) de la CEMAC

(en milliards)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Pétrole brut	14 628,9	9 291,3	7 078,8	8 371,2	11 372,5	11 451,5	6 903,1	10 121,4
Gaz	1 768,2	825,3	689,9	909,0	1 190,8	1 095,2	674,5	1 148,4
Cacao	229,5	463,8	461,8	310,5	309,0	374,9	336,5	397,5
Café	30,9	33,4	32,0	24,7	20,7	16,1	16,5	14,0
Coton - fibre et dérivés	109,5	140,9	160,1	179,6	149,5	138,8	170,5	274,7
Bois - grumes, sciages et dérivés	821,5	827,0	753,8	841,4	884,4	928,2	822,5	948,7
Aluminium - brut et dérivés	60,3	88,6	71,9	80,5	73,1	62,5	54,1	58,0
Caoutchouc naturel	50,4	51,2	40,7	52,7	43,8	34,7	37,4	57,8
Banane	39,6	36,4	38,8	36,4	34,2	24,3	25,0	26,0
Diamants - brut et taillés	0,0	0,0	1,3	5,3	5,0	3,5	4,0	6,4
Or	14,3	26,3	3,4	8,3	4,2	8,9	19,0	45,7
Tabac	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Produits pétroliers	120,6	72,1	63,8	81,3	143,0	116,2	87,3	108,8
Rondins d'eucalyptus	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre	2,5	0,0	0,0	1,1	2,7	2,0	2,0	2,1
Cuivre	0,0	0,0	0,0	57,3	55,3	53,7	29,6	52,5
Manganèse	376,9	309,2	314,3	605,8	650,1	609,6	564,8	727,6
Bétail	178,1	111,4	95,6	105,8	104,5	141,0	134,5	152,9
Gomme arabique	67,4	83,4	85,2	85,2	83,1	89,4	87,7	88,0
Divers	1 175,0	1 458,8	1 555,5	2 498,2	1 246,3	1 632,6	1 737,7	918,4
TOTAL	19 674,1	13 818,9	11 447,1	14 254,4	16 373,0	16 784,4	11 707,2	15 151,7

Sources : Données de la Programmation Monétaire et du Commerce extérieur

Principales exportations FOB de la CEMAC en 2021 (en pourcentage)



** La légende des produits dont les parts relatives sont inférieures à 1% a été expressément masquée sur le graphique ci-dessus.

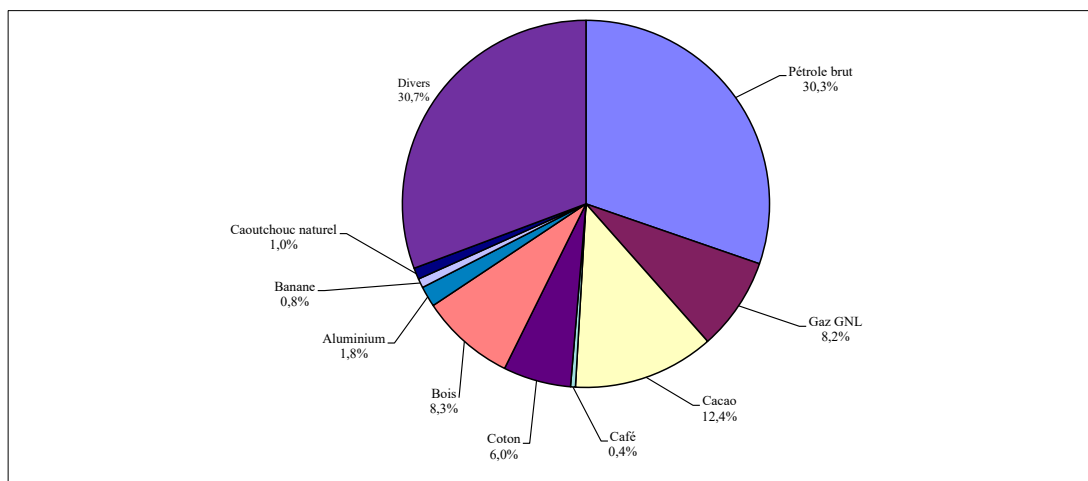
B13. Principales exportations (FOB) du Cameroun

(en milliards)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Pétrole brut	1 281,7	1 134,4	732,4	818,6	873,9	1 038,6	620,2	967,0
Gaz GNL	0,0	0,0	0,0	0,0	190,7	273,9	208,9	261,2
Cacao	228,7	463,3	461,2	310,2	308,5	374,4	336,1	397,2
Café	28,1	31,4	28,8	23,9	18,9	14,7	15,8	13,7
Coton	64,1	98,1	87,4	95,3	117,0	130,0	113,4	190,5
Bois	321,7	289,1	283,0	288,7	304,7	293,3	233,3	266,5
Aluminium	60,3	88,6	71,9	80,5	73,1	62,5	54,1	58,0
Banane	39,6	36,4	38,8	36,4	34,2	24,3	25,0	26,0
Caoutchouc naturel	37,7	36,1	29,4	39,3	30,0	23,7	22,2	32,0
Divers	1 182,6	908,2	991,8	981,8	918,3	1 003,0	908,8	980,1
TOTAL	3 244,5	3 085,6	2 724,7	2 674,9	2 869,3	3 238,3	2 538,0	3 192,2

Source : INS

Principales exportations FOB du Cameroun en 2021 (en pourcentage)

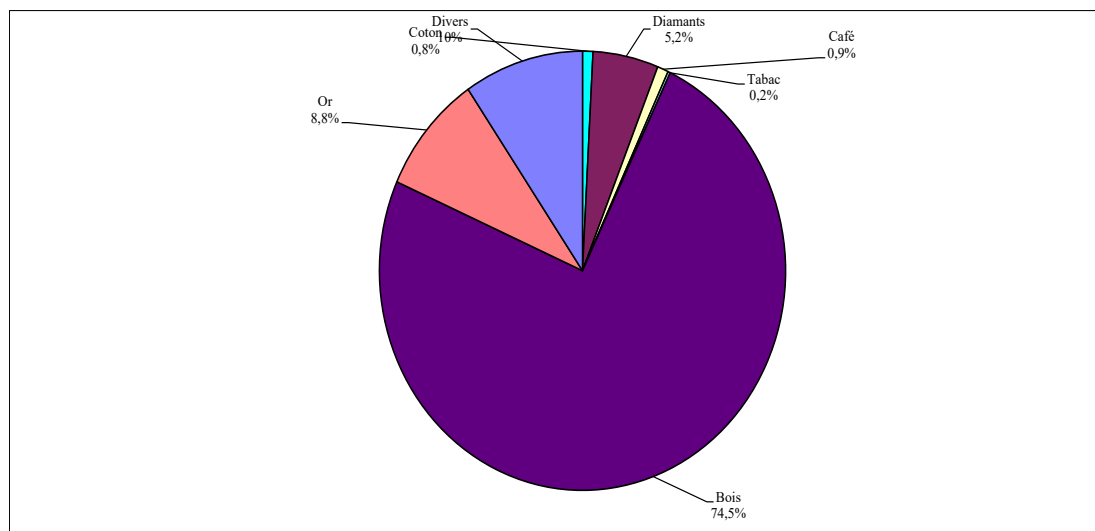


B14. Principales exportations (FOB) de la République Centrafricaine

	(en milliards)							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Coton	1,7	0,4	0,1	0,5	1,0	0,3	0,6	0,9
Diamants	0,0	0,0	1,3	5,3	5,0	3,5	4,0	6,4
Café	2,8	2,0	3,2	0,7	1,8	1,4	0,7	0,3
Tabac	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Bois	23,2	26,5	39,9	53,5	60,9	55,1	57,5	44,2
Or	0,1	0,3	0,6	2,0	2,3	6,1	6,8	14,7
Divers	20,8	21,4	9,6	19,6	6,7	20,4	7,3	7,9
TOTAL	48,6	50,7	54,9	81,7	77,8	86,9	77,1	74,5

Source : Données de la Programmation Monétaire

Principales exportations FOB de la République Centrafricaine en 2021 (en pourcentage)

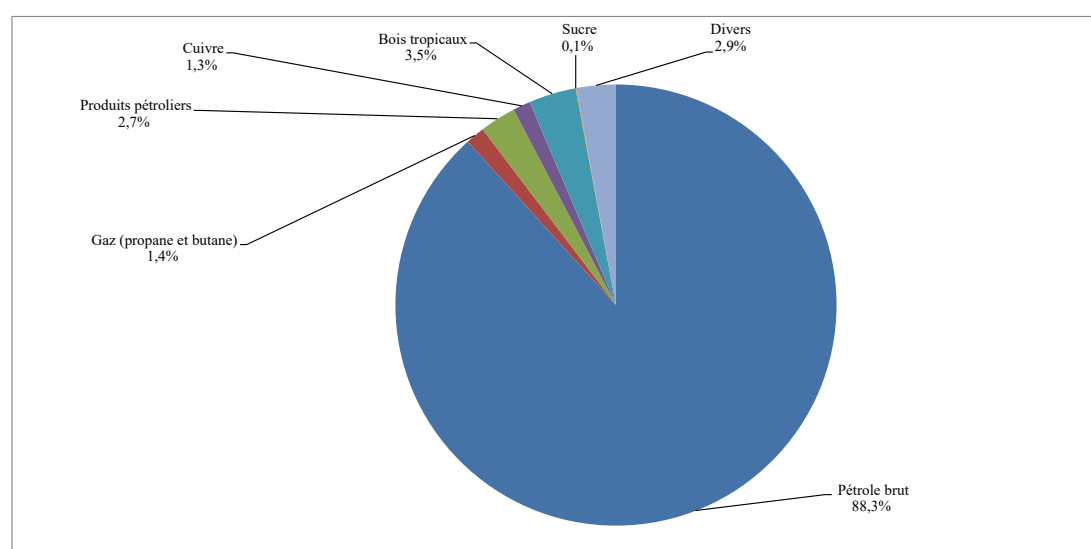


B15. Principales exportations (FOB) du Congo

(en milliards)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Pétrole brut	4 033,5	2 218,1	1 757,1	2 695,8	4 336,0	4 390,6	2 444,6	3 612,4
Gaz (propane et butane)	50,8	59,5	25,8	28,8	23,4	22,3	23,2	56,8
Produits pétroliers	120,6	72,1	63,8	81,3	143,0	116,2	87,3	108,8
Cuivre	...	0,0	0,0	57,3	55,3	53,7	29,6	52,5
Bois tropicaux	154,8	181,2	140,4	155,8	141,7	141,0	155,6	141,6
Rondins d'eucalyptus	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre	2,5	0,0	0,0	1,1	2,7	2,0	2,0	2,1
Divers	21,2	236,1	595,9	609,1	107,3	112,2	107,3	118,0
TOTAL	4 383,9	2 767,0	2 583,0	3 629,1	4 809,2	4 837,9	2 849,6	4 092,0

Source : Données de la Programmation Monétaire

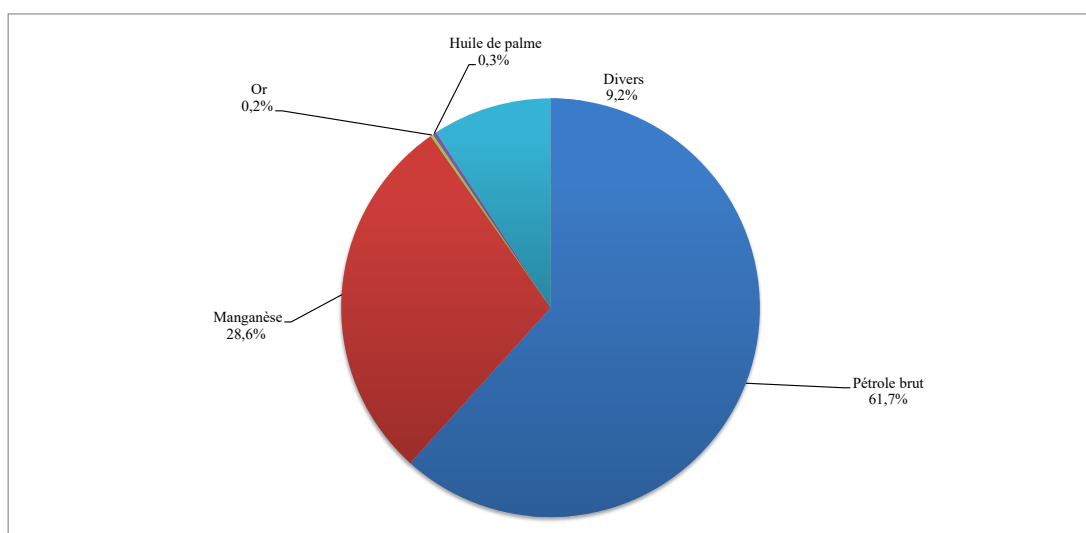
Principales exportations FOB du Congo en 2021
(en pourcentage)

B16. Principales exportations (FOB) du Gabon

	(en milliards)							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Pétrole brut	4 098,9	3 023,9	2 547,7	3 371,0	3 762,4	3 938,7	3 581,2	4 213,4
Manganèse	3 406,6	2 282,3	1 940,5	2 068,5	2 588,5	2 648,0	1 660,5	2 562,5
Bois	245,6	222,6	256,5	280,5	333,4	379,9	368,0	476,2
Or	14,2	25,9	2,8	6,4	1,9	2,8	12,1	31,0
Huile de palme	0,0	0,0	2,8	5,0	5,9	10,7	17,1	40,4
Divers	28,1	27,5	23,6	26,6	128,1	233,0	534,2	264,2
TOTAL	7 765,3	5 554,7	4 747,5	5 726,4	6 686,2	6 969,4	5 621,9	7 283,1

Source : Données de la Programmation Monétaire

Principales exportations (FOB) du Gabon en 2021 (en pourcentage)

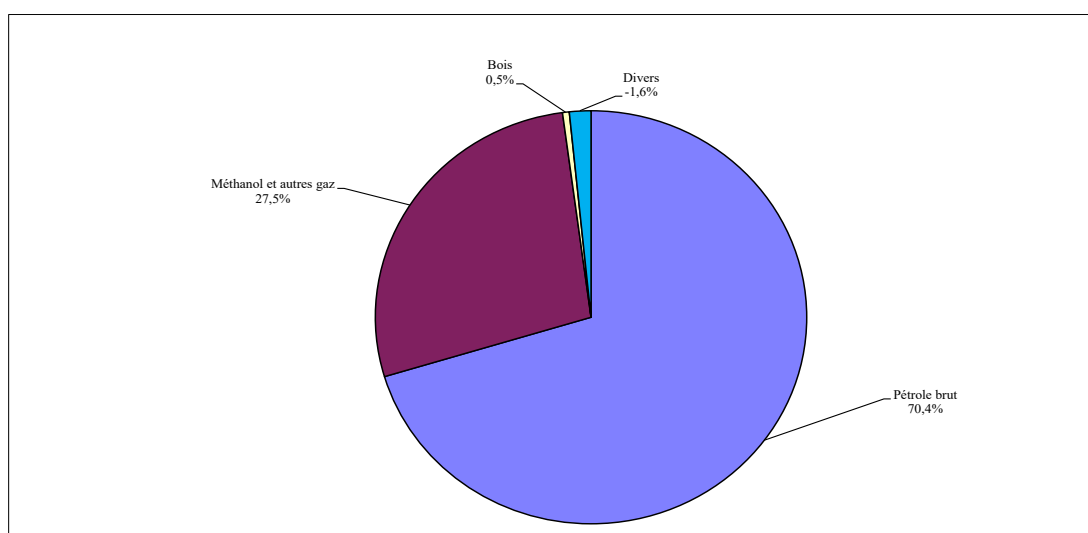


B17. Principales exportations (FOB) de la Guinée Equatoriale

(en milliards)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Pétrole brut	4 423,8	2 457,3	1 724,9	1 738,0	2 068,9	1 769,0	1 130,7	1 569,9
Méthanol et autres gaz	1 717,4	765,8	664,1	880,2	976,7	799,0	442,3	830,4
Bois	76,2	107,5	34,0	62,9	43,7	58,9	8,1	20,3
Divers	30,2	37,4	-15,0	314,8	227,9	455,3	-25,9	-25,1
TOTAL	6 247,6	3 368,1	2 408,1	2 995,9	3 317,2	3 082,2	1 555,3	2 395,6

Source : Données de la Programmation Monétaire

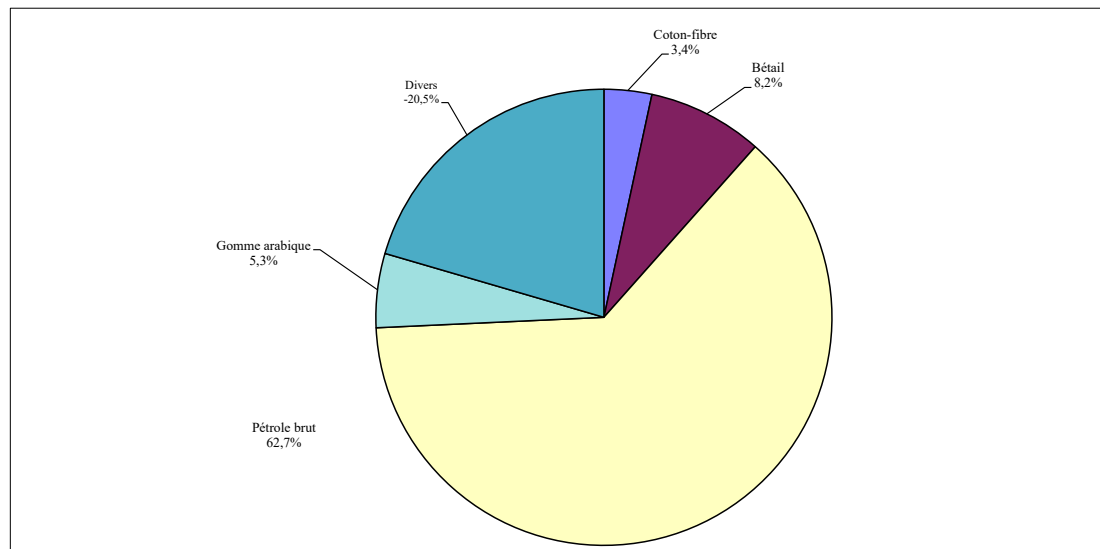
Principales exportations FOB de la Guinée Equatoriale en 2021
(en pourcentage)

B18. Principales exportations (FOB) du Tchad

	(en milliards)							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Coton-fibre	43,8	42,4	72,6	83,7	31,5	8,5	56,5	83,3
Bétail	178,1	92,8	85,2	93,8	95,8	133,9	136,4	163,7
Pétrole brut	1 426,1	1 199,2	923,9	1 050,2	1 505,2	1 605,3	1 047,0	1 409,7
Gomme arabique	67,4	83,4	85,2	85,2	83,1	89,4	87,7	88,0
Divers	-125,2	91,7	38,0	182,0	-276,1	-320,7	-341,9	-251,0
TOTAL	1 590,1	1 509,4	1 204,9	1 494,9	1 439,5	1 516,4	985,7	1 493,7

Source : Données de la Programmation Monétaire

Principales exportations FOB du Tchad en 2021 (en pourcentage)

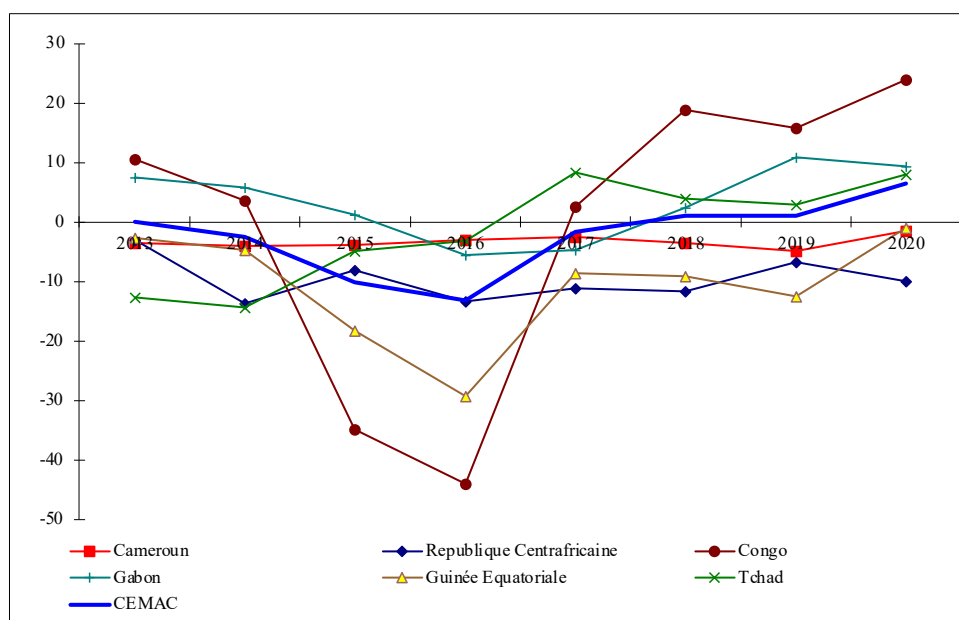


B19. Solde extérieur courant (transferts officiels inclus)

(en pourcentage du PIB)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cameroun	-3,5	-4,0	-3,8	-3,1	-2,5	-3,5	-4,8	-1,6
Republique Centrafricaine	-2,9	-13,7	-8,0	-13,4	-11,2	-11,6	-6,8	-10,0
Congo	10,6	3,5	-34,9	-44,0	2,6	18,8	15,7	24,0
Gabon	7,5	5,8	1,3	-5,6	-4,7	2,4	10,8	9,4
Guinée Equatoriale	-2,7	-4,7	-18,3	-29,3	-8,6	-9,1	-12,5	-1,0
Tchad	-12,7	-14,3	-4,8	-3,2	8,3	4,0	3,0	8,0
CEMAC	0,1	-2,5	-10,2	-13,2	-1,7	1,1	1,1	6,5

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Solde extérieur courant (transferts officiels inclus)
(en pourcentage du PIB)

B20. Dette publique extérieure consolidée des pays de la CEMAC

(en milliards)

	Cameroun			République Centrafricaine			Congo			Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad			CEMAC		
	2019	2020	2021(a)	2019	2020	2021(a)	2019	2020	2021(a)	2019	2020	2021(a)	2019	2020	2021(a)	2019	2020	2021(a)	2019	2020	2021(a)
STOCK DE DEBUT DE PERIODE	5708,6	6398,0	6736,0	163,8	316,0	324,0	4 324,9	5 105,3	4 002,9	3 540,5	3 538,0	3 664,0	776,1	776,1	523,4	1564,9	1616,9	1641,9	16078,7	17750,2	16892,2
Tirages	1053,2	605,2	1064,8	10,3	11,3	8,8	278,0	76,0	59,0	257,2	779,8	530,9	0,0	0,0	155,0	73,0	99,0	182,0	1671,7	1571,3	2000,5
Service dû	492,9	483,2	924,0	7,7	7,1	6,8	1 065,8	477,0	476,0	400,4	834,1	734,2	148,4	337,3	113,1	133,0	125,0	165,7	2248,2	2263,7	2419,8
Service réaménagé	0,0	123,6	166,0	0,0	6,8	5,4	75,0	52,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28,0	26,0	24,0	103,0	209,1	195,4
Service rééchelonné	0,0	123,6	42,5	0,0	2,1	1,7	75,0	14,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28,0	26,0	24,0	103,0	166,5	68,2
Remise de service	0,0	0,0	66,5	0,0	4,7	3,7	0,0	38,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	42,7	70,2
Service payé	492,9	359,6	758,0	7,7	0,3	1,4	796,8	477,0	476,0	403,1	834,1	734,2	104,4	337,3	113,1	105,0	99,0	141,7	1909,9	2107,3	2224,4
STOCK DE FIN DE PERIODE	6398,0	6736,0	7148,6	316,0	324,0	328,9	5 105,3	4 002,9	3 821,1	3 538,0	3 664,0	3 631,1	776,1	523,4	591,4	1616,9	1641,9	1695,9	17750,2	16892,2	17217,0
Dont arriérés sur intérêts et principal	0,0	0,0	0,0	147,6	147,6	147,6	734,9	879,0	811,4	0,0	8,9	8,9	139,0	139,0	139,0	41,0	41,0	26,0	1062,5	1215,5	1132,9
Indicateurs (en pourcentage)																					
Services dette / exportations	10,9	13,8	20,5	2,6	2,9	2,9	2,6	2,9	2,9	9,8	23,1	17,3	4,6	20,1	4,5	8,4	11,0	10,2	10,7	17,5	14,5
Service dette / recettes budgétaires	14,0	15,2	26,5	6,6	6,0	5,4	6,6	6,0	5,4	19,0	50,1	41,8	12,0	41,1	11,0	16,5	13,6	19,5	20,3	28,4	27,2
Stock dette / PIB	28,0	29,2	28,9	24,0	24,3	23,8	24,0	24,3	23,8	37,1	43,5	36,3	11,6	9,1	8,5	24,9	25,6	25,3	32,2	32,8	30,0

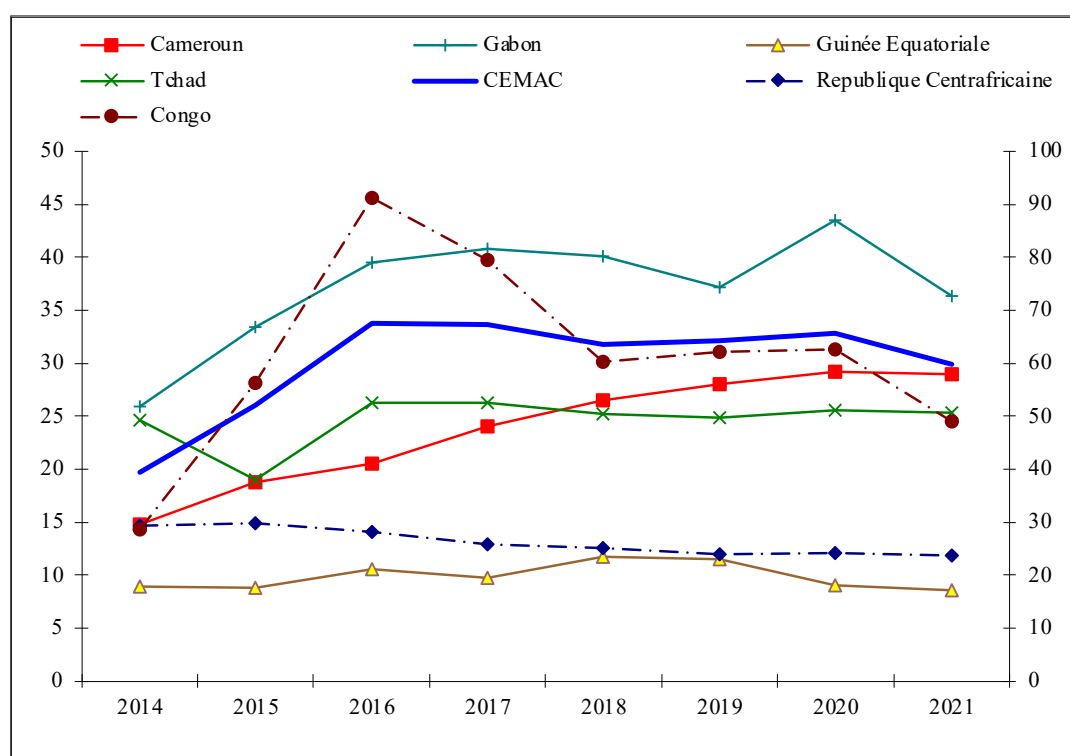
(a) : Estimations de la
BEAC

Source : Données de la Programmation Monétaire

B21. Taux d'endettement public extérieur (dette publique extérieure/PIB)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Cameroun	14,8	18,7	20,6	24,1	26,6	28,0	29,2	28,9
Republique Centrafricaine	29,4	29,9	28,2	25,9	25,2	24,0	24,3	23,8
Congo	28,6	56,4	91,3	79,5	60,2	62,1	62,5	49,1
Gabon	26,0	33,4	39,5	40,8	40,0	37,1	43,5	36,3
Guinée Equatoriale	8,9	8,9	10,6	9,8	11,7	11,6	9,1	8,5
Tchad	24,6	19,0	26,3	26,3	25,2	24,9	25,6	25,3
CEMAC	19,7	26,1	33,7	33,6	31,8	32,2	32,8	30,0

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Taux d'endettement public extérieur (dette publique extérieure/PIB)

Congo et République Centrafricaine : échelle de droite

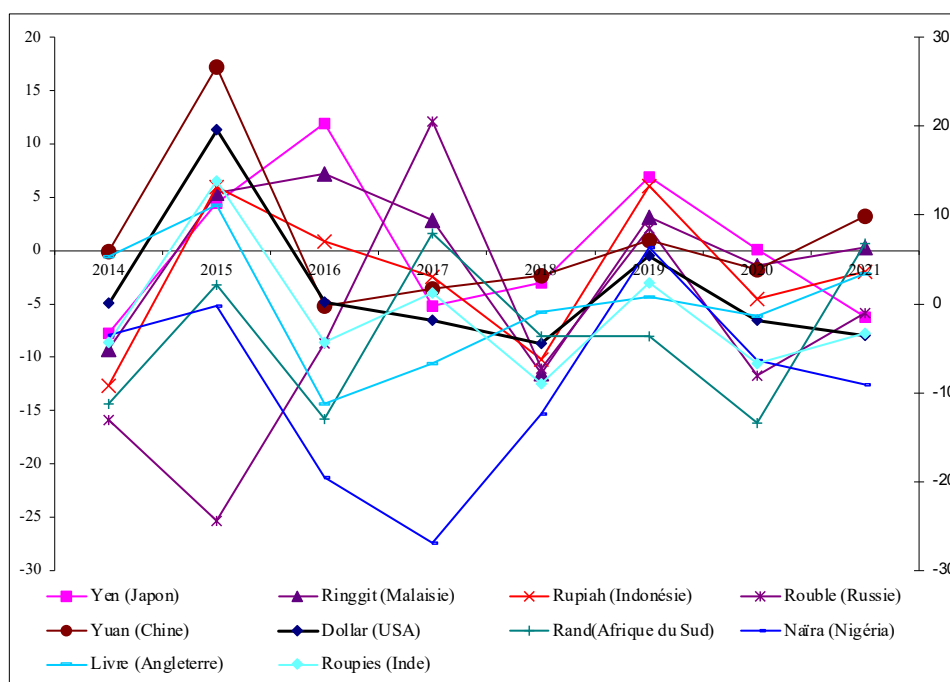
B22. Variations du taux de change du F CFA par rapport aux principales devises

(Cotation à l'incertain)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dollar (USA)	0,1	19,6	0,2	-1,9	-4,4	5,4	-1,9	-3,5
Yen (Japon)	-7,7	4,5	11,9	-5,2	-3,0	6,9	0,1	-6,2
Ringgit (Malaisie)	-9,2	5,4	7,2	2,9	-11,5	3,2	-1,4	0,3
Rupiah (Indonésie)	-12,7	6,0	0,9	-2,4	-10,2	6,1	-4,5	-1,9
Rouble (Russie)	-15,9	-25,3	-8,7	12,1	-11,0	2,1	-11,7	-5,8
Yuan (Chine)	-0,1	17,3	-5,2	-3,6	-2,3	0,9	-1,7	3,3
Rand(Afrique du Sud)	-11,2	2,1	-13,0	8,0	-3,7	-3,7	-13,4	6,9
Naïra (Nigéria)	-3,5	-0,2	-19,5	-26,9	-12,4	6,3	-6,4	-9,1
Livre (Angleterre)	5,4	11,1	-11,2	-6,7	-0,9	0,8	-1,3	3,5
Roupies (Inde)	-4,3	13,8	-4,3	1,2	-9,0	2,4	-6,7	-3,3

Sources : calculé à partir des données de la Banque de France et de la BEAC

Variations du taux de change du F CFA par rapport aux principales devises (Cotation à l'incertain)



B23. Production pétrolière et minière

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Variations
					(1)	(2)	en % (2)/(1)
CAMEROUN							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	4,7	3,9	3,5	3,6	3,7	3,6	2,2
- Exportations.....	4,4	3,7	3,0	3,8	3,7	3,6	-2,5
Gaz naturel (en milliers de tonnes)							
- Production.....	227,0	187,1	930,7	1 275,4	1 354,4	1 328,8	6,2
- Exportations.....	0,0	0,0	731,7	1 139,2	1 209,7	1 186,9	6,2
Aluminium (en milliers de tonnes)							
- Production.....	69,4	80,6	65,9	53,2	47,5	36,4	-10,6
- Exportations.....	69,4	80,6	65,9	53,2	47,5	36,4	-10,6
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE							
Diamants (en milliers de carats)							
- Production.....	12,6	59,8	80,3	25,3	50,4	103,6	99,4
- Exportations.....	12,6	59,8	80,3	25,3	50,4	103,6	99,4
Or (en kg)							
- Production.....	32,9	117,5	141,8	358,9	401,1	857,9	11,8
- Exportations.....	32,9	117,5	141,8	358,9	401,1	857,9	11,8
CONGO							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	11,4	13,3	16,7	17,0	15,4	13,8	-9,0
- Exportations.....	10,7	12,5	15,7	16,1	14,4	13,0	-10,3
Gaz naturel (en milliers de tonnes)							
- Production.....	156,5	126,3	91,6	102,5	133,2	91,3	29,9
- Exportations.....	156,5	126,3	91,6	102,5	133,2	91,3	29,9
GABON							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	11,5	10,5	9,6	10,9	10,8	10,0	-0,9
- Exportations.....	10,5	9,4	8,7	9,9	9,8	9,1	-1,0
Or (en kg)							
- Production.....	118,5	226,3	83,0	107,0	371,1	966,6	246,8
- Exportations.....	118,5	226,3	83,0	107,0	371,1	966,6	246,8
Manganèse (en milliers de tonnes)							
- Production.....	3,4	4,9	5,4	6,7	8,4	9,6	25,1
- Exportations.....	3,4	5,1	5,3	6,1	8,1	8,9	31,9
GUINEE EQUATORIALE							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	10,2	8,7	7,9	7,1	7,1	5,9	0,1
- Exportations.....	10,2	8,3	7,9	7,1	7,2	5,9	0,1
Gaz naturel (en milliers de tonnes)							
- Production.....	6 027,0	6 492,0	5 724,8	4 972,6	4 311,1	4 820,8	-13,3
- Exportations.....	6 027,0	6 492,0	5 724,8	4 972,6	4 311,1	4 820,8	-13,3
TCHAD							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	6,5	5,8	6,5	7,3	7,0	5,9	-3,6
- Exportations.....	5,8	5,1	5,8	6,6	6,3	5,2	-4,0
ENSEMBLE CEMAC							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	44,2	42,1	44,3	45,9	44,1	39,2	-3,9
- Exportations.....	41,6	39,0	41,1	43,5	41,4	36,7	-4,8
Manganèse (en milliers de tonnes)							
- Production.....	3,4	4,9	5,4	6,7	8,4	9,6	25,1
- Exportations.....	3,4	5,1	5,3	6,1	8,1	8,9	31,9
Aluminium (en milliers de tonnes)							
- Exportations.....	69,4	80,6	65,9	53,2	47,5	36,4	-10,6
Diamants (en milliers de carats)							
- Production.....	12,6	59,8	80,3	25,3	50,4	103,6	99,4
- Exportations.....	12,6	59,8	80,3	25,3	50,4	103,6	99,4
Or (en kg)							
- Production.....	151,4	343,9	224,8	465,9	772,3	1 824,5	65,8
- Exportations.....	151,4	343,9	224,8	465,9	772,3	1 824,5	65,8
Méthanol (en milliers de tonnes)							
- Production.....	6 410,5	6 805,4	6 747,1	6 350,5	5 798,7	6 240,9	-8,7
- Exportations.....	6 183,5	6 618,3	6 548,1	6 214,3	5 654,0	6 099,0	-9,0

Sources : Administrations nationales et BEAC

B24. Production agricole vivrière

(en milliers de tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Variations
					(1)	(2)	en % (2)/(1)
Cameroun							
Plantain	3 916,1	3 800,0	4 050,8	4 445,3	4 556,4	4 652,1	2,1
Manioc	4 990,7	4 600,0	4 647,2	5 621,3	5 761,9	5 882,9	2,1
Macabo/Taro	1 757,2	2 099,2	1 810,3	1 973,1	2 022,5	2 075,0	2,6
Maïs	2 148,7	2 300,0	2 474,8	2 461,9	2 523,4	2 589,0	2,6
Riz paddy	253,0	225,5	331,4	363,5	372,6	382,3	2,6
Canne à sucre	232,1	266,3	286,5	308,3	316,0	324,2	2,6
Huile de palme	227,8	290,0	312,0	335,8	344,1	353,1	2,6
Pommes de terre	237,8	240,0	258,2	241,8	247,8	254,2	2,6
Mil et sorgho	1 911,1	1 560,0	1 406,9	2 296,7	2 354,2	2 415,4	2,6
République Centrafricaine							
Arachides	140,9	143,0	146,6	154,6	163,1	136,2	-16,5
Manioc	553,5	563,2	577,2	609,0	642,5	832,4	29,6
Mil et sorgho	102,8	105,4	108,1	114,0	120,3	30,9	-74,3
Maïs	144,1	147,7	151,4	159,7	168,5	111,4	-33,9
Riz Paddy	33,8	34,7	35,6	37,5	39,6	13,5	-65,9
Sésame	40,2	41,3	42,3	44,6	47,1	48,4	2,8
Courges	30,3	31,0	31,8	33,6	35,4	26,2	-26,0
Congo							
Tubercule de manioc	1 930,8	1 947,6	1 704,1	1 241,0	1 256,7	1 338,4	6,5
Feuille de manioc	115,6	116,6	117,0	89,8	90,9	96,8	6,5
Arachide	53,5	54,0	54,2	41,6	42,1	44,9	6,5
Banane plantain	193,0	194,7	195,3	149,9	151,8	161,7	6,5
Banane douce	153,3	154,7	155,2	119,1	120,6	128,4	6,5
Mangues	68,1	68,7	68,9	52,9	53,6	57,0	6,5
Canne à sucre	403,3	606,0	707,3	568,7	592,1	607,0	2,5
Tchad							
Mil-Pénicillaire	725,7	660,2	756,6	717,6	686,6	621,4	-9,5
Sorgho	991,0	946,3	987,6	972,5	970,2	895,8	-7,7
Berbéré	453,7	448,5	578,6	528,4	538,2	494,4	-8,1
Maïs	443,8	396,5	437,9	414,6	407,4	364,6	-10,5
Riz paddy	257,7	263,6	259,5	290,6	278,1	242,6	-12,7
Blé	1,7	1,9	1,8	1,6	1,8	1,5	-14,4
Niébé	144,1	152,0	151,9	152,9	154,6	151,7	-1,9
Arachides	871,2	870,1	893,9	873,2	840,0	798,0	-5,0
Manioc	492,5	290,6	284,3	297,0	293,9	195,8	-33,4
Canne à sucre	324,6	336,7	341,3	341,1	347,9	358,4	3,0
Sésame	153,6	158,7	172,5	217,7	202,1	196,9	-2,6
ENSEMBLE CEMAC							
Mil et Sorgho	3 005,0	2 611,7	2 502,5	3 383,3	3 444,6	3 342,1	-3,0
Maïs	2 736,5	2 844,2	3 064,1	3 036,2	3 099,3	3 065,1	-1,1
Riz Paddy	544,5	523,7	626,5	691,6	690,3	638,4	-7,5
Pomme de terre	237,8	240,0	258,2	241,8	247,8	254,2	2,6
Manioc	7 475,0	7 110,8	6 928,6	7 471,4	7 661,0	8 053,6	5,1
Macabo/Taro/Igname	1 757,2	2 099,2	1 810,3	1 973,1	2 022,5	2 075,0	2,6
Plantain	4 109,1	3 994,7	4 246,1	4 595,2	4 708,2	4 813,8	2,2
Arachides	1 065,7	1 067,1	1 094,7	1 069,4	1 045,3	979,0	-6,3
Berbéré	453,7	448,5	578,6	528,4	538,2	494,4	-8,1
Canne à sucre	960,0	1 209,0	1 264,7	1 218,1	1 256,0	1 289,5	2,7
Sésame	193,9	200,0	214,8	262,3	249,2	245,3	-1,5
Huile de palme	227,8	290,0	312,0	335,8	344,1	353,1	2,6
Courges	30,3	31,0	31,8	33,6	35,4	26,2	-26,0
Blé	1,7	1,9	1,8	1,6	1,8	1,5	-14,4
Niébé	144,1	152,0	151,9	152,9	154,6	151,7	-1,9
Pénicillaire	725,7	660,2	756,6	717,6	686,6	621,4	-9,5
Mangues	68,1	68,7	68,9	52,9	53,6	57,0	6,5
Total	23 736,0	23 552,6	23 912,2	25 765,0	26 238,5	26 461,4	0,8

Sources : Administrations Nationales et BEAC

Les données du Gabon et de la Guinée Equatoriale sont indisponibles

L'agrégation au niveau de la CEMAC ne tient pas compte des données non déclarées

B25. Production d'élevage

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Variations
					(1)	(2)	en % (2)/(1)
Cameroun							
Bétail (cheptel, en milliers de têtes)							
Bovins	7 442	8 075	8 761	9 506	9 649	9 957	3,2
Ovins	3 283	3 398	3 500	3 605	3 659	3 732	2,0
Caprins	6 366	6 442	6 506	6 571	6 670	6 737	1,0
Porcins	3 491	3 613	3 729	3 848	3 906	3 945	1,0
Volailles (en milliers d'unités)	81 924	82 662	83 901	85 579	87 291	89 037	2,0
République Centrafricaine							
Bétail (cheptel, en milliers de têtes)							
Bovins	4 307	4 381	4 455	5 444	5 664	5 988	5,7
Ovins	450	461	472	577	589	602	2,2
Caprins	5 638	5 779	5 924	7 239	7 398	7 561	2,2
Porcins	1 457	1 530	1 606	1 963	2 006	2 050	2,2
Volailles (en milliers d'unités)	14 748	16 960	19 504	24 334	24 869	25 416	2,2
Tchad							
Bovins	26 214	27 606	29 072	30 615	31 935	33 631	5,3
Ovins	28 313	30 323	32 476	34 650	36 144	37 701	4,3
Caprins	32 686	35 007	37 492	40 002	41 726	44 689	7,1
Camelins	6 837	7 288	7 769	8 276	8 632	9 202	6,6
Equins	1 100	1 127	1 154	1 268	1 323	1 355	2,4
Asins	2 873	2 943	3 015	3 621	3 777	3 869	2,4
Porcins	1 867	2 095	2 351	2 633	2 746	3 081	12,2
Volailles (en milliers d'unités)	36 855	39 214	41 724	44 394	47 236	50 259	6,4
ENSEMBLE CEMAC							
Bovins	37 963	40 062	42 288	45 566	47 247	49 577	4,9
Ovins	32 046	34 182	36 448	38 832	40 392	42 036	4,1
Caprins	44 690	47 228	49 923	53 812	55 794	58 986	5,7
Camelins	6 837	7 288	7 769	8 276	8 632	9 202	6,6
Equins	1 100	1 127	1 154	1 268	1 323	1 355	2,4
Asins	2 873	2 943	3 015	3 621	3 777	3 869	2,4
Porcins	6 816	7 239	7 686	8 444	8 658	9 077	4,8
Volailles (en milliers d'unités)	133 528	138 836	145 129	154 308	159 396	164 712	3,3

Sources : Administrations Nationales.

B26. Production agricole d'exportation

(en milliers de tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Variations
			(1)		(2)	(2)	en % (2)/(1)
Cameroon							
- Cacao	285,7	300,0	301,7	303,5	241,5	301,6	24,9
- Café	59,0	34,1	29,0	28,2	33,1	22,1	-33,2
- Coton graine	227,7	275,9	307,9	315,5	334,0	342,7	2,6
- Banane	298,7	278,9	219,7	186,5	193,9	210,4	8,5
- Caoutchouc	42,3	42,4	41,6	34,4	32,3	40,8	26,3
République Centrafricaine							
- Coton graine	0,2	0,7	1,2	0,4	1,0	1,0	2,3
- Café	4,8	1,0	2,5	2,0	1,0	0,3	-68,8
- Tabac	102,8	117,4	134,0	153,0	174,7	199,5	14,2
Congo							
- Cacao	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,3	6,5
- Café	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,3	6,5
- Sucre	0,0	3,0	7,5	5,5	5,7	5,8	2,5
Gabon							
- Cacao	0,7	0,9	1,0	1,1	1,3	1,5	15,0
- Café	0,3	0,4	0,5	0,5	0,6	0,7	15,0
- Caoutchouc	14,9	14,2	13,2	9,4	15,4	18,4	19,3
Guinée Equatoriale							
- Cacao	0,8	0,5	0,7	0,8	0,5	0,5	-5,0
- Café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Tchad							
- Coton graine	132,1	153,4	47,8	15,5	113,5	123,1	8,5
- Gomme arabique	47,9	48,9	49,9	50,9	50,8	52,9	4,09
Ensemble CEMAC							
- Cacao	288,5	302,6	304,4	306,3	244,2	304,3	24,6
- Café	66,2	37,6	34,0	32,9	36,9	25,4	-31,1
- Coton graine	359,8	429,2	355,7	331,1	447,5	465,8	4,1
- Banane	359,8	429,2	355,7	331,1	447,5	465,8	4,1
- Caoutchouc	57,2	56,6	54,8	43,8	47,7	59,2	24,1
- Sucre	0,0	3,0	7,5	5,5	5,7	5,8	2,5
- Tabac	102,8	117,4	134,0	153,0	174,7	199,5	14,2
- Gomme arabique	47,9	48,9	49,9	50,9	50,8	52,9	4,09

Sources : Administrations nationales et BEAC

B27. Production et exportation de bois tropicaux

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Variations
					(1)	(2)	en % (2)/(1)
CAMEROUN							
BOIS DIVERS							
Production de grumes (en milliers de m3)	2 746,5	2 793,2	3 013,1	2 767,1	2 441,9	2 788,7	14,2
Exportations (en milliers de tonnes)	807,0	1 018,0	1 096,8	881,2	777,7	888,0	14,2
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE							
BOIS DIVERS (en milliers de m3)							
Production	433,8	561,0	631,6	614,8	652,7	576,5	-11,7
Grumes	396,2	536,8	591,2	572,8	602,2	525,9	-12,7
Sciages	37,6	24,3	40,4	42,0	50,5	50,5	0,1
Exportations	220,5	317,2	370,5	318,7	329,4	265,6	-19,4
Grumes	191,4	293,4	341,2	310,7	320,0	239,7	-25,1
Sciages	29,1	23,8	29,2	8,0	9,5	25,9	173,2
CONGO							
BOIS tropicaux et semis œuvre							
Production (en milliers de m3)	2 033,3	1 963,9	2 066,2	2 252,9	2 413,3	2 249,2	-6,8
Grumes	1 581,7	1 578,1	1 650,0	1 806,7	1 933,2	1 801,8	-6,8
Sciages	451,7	385,8	416,2	446,2	480,1	447,5	-6,8
Exportations (en milliers de m3)	896,9	1 106,5	997,1	988,0	1 075,9	1 002,8	-6,8
Grumes	664,9	873,7	756,3	707,3	735,6	685,5	-6,8
Sciages	232,0	232,9	240,8	280,7	340,4	317,2	-6,8
GABON							
OKOUME et bois divers							
Production (en milliers de m3)	226,1	271,2	312,4	320,7	320,7	382,1	19,2
Grumes	153,2	186,6	204,1	211,3	213,6	239,5	12,1
Bois débités	72,9	84,6	108,3	109,4	107,1	142,6	33,1
Exportations (en milliers de m3)	61,8	66,8	84,8	90,5	88,6	118,0	33,1
Grumes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Sciages	61,8	66,8	84,8	90,5	88,6	118,0	33,1
GUINEE EQUATORIALE							
OKOUME et bois divers							
Production (en milliers de m3)	652,2	527,2	336,7	59,9	41,2	41,2	0,0
Grumes	642,8	518,9	309,4	-17,2	23,2	23,2	0,0
Bois débités	9,3	8,3	27,3	77,2	18,1	18,1	0,0
Exportations (en milliers de m3)	645,7	659,3	755,6	358,9	103,5	103,5	0,0

Sources : Administrations nationales et BEAC.

B28. Evolution du taux de couverture extérieure de la monnaie*

	Cameroun	République Centrafricaine	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC
2016	73,62	80,24	43,87	55,70	8,38	5,31	59,10
2017	70,97	83,24	27,57	58,84	7,12	5,17	57,46
2018	75,56	81,36	32,45	70,39	7,11	16,72	61,31
2019							
Mars	76,40	81,15	31,21	71,26	7,37	17,49	62,75
Juin	78,48	82,00	40,35	72,19	16,35	18,36	65,56
Septembre	76,16	81,35	47,45	70,46	16,38	25,72	65,87
Décembre	79,00	81,37	54,40	73,89	7,28	29,41	67,22
2020							
Mars	80,70	83,22	53,75	80,15	7,78	27,75	69,00
Juin	78,56	82,12	57,73	80,25	7,38	41,32	70,42
Septembre							67,71
Décembre							63,62
2021							
Janvier							62,27
Février							61,59
Mars							59,05
Avril							61,09
Mai							60,85
Juin							59,75
Juillet							58,24
Août							68,01
Septembre							65,86
Octobre							65,77
Novembre							66,60
Décembre							63,96

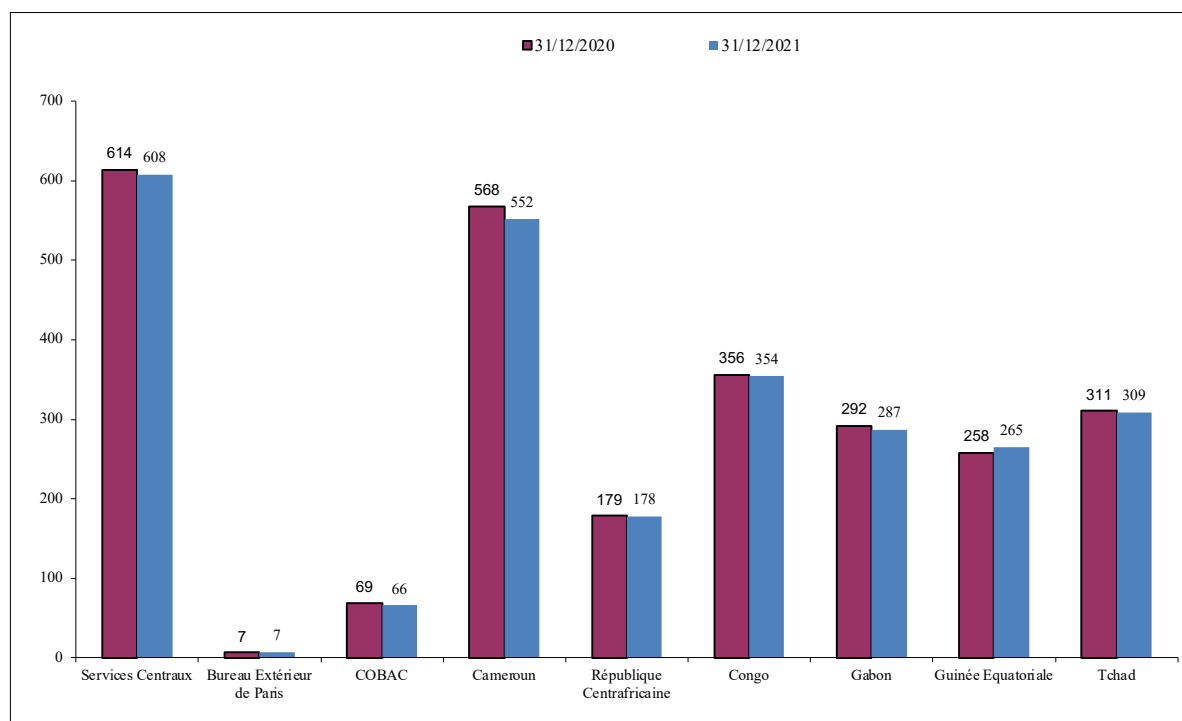
Source : BEAC

* suivant la Lettre circulaire N°015/GR/2020 du 03 Novembre 2020, le Taux de couverture est désormais calculé uniquement pour la CEMAC

B29. Evolution des effectifs de la BEAC par pays ou centre

Pays ou Centre	Effectifs en nombre		Accroissement		Répartition des effectifs au 31/12/2020		
	31/12/2020	31/12/2021	En nombre	En %	En %	Dont cadres supérieurs	
						En nombre	En %
Services Centraux	614	608	-6	-1,0	23,2	165	6,3
Bureau Extérieur de Paris	7	7	0	0,0	0,3	2	0,1
COBAC	69	66	-3	-4,3	2,5	44	1,7
Cameroun	568	552	-16	-2,8	21,0	33	1,3
République Centrafricaine	179	178	-1	-0,6	6,8	18	0,7
Congo	356	354	-2	-0,6	13,5	28	1,1
Gabon	292	287	-5	-1,7	10,9	25	1,0
Guinée Equatoriale	258	265	7	2,7	10,1	24	0,9
Tchad	311	309	-2	-0,6	11,8	23	0,9
Total	2 654	2 626	-28	-1,1	100	362	13,8

Source : BEAC

Structure des effectifs de la BEAC par pays ou centre

Directeur de la publication :	EBE MOLINA Ivan BACALE Directeur Général des Études, Finances et Relations Internationales de la BEAC
Rédacteur en Chef :	HAMADOU ABDOULAYE Directeur Central des Étude, de la Recherche et des Statistiques de la BEAC
Rédacteurs en Chef Adjoint :	Georges DIFFO NIGTIOPOP Adjoint au Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques de la BEAC, en charge du pôle Etudes Evrard Ulrich Herménégilde MOUNKALA Adjoint au Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques de la BEAC, en charge du pôle Statistiques
Conception et impression :	Imprimerie - BEAC